



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



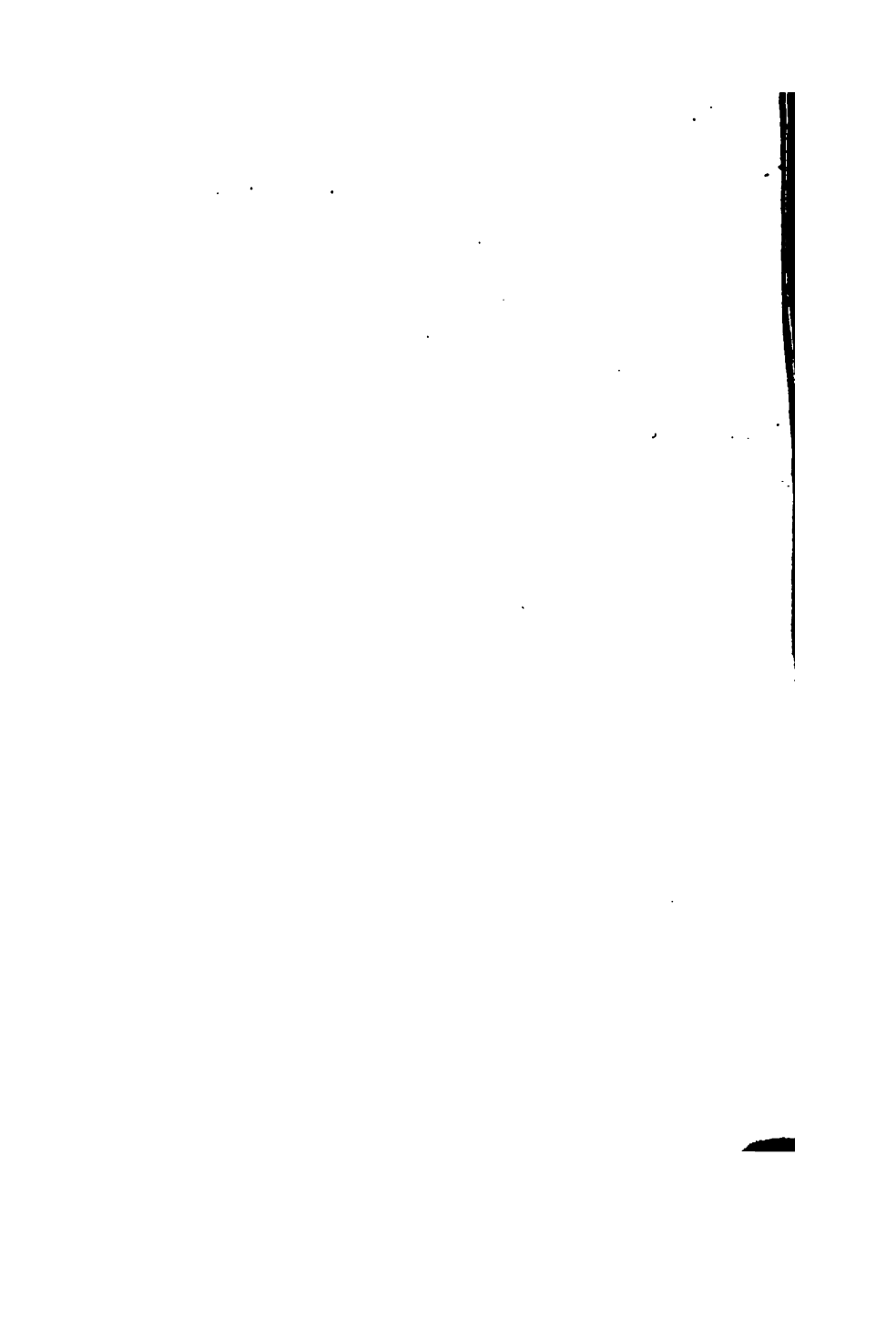
3 3433 06924600 1



SP

Refamy





SEUL DE SON SIÈCLE

EN L'AN 2000





SEUL DE SON SIÈCLE

EN L'AN 2000

Autres ouvrages du V^e COMBES de LESTRADE

La Liberté (in-8), *épuisé*.

L'Empire russe en 1885, *épuisé*.

Physiologie du plaisir (in-8). (REINWALD.)

L'Empire russe, les hommes, les lois, les mœurs. 1 vol.
in-12 (DECAUX).

Éléments de Sociologie. 1 vol. gr. in-8 (*Bibliothèque
historique et politique*). (F. ALCAN.)

La Banque de Naples, son histoire et son organisation.
Br. in-8. (GUILLAUMIN.)

SOUS PRESSE :

**Histoire des Deux-Siciles sous la monarchie de
Savoie.**

SEUL DE SON SIÈCLE

EN L'AN 2000

TRADUCTION ET DISCUSSION

DU ROMAN COMMUNISTE « LOOKING BACKWARD »

De M. Ed. Bellamy

PAR

Le V^{te} COMBES DE LESTRADE

PARIS

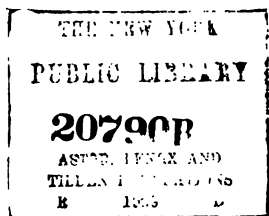
GUILLAUMIN ET C^{IE}, ÉDITEURS

De la collection des principaux Économistes, du Journal des Économistes,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

14, Rue Richelieu, 14

1891

1721



A LA MÉMOIRE SAINTE ET CHÉRIE

DE

Vincenzina AREZZO

Baronne de DONNAFUGATA

Duchesse del PALAZZO

Hommage Filial

C. DE L.

Maman 10 July '939



AVERTISSEMENT

DU TRADUCTEUR



C'est pendant le long et ennuyeux voyage de Kœnigsberg à Berlin que j'ai lu

« Looking Backward »

de M. Ed. Bellamy. Je n'essaierai pas de dissimuler l'impression très vive que j'en reçus.

De tous les livres communistes que j'ai eus sous les yeux, c'est le plus dangereux. Il ne contient pas d'idées fondamentales qui soient neuves. C'est un amalgame des théories de Fourier, de celles de Proudhon et de celles de Marx qu'il présente à ses lecteurs. Mais alors que celles-ci ne sont guère accessibles qu'à l'homme que ses études antérieures préservent des poisons, M. Bellamy a donné à ses idées une forme facile, agréable. Il s'appuie

SEUL DE SON SIÈCLE

EN L'AN 2000

SEUL DE SON SIÈCLE

EN L'AN 2000

Autres ouvrages du V^e COMBES de LESTRADE

La Liberté (in-8), *épuisé*.

L'Empire russe en 1885, *épuisé*.

Physiologie du plaisir (in-8). (REINWALD.)

L'Empire russe, les hommes, les lois, les mœurs. 4 vol.
in-12 (DECAUX).

Éléments de Sociologie. 1 vol. gr. in-8 (*Bibliothèque
historique et politique*). (F. ALCAN.)

La Banque de Naples, son histoire et son organisation.
Br. in-8. (GUILLAUMIN.)

SOUS PRESSE :

**Histoire des Deux-Siciles sous la monarchie de
Savoie.**

SEUL DE SON SIÈCLE

EN L'AN 2000

TRADUCTION ET DISCUSSION

DU ROMAN COMMUNISTE « LOOKING BACKWARD »

De **M. Ed. Bellamy**

PAR

Le **V^{te} COMBES DE LESTRADE**

6.

PARIS

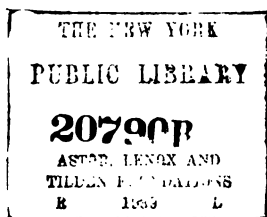
GUILLAUMIN ET C^{IE}, ÉDITEURS

De la collection des principaux Économistes, du Journal des Économistes,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

14, Rue Richelieu, 14

1891

475



A LA MÉMOIRE SAINTE ET CHÉRIE

DE

Vincenzina AREZZO

Baronne de DONNAFUGATA

Duchesse del PALAZZO

Hommage Filial

C. DE L.

Mammi 10 July '939

AVERTISSEMENT

DU TRADUCTEUR



*C'est pendant le long et ennuyeux voyage de
Kœnigsberg à Berlin que j'ai lu*

« Looking Backward »

de M. Ed. Bellamy. Je n'essaierai pas de dissimuler l'impression très vive que j'en reçus.

De tous les livres communistes que j'ai eus sous les yeux, c'est le plus dangereux. Il ne contient pas d'idées fondamentales qui soient neuves. C'est un amalgame des théories de Fourier, de celles de Proudhon et de celles de Marx qu'il présente à ses lecteurs. Mais alors que celles-ci ne sont guère accessibles qu'à l'homme que ses études antérieures préservent des poisons, M. Bellamy a donné à ses idées une forme facile, agréable. Il s'appuie

sur des faits nouveaux, mal analysés encore, mais qui frappent beaucoup d'esprits.

Traduire l'ouvrage et me borner là m'eût semblé œuvre fâcheuse. Je crois avoir tenté une bonne action en tâchant de montrer combien ses arguments sont spécieux et combien le simple bon sens vient facilement à bout de sophismes brillants, malgré le très grand talent qui les rend dangereux.

PRÉFACE

Section Historique

DU

COLLÈGE SHAWMUT

Boston, 26 décembre 2000.

Vivant comme nous le faisons, dans la dernière année du xx^e siècle, jouissant de toutes les bénédictions d'un ordre social à la fois si simple et si logique qu'il semble être tout simplement le triomphe du bon sens, il est certainement difficile, pour ceux qui n'ont étudié l'histoire que superficiellement, de croire que l'organisation actuelle de la société ne date que d'un siècle. Pourtant, aucun fait historique n'est mieux établi que celui-ci : jusqu'à la fin du xix^e siècle, il

était universellement admis que le système industriel, en dépit de toutes ses conséquences sociales, si choquantes fussent-elles, était destiné à durer éternellement. Combien n'est-il pas étrange, combien ne semble-t-il pas incroyable qu'une transformation, matérielle et morale, si prodigieusement grande, ait pu s'accomplir dans un intervalle si bref ! La facilité avec laquelle les hommes acceptent, comme un fait accompli, des améliorations à un état qu'ils considéraient, peu auparavant, comme ne laissant rien à désirer, cette facilité ne saurait être mieux établie. Y a-t-il une réflexion plus propre à modérer l'enthousiasme des réformateurs qui attendent leur récompense de la gratitude des siècles futurs ?

Le but de ce volume est d'aider les personnes qui, tout en désirant se rendre compte des différences sociales entre le XIX^e et le XX^e siècle, sont effrayées par l'aspect solennel des histoires qui traitent ce sujet. L'auteur, averti par son expérience de professeur de la répulsion qu'éprouve l'homme pour l'enseignement, a cherché à rendre légères les qualités instructives de son livre en lui donnant la forme d'un récit, qu'il voudrait croire capable d'offrir par lui-même quelque intérêt.

Le lecteur, pour lequel les institutions sociales actuelles et les principes sur lesquels elles se

basent paraissent des choses toutes naturelles, trouveront un peu surabondantes les explications du D^r Leete. Mais il doit se souvenir que l'hôte du docteur était loin de juger ainsi et que ce livre est écrit précisément pour amener ceux qui le croient à oublier combien ces choses paraissent simples et inévitables aujourd'hui.

Un mot encore. Le thème, presque universel, de tous les écrivains et orateurs qui ont célébré le second millenium a été plutôt l'avenir que le passé. Ils ont envisagé moins ce qui a été fait que ce qui reste à faire jusqu'à ce que l'humanité ait accompli sa destinée. C'est bien, absolument bien, mais il me semble que nul terrain ne peut mieux recevoir les fondements de l'édifice social que les dix siècles futurs verront s'élever que celui qu'on aura préparé en faisant face au passé.

Que ce volume soit assez heureux pour trouver des lecteurs que le sujet séduira assez pour qu'ils oublient la manière insuffisante dont il y est traité, tel est l'espoir dans lequel l'auteur se tait et laisse la parole à M. Julien West lui-même.


SEUL DE SON SIÈCLE

EN L'AN 2000

CHAPITRE PREMIER

J'ai vu le jour, à Boston, en 1857. — « Comment », dira-t-on, « en mil huit cent cinquante-sept ? C'est un simple lapsus. Il veut dire mil neuf cent cinquante-sept, évidemment ». Je m'excuse, mais il n'y a pas de lapsus. C'était vers quatre heures de l'après-midi du 26^e jour de décembre, le lendemain de Noël, en 1857, et non en 1957 que je respirai, pour la première fois, le vent d'est de Boston. Je prie le lecteur de croire qu'il avait déjà, à cette époque lointaine, les mêmes qualités pénétrantes qui le caractérisent dans la présente année du Seigneur, 2000.

Ces affirmations paraissent tellement absurdes, surtout si j'ajoute que je suis un jeune homme



dont l'extérieur ne dénote pas plus de 30 ans, que personne ne sera coupable en refusant de lire un mot de plus de ce qui semble être un simple abus de la crédulité publique. Néanmoins, j'affirme encore que je ne compte me permettre aucune supercherie et que j'espère l'en convaincre, s'il me suit pendant quelques pages. En attendant, je puis croire, quitte à justifier cette assertion, que je sais mieux que quiconque à quelle époque je suis né et je poursuis mon récit.

Le moindre écolier sait que dans la dernière partie du xix^e siècle, la civilisation d'aujourd'hui ou même quelque chose d'analogue n'existait pas, quoique les éléments dont elle est constituée fussent déjà en fermentation. Rien n'était venu effacer la division de la société en quatre classes. Quatre nations, devrais-je dire, car l'abîme qui séparait le riche du pauvre, le savant de l'illettré était plus profond que le fossé qui divise actuellement les États. J'étais moi-même riche, d'un esprit cultivé et en possession de tous les éléments de bonheur qui formaient l'apanage du plus heureux de ce siècle-là. Vivant dans le luxe, n'ayant d'autre occupation que la recherche du plaisir et des raffinements de la vie, je retirais les choses nécessaires à la vie du travail d'autrui, sans rendre en échange aucune espèce de service. Mes parents et mes grands-parents avaient vécu ainsi et je comptais bien que mes descendants, si j'en avais, jouiraient d'une existence aussi aisée.

« Mais comment pouvais-je vivre sans travailler et sans servir autrui ? » demanderez-vous. Pourquoi le monde laissait-il se prélasser dans l'oisiveté un être capable de le servir ?

Le mot de l'énigme, c'est que mon arrière-grand-père avait accumulé une somme d'argent sur laquelle tous ses descendants vivaient, depuis lui. La somme, supposerez-vous naturellement, devait être bien énorme pour que trois générations de paresseux n'aient pu l'épuiser. Ce n'est pas cela. La somme, au début, n'avait pas été si considérable mais, en fait, après que trois générations oisives avaient été entretenues par elle, elle était beaucoup plus considérable qu'en commençant.

Ce mystère, d'un usage sans consommation, d'un feu sans combustion, paraît un phénomène de magie. C'était simplement une application ingénieuse de l'art, heureusement perdu aujourd'hui, mais que nos ancêtres avaient conduit à la perfection, de faire peser le fardeau de l'existence des uns sur les épaules des autres. L'homme qui résolvait ce problème, et c'était le but universellement poursuivi, était réputé vivre du revenu de ses placements. Nous ne pourrions expliquer comment cela était rendu possible par les anciennes méthodes industrielles sans nous y arrêter trop longtemps. Je dirai seulement, pour l'instant, que le revenu des placements était une sorte de taxe perpétuelle que le possesseur ou l'héritier des sommes d'argent pouvait prélever sur le bénéfice des travailleurs. On ne doit pas supposer qu'un arrange-

qui nous semble si extraordinaire, si archaïque, n'ait jamais été critiqué par nos ancêtres. La tâche et le mérite des législateurs et des prophètes, depuis les premiers âges, fut d'abolir l'intérêt, tout au moins de le limiter au taux le moins élevé possible. Tous ces efforts échouèrent, cependant, comme c'était logique, tant que dura l'ancienne organisation. Au temps dont je parle, à la dernière partie du xix^e siècle, presque tous les gouvernements avaient renoncé à réglementer cette matière.

Pour essayer de donner au lecteur une impression d'ensemble de la marche sociale de ce temps-là, et en particulier des relations entre riche et pauvre, peut-être ne puis-je mieux faire que de comparer la société d'alors à une immense diligence que la masse humaine devait traîner sur une route accidentée et sablonneuse. Le cocher avait faim et ne tolérait pas de halte, quoique l'allure fût nécessairement bien lente. En dépit de la difficulté de tirer la voiture sans arrêt sur une route aussi ardue, elle était couverte de voyageurs qui ne descendaient jamais, même aux côtes les plus roides. Les sièges de l'impériale étaient aérés, confortables. Préservés de la poussière, ceux qui les occupaient jouissaient du point de vue tout à loisir ou discutaient, en pontifiant, des mérites de l'attelage-foule. Naturellement, ces places étaient très recherchées. La lutte pour les avoir était vive, chacun n'ayant d'autre but que de s'en procurer une pour lui qu'il pût laisser à ses enfants. La règle de la diligence permettait à chacun de

céder sa place, mais, d'un autre côté, il pouvait la perdre par mille accidents. — Si aisés fussent-ils, les sièges étaient peu sûrs. A tout cahot imprévu, des voyageurs glissaient et tombaient. A peine avaient-ils touché terre, qu'ils devaient s'atteler au timon et tirer l'équipage qui les promenait naguère si agréablement. On regardait, cela va de soi, la perte de sa place comme un terrible malheur et la crainte d'une telle calamité pour eux ou leurs proches était un voile perpétuellement jeté sur le bonheur des voyageurs.

Mais, dira-t-on, ne pensaient-ils donc qu'à eux-mêmes ? Leur luxe ne leur était-il pas rendu pesant, insupportable par la comparaison avec le sort de leurs frères, de leurs sœurs peinant sous le harnais, par la conscience que leur poids, à eux-mêmes, ajoutait au fardeau des autres ? N'avaient-ils aucune pitié pour les compagnons dont la chance seule les séparait ?

Oh, certes ! Des paroles de compassion venaient fréquemment de ceux qui étaient sur la voiture pour ceux qui la traînaient, surtout lorsque la diligence arrivait à un endroit de la route spécialement mauvais ou à une côte particulièrement ardue. Alors, l'effort désespéré de la chiourme, ses contorsions sous le fouet impitoyable de la faim, la vue de ceux, si nombreux, qui défailaient, lâchaient le câble et étaient entraînés dans la boue, tout cela formait un spectacle vraiment désolant et il en naissait une masse de bons sentiments sur les hauts sièges. Dans ces moments, les voyageurs

exhortaient au courage l'attelage humain, lui conseillaient la patience, lui promettaient une compensation dans un autre monde, aux duretés de celui-ci. D'autres voyageurs se cotisaient pour acheter des remèdes et des baumes pour les blessés. Tout le monde reconnaissait, d'accord, qu'il était fort triste que la voiture fût si lourde à traîner et c'était un soulagement général lorsque le passage difficile était traversé. Ce soulagement n'était pas, en vérité, absolument dû à la pitié, car ces moments difficiles offraient toujours quelque danger de voir verser la voiture et perdre les places privilégiées par tous ceux qui les occupaient.

Il est naturel que le principal effet du spectacle des souffrances des travailleurs, des hâleurs, fût de démontrer aux voyageurs la haute valeur de leurs sièges sur la voiture et de les pousser à défendre leurs places plus désespérément encore. Si ces voyageurs avaient été sûrs que jamais ni eux, ni leurs amis ne tomberaient de l'équipage, il est probable qu'après avoir souscrit pour les liniments et les bandages, ils se seraient très peu occupés de ceux qui tiraient le véhicule.

Les hommes et les femmes du xx^e siècle trouveront cela, je le sais, une invraisemblable énormité. Mais deux faits, tous les deux fort curieux, concourent à l'expliquer. En premier lieu, il était admis, et sincèrement, que la société ne pouvait pas marcher, si ce n'est avec la majorité attelée au timon et la minorité assise sur la voiture. Non

seulement cela, mais aussi qu'aucune modification de quelque importance n'était possible dans le harnais, la voiture, sur la route ou sur la distribution du travail. Il en avait toujours été ainsi et ce serait toujours de même. C'était triste, mais inévitable et la saine philosophie conseillait de ne pas perdre de temps à compatir à l'inévitable.

L'autre fait est encore plus curieux. Il consiste dans une hallucination que partageaient, d'ordinaire, tous les voyageurs et qui leur persuadait qu'ils n'étaient pas exactement les frères et les sœurs de ceux qui peinaient au timon, mais d'une argile plus fine que la leur, en quelque sorte d'un ordre d'être plus élevé, qui devait plus légitimement s'attendre à être voituré. Cela semble impossible, incroyable ; mais comme j'ai jadis fait partie de cette troupe de voyageurs, partagé cette hallucination, je dois être cru sur parole. Le côté le plus étrange de cet hypnotisme, était que ceux-là même qui quittaient le timon pour monter en voiture, partageaient cette erreur magique, sans attendre que la marque des harnais fût effacée de leurs mains. Quant à ceux dont les parents et les grands parents avaient été assez heureux pour garder leurs sièges et les leur transmettre, leur conviction qu'un abîme séparait leur sorte d'humanité de celle du commun, était absolue.

Naturellement, une pareille illusion transformait les sentiments de compassion fraternelle pour les souffrances de la masse en une sorte d'apitoye-

ment philosophique. En cela, gît la seule excuse que je puisse trouver à l'indifférence que, à l'époque dont je parle, je professais pour les maux de mes frères.

En 1887, j'arrivais à ma trentième année. Encore célibataire, j'étais fiancé à Edith Bartlett ; comme moi, elle occupait un des sièges de la voiture, ou, — pour ne pas nous encombrer plus longtemps d'une parabole qui m'a, je l'espère, servi à donner au lecteur une idée nette de ce qui existait alors, — sa famille était riche. A cette époque où l'argent donnait tout ce qui était agréable et délicat, il suffisait pour une femme d'être riche pour avoir de nombreux soupirants, mais Edith Bartlett était, de plus, belle et gracieuse.

Mes lectrices, j'en suis sûr, vont protester : « Belle, diront-elles, elle l'était peut-être, mais gracieuse, non ! avec les modes de ce temps-là ! quand les chapeaux étaient des édifices d'un pied de haut, que l'abus effréné du corset déformait les corps plus que ne le sauraient faire tous les couturiers ! Comment être gracieuse dans cet attirail ? » L'argument est sérieux et je puis seulement répondre que si les dames du xx^e siècle sont de ravissantes démonstrations de tout ce que peut l'art des draperies intelligentes pour souligner les grâces féminines, le souvenir que je garde de nos grands'mères me permet d'affirmer qu'aucune défectuosité de leur costume ne pouvait complètement cacher ces grâces.

Notre mariage n'attendait que l'achèvement de

la maison que je faisais bâtir pour nous, dans une des plus élégantes parties de la ville. Autrement dit, dans un quartier habité surtout par les riches. Il faut en effet, que l'on sache, que le mérite respectif de chaque quartier de Boston dépendait non pas de ses avantages naturels, mais de la nature de la population environnante. Chaque classe ou chaque nation vivait dans un quartier à part. Un homme riche habitant dans un quartier pauvre, un homme du monde parmi les gens grossiers, c'était une singularité comme celle d'un homme vivant isolé seul, au milieu d'une race étrangère et malveillante. Quand la maison avait été commencée, on espérait son achèvement pour l'hiver de 1886. Le printemps de l'année suivante la trouva inachevée, et mon mariage encore dans les événements à venir. La raison de ce délai, si spécialement exaspérant pour un fiancé amoureux, se trouvait dans une série de grèves. Ce mot indique un refus de travail concerté entre les briquetiers, maçons, charpentiers, peintres, plombiers et autres corps de métiers du bâtiment. Quelle était la cause spécifique de ces grèves ? Je l'ai oublié.

Elles étaient si communes, en ce temps-là, qu'on avait renoncé à savoir sur quoi elles se basaient. Aujourd'hui, dans une branche de l'industrie, demain dans une autre, elles n'avaient guère cessé depuis la grande crise de 1873. C'était devenu une rareté que de voir un corps d'état travailler sans arrêt plusieurs mois de suite.

Le lecteur, qui prête quelque attention aux dates, reconnaîtra naturellement dans ces troubles de l'industrie la première phase incohérente du grand mouvement qu'est venu couronner l'établissement du système industriel moderne, avec toutes ses conséquences sociales. C'est si clair, maintenant, qu'un enfant le comprendrait, mais, n'étant pas prophètes, dans ce temps-là, nous n'avions aucune idée de ce qui allait arriver. Ce que nous voyions par exemple, c'était qu'au point de vue industriel, le pays était dans une voie fort scabreuse. Les rapports entre le travailleur et l'employeur, entre le travail et le capital semblaient être disloqués. Les classes laborieuses avaient été presque soudainement et presque absolument envahies d'un profond mécontentement de leur condition et de la certitude que celle-ci pourrait être grandement améliorée si on savait s'y prendre. De toutes parts, unanimement, les ouvriers réclamaient un salaire plus élevé, moins d'heures de travail, de meilleures habitations, de plus grandes facilités d'instruction, et une part dans les raffinements et les luxes de la vie. Et, ces exigences, il semblait impossible de les satisfaire, à moins que, tout à coup, le monde ne devînt beaucoup plus riche qu'il ne l'était. Ils savaient à peu près ce qu'ils voulaient, mais pas du tout le moyen de l'obtenir.

L'enthousiasme avec lequel ils accueillaient tout semblant de lumière à ce sujet conduisit à la réputation nombre de meneurs, dont beau-

coup n'avaient pas assez de lumières pour en fournir.

Quelque chimériques que fussent les aspirations des classes laborieuses, l'abnégation qu'elles apportaient dans ces grèves dont elles faisaient leur arme principale et les sacrifices qu'elles supportaient pour les prolonger ne laissaient pas de doutes sur l'urgence du problème.

Quant à l'issue finale de ces troubles ouvriers, — c'est ainsi que l'on désignait d'ordinaire les mouvements que j'ai décrits — l'opinion des gens de mon monde différait suivant le tempérament de chacun.


Le sanguin affirmait énergiquement que la nature même des choses rendait impossible la réalisation des espoirs nouvellement conçus par les ouvriers, tout simplement parce que le monde n'avait aucune raison de les satisfaire. C'était uniquement parce que les masses travaillaient beaucoup et vivaient de peu que l'humanité ne jeûnait pas tout entière et aucune amélioration sensible de leur condition ne pouvait se produire, tant que le monde, pris en bloc, ne serait pas plus riche. Ce n'était pas contre les capitalistes que ces ouvriers combattaient, disaient-ils, mais contre le cercle de fer qui enveloppait l'humanité, et c'était la faute de leur entendement s'ils n'avaient pas déjà accoutumé leurs esprits à endurer ce qui était irrémédiable.

Les hommes d'un tempérament moins sanguin admettaient tout cela. Naturellement, les aspira-

tions des travailleurs ne pouvaient aboutir par des raisons naturelles, mais il y avait lieu de craindre que les travailleurs ne devinssent convaincus du fait qu'après avoir bouleversé la société. Ils avaient le moyen de le faire s'ils le voulaient et leurs meneurs les y excitaient. Quelques-uns de ces observateurs en venaient jusqu'à prédire qu'un cataclysme social était imminent. L'humanité, disaient-ils, étant parvenue au faite de la civilisation, allait prendre un élan vers le chaos. Après sa chute, elle se ressaisirait, évidemment, et recommencerait son ascension. Des expériences pareilles, dans les temps préhistoriques ou historiques, plaidaient cette thèse. L'histoire humaine, comme tous les grands mouvements, était un cycle et devait retourner au point de départ. La conception d'un progrès infini en ligne droite était une chimère, sans analogie aucune dans l'entière nature. La parabole d'une comète était une image encore meilleure peut-être de la marche de l'humanité.

Partie de l'aphélie de la barbarie, l'espèce n'atteignait la périhélie de la civilisation que pour plonger aussitôt et une fois de plus dans les régions du chaos.

Naturellement, cela était une opinion extrême, mais je me rappelle avoir eu dans mes relations des hommes fort sérieux qui, en discutant sur les questions du temps, en venaient à une semblable conclusion. C'était, sans nul doute, l'opinion commune à tous les esprits pensants que la




société s'approchait d'un moment critique, certainement fécond en grands changements. Les troubles ouvriers, leur cause, leur action, leur remède remplaçaient les autres sujets dans les écrits publics et formaient le thème des entretiens sérieux.

La tension nerveuse de l'esprit public ne pouvait être mieux prouvée que par l'alarme inspirée par les discours d'un petit groupe d'hommes qui s'intitulaient anarchistes et se proposaient de terrifier les Américains, de les contraindre à adopter leurs idées sous le coup de la menace, comme si une grande nation, qui avait su vaincre la rébellion de ses membres pour maintenir son système politique, pouvait vraisemblablement adopter par frayeur un nouveau système social.

Riche moi-même, possédant un vaste intérêt dans l'ordre de choses existant, je partageais naturellement les appréhensions de la classe à laquelle j'appartenais. Mon grief particulier contre les classes ouvrières du temps dont je parle et qui provenait du retard mis par leurs grèves à mon mariage, devait empreindre d'une animosité spéciale mes sentiments envers eux.

L'auteur de ce livre a évité toute citation. Il a voulu évidemment faire œuvre de propagande, et a très sagement compris que le meilleur moyen de séduire les masses n'est pas de s'appuyer sur des auteurs qu'elles n'ont jamais lus. Nous ne nous servons pas de l'arme qu'il n'a pas employée.



Mais on ne peut cependant pas pousser le dédain des écrits passés jusqu'à croire que rien de leurs enseignement n'est entré dans l'esprit public. L'auteur — ou pour éviter jusqu'à l'apparence d'une personnalité, M. West — l'admet trop facilement.

Pourquoi s'étonner de ce qu'il pût vivre dans l'oisiveté parce que son grand-père avait ramassé un capital qui travaillait pour lui ? Les lecteurs les moins lettrés savent bien comment ce pouvoir a été accordé au capital. Le grand-père de M. West avait, en échange de son travail, reçu une certaine somme ; qu'il fût avantageux ou non, juste ou inique de payer le travail en raison de sa valeur, ce n'est pas encore la question, et nous devons éviter les cercles vicieux, les pétitions de principe. Ce sont les alliés naturels de nos adversaires.

Donc, cet aïeul avait une certaine somme avec laquelle il pouvait se procurer un certain nombre d'utilités. Aucun délai ne lui était fixé. Cette somme n'était pas un titre personnel, semblable aux lettres de crédit dont on nous parlera plus tard. C'était une valeur au porteur, une sorte de bon, pareil au bon de bienfaisance que l'on distribue aux pauvres pour éviter qu'ils ne mésusent de l'aumône. Le grand-père avait le choix. Il pouvait ou tout consommer dans un jour, ou attendre et consommer plus tard, ou donner à autrui ce qui représentait son droit, ou le léguer à ses enfants.

Pourquoi, de quel droit l'obliger à dépenser tout lui-même et sans retard ? C'eût été violenter ses goûts, le tourmenter, le détourner peut-être d'occupations utiles. Et il a attendu tellement que ce sont ses successeurs qui ont hérité de son droit.

Voilà pourquoi M. West a, dans son coffre, cette somme dont l'existence le choque. Elle est due à ce fait très simple que celui qui a deux cigares et n'en fume qu'un se trouve encore maître du second.

Mais cet argent, puisque l'argent est la forme habituelle du salaire qui récompense, qui compense le tra-

vail, n'est qu'un signe. Il représente le travail lui-même. Le grand-père de M. West a donné à la société une quantité de travail que la société, immédiatement, a appréciée à une certaine valeur. Cette valeur était telle qu'elle représentait l'entretien du travailleur, c'est-à-dire, ce qu'il coûtait, plus un excédent. Cet excédent de travail représente celui dont l'oisiveté de M. West lui-même prive la société, comme l'excédent d'argent est le moyen qui lui procure ses aises qu'il ne saurait gagner.

Quant au fait que ce capital s'utilisait sans s'épuiser, brûlait sans se consumer, en d'autres termes qu'il produisait des intérêts, il faut que notre résolution de ne citer personne soit bien ferme pour ne pas renvoyer M. West à tous ceux qui, depuis des siècles, ont prouvé nous ne dirons pas seulement la légitimité, mais la nécessité de l'intérêt.

Je me prive du plaisir de consommer les fruits de mon travail. La société profite de cette privation, puisqu'il reste plus de biens à consommer pour les autres. L'intérêt est la compensation à laquelle j'ai droit.

L'industrie ne m'attire pas. Mon voisin, qui y est très apte, ne peut s'y livrer qu'à l'aide de mon capital. Je pourrais, sans ma fâcheuse répulsion, m'associer avec lui, recevoir une part des bénéfices que nous procurerions à la nation, égale au dixième de mon capital. Je lui en abandonne la moitié, s'il veut travailler à ma place; je dis travailler à cette entreprise qui nous devient commune, car, pendant qu'il la gère seul, je puis très bien être un grand homme et produire des œuvres utiles quoiqu'immatérielles.

Si cet intérêt, ce prix de location de l'argent, ce paiement du prêt de l'argent, était supprimé, nul ne constituerait plus de capital ou chacun dissiperait vite celui qui lui adviendrait. Et ni M. West, ni aucun autre ne nous indique le moyen de travailler productivement sans capital.

Nous savons très bien que dans l'organisation du xx^e siècle, l'intérêt n'aura plus sa raison d'être. Mais nous sommes en 1887 et, loin de partager l'étonnement de ses nouveaux contemporains, il aurait dû leur expliquer comment il était indispensable chez nous, de même qu'il nous explique pourquoi il est superflu chez eux.

..

Il est toujours désagréable de rectifier des erreurs de rudiments. A tout instant, dans nos conversations, nous entendons des ignorances qui ne nous choquent pas, que nous réparons volontiers, parce qu'elles tiennent à des choses que l'on n'est pas forcé de savoir. Mais nous sommes presque humiliés d'avoir à dire à quelqu'un qu'il ignore l'orthographe. Et cependant, telle sera notre tâche pendant tout le cours de la réfutation que nous avons entreprise. M. West avait étudié ce temps-ci en oisif qu'il avoue être, avait pris de toutes choses la seule apparence. Entre les faits qu'il avait vus, il n'avait pas cherché le lien. Quand il arrivera dans son nouvel âge, nous le verrons l'étudier avec un soin qu'il aurait dû prendre dans celui-ci pour les comparer.

La parabole dans laquelle il assimile l'humanité à une diligence, pourrait nous servir en quelques points si elle n'était fausse en tant d'autres. D'ailleurs, les paraboles sont des métaphores et P. L. Courrier nous a dit que celles-ci sont toujours à craindre. Mais les places confortables de ce coche sont-elles données pour rien? La vérité, c'est que dans le char social — pour parler par métaphores, nous aussi — les postes d'oisifs appartiennent à ceux qui ont fourni assez de travail, eux ou ceux qu'ils représentent, pour pousser la voiture quand ils étaient au timon et la pousser encore quand ils sont assis, car c'est avec le produit de ce travail qu'on répare le char et qu'on nourrit ceux qui le traînent. Tout le reste est de la rhétorique.

En somme, l'économie, la sociologie même ne sont pas la science de la charité. Il y a très longtemps qu'on est d'accord sur le devoir fraternel des heureux d'aider les malheureux. Tout le monde le reconnaît. Seulement, aux premiers âges de notre ère, où l'on était simpliste, on jugeait qu'il n'y avait qu'à donner ce que l'on possédait; on croyait que le devoir de chacun était de se sacrifier à l'intérêt de tous. Plus tard, l'observation, l'étude, la science ont apporté leurs complications. On a vu que si chacun se sacrifiait, chacun serait dénué et que des unités pauvres forment difficilement un total riche. On a observé que l'aumône avait pour fréquent résultat de rendre improductive ou pis encore, entre les mains du secouru, la somme qui était utile et bienfaisante entre celles de celui qui secourait. Le devoir n'a pas diminué d'intensité. Le problème est le même. On a changé la méthode pour en chercher la solution et, à voir l'état matériel général du xix^e siècle rapproché de celui de l'époque de charité, on peut croire que si sa méthode n'est pas la bonne, elle est du moins la meilleure.

Ce n'est pas le moins du monde par fierté de caste que les ouvriers, les classes moins aisées, sont relégués dans les faubourgs. Il y a, de cela, une preuve matérielle : Il est assez difficile d'admettre que les rangs soient plus tranchés en 1891 qu'en... 1771 par exemple. Et cependant sous le roi Louis XV, la portion la plus humble de la population vivait à côté des somptueuses demeures des riches, pour parler en style de revendications. Et ce n'est que sous Napoléon III que se fit la séparation.

Et elle se fit non pas en vue d'un but politique, mais malgré ce but politique. Il est hors de doute, en effet, que rassembler dans un même quartier les classes qui lui étaient hostiles, les laisser s'exciter sans cesse, se priver de tout moyen de diminuer l'effet de leur agglomération, ce n'était pas absolument l'intérêt de la dynastie.

Mais les progrès du luxe et même de bien-être ont

suivi ceux de la richesse privée. Ceux qui possédaient ont voulu jouir de ce qu'ils possédaient. Nos femmes ne se contentent pas du trousseau qui suffisait à Marie de Médicis. Nous, nous ne voulons plus des rues étroites, des maisons malsaines, des escaliers roides et obscurs. Nous consentons à payer des loyers énormes, dont l'effet immédiat est la hausse des terrains. Nous venons d'avancer que la conséquence de ce fait légitime était fâcheuse, mais elle est inévitable.

Pourquoi donc représenter cette démarcation comme une chose voulue, alors qu'elle n'est que subie? Ce livre, qui décrit si bien le **xx^e** siècle, est, hélas, lu par les hommes du **xix^e**. Est-ce faire œuvre de paix qu'ajouter des rancunes morales aux revendications matérielles?

D'ailleurs, il n'est pas exact que nous sentions frémir la terre comme à l'approche d'un cataclysme. L'évolution économique continue. L'agitation, la recherche mouvementée du mieux font partie de notre loi sociale. Si l'on veut l'immobilité des esprits, les corporations et les jurandes suffisaient.

CHAPITRE II

Le 30 mai, en 1887, était un lundi. C'était une de ces fêtes annuelles de la nation, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, connue sous le titre de *Decoration Day* et destinée à honorer la mémoire des soldats du Nord qui prirent part à la guerre d'où sortit, maintenue, l'union des États. Les survivants de la guerre, escortés par un cortège de militaires et de civils, par des musiques, parcouraient les cimetières et décoraient de guirlandes de fleurs les tombes de leurs camarades défunts. La cérémonie était très solennelle, très touchante. Le frère aîné d'Edith Bartlett avait succombé pendant la guerre et, pour le *Decoration Day*, la famille avait coutume de visiter Mount Auburn où il reposait.

J'avais demandé à me joindre à la société et, au retour en ville, à la nuit tombée, je restai à dîner avec la famille de ma fiancée. Au salon, après dîner, je pris un journal du soir et y lus l'annonce d'une nouvelle grève du bâtiment, qui devait

encore retarder l'achèvement de ma maison infortunée. Je me souviens très nettement combien j'en fus exaspéré. Je me rappelle les imprécations, aussi violentes que la présence des dames me le permettait, que je lançai contre les ouvriers en général et contre les grévistes en particulier. Je trouvai, autour de moi, un assentiment général et les remarques dont fut remplie notre conversation sur la conduite, dépourvue de tout principe, des meneurs, étaient faites pour faire bourdonner les oreilles de ces messieurs. On tomba d'accord que les choses allaient rapidement de mal en pis et qu'on n'aurait su dire où elles en arriveraient. — « Le pis est », je me rappelle que ce fut une remarque de Mme Bartlett, « le pis est que les classes ouvrières semblent devenir folles partout à la fois. En Europe, cela marche encore plus mal qu'ici ; je suis sûre que je n'oserais pas y vivre. J'ai demandé à M. Bartlett, l'autre jour, où nous pourrions émigrer si les menaces de ces socialistes se réalisent et il m'a répondu qu'il ne connaissait pas de pays où la société fut stable, sauf le Groenland, la Patagonie et l'Empire chinois. » — « Les Chinois savaient ce qu'ils faisaient », ajouta quelqu'un, « quand ils refusaient de se laisser pénétrer par nos civilisations de l'Occident. Ils savaient qu'ils ne s'en sortiraient pas mieux que nous. Ils voyaient que ce n'était que de la dynamite enveloppée. »

Après cela, je me rappelle avoir pris Edith à part et avoir essayé de la persuader que ce serait mieux de nous marier tout de suite, sans attendre


que la maison fût finie, quitte à voyager jusqu'à ce qu'elle pût nous loger. Ma fiancée était remarquablement belle, ce soir-là, dans le costume de deuil que lui imposait la date et qui faisait ressortir, dans tout son lustre, la pureté de son teint. Je la vois encore, dans mon esprit, précisément comme elle était cette nuit-là. Lorsque je pris congé, elle me suivit jusque dans le hall et je l'embrassai comme de coutume. Il ne se produisit aucune circonstance inusitée pour distinguer cette séparation de toutes celles où nous nous étions dit « au revoir » pour un jour ou une nuit. Il n'y eut aucun pressentiment en moi, ni, j'en suis sûr, en elle, qui nous avertit que ce n'était plus une séparation ordinaire, hélas !

L'heure à laquelle je l'avais quittée n'était pas tardive, pour un amoureux, mais ma tendresse n'était pas en défaut. Je souffrais obstinément d'insomnies, et quoique très bien portant, sous tous les autres rapports, j'étais brisé ce jour-là, par deux nuits absolument sans sommeil. Edith le savait et avait insisté pour me renvoyer à neuf heures, avec injonction de me coucher tout de suite.

La maison que j'occupais avait abrité trois générations de la famille dont j'étais le seul représentant vivant, en ligne directe. C'était une vaste et ancienne maison de bois, très élégante dans son vieux style, mais située dans un quartier que depuis longtemps l'invasion des ateliers et manufactures avait rendu inhabitable pour les élégants.

Ce n'était pas dans ce logis que je pouvais amener une jeune femme, encore moins une raffinée comme Edith Bartlett. Je l'avais mise en vente et ne m'en servais que pour y dormir, puisque je prenais mes repas au cercle. Un domestique, un nègre dévoué, du nom de Sawyer, vivait avec moi et veillait à mes rares besoins. Une caractéristique de la maison, que je prévoyais devoir me manquer beaucoup quand je quitterais celle-ci, était la chambre à coucher que j'avais établie sous les fondements. Je n'aurais jamais pu dormir dans la ville, avec tous ses fracas incessants, si j'avais dû occuper une chambre au-dessus du sol. Dans mon réduit souterrain, aucun bruit du monde extérieur ne pénétrait. Quand j'y étais entré et que j'avais refermé la porte sur moi, j'étais plongé dans le silence du sépulcre. Pour éviter que l'humidité du sol ne pénétrât dans la chambre, les murs avaient été enduits de ciment hydraulique et étaient très épais ; le sol était protégé de même. Afin que la pièce pût aussi être utilisée comme refuge contre l'incendie, ou une agression, ou pour contenir des valeurs, je l'avais voûtée de pierres hermétiquement scellées. La porte extérieure était de fer avec une épaisse couche de stuc. Un petit tuyau, en communication avec un moulin à vent placé sur le toit de la maison, assurait le renouvellement de l'air.

On croirait que le propriétaire d'une pareille chambre devait dormir sans cesse, mais il était rare que je dormisse bien, même là, deux nuits



de suite. Habitué comme je l'étais à la veille, je comptais pour peu de chose la perte d'une nuit de repos. Mais si je passais deux nuits sur un fauteuil au lieu d'être dans mon lit, j'étais harassé, et je ne me permettais jamais, par crainte de désordres nerveux, de rester plus longtemps sans sommeil. On peut deviner déjà que j'avais à ma disposition des moyens artificiels pour dormir et c'était la vérité. Si, après deux nuits de veille, je voyais arriver la troisième sans aucune disposition au sommeil, j'appelais le D^r Pillsbury.

C'était un docteur « de courtoisie » seulement, ce que l'on appelait alors un irrégulier. Il s'intitulait « professeur de magnétisme animal ». Je l'avais rencontré au cours de quelque excursion d'amatuer à travers les phénomènes de cette science. Je crois qu'il ne savait pas un mot de médecine, mais c'était un mesmérisme remarquable. C'était pour être endormi par ses *passes* que j'avais coutume de l'envoyer chercher quand je craignais une troisième nuit d'insomnie. Pour si aiguës que fussent mes préoccupations mentales ou mon excitation nerveuse, le D^r Pillsbury ne manquait jamais de me plonger dans un profond sommeil qui durait jusqu'à ce que les procédés mesmériques inverses vinssent m'en tirer. Le moyen de m'éveiller était, d'ailleurs, beaucoup plus simple que celui de m'endormir et, pour plus de commodité, j'avais prié le docteur de l'enseigner à Sawyer.

Mon fidèle serviteur était seul à savoir pourquoi le D^r Pillsbury venait chez moi et ce qu'il y faisait.

Naturellement, Edith devenant ma femme, je devais lui dire tous mes secrets. Je ne lui avais pas encore confié celui-là, parce qu'il y a, évidemment, un risque, si léger soit-il, dans la pratique du magnétisme et qu'Edith se serait soulevée contre mon habitude. Ce risque était de tomber dans une catalepsie si profonde que le magnétisme ne pût m'en tirer et que la mort seule la terminât. De nombreuses expériences m'avaient prouvé que ce risque était peu de chose avec des précautions. J'espérais, quoiqu'en doutant un peu, convaincre Edith. Je rentrai directement en la quittant et envoyai Sawyer appeler le Dr Pillsbury. En attendant, j'entrai dans ma chambre souterraine, échangeai mes habits contre une confortable robe de chambre et je m'assis pour lire mon courrier du soir que Sawyer avait déposé ma table.

Une des lettres venait de l'entrepreneur de ma nouvelle maison et confirmait ce que les journaux m'avaient induit à supposer. Les nouvelles grèves, disait-il, avait retardé indéfiniment l'exécution du contrat, car ni les patrons, ni les ouvriers ne voulaient céder sur le point en litige. Caligula souhaitait que le peuple romain n'eût qu'un cou pour le décapiter en une fois. Je crains bien qu'à cette lecture je n'aie fait le même vœu à l'égard des ouvriers d'Amérique. Le retour de Sawyer et du docteur interrompit ma maussade méditation.

Le docteur avait eu quelque difficulté à me prêter ses services. Il quittait la ville le soir même. Il m'expliqua que, depuis qu'il m'avait vu, on lui

avait parlé d'une superbe clientèle dans une ville éloignée et il avait décidé d'en profiter. Sur ma demande, un peu alarmée, de ce que je devrais faire pour dormir, il me donna les noms de plusieurs magnétiseurs de Boston doués, m'assura-t-il, de pouvoirs aussi grands que les siens.

Rassuré sur ce point, j'ordonnai à Sawyer de m'éveiller à 9 heures le lendemain matin. Je m'étendis sur mon lit enveloppé de ma robe de chambre, pris une attitude commode et me livrai aux manifestations du magnétiseur. Par suite, probablement, de mon extrême agitation, je fus un peu plus long que d'habitude à perdre la conscience, mais je finis par tomber dans un anéantissement délicieux.

CHAPITRE III

— Il va rouvrir les yeux. Il vaut mieux que d'abord il ne voie qu'une seule personne.

— Promettez-moi, alors, que vous ne le lui direz pas.

La voix qui avait parlé la première était celle d'un homme, la seconde celle d'une femme. Toutes les deux n'avaient que chuchoté.

— Je verrai comment il va, répondit l'homme.

— Non, non, promettez, insista l'autre.


— Faites ce qu'elle veut, murmura une troisième voix, aussi d'une femme.

— Bien, je m'y engage, répondit l'homme. Allez vite. Il revient à lui. •

Il y eut un froufrou de jupes et j'ouvris les yeux.

Un homme de belle apparence, d'environ 60 ans, était près de moi ; ses traits dénotaient une extrême bienveillance. Il m'était complètement inconnu. Je me soulevai sur le coude et regardai autour de moi.

La chambre était vide. Certainement, je ne



l'avais jamais habitée, ni aucune qui lui ressemblât.

Mes regards revinrent à mon compagnon. Il souriait.

— Comment vous sentez-vous ? demanda-t-il.

— Où suis-je ? fut ma question.

La réponse fut : Vous êtes chez moi.

— Comment y suis-je venu ?

— Nous parlerons de tout cela quand vous serez plus fort. En attendant, je vous demande de n'avoir aucune inquiétude. Vous êtes parmi des amis et en bonnes mains. Comment vous sentez-vous ?

— Un peu troublé, dis-je, mais je suis bien, je pense. Voulez-vous me dire comment j'en suis venu à vous devoir l'hospitalité ? Que m'est-il arrivé ? Comment suis-je ici ? J'étais chez moi quand j'ai commencé à dormir.

— Nous avons tout le temps de nous expliquer, me dit mon hôte mystérieux, avec un sourire rassurant. Il vaut mieux éviter cette conversation qui vous agiterait jusqu'à ce que vous soyez un peu plus en possession de vous-même. Voulez-vous avoir l'obligeance de prendre deux gorgées de ce breuvage ? il vous fera du bien. Je suis médecin.

Je repoussai le verre de la main et m'assis sur mon lit, en vérité avec un effort, car ma tête était assez peu solide.

— J'insiste pour savoir sur l'heure où je me trouve et ce que vous avez fait de moi, dis-je.

— Mon cher monsieur, me répondit-il, laissez-

moi vous supplier de ne pas vous voir agiter. J'aimerais mieux ne pas vous voir insister, mais puisque vous y tenez, j'essaierai de vous les donner. Je n'y mets qu'une condition. Prenez ce remède, il vous donnera de la force.

Je bus ce qu'il m'offrait. Il me dit alors :

— Ce n'est pas tout à fait aussi facile que vous le supposez que de vous dire comment vous êtes ici. Vous pouvez, à ce sujet, m'en raconter juste autant que j'en puis vous dire. Vous sortez précisément d'un profond sommeil, voilà ce que je puis vous affirmer. Vous me dites que c'est dans votre propre domicile que votre sommeil a commencé. Puis-je vous demander à quelle époque ?

— A quelle époque ? répondis-je, à quelle époque ? Hier soir, naturellement, vers dix heures. J'ai laissé à Sawyer, mon domestique, l'ordre de m'éveiller à neuf heures. Qu'est-il advenu de Sawyer ?

— Je ne puis guère vous renseigner à ce sujet, répondit mon compagnon, jetant sur moi un coup d'œil curieux. Mais je suis sûr qu'il a une bonne raison pour ne pas se trouver ici. Et maintenant, voudriez-vous me dire avec un peu plus de précision quand vous vous êtes endormi, je veux dire, la date exacte...

— Mais quoi ! hier soir, évidemment, je vous l'ai dit, n'est-ce pas ? c'est-à-dire, à moins que je n'aie dormi vingt-quatre heures. Bon Dieu ! mais c'est impossible ! et pourtant j'éprouve une singulière émotion, comme au sortir d'un long sommeil.

C'était le « Decoration Day » quand je me suis endormi.

— Le « Decoration Day »??

— Oui, lundi, 30.

— Pardon, 30 quoi?

— Parbleu, de ce mois, évidemment. Je n'ai pas dormi jusqu'à juin, j'imagine.

— Nous sommes en septembre.

— Septembre! Vous ne comptez pas dire que j'ai dormi depuis mai! Bonté divine, mais c'est renversant!

— Nous verrons cela, me dit le docteur, vous dites que c'était le 30 mai que vous vous êtes endormi.

— Oui.

— Voudriez-vous me dire en quelle année?

Je le regardais, ahuri, incapable de parler, pendant longtemps.

— En quelle année? répétais-je comme un écho, quelques moments après.

— Oui, en quelle année, je vous prie? Dites-moi cela d'abord, je vous apprendrai ensuite combien de temps a duré votre sommeil.

— C'était en 1887, dis-je.

Mon aimable infirmier me fit prendre une autre gorgée de son remède et me tâta le pouls.


— Cher monsieur, commença-t-il, vos façons indiquent un homme à l'esprit cultivé. Je ne doute pas que vous n'ayez vous-même fait cette observation : aucun fait, dans ce monde, ne peut être réputé plus merveilleux que n'importe quel autre. Les causes de tous les phénomènes sont également

adéquates et les résultats de simples conséquences. Que vous soyez surpris de ce que je vais vous dire, ce sera naturel; mais je suis convaincu que vous ne laisserez pas cette surprise troubler votre force d'âme.

Vous semblez un homme de trente ans environ. Votre apparence est à peu près celle d'un homme récemment éveillé d'un sommeil trop profond, trop long. Cependant, nous sommes le 10 SEPTEMBRE DE L'AN DU SEIGNEUR 2000 et vous avez dormi exactement cent treize ans, trois mois, onze jours!

Me sentant à moitié évanoui, j'avalai, sur son avis, une tasse d'un breuvage quelconque et aussitôt je m'assoupis et tombai, de nouveau, dans un profond sommeil.

Quand j'en sortis, la pleine clarté du jour illuminait la chambre, alors qu'à mon premier réveil, des lampes étaient allumées. Mon hôte énigmatique était à mon chevet. Ses yeux n'étaient pas dirigés sur moi et j'eus la possibilité de l'observer et de réfléchir à ma situation bizarre, avant qu'il ne se fût aperçu de mon réveil. Mon ahurissement avait disparu et mon esprit était très clair. Cette histoire d'un sommeil de cent treize ans que j'avais acceptée comme parole d'évangile lorsque je me sentais faible et abattu, me semblait à présent une audacieuse raillerie, une imposture même dont le motif m'échappait absolument. Quelque chose d'extraordinaire avait certainement dû arriver et



rien ne pouvait m'expliquer mon réveil dans cette singulière maison, près de ces compagnons inconnus ; mais mon imagination était absolument impuissante à en découvrir une explication tant soit peu plausible. Se pouvait-il que je fusse la victime d'un guet-apens ? Tout semblait l'indiquer, certes.

Pourtant, si jamais face humaine eut une signification certaine, je pouvais être sûr que cet homme assis à mon côté, avec un visage si fin et si loyal, était étranger à toute sorte de crime ou de violence. Il me vint alors à l'esprit que je pouvais être la cible d'une mystification soigneusement préparée par des amis qui, ayant, n'importe comment, surpris le secret de ma chambre souterraine, voulaient me démontrer le danger du magnétisme pratique. Maint obstacle s'opposait à cette hypothèse.

Sawyer ne m'aurait jamais trahi et je ne connaissais aucun de mes amis capable de mener une telle supercherie. Néanmoins, cette supposition, que j'étais victime d'une mystification, était la seule acceptable.

A moitié convaincu que j'allais voir un visage ami sortir de derrière un rideau, ou apparaître au-dessus du dossier d'un de mes fauteuils, je regardai soigneusement autour de la chambre. Lorsque mes yeux arrivèrent sur mon compagnon, les siens étaient fixés sur moi.

— Vous avez eu un bon somme de douze heures, me dit-il, et je vois que cela vous a fait du bien. Vous paraissez beaucoup mieux. Votre teint

est clair, vos yeux brillants. Comment vous sentez-vous ?

— Je n'ai jamais mieux été de ma vie, fis-je, en m'asseyant sur le lit.

— Vous vous rappelez votre premier réveil, sans nul doute ? et votre surprise quand je vous ai dit combien de temps vous avez dormi ?

— Vous m'avez dit, je crois, que j'avais dormi cent treize ans.

— Précisément.

— Vous reconnaissez, dis-je avec un sourire ironique, que l'histoire est assez peu vraisemblable.

— Extrêmement peu, je l'admets, me répondit-il, mais étant donné certaines conditions, elle n'est pas du tout en contradiction avec ce que nous savons du sommeil magnétique. Quand il est absolu, et c'était votre cas, les fonctions vitales sont complètement suspendues, et il n'y a plus aucune usure des tissus. On ne peut assigner aucune limite à la durée possible d'un sommeil magnétique, si les conditions extérieures mettent le sujet à l'abri de tout danger extérieur. Votre sommeil est, certes, le plus long de tous ceux dont la connaissance nous est parvenue. D'un autre côté, je ne vois aucune raison qui m'oblige à croire que, si vous n'aviez pas été découvert et si la chambre où vous avez été trouvé eût continué à demeurer intacte, vous ne seriez pas resté dans cet état de suspension de la vie jusqu'au jour où, à la fin de siècles sans nombre, le refroidissement de la terre


eut détruit les restes de votre corps et délivré votre âme.

J'étais obligé d'admettre que, si j'étais vraiment victime d'une mystification, les coupables avaient choisi un admirable acteur pour pousser la plaisanterie jusqu'au bout. Le ton impressionnant, éloquent même de cet homme aurait prêté de la dignité à un discours tendant à me prouver que la lune était un gros fromage. Le sourire avec lequel je l'avais regardé, lorsqu'il émettait son hypothèse d'un sommeil indéfini, ne sembla le troubler en aucune façon.

— Peut-être, fis-je, voudrez-vous continuer et me faire l'honneur de me dire quelques détails sur les circonstances dans lesquelles on a découvert la chambre dont vous parlez et son contenu ? J'adore les contes bien arrangés.

— En ce cas — ce fut sa réponse sérieusement dite — aucun conte ne serait aussi singulier que la vérité. Sachez que, depuis de longues années, je caressais le projet de bâtir un laboratoire dans le vaste jardin qui entoure cette maison, afin d'y continuer des expériences de chimie pour lesquelles j'ai une passion. Jeudi dernier, l'excavation des caves fut enfin commencée. On l'acheva la nuit même et vendredi les maçons devaient venir. Jeudi, dans la nuit, il y eut un vrai déluge de pluie. Vendredi matin, je trouvai ma cave transformée en étang et les murs inondés. Ma fille, qui était sortie avec moi pour contempler le désastre, me fit remarquer un coin de maçonnerie mis à nu

par l'écroulement de l'un des murs. J'enlevai un peu de terre au-dessus, et m'apercevant qu'elle semblait faire partie d'une masse, je me décidai à quelques investigations. Les ouvriers que j'envoyai chercher déterrèrent une voûte oblongue à quelque huit pieds au-dessous du sol et placée au coin de ce qui avait évidemment formé les fondements de l'ancienne maison. Une couche de cendres et de charbon couvrant l'extrados de la voûte prouvait que l'édifice avait péri par le feu. La voûte elle-même était parfaitement intacte. Le ciment était aussi bon que si on l'eût récemment appliqué. Il y avait une porte, mais nous fûmes impuissants à l'enfoncer et nous fûmes contraints d'enlever, pour pénétrer, une des dalles dont le toit était composé. L'air qui sortit de l'ouverture était stagnant, mais sec et à un degré de froid modéré. Je descendis avec une lanterne, et je me trouvai dans un appartement meublé comme une chambre à coucher du style du *xix^e* siècle. Sur le lit, un jeune homme était couché. — Qu'il fût mortet mort depuis un siècle, cela pouvait être admis comme hors de doute; mais l'état de conservation extraordinaire du corps me frappa et, en même temps que moi, mes confrères de la Faculté que j'avais pressés de venir. Nous en fûmes tous émerveillés. Nous n'aurions jamais pu admettre que l'art de l'embaumement eût jamais atteint une telle perfection; cependant, nous avions là un témoignage, une preuve que nos ancêtres l'avaient possédé à cet extraordinaire degré. Mes confrères, dont la curio-



sité était surexcitée, voulaient sur le champ commencer des expériences afin de découvrir la matière qui avait été employée. Je les en dissuadai. Le motif de ma conduite, du moins le seul motif qui nous intéresse actuellement, était le souvenir d'une de mes lectures sur tout ce que vos contemporains avaient fait dans le domaine du magnétisme animal. Il me semblait admissible que vous fussiez en état de sommeil et que le secret de votre conservation corporelle après un si long temps n'était pas un mérite de l'embaumeur, mais bien la vie. Cette idée semblait tellement fantaisiste, même à moi, que je ne voulus pas m'exposer au danger de faire rire mes confrères à mes dépens. Je ne la leur dévoilai pas, mais pris un prétexte quelconque pour retarder les expériences.

Mais à peine me laissèrent-ils seuls que je me livrai à une tentative raisonnée pour vous réveiller. Vous savez le résultat.

Alors même que ce secret eût été encore plus incroyable, le luxe de détails, aussi bien que le ton convainquant, la personnalité du narrateur auraient persuadé l'auditeur. Je commençais à me sentir très perplexe lorsque, au moment où il se taisait, le hasard me fit voir mon image dans une glace pendue au mur de la chambre. Je me levai et m'en approchai. Le visage que j'y aperçus était précisément, sans un cheveu de moins, sans un jour de plus, celui que j'avais regardé, et sous lequel j'avais noué ma cravate avant d'aller chez Edith, pour le « Decoration Day », pour cette fête qui, à


en croire cet homme, avait été célébrée cent treize ans avant. A cette vue, la prodigieuse inanité de la plaisanterie dont on voulait me bernier éclata à mes yeux. L'indignation s'empara de moi à mesure que j'appréciais l'outrageante façon dont on en usait.

— Vous êtes probablement étonné, me dit le docteur, de voir que votre apparence est restée la même quoique vous soyez d'un siècle plus vieux que le jour où vous vous êtes endormi dans votre chambre souterraine. Cela ne devrait pas vous surprendre. C'est la conséquence de ce même arrêt des fonctions vitales auquel vous devez d'avoir vécu aussi longtemps. Si votre corps avait pu éprouver le moindre dérangement pendant votre sommeil, il y a longtemps qu'il serait en pleine décomposition.

— Monsieur, lui dis-je en me tournant vers lui, dans quel but me racontez-vous avec cet air sérieux ce magnifique conte de nourrice ? Je m'avoue incapable de le deviner. Mais vous êtes vous-même trop intelligent pour supposer qu'il puisse tromper tout autre qu'un idiot. Epargnez-moi la suite de ces balivernes. Une fois pour toutes, refusez-vous de me dire raisonnablement pourquoi je suis ici et comment j'y suis venu ? Si oui, je m'informerai moi même et à tout risque.

— Vous ne croyez donc pas que nous soyons en l'an 2000 ?

— Est-il vraiment utile de me poser une telle question ?



—Très bien ! me répondit l'homme. Puisque je ne puis vous convaincre, vous vous convaincrez vous même. Êtes-vous assez fort pour me suivre en haut de la maison ?

— Je suis aussi fort que je l'ai toujours été — et je parlais sur un ton irrité — je le prouverai de façon plus précise si cette mauvaise plaisanterie dure encore longtemps.

— Je vous prie, Monsieur, de ne pas vous laisser aller à croire trop vivement que vous êtes victime d'une mystification. Simplement afin que la réaction, lorsque vous serez convaincu de la vérité de mon dire, ne soit pas trop forte.

Le ton de dignité, mêlé de pitié, avec lequel il parlait, l'absence complète de toute marque de rancune contre mes mots blessants me domptèrent singulièrement, et je le suivis hors de la chambre en proie à des émotions extraordinairement complexes. Il me précéda pendant deux étages, puis dans un petit escalier qui donnait dans un belvédère placé au sommet du bâtiment. .

— Veuillez, je vous prie, regarder autour de vous, — me dit-il, à peine étions-nous sur la plate-forme, — et dites-moi si c'est là le Boston du xix^e siècle.

A mes pieds, s'étendait une grande ville. Des milles et des milles de larges rues, ombragées par des arbres, bordées de superbes constructions, pour la plupart entourées de grands ou de petits jardins, mais évitant la continuité et la réunion en énormes masses. Chaque quartier possédait des

—

places spacieuses remplies d'arbres, parmi lesquels des statues se détachaient, des fontaines scintillaient au soleil couchant. Des monuments publics, de dimensions colossales, et d'une grandeur architecturale inconnue de mon temps, élevaient de tous côtés leurs massives colonnes. Certes, je n'avais jamais vu cette ville, ni aucune autre qui lui fût comparable. Elevant mon regard vers l'horizon, je me tournai à l'ouest. Ce ruban d'azur, coulant vers le couchant, n'était-ce pas le Charles sinueux ? A l'est, le port de Boston était là, devant moi, avec tous ses îlots au complet.

Je compris alors qu'on m'avait dit la pure vérité sur la chose prodigieuse qui m'arrivait.

C'est une réfutation des théories soutenues par l'auteur que nous voulons faire et non pas la critique de l'intrigue qui sert de cadre. Nous n'ajouterons rien, par conséquent, à ceux des chapitres qui restent purement romanesques.

L'occasion est propice pour une observation qui s'impose. C'est bien pour ses compatriotes que l'auteur a écrit son livre. Beaucoup de maux qui, à l'en croire, affligent les Américains, nous sont épargnés. Si leur état économique actuel est un acheminement vers l'âge d'or que tient en réserve le prochain siècle, ils l'atteindront avant nous. Il est essentiel de se rappeler que *Looking Backward* a été inspiré par la vue d'un système industriel poussé à l'outrance, pour comprendre les accusations qui y sont lancées contre les mœurs modernes. Il sera plus difficile de comprendre comment le remède à ce mal doit être cherché dans son excès même et pour-

quoi, pour guérir les plaies de l'industrialisme, il faut faire de la nation une vaste société de production. C'est ce que l'auteur cherche à établir.

En d'autres temps, ce livre aurait été le bien venu. Il aurait offert au lecteur un passe-temps agréable et suggestif, suivant l'expression en vogue. Mais il arrive à une époque où toutes les utopies sont acceptées comme réalisables, où l'on veut opposer les conceptions économiques d'un seul homme à l'expérience des siècles, aux enseignements des penseurs les plus grands. C'est déjà bien assez d'avoir reçu d'Allemagne l'évangile de la subversion. Ce serait trop que de laisser entrer les théories communistes américaines sans mettre en garde ceux qu'elles pourraient abuser. C'est précisément parce que le livre se présente sous une forme qui en rend la lecture attrayante, que nous avons voulu mettre les discussions un peu arides auxquelles il nous entraîne sous l'égide de ses qualités. Et le lecteur, entre deux épisodes curieux ou entre deux dissertations paradoxales, passera quelques instants à lire, ou plutôt à relire ce que nous dicte le simple bon sens.

CHAPITRE IV

Je ne m'évanouis pas. Pourtant, l'effort nécessaire pour comprendre ma position me fatigua horriblement et je me rappelle que mon compagnon dut me donner son bras, en me conduisant du toit à un appartement spacieux situé au plus haut étage où il insista pour me faire boire un ou deux verres de bon vin et prendre ma part d'un léger repas.

— Je pense que vous allez être tout à fait bien maintenant, me dit-il aimablement. — Je n'aurais pas employé des moyens aussi radicaux pour vous convaincre de votre situation, si vos façons, d'ailleurs très excusables vu les circonstances, ne m'avaient obligé à agir ainsi. J'avoue — il riait en disant cela, — j'avoue que j'étais un peu effrayé de recevoir ce que vous appelez, je crois, un coup de bas, au ^{xix}^e siècle, si je ne m'étais décidé à agir promptement. Je me souvenais que les Bosto-niens de votre temps étaient des pugilistes fameux.

Je pense que maintenant vous me dispenserez de boxer avec vous.

— Si vous m'aviez dit — et, ce disant, j'étais profondément abasourdi — que dix siècles au lieu d'un se sont écoulés depuis que j'ai vu la ville pour la dernière fois, je vous croirais sur parole, maintenant.

— Il n'y a qu'un siècle, mais bien peu de périodes de mille ans, dans l'histoire du monde, ont eu des dérangements aussi extraordinaires.

— Et maintenant, ajouta-t-il en me tendant la main par un geste d'une irrésistible cordialité, laissez-moi vous souhaiter une chaleureuse bienvenue dans le Boston du xx^e siècle et dans cette maison. Mon nom est Leete, on m'appelle le docteur Leete.

— Mon nom — et je serrai sa main — est Julian West.


— Je suis heureux de faire votre connaissance, M. West, me dit-il. Puisque cette maison est bâtie sur l'emplacement de la vôtre, j'espère que vous voudrez bien y fixer votre résidence.

Après le goûter, le Dr Leete m'offrit un bain et des habits de rechange, dont je profitai avec joie.

Il ne semblait pas que les vêtements masculins eussent subi une révolution digne d'être comptée parmi les grands changements dont mon hôte m'avait parlé, car, sauf quelques détails, mes nouveaux vêtements ne me ridiculisaient pas le moins du monde.

Physiquement, j'étais de nouveau moi-même. Mais le lecteur peut s'imaginer mon état mental, ce qu'étaient mes sensations intellectuelles pourra l'intéresser, vu le monde tout nouveau où j'étais jeté à l'improviste ; qu'il se suppose, lui-même transporté en un clin d'œil de la Terre au Paradis ou en Purgatoire. Que pense-t-il de ce qu'il ressentirait ? Les pensées pourraient-elles, aussitôt revenir à la terre qu'il viendrait de quitter au loin ? Après le premier choc, oublierait-il un instant sa vie passée, quitte à se la rappeler plus tard, et s'absorberait-il dans la nouveauté de l'entourage ? Tout ce que je puis dire est que, si son expérience ressemblait à la mienne, c'est la dernière hypothèse qui se vérifierait. L'impression d'étonnement et de curiosité produite par tout ce qui m'environnait absorbait tout mon esprit, en excluant tout souvenir. Pendant ce temps précis, la mémoire de ma vie passée était endormie.

A peine les bons soins de mon hôte m'eurent-ils réconforté physiquement que je voulus remonter sur la terrasse du toit. Nous voici, à présent, confortablement assis sur de larges fauteuils, avec la cité s'étendant à nos pieds et autour de nous. Après que le D^r Leete a répondu à mes nombreuses questions, qui concernaient surtout les anciens points remarquables de la ville, que je ne retrouvais plus et que de nouveaux avaient remplacés, il me demanda quel était, de tous les points de contraste entre la vieille et la jeune ville, celui qui me frappait le plus.



— Pour faire passer les petites avant les grandes choses, lui dis-je, je crois que l'absence totale de cheminées et de leur panache de fumée est le détail qui m'a surpris d'abord.

— Ah ! fit mon compagnon, l'air très intéressé, j'avais oublié les cheminées. Il y a si longtemps qu'on ne s'en sert plus. Voilà un siècle, ou à peu près, que cette méthode vicieuse de chauffage dont vous étiez esclaves est devenue un souvenir.

— En général, dis-je, ce qui m'impressionne le plus dans la ville, c'est le haut degré de prospérité matérielle chez ses habitants que semble impliquer sa magnificence.

— Je donnerais beaucoup pour pouvoir seulement entrevoir le Boston de vos jours, me répondit le D^r Leete. Il est hors de doute, comme le font entendre vos paroles, que les villes de votre époque laissaient fort à désirer. En admettant que vous eussiez un goût suffisant pour les faire splendides, ce que je suis trop poli pour mettre en doute, la pauvreté générale engendrée par votre bizarre système industriel ne vous l'aurait pas permis. De plus l'individualisme excessif qui dominait alors était incompatible avec un goût général. Le peu de richesses que vous aviez semble presque toujours avoir été dilapidé par le luxe privé. Actuellement, au contraire, aucune affectation de la richesse commune n'est plus populaire que l'ornement de la ville, dont tous profitent au même degré.

Le soleil descendait lorsque nous étions mon-

tés sur la terrasse et la nuit complète vint nous interrompre.

— Il va faire noir, dit le D^r Leete, descendons, je vais vous présenter ma femme et ma fille.

Ses paroles me rappelèrent les voix de femmes que j'avais entendues murmurer près de moi comme je revenais à la vie consciente. Très curieux de voir comment était le beau sexe de l'an 2000, je consentis avec empressement à la proposition. L'appartement dans lequel je trouvais la femme et la fille de mon hôte, aussi bien que l'intérieur de la maison, était rempli d'une lumière douce. Je devinai qu'elle venait d'une source artificielle, quoique je fusse incapable de deviner où celle-ci était placée. Madame Leete était une femme à peu près de l'âge de son mari, de très belle apparence et conservée de façon exceptionnelle. Sa fille, à peine dans la première floraison de la femme, était la plus belle jeune fille que j'eusse jamais vue, son visage était aussi captivant que ses yeux bleus profonds, qu'un teint délicatement coloré et des traits parfaits pouvaient l'être, mais eût-elle manqué de ces charmes, que l'irréprochable splendeur de sa physionomie lui eût assuré une place à part parmi les beautés du xix^e siècle. La grâce et la délicatesse féminines allaient de pair, chez cette délicieuse créature, avec une apparence de santé et d'abondance de vitalité physique dont, trop souvent, étaient dépourvues les créatures auxquelles je la comparais.

Par une coïncidence qui se perdait au milieu de toutes les bizarreries de la situation, mais pourtant frappante, elle se nommait Édith.

La soirée qui suivit cette présentation est certainement unique dans l'histoire de la vie sociale. On se tromperait, cependant, en supposant que la conversation y fût gênée ou difficile. Je crois, en vérité, que sous l'empire de circonstances que l'on peut taxer d'extraordinaires, on redevient plus naturel, par cette simple raison que ces circonstances même excluent tout ce qui est artificiel. Je sais, en tout cas, que ma conversation de ce soir-là avec ces représentants d'un autre siècle, d'un autre monde, fut marquée au coin d'une sincérité, d'une franchise bien rares même entre vieux amis. Nul doute que cela ne fût dû en partie au tact exquis de mes partenaires. Evidemment nous ne pouvions parler d'autre chose que de l'étrange aventure à laquelle je devais d'être là, mais ils en parlaient avec un intérêt si naïf, ils visaient si directement à m'enlever ce poids de l'étrange et de l'inconnu, qui m'eût aisément écrasé ! On aurait cru qu'ils avaient l'habitude de recevoir des revenants de l'autre siècle, tant leur tact était impeccable.

De mon côté, je ne me rappelle pas avoir eu jamais l'esprit plus alerte et plus vif, ma sensibilité intellectuelle plus aiguë que ce soir-là. Certes, je ne veux pas dire que je perdis un instant conscience de ma bizarre situation, mais son effet prin-

cipal fut de me donner une excitation fébrile, comme une ivresse du cerveau (1).

Edith Leete prit peu de part à la conversation, mais lorsqu'à diverses reprises le magnétisme de sa beauté attira mon regard vers elle, je trouvai ses yeux fixés sur moi avec une intensité profonde, semblable presque à de la fascination. Il était évident que j'avais excité son intérêt à un degré extraordinaire, ce qui n'était guère étonnant si elle était une jeune fille à imagination vive. Quoique supposant bien que la curiosité était le principal élément de cet intérêt, je reconnais qu'il m'eût moins impressionné si elle avait été moins belle.

Le D^r Leete, comme ces dames, paraissait très curieux des circonstances dans laquelle je m'étais endormi, dans la chambre souterraine. Chacun avait son explication prête pour le fait que j'avais été oublié. La théorie sur laquelle nous tombâmes enfin d'accord, offrit enfin une probabilité d'exactitude, quoique personne, cela va de soi, ne

(1) En détaillant cet état de mon esprit, je dois dire que rien de ce qui m'entourait, sauf le sujet de l'entretien, ne pouvait me rappeler ce qui était survenu. Dans l'ilot où était ma maison, dans le vieux Boston, j'aurais trouvé des cercles sociaux qui m'auraient été beaucoup plus étrangers. Les discours des Bostoniens du xx^e siècle diffèrent beaucoup moins de ceux de leurs ancêtres cultivés du xix^e que le discours de ces derniers du langage de Washington et de Franklin. Les différences dans le style des vêtements et des meubles des deux époques n'étaient pas plus marquées que celles que j'ai pu observer dans le cours d'une seule génération.

(Note de l'auteur.)

pût en vérifier les détails. La couche de cendres trouvée sur la chambre indiquait que la maison avait été détruite par le feu. On peut admettre que l'incendie avait eu lieu le jour où je m'endormis. Il ne reste plus qu'à penser que Sawyer perdit la vie, soit par le feu, soit par un accident qu'il entraîna et le reste suit assez logiquement. Lui seul et le Dr Pillsbury savaient l'existence de cette chambre et que j'y étais renfermé. Le Dr Pillsbury, parti cette nuit-là pour la Nouvelle-Orléans, n'avait probablement jamais entendu parler de l'incendie. Le public et mes amis avaient certainement supposé que j'avais péri dans les flammes. En fouillant les décombres, à moins d'aller très profondément, on ne pouvait arriver jusqu'aux murs de fondement qui bouchaient ma chambre. A la vérité si on avait voulu sur le champ utiliser le terrain et y rebâtir, on aurait dû fouiller, mais les temps troublés et la situation peu recherchée avaient empêché une promptre reconstruction. La dimension des arbres du jardin qui occupaient maintenant la place indiquait, d'après le docteur que, pendant un demi-siècle au moins, le terrain était resté nu.

CHAPITRE V

Lorsque, dans le cours de la soirée, les dames se furent retirées, me laissant en tête-à-tête avec le Dr Leete, il me demanda si je voulais dormir. Dans ce cas, mon lit était tout prêt. Mais il m'assura que si je préférais veiller, rien ne pouvait lui être plus agréable que de me tenir compagnie. « Je suis un oiseau de nuit moi-même, dit-il, et sans que vous me taxiez de flatterie, je crois pouvoir dire qu'il est difficile d'avoir un compagnon plus intéressant que vous. Ce n'est décidément pas tous les jours qu'on a la chance de causer avec un homme du xix^e siècle. »

Toute la soirée, j'avais songé avec frayeur au moment où je me retrouverais seul, en me retirant pour la nuit. Entouré de ces amis nouveaux, stimulé et encouragé par leur sympathique intérêt, j'avais pu garder mon équilibre mental. Cependant, même alors, lorsque la conversation languissait, j'avais eu des visions, rapides comme une éclair, de l'horreur de la situation inouïe que

j'aurais à regarder en face, lorsque je ne pourrais plus y faire diversion. Je savais que je ne pourrais dormir cette nuit-là. Quant à rester éveillé et roulant des pensées, je ne crois pas que l'on me taxe de lâcheté si j'avoue que j'en avais peur. Lorsque je le dis franchement à mon hôte, en réponse à sa question, il reconnut qu'il aurait été surprenant qu'il n'en fût pas ainsi, mais dissipa mes inquiétudes pour mon sommeil. Quand je voudrais aller au lit, il me trouverait une potion qui n'avait jamais échoué et avait toujours donné une nuit de sommeil. Le lendemain, à coup sûr, je me réveillerais tranquille comme un vieux citoyen.

— Avant que j'en arrive là, je dois en savoir un peu plus sur le sort de cette ville de Boston, où je suis revenu. Vous m'avez dit, lorsque nous étions sur la terrasse, que, et quoique un siècle seulement se soit écoulé depuis que je me suis endormi, ce laps de temps a été marqué par un changement de l'humanité si grand que peu de périodes de mille ans en ont vu de tels. Avec la vallée devant moi, je pouvais bien le croire. Mais je suis très curieux de savoir ce que sont ces changements. Pour commencer par quelque chose, car à n'en pas douter ce sujet est terriblement complexe, quelle solution avez-vous trouvé à la question des salaires, en admettant que vous en ayez trouvé une? C'était l'énigme du sphynx, au ^{xix}^e siècle et quand je l'ai quitté, le sphynx était près de dévorer la société pour la punir de ne point en deviner le mot. Je ne regretterais pas d'avoir dormi

cent ans si j'apprenais qu'enfin on a trouvé la réponse à la terrible question.

— Comme, de nos jours, le nom même de la question du salaire nous est inconnu, et qu'il n'y a aucune chance pour qu'elle se pose de nouveau, je crois pouvoir dire que nous l'avons résolue. La société aurait vraiment mérité d'être dévorée si elle n'avait su trouver le mot d'une énigme aussi simple. Pour parler mieux, il n'a pas été besoin pour la société, de deviner l'énigme. Elle s'est résolue toute seule. La solution a été le résultat d'une évolution industrielle qui n'aurait pu se terminer autrement. La société n'a eu qu'à reconnaître et seconder cette évolution, dont les tendances sont vite devenues assez claires pour prévenir toute erreur.

Je répondis : — Tout ce que je puis dire, c'est que lorsque je me suis endormi, cette évolution n'avait pas été signalée.

— C'était en 1887, que vous vous êtes endormi, n'est-ce pas.

— Oui, le 30 mai 1887.

Mon compagnon me regarda attentivement quelques instants. Puis il reprit : — Et vous me dites que même alors, on n'avait généralement pas compris la nature de la crise dont la société s'approchait ? Certes, je ne doute pas de vos paroles. Le bizarre aveuglement de vos contemporains pour tout ce qui était signe des temps est un phénomène commenté par beaucoup de nos historiens, Et, cependant, il y a dans notre histoire bien peu

de faits aussi difficiles à admettre, quand nous nous rappelons tous les symptômes qui vous annonçaient les événements et que vous ne pouviez pas ne pas voir. Vous m'intéresseriez grandement, M. West, si vous vouliez me donner une idée un peu plus précise de ce que vous, et les hommes de votre rang intellectuel, pensiez de la situation et de l'avenir de la société en 1887. — Vous deviez, au moins, avoir compris que les immenses troubles industriels et sociaux, que le mécontentement, latent peut-être, de toutes les classes outrées des injustices de la Société, que la misère générale de l'humanité, que tout cela était le signe précurseur infaillible de grands changements de toute sorte.

— En effet, nous le comprenions parfaitement. Nous sentions que la société tirait sur son ancre et était en danger de se briser. Comment ? Personne ne pouvait le dire, mais tous redoutaient les écueils.

— Néanmoins, dit le D^r Leete, le sens du courant était facilement visible, pour peu que vous eussiez pris la peine de l'observer. Il vous entraînait non pas vers l'écueil, mais dans une eau plus profonde et plus sûre.

— Nous avons un proverbe populaire disant que voir de près vaut mieux que voir de loin. Je puis mieux en apprécier la valeur maintenant. Tout ce que je puis dire, c'est que, lorsque je m'endormis, nous avions de l'avenir une telle opinion que si, de votre terrasse, j'avais vu, au lieu de la grande ville, une vaste étendue couverte de ruines moussues, je n'en aurais certes pas été surpris.

Le Dr Leete m'avait écouté avec grande attention et il réfléchit quand j'eus fini. — Ce que vous m'avez dit, observa-t-il, sera regardé comme la plus belle justification de Storiot, dont les récits sur votre siècle sont réputés, généralement, comme des exagérations lorsqu'il peint la confusion qui régnait dans vos esprits. Qu'une période de transition comme celle-là soit pleine d'excitation, d'agitation, c'est tout naturel. Mais, si l'on songe combien était claire, évidente la tendance des forces en mouvement, comment admettre que l'opinion publique en tirait de la crainte au lieu d'en concevoir des espérances ?

— Vous ne m'avez pas encore dit quel mot vous avez trouvé à l'énigme, lui dis-je. Je suis impatient de savoir par quelle contradiction de logique la paix et la prospérité dont vous semblez maintenant jouir auraient été tout simplement le résultat d'un temps comme celui où j'ai vécu.

— Pardonnez-moi, mais... Fumez-vous ?... Ce n'est qu'après que nos cigares furent bien allumés qu'il reprit : — Puisque vous êtes en train de bavarder plutôt que de dormir, comme moi, d'ailleurs, peut-être ne puis-je mieux faire que de vous donner, d'essayer au moins, une idée assez claire de notre système industriel. De cette façon, vous n'aurez plus, tout au moins, cette impression qu'il y ait un mystère quelconque dans la marche de notre évolution. Les Bostoniens de vos jours avaient la réputation d'être de grands questionneurs et je vous prouverai ma filiation en vous faisant d'abord une

question. Quel est, selon vous, le trait le plus frappant des troubles ouvriers de votre temps ?

— Parbleu, les grèves, évidemment.

— Juste. Mais pourquoi les grèves étaient-elles si redoutables !

— A cause des grandes associations des travailleurs.

— Et quelle était la cause de ces grandes associations ?

— Les ouvriers prétendaient qu'elles étaient seules capables de leur donner leurs droits.

— C'est parfaitement cela, dit le docteur. Les associations de travailleurs, les grèves étaient simplement un effet de la concentration du capital par grandes masses. Plus grandes qu'on n'en avait jamais vu. Avant que cette concentration commençât, alors que le commerce et l'industrie étaient encore dirigés par d'innombrables petites maisons avec un petit capital, le travailleur individuel était, relativement, de quelque valeur. Il était à peu près indépendant, libre dans ses rapports avec l'employeur. Bien plus, alors qu'un petit capital ou une idée suffisait pour mettre un homme en mesure de faire ses affaires lui-même, tous les jours des ouvriers devenaient patrons et, entre les deux classes, il n'existait pas de barrière de fer. Les unions de travailleurs n'étaient pas nécessaires. Des grèves générales, il n'était pas question. Mais quand l'ère des petites entreprises avec un petit capital fut remplacée par celle des grandes agrégations de capital, tout changea. Le tra-

vailleur isolé, qui avait gardé son importance relative auprès du petit patron, devint insignifiant, sans nulle force, contre la grande corporation, juste au moment où l'accès au patronat se fermait devant lui. Le soin de sa propre défense l'entraîna à s'unir avec ses pareils.

Les mémoires de cette période nous montrent que la clameur contre la concentration des capitaux était furieuse. On était convaincu que la société était menacée, par cette concentration, d'une forme de tyrannie pire que toutes celles qu'elle avait jamais subies. On s'attendait à voir les grandes sociétés anonymes établir sur l'humanité un joug terrible, la réduire en une servitude la plus vile qui l'eût enchaînée, la traiter non plus en agrégat humain, mais comme une réunion de machines sans âmes. En considérant cette époque, nous ne pouvons pas être surpris du désespoir qui vous torturait, car évidemment l'humanité ne fut jamais voisine d'une destinée plus hideuse que celle que lui préparait la tyrannie des sociétés anonymes.

Entre temps, et sans être en rien entravée par la clameur qu'elle soulevait, l'absorption des affaires par des monopolistes, toujours plus puissants, s'accroissait. Dans tous les États-Unis, il n'y avait pas, dans ce dernier quart du siècle, une seule carrière où une activité individuelle pût trouver un champ d'action tant soit peu large, à moins qu'elle ne fût doublée d'un gros capital. Pendant les dix dernières années, les petites entreprises restaient comme des survivants mori-

bonds d'une autre époque, à moins qu'elles ne fussent de simples satellites des grandes sociétés ou, encore, qu'elles s'exerçassent dans des sphères trop mesquines pour attirer les gros entrepreneurs. Ces petites maisons de commerce ou d'industrie, vivotaient le peu de temps qu'elles avaient à vivre, à la façon des rats et des souris, dans des trous ou dans des coins.

L'espoir d'en sortir était la joie de leur existence.

Les chemins de fer s'étaient fusionnés sans cesse, jusqu'au jour où quelques grands syndicats furent les maîtres de tous les rails du pays. Dans l'industrie, chaque branche importante fut contrôlée par un syndicat. Ces syndicats, sociétés, compagnies, unions, le nom importe peu, fixaient les prix et supprimaient toute concurrence, sauf lorsque une coalition rivale surgissait avec d'égales forces. Un duel s'ensuivait alors, toujours terminé par un accaparement plus grand. Le grand bazar de la ville tuait ses rivaux de la province avec ses succursales. Dans la ville même, il absorbait ses concurrents plus faibles jusqu'à ce que le commerce de tout un quartier fût réuni sous un toit, avec une centaine d'anciens négociants servant d'employés. N'ayant pas d'entreprise à lui où il pût mettre son capital, le petit capitaliste, en même temps qu'il entrait au service de la compagnie anonyme, ne trouvait d'autre placement de ses fonds que les actions ou les obligations de cette compagnie et se mettait ainsi dans une double dépendance.

Pour que l'opposition générale et désespérée à l'absorption de tout le commerce dans quelques mains n'ait pu arriver à l'entraver, il faut bien reconnaître que cette absorption devait être aidée par une puissante loi économique. Les petits capitalistes, avec leurs innombrables chétives entreprises avaient, en réalité, laissé le champ libre aux grandes agglomérations de capital. Ils appartenaient à une époque de petites choses, de petites vues. Comment pouvaient-ils satisfaire les besoins du siècle de la vapeur et du télégraphe et ne pas être emportés par la proportion gigantesque des entreprises ? Pour restaurer l'ancien ordre de choses, en admettant que ce fût possible, on aurait dû revenir aux diligences. Pour si oppressif, intolérable que fût le régime des grands syndicats de capitaux, ses victimes elles-mêmes, tout en le maudissant, devaient reconnaître la prodigieuse augmentation de force qu'en avaient reçue les industries nationales. Elles ne pouvaient nier les grandes économies qui résultaient de la concentration, de la direction et de l'uniformité d'organisation. Elles avouaient que, depuis que le nouveau système avait remplacé le vieux, la richesse du monde a crû dans une proportion que nul n'eût osé rêver.

A la vérité, cette grande augmentation des richesses s'est surtout prouvée en faisant le riche plus riche encore, et en élargissant le fossé qui le séparait du pauvre. Le fait n'en restait pas moins ; comme moyen de produire des richesses, le capital

était d'autant plus utile qu'il était plus concentré. Le retour à l'ancien régime, avec la subdivision du capital, s'il eût été possible, aurait certainement restauré une plus grande égalité des conditions, avec plus de liberté et de dignité individuelles, mais ces avantages auraient été payés par la pauvreté générale et l'arrêt du progrès matériel.

— N'y avait-il donc pas, cela étant, un moyen de conserver les services que le principe des capitaux unis rendait à une large production de richesses, sans tomber dans une ploutocratie, semblable à celle de Carthage ?

A peine la question fut-elle posée que la réponse apparut. Le mouvement tendant à remettre les affaires à des associations de capitaux chaque jour plus larges, les tendances aux monopoles, contre lesquelles tant de résistances désespérées s'étaient inutilement brisées, tout cela était, on le comprit enfin, les pas en avant d'une évolution qui n'avait qu'à se compléter pour rendre l'âge d'or à l'humanité.

Au début du xx^e siècle, ce point final fut atteint par la réunion, l'agrégation de tout le capital du pays. L'industrie et le commerce de la nation cessèrent d'être dirigés par un groupe de corporations irresponsables, de syndicats particuliers dont le seul but était leur intérêt privé. Ils furent confiés à un unique syndicat, représentant le peuple, pour être dirigés dans l'intérêt de tous, pour le profit de tous. La nation, par conséquent, fut organisée comme une immense compagnie anonyme qui au-

rait absorbé toutes les autres. Elle devint le seul capitaliste et le seul patron, le monopole suprême dans lequel tous les monopoles moindres vinrent se fondre. Mais, aussi, elle fut le monopole de tous les profits et de toutes les économies que se partagèrent tous les citoyens.

L'ère des syndicats fut close par le Grand Syndicat.

En un mot, le peuple des États-Unis arriva à prendre les rênes de ses affaires, précisément comme cent ans auparavant, il avait pris celles de son gouvernement, s'organisant maintenant dans un but industriel sur les mêmes bases, exactement, qu'il avait choisies alors pour son organisation politique. Enfin, — et cela survint étrangement tard dans l'histoire du monde — on ne méconnut plus ce fait évident qu'aucune affaire n'est davantage une affaire publique que l'industrie et le commerce, dont dépend la substance de tous. On convint que les confier à des particuliers qui les dirigeront dans leur propre et exclusif intérêt, c'est une folie, pareille en substance, — immensément plus grande toutefois, — à celle de confier le gouvernement politique à des rois ou à des nobles qui n'y chercheront que leurs avantages personnels.

— Mais un changement aussi prodigieux que celui que vous décrivez, dis-je, n'a certes pu avoir lieu qu'après de terribles convulsions et beaucoup de sang répandu ?

— Bien au contraire, répondit le D^r Leete. Il n'y eut absolument aucune violence. Le change-

ment était prévu depuis longtemps. L'opinion publique était mûre pour l'accepter. La masse entière du peuple le voulait. Il était aussi impossible de s'y opposer par la force que par la discussion. D'un autre côté, le sentiment général sur les grandes compagnies avait cessé d'être empreint d'amertume, dès que l'on eut compris qu'elles étaient nécessaires comme une phase de transition, qu'elles amenaient l'évolution jusqu'au vrai système industriel. Les plus ardents champions des monopoles privés reconnaissaient combien leur rôle avait été prodigieusement utile pour amener le peuple à prendre la direction de ses intérêts. Cinquante ans auparavant, le plus hardi aurait reculé devant cette expérience de réunir toutes les industries en une seule, sous la direction du pays. Mais par une suite de « leçons de choses » écoutées et méditées par tous, les grandes compagnies avaient appris à tous tout un ordre d'idées nouvelles à ce sujet. — On avait vu, pendant de longues années, des syndicats manier des revenus plus grands que ceux de certains États, diriger le travail de centaines de mille hommes, et cela avec une économie et une efficacité qu'on n'avait trouvées dans aucune entreprise moindre. On dut reconnaître comme un axiome que plus vastes sont les affaires et plus simples sont les systèmes qui doivent les gouverner; que, si une machine est plus précise que la main, de même le système qui joue, dans une large entreprise, le rôle de l'œil du maître dans une petite, donne des

résultats plus sûrs. C'est pour cela que lorsqu'il fut question de confier à la nation les fonctions remplies par les grandes compagnies, l'exemple même de celles-ci fit que l'idée n'effraya personne, même les plus timorés. Certes, on avait à faire ce qui n'avait pas encore été fait. Il fallait accomplir une généralisation plus vaste. Mais, d'un autre côté, le simple fait que la nation n'aurait pas de concurrents, éviterait à l'entreprise bien des obstacles contre lesquels les monopoles partiels avaient dû lutter.

En 1887, il y avait des alarmistes. — Il y en a toujours. — Ils étaient seuls à redouter un naufrage de la société. Les classes aisées pouvaient se diviser en deux groupes : celui des gens qui réfléchissaient à ces grands problèmes et celui des gens qui étaient incapables d'y réfléchir.

Les premiers pensaient sans aucun doute, que l'organisation du travail, ou pour être plus précis, le système de production, se modifierait. Depuis le début des temps historiques, il y a toujours eu un mouvement d'évolution dans ce système. On a pu croire un instant, et l'on peut, Dieu merci, croire encore que la liberté des conventions était le dernier terme de cette évolution. D'autres ont pu soutenir que cette liberté absolue ouvrait la porte à l'oppression des faibles, réclamer pour eux une protection de l'État ou les inviter à se protéger par leur union. En un mot, le problème industriel restait posé. Mais en quoi cela menaçait-il l'existence de la société ? Celle-ci est grandement intéressée à la production. C'est pour elle un élément vital. Ce n'est pas le seul. Si l'Economie est une des branches les plus importantes des sciences sociales, elle n'en est qu'une des branches. A cette heure

précise, le Parlement discute des lois douanières qui peuvent ruiner nombre de familles, tuer des industries qui sont la fortune et la gloire de notre pays. La société est-elle en danger ? Certes non ! Sa vie se compose aussi d'autres éléments.

Elle serait menacée par les anarchistes. Mais vraiment, peut-on perdre son temps à réfuter leurs maximes ?

Quant aux gens qui ne réfléchissaient pas, mon Dieu ! ils ne craignaient rien. Cependant, à chaque lendemain de révolution, ils avaient peur d'être volés. Ils redoutaient que des malfaiteurs ne rendissent à la propriété cet hommage qui consiste à se l'approprier par le vol. Mais on peut interroger l'énorme masse de propriétaires et de petits commerçants qui n'approfondissent pas les problèmes sociaux. Aucun d'eux ne pourra dire qu'il craint un cataclysme social. Ils ne l'attendent pas plus qu'un tremblement de terre. Ils n'en ont jamais vu. Leurs ancêtres, pas davantage. Les trembleurs ont peur des *rouges*, des massacres, de la guillotine, que sais-je ? Du vol même et de la confiscation. Mais leur axiome reste celui-ci : « Il y aura toujours des pauvres et des riches. »

Ce bouleversement général, qu'ils ne craignaient pas, n'était du reste appelé par personne. Tous les jours, on entendait des plaintes nombreuses. Elles prenaient leur origine dans la difficulté de trouver du travail, soit pour les bras, soit pour les capacités, soit pour son capital. Mais contre l'organisation sociale, personne ne combattait sérieusement.

M. West a raison, lorsqu'il signale les inconvénients et les dangers des énormes agglomérations de capitaux. Il les exagère cependant. Une énorme partie de la production et de la consommation échappait à ces monopoles partiels. L'agriculture d'abord. On ne pourra nous objecter que si elle échappe, en France, à l'accaparement par les gros capitaux, cela ne durera pas. Cela est plausible pour bien d'autres industries. Il est permis d'affirmer que nous suivrons la voie que nous tracent les Etats-Unis, que

l'industrie parcellaire succombera. A la vérité, on peut en appeler, mais ce n'est pas absurde, *a priori*. Mais pour l'agriculture, comment supposer que dans notre pays, avec l'extrême division de notre sol, avec une race paysanne douée d'aussi robustes qualités, nous voyions tout d'un coup le capital racheter ces parcelles éparses, qui valent de l'or entre les mains de leurs possesseurs actuels et qui ne sauraient jamais donner à leurs acquéreurs, en dépit de tous les progrès, l'intérêt du prix qu'ils devraient les payer.

La concentration des affaires dans les mains de quelques colossales sociétés a donc de grands inconvénients, mais elle est partielle et ne pourra guère s'étendre au-delà de ce qu'elle est aujourd'hui. Peut-être même doit-on remarquer qu'on n'en fait tant de bruit que parce qu'elle a lieu surtout dans les commerces qui ont le plus recours à la publicité.

A côté de ces inconvénients et de ces dangers, il y a pourtant de gros avantages dans cette organisation. Les banques ont remplacé les banquiers. Par là même, la ploutocratie, comme dit M. West, a été fort ébranlée. Elle n'était dangereuse que lorsqu'un individu ou une famille réunissaient une richesse telle qu'ils pouvaient fausser le jeu de la libre concurrence et même celui des institutions politiques. Mettre ce pouvoir entre les mains d'une grande quantité d'actionnaires, c'est l'anéantir.

Il est vrai que, souvent, ces banques sont dirigées par un groupe auquel les actionnaires laissent l'omnipotence. Mais est-ce la faute de la liberté, si les citoyens ne sont pas mûrs pour en profiter ?

La mise en société d'une masse d'industries, de maisons de commerce et même d'immeubles, a évidemment créé de ces syndicats dont parle M. West. Sont-ils vraiment un accaparement ? Ce n'est pas évident.

Lorsqu'une compagnie s'avisa d'acheter un grand nombre de maisons à Paris, qui devenaient la propriété indivise d'associés dont la part est représentée par un

titre au porteur, il y eut unanimité parmi les publicistes. C'était le premier signe très visible d'une nouvelle phase de l'évolution. On mobilisait les immeubles. On collectivisait la propriété foncière. Mais personne n'affirma que ce sera la ruine des autres propriétaires de maison. Cependant, ceux-ci ont dû, pendant quelque temps, abaisser le loyer. Aujourd'hui encore, ceux qui font construire doivent pourvoir leurs appartements d'un certain nombre d'élégances commodes, de superfluités luxueuses, qui attirent le locataire, qui l'empêchent de préférer les maisons des compagnies. Que l'on compare les plus belles maisons de la rue de Rivoli et les plus simples des nouveaux quartiers !

Il y a eu, par conséquent, un léger dommage causé à la classe très respectable des propriétaires. Mais la classe, estimable elle aussi, des locataires, en a retiré un avantage. Supposons que cela se compense. Il reste ce très gros profit social qu'un nombre grandissant de citoyens participe à la propriété foncière, partage les bénéfices qu'elle donne et surtout prend à la stabilité sociale un intérêt tout personnel.

Nous avons, ailleurs, exposé les inconvénients des grands magasins. Sans revenir sur la question, chaque jour rebattue, il nous paraît que de trois facteurs on n'en étudie que deux. Les adversaires de ces bazars allèguent la ruine des petits commerçants. Leurs défenseurs répondent par l'intérêt du consommateur. Mais pourquoi ne pas parler des innombrables employés dont ils utilisent l'intelligence et le travail ?

M. West et nous sommes donc d'accord sur les avantages de la concentration des capitaux. Nous croyons même qu'elle offre moins d'inconvénients qu'il ne le dit, du moins en Europe. Nous reconnaissons hautement que cette concentration, qui se produit dans plusieurs branches de l'industrie, est empreinte — nous ne disons pas entachée — de collectivisme. Mais cependant, nous nous séparons entièrement de lui lorsqu'il veut faire, de

ce collectivisme, auquel il fait tant de reproches, la constitution de la nation.

Nous subirons, sans nous plaindre, les abus des trop grandes réunions de capitaux. Nous verrons sans protester l'avènement du régime social qui blessera le plus nos goûts et nos convenances. Mais nous élèverons toujours notre faible voix contre toute tentative de faire établir par le gouvernement le moindre et le moins irritant de ces monopoles déguisés. Et pourquoi ? Parce que nous sommes, et nous pouvons ici parler au pluriel, nous sommes des libéraux impénitents, que nous respectons la dignité de l'homme, sans faire parade de ce respect, parce que nous nous inclinons devant l'usage que font les autres de leur liberté, mais que nous ne souffrirons jamais que la nation emploie sa force à nous écraser. Au moment où on l'y excite, nous nous rappelons le mot de Pascal, et si on tuait à jamais la liberté qui nous est chère, nous nous croirions plus grands que la société meurtrière.

Et ce n'est pas seulement nos goûts qu'il faudrait violenter pour nous amener à l'idée de la Nation constituée en Société anonyme. Notre raison ne peut admettre cet état de chose. A mesure que M. West exposera les conditions de l'organisation industrielle nationale, on verra combien tout cela est impossible.

Mais dès ce chapitre, on aperçoit combien est grande l'erreur qu'il commet en voulant faire servir d'appui à sa thèse les embryons de collectivisme que sont les grandes compagnies. L'erreur est double. D'abord, ces essais de propriété collective laissent en dehors d'eux tout ce qui requière la possession individuelle. De plus, ils sont basés sur la liberté.

Notre opinion est bien celle de la généralité. Nous ne dirons pas qu'un tel changement nécessiterait une révolution sanglante. Non certes. Mais les essais infructueux de ses partisans feraient couler du sang. Au moment même où, d'après vous, la clameur est générale contre

ces grands syndicats qui faussent le jeu de la concurrence, qui suppriment toute liberté, de fait, dans les affaires, qui exploitent leurs monopoles réels en ruinant les uns, en affamant les autres, au moment où la haine qu'ils inspirent va soulever le monde, selon vous, vous admettez que, soudain éclairé par un miracle, le peuple qu'agite de tels sentiments va s'écrier : « Non, là est le droit. Les accapareurs maudits sont les précurseurs de l'âge d'or. En ruinant nos petits commerces, ils nous montrent que nous ne serons heureux que s'il n'y a plus de commerce. Nous, les ouvriers, nous les maudissons parce qu'ils voient en nous leurs serfs ; nous les bénirons de nous avoir conduits à l'esclavage qui nous rendra heureux ! Nous, publicistes, qui souffrons de voir la liberté entravée et réduite, nous chanterons l'hymne de joie lorsqu'il n'y aura plus de liberté du tout ! ».

Et, encore une fois, l'organisation du travail diffère de l'organisation sociale. Nous signalons pour la dernière fois cette confusion qui ne cesse pas.

CHAPITRE VI

Le Dr Leete cessa de parler. Je restais silencieux, tâchant de concevoir au moins une idée générale de ces changements de l'ordre social qu'impliquait la colossale révolution qu'il m'avait décrite.

Je finis par dire : « Convenez que l'idée d'une telle extension du rôle du gouvernement est, pour dire peu, presque écrasante. »

— Extension ! Où voyez-vous extension ?

— De mon temps, on admettait que les fonctions propres au gouvernement, strictement parlant, étaient limitées à conserver la paix, à défendre le pays contre les ennemis publics. En somme, aux pouvoirs de police et militaires.

— Mais, au nom du ciel, s'écria le docteur, où sont les ennemis publics ? Appelez-vous de ce nom la France, l'Angleterre, l'Allemagne, ou bien la Faim, le Froid, le Dénuement ? De vos jours, les gouvernements avaient coutume, pour le plus mince malentendu international, de s'emparer des

personnes des citoyens et de les livrer, par centaines de mille, à la mort ou à la mutilation, dispersant les trésors comme des feuilles sèches. Et tout cela sans aucun profit pour les victimes. Nous n'avons plus de guerre. Nos gouvernants n'ont plus le droit de la déclarer, mais, afin de protéger tous les citoyens contre la faim, le froid, la misère et subvenir à tous leurs besoins physiques ou moraux, on leur confie le soin de diriger l'industrie pour un certain nombre d'années. Non, M. West, je suis sûr qu'en y réfléchissant vous verrez réellement que c'est votre siècle, et non le nôtre, qui donnait aux fonctions du gouvernement une extension extraordinaire. — De nos jours, nous ne consentirions jamais à confier à nos pouvoirs publics, fût-ce pour accomplir tout le bien imaginable, les pouvoirs que vous leur donniez pour faire du mal.

— Laissons de côté les comparaisons, dis-je. La démagogie et la corruption de nos hommes publics auraient été considérées, de mon temps, comme d'insurmontables objections à tout essai tendant à confier au gouvernement la direction des industries nationales. Nous aurions pensé qu'aucune organisation ne pouvait être pire que celle qui aurait donné aux politiciens le soin de guider l'organisme producteur des richesses du pays. Les intérêts matériels étaient trop un jouet pour les partis.

— Vous avez, sans nul doute, parfaitement raison, me répliqua le docteur. Mais, actuellement

tout est changé, nous n'avons ni partis ni politiciens. Les mots même de démagogie et de corruption n'ont plus qu'une signification historique.

— La nature humaine a donc bien changé, depuis lors?

— Pas le moins du monde, mais bien les conditions de la vie et, avec elles, les mobiles des actions de l'homme.

L'organisation de votre société était telle que les fonctionnaires étaient constamment tentés d'abuser de leurs pouvoirs au profit d'eux-mêmes ou de leurs amis. Avec de telles conditions, il semble même singulier que vous osassiez leur confier la moindre parcelle de vos affaires. Maintenant, au contraire, la société est ainsi constituée, qu'il n'existe aucun moyen pour qu'un fonctionnaire, si mal intentionné soit-il, puisse matériellement réaliser un profit, pour lui ou d'autres, dans l'exercice de ces fonctions. Il peut-être un mauvais fonctionnaire. Il ne peut pas être un concussionnaire. Il n'aurait pas de raisons pour l'être. Le système social n'offre plus de prime à l'improbité. Mais ce sont là des choses que vous ne pouvez guère apprécier que lorsque le temps vous permettra de nous connaître mieux.

— Vous ne m'avez, remarquez-le, rien dit encore de la façon dont a été résolue la question des salaires. C'est celle du capital que vous m'avez exposée. Après que la nation a pris sur elle d'administrer les usines, les manufactures, les chemins de fer, les fermes, les mines, bref, tout le capital

du pays, la question des salaires reste intacte. En endossant les responsabilités du capital, la nation a endossé toutes les difficultés inhérentes à la position du capital.

— Au moment même où la nation a pris cette responsabilité, ces difficultés se sont évanouies, me répondit le docteur.

L'organisation nationale du travail sous une direction unique, fut la solution complète de ce que, de vos jours et avec votre système, vous regardiez justement comme le problème insoluble des salaires. La nation devenant le seul, l'unique patron, tous les citoyens, par le seul fait de leur qualité de citoyens, devinrent employés, et furent répartis suivant les besoins de l'industrie.

— C'est-à-dire que vous avez tout simplement appliqué le principe du service militaire obligatoire, comme on disait alors, à la question du travail ?

— En effet, et cela suivit logiquement, dès que la nation devint le seul capitaliste. On était déjà habitué à l'idée que le devoir du citoyen, physiquement apte, de contribuer par ces services, à la défense du pays, était absolu et égal pour tous.

Il n'était pas moins évident que le devoir de chacun était d'apporter sa quote-part de services industriels à l'entretien de la nation, quoique c'est seulement lorsque la nation elle-même devint le seul patron que les citoyens purent rendre cette sorte de service, avec quelque apparence de justice et d'égalité. Aucune organisation du travail

n'était possible tant que les fonctions patronales furent divisées parmi des centaines, des milliers d'individus ou de corporations entre lesquels un accord n'était ni désirable, ni possible. Il arrivait à tout instant alors, que ceux qui voulaient travailler n'en trouvaient aucune occasion et, tout en même temps, ceux qui voulaient se soustraire, en tout ou partie, au paiement de leur sainte dette du travail le faisaient sans difficultés.

— Le service est obligatoire pour tous, maintenant, je suppose.

— C'est plutôt une question de fait qu'une coercion, me dit le D^r Leete. — Le service est considéré comme si raisonnable, si naturel, que l'idée d'y contraindre a disparu. On mépriserait énergiquement celui qui devrait être forcé. Seulement, en disant qu'il est obligatoire, je ne vous donnerais pas une idée assez forte du point auquel il est inévitable. Notre ordre social est si absolument basé sur lui, en dérive si absolument que si un homme pouvait s'y soustraire, ce qui serait très difficile, il ne lui resterait aucun moyen, mais absolument aucun, de pourvoir à ses besoins. Il se serait exclu lui-même du monde, retranché de l'humanité. Il se serait suicidé, en un mot.

— La durée du service industriel est-elle à vie?

— Non ! il commence plus tard, il finit plus tôt que la période moyenne de travail de votre temps. Vos ateliers étaient remplis de femmes et d'enfants. Nous, nous considérons que l'adolescence doit être consacrée à l'éducation. De même, la

seconde maturité, qui voit les forces commencer à décroître, appartient au repos et au bien-être. La durée du service industriel est de vingt-quatre ans. Elle commence lorsque l'éducation est terminée, à vingt et un ans, et se termine à quarante-cinq ans. Après quarante-cinq ans, dispensé du travail, le citoyen reste encore soumis à des appels spéciaux, motivés par exemple par des éventualités entraînant une augmentation soudaine dans le besoin de bras, jusqu'à cinquante-cinq ans. Mais, en fait, cela arrive rarement, ou pour mieux dire, jamais. Le 15 octobre de chaque année est ce que nous appelons le jour d'inscription. Ceux qui ont atteint 21 ans sont inscrits au service industriel et ceux qui, après vingt-quatre ans de services, ont atteint quarante-cinq ans d'âge, sont inscrits comme libérés. C'est la grande fête annuelle, le point de repère qui date nos fastes, notre Olympiade, dirais-je, si elle n'était pas annuelle.

En dépit de toutes les améliorations que le philanthrope a apportées dans le régime des bagnes, l'expression « Travaux forcés » a gardé une signification plutôt désagréable. Y condamner l'intégralité des citoyens — et des citoyennes, — voir dans cette condamnation l'avènement de l'âge d'or, n'est-ce pas pousser l'humorisme un peu loin ? Le Dr Leete trouve qu'appeler « forcé » le service industriel, ce ne serait pas assez dire, qu'il est si inévitable qu'on ne peut concevoir un homme parvenant à s'y soustraire.

Le travail, dira-t-on, est la loi de nature. On ajoutera : « Tout homme est un travailleur ou un voleur. » Évidem-

ment, chacun de nous tire sa subsistance quotidienne du travail, que ce soit du sien ou de celui de ses prédécesseurs. Mais je crois que l'ouvrier le plus laborieux ne comparerait pas sa tâche ardue, fatigante et libre avec le travail facile, imposé aux prisonniers. Il nous souvient d'avoir entendu le délégué général de la Nouvelle-Calédonie nous expliquer combien étaient douces les conditions faites aux déportés. Il exprimait toute sa pensée en souhaitant que les ouvriers honnêtes fussent aussi heureux, matériellement, que les malfaiteurs condamnés. Et pourtant, ils ne changeraient pas, nos braves ouvriers, leur libre insouciance contre l'absence de soucis dus à une tutelle trop jalouse.

Dans notre pays où l'uniforme jouit d'un si grand prestige, le service militaire est considéré comme un sacrifice très grand fait à la patrie. Et quoique nos soldats soient moins bien traités que nos prisonniers, ils ne le sont pas tellement mal que ce soit une souffrance matérielle. Mais il y a une discipline dans l'armée. Il y a surtout l'effacement de l'individualité, la suppression, la répression de toute initiative et nous n'aimons pas à être enrêlés toute la vie, à n'être qu'un matricule.

On s'y soumet, cependant. La liberté trouve une limite dans ce fait que chaque citoyen doit faire ce que les autres ne pourraient faire s'il s'y refusait. Comme il n'est pas douteux qu'en permettant à cent conscrits de se refuser au service, on verrait les cent mille autres s'y refuser aussi, s'il est nécessaire d'avoir une armée il faut que tous y soient appelés. Mais quel est le but de cette armée ? Que protège le soldat qui combat dans ses rangs ? Est-ce la chose d'autrui ! C'est sa patrie, c'est son foyer.

Des meneurs ont pu dire aux soldats : « Vous partez pour défendre les biens des riches, vous qui n'avez rien. » Mais les meneurs seuls ont pu dire semblable absurdité. Les ennemis, entrant en France, ont fait beaucoup plus de mal aux pauvres qu'aux riches. Ils n'ont pas enlevé un

champ au propriétaire fermier, ni une obligation de chemin de fer au rentier. C'est la lutte qui entrave les opérations du commerçant. Mais la défaite lui permettra de rouvrir son magasin. Le soldat se bat pour la patrie, et, tant qu'on n'aura pas fait de celle-ci une société en participation, chacun de nous a une égale part dans son honneur et dans sa gloire.

Travailler pour nourrir les autres est un acte digne d'éloge, d'admiration même, si c'est un acte libre. De vient-il obligatoire, il perd sa valeur morale. Au point de vue économique et sociologique, il ne cesse pas d'être désavantageux. Nous y reviendrons.

Pour l'instant, nous pouvons insister sur la singularité de cette logique, qui cherche le bien dans l'excès du mal. « Les syndicats sont funestes ? Généralisons-les. Le service militaire obligatoire est une absurdité ? Établisons le service industriel obligatoire pour tous, hommes et femmes, et le service actif, de plus, pendant vingt-cinq ans ? »

Que le service militaire ne soit pas le dernier mot de la civilisation, c'est possible, encore que récemment on ait dit de fort belles choses sur l'honneur de la guerre. Mais si nous le subissons, ce n'est pas une raison pour que nous subissions un service plus dur et moins nécessaire. On nous dira : « Le service industriel est dix fois plus indispensable ». La preuve que non, c'est que voilà bien longtemps que l'on vit sans lui, que nous nous en passons sans trop de peine, tandis que sans le service militaire obligatoire, il y a longtemps que c'en serait fini de l'honneur de notre France, auquel nous avons la faiblesse de tenir autant qu'à notre vie, pauvres arriérés que nous sommes.

Et arriérés en bien d'autres points ! Nous croyons que la corruption des citoyens et des fonctionnaires est une infime exception. La très petite proportion d'actes coupables qui se commettent est le tribut payé à la partie mauvaise de l'humanité — dont la puissance diminue

de jour en jour, quoi que l'on en dise. — Quant à qu'un système quelconque puisse enlever toute d'être à la fraude, nous nous y refusons absolu Quand M. West nous ramènera sur cette question pos des délits contre la propriété, nous montrons quelle illusion serait celle des gens qui croient que nêteté s'organise comme la victoire.

CHAPITRE VII

— C'est après que vous avez immatriculé votre armée industrielle, dis-je, que, selon moi, les grandes difficultés doivent surgir. Là, en effet, cesse l'analogie avec une armée militaire. Les soldats ont tous à faire la même chose et une chose très simple. Je précise. Ils n'ont qu'à apprendre le maniement des armes, à marcher et à monter la garde. Mais l'armée industrielle doit apprendre et pratiquer deux ou trois cents métiers parfaitement divers. Quel est l'administrateur de génie qui saura déterminer sagement quel est le métier que devra embrasser chacun des membres d'une grande nation ?

— Les administrateurs n'ont rien à voir là dedans.

— Qui donc décide, alors ?

— Chacun pour soi-même, suivant ses aptitudes naturelles, après que tout a été fait pour le mettre à même de savoir quelle est vraiment son aptitude. Le principe sur lequel notre armée indus-

trielle est organisée est celui-ci : Les dons naturels d'un homme, tant moraux que physiques, déterminent ce qu'il peut faire, avec le plus de profit pour tous, le plus de satisfactions pour lui. — Étant admis qu'on ne peut se soustraire à l'obligation de service, sous une forme quelconque, le libre choix, assujetti seulement à une réglementation nécessaire, doit déterminer le genre spécial de services que chaque homme doit rendre. Comme le bonheur d'un individu, pendant la durée de son service, dépend du fait que ses occupations lui plaisent ou non, les parents et les maîtres guettent, dès son plus jeune âge, tout ce qui peut faire conjecturer la vocation de l'enfant. Une étude sérieuse du système industriel national avec l'histoire et les rendements des principaux commerces, forme une part essentielle de notre enseignement. Comme la culture intellectuelle n'est pas entravée par l'apprentissage manuel, elle est poussée assez loin pour donner à nos jeunes gens, en dehors de leur connaissance théorique des industries nationales, — mécaniques ou agricoles — une certaine habitude de leurs procédés et de leurs méthodes. Nos écoles visitent constamment nos ateliers. On amène souvent les élèves dans de longues excursions pour visiter les exploitations industrielles. De vos jours, nul n'était honteux d'ignorer tous les métiers, sauf le sien, mais une telle ignorance serait incompatible avec notre désir de mettre chacun à même de choisir, et de bien choisir, l'occupation pour laquelle il est le mieux

fait. D'ordinaire, bien avant d'être immatriculé, un jeune homme a choisi la carrière qu'il veut suivre, a acquis une masse de connaissances à ce sujet, et attend anxieusement le moment de figurer dans les rangs.

— Évidemment, objectai-je, il doit arriver rarement que le nombre des volontaires pour chaque métier soit exactement celui qui y serait nécessaire. Il doit toujours excéder ou ne pas atteindre la demande.

— La provision de volontaires est toujours supposée égaler la demande. Le devoir du gouvernement est de voir si c'est le cas. La proportion des engagements pour chaque métier est soigneusement observée. S'il y a pour une profession un excès notable du nombre de volontaires sur celui des postes disponibles, on en déduit que cette profession offre de plus grands attraits que les autres. D'un autre côté, si un métier manque de volontaires, cela implique qu'il est considéré comme trop dur. Le rôle de l'administration est de rechercher constamment à équilibrer les attractions des divers métiers, en ce qui touche le travail qu'ils nécessitent, de façon à ce que tous les métiers soient également séduisants pour ceux qui en ont le goût. On y arrive en proportionnant les heures de travail, dans les diverses industries, en raison inverse de leur caractère ardu, pénible. Les métiers les plus aisés, qu'entourent les conditions les plus agréables, exigent de cette façon beaucoup d'heures chaque jour, tandis que les métiers ru-

des, comme les mines par exemple, sont exploités avec de courtes journées. Il n'existe pas de théorie, de règle *à priori* qui servent à déterminer les attractions respectives de chaque industrie. L'administration, en allégeant le fardeau d'une classe de travailleurs et en ajoutant à celui d'une autre, ne fait que suivre les fluctuations de l'opinion des travailleurs eux-mêmes, fluctuations qu'indique la proportion des volontaires. Le principe est qu'aucun homme ne doit être obligé à un travail plus rude, au total, que celui d'un autre homme. Les travailleurs en sont les juges. A l'application de cette règle, pas de limites. Si une occupation déterminée est, en elle-même, si dure ou si fatigante que, pour y amener des volontaires, le travail de la journée doive être réduit à dix minutes, on le fera. Si, même alors, personne ne veut le faire, soit ! personne ne le fera. Mais, naturellement, en fait, une réduction raisonnable des heures de travail, ou une augmentation des privilèges, suffira pour amener assez de volontaires à tout métier nécessaire au public.

Si, au contraire, les difficultés inévitables ou les dangers d'une pareille entreprise étaient assez grands pour qu'aucune récompense ne pût vaincre la répugnance qu'elle inspirerait, l'administration en serait quitte pour effacer ce travail de l'ordre ordinaire des professions, le déclarer « extrapérilleux » et promettre à ceux qui l'entreprendraient la reconnaissance nationale. Les volontaires afflueraient. Nos jeunes gens sont avides d'honneur et ne laissent pas volontiers échapper les occasions

d'en acquérir. Vous voyez, naturellement, que s'en remettre pour le recrutement des travailleurs nécessaires à chaque métier, au libre choix de ces travailleurs, c'est renoncer à tous ceux qui impliquaient des conditions anti-hygiéniques ou des dangers spéciaux.

La santé et la sécurité sont des conditions communes à toutes nos industries. La nation ne peut pas envoyer à la mort ses ouvriers par milliers, comme le faisaient les capitalistes privés et les associations de votre époque.

— Lorsque, à l'entrée d'une profession, il se présente plus de candidats qu'il n'est nécessaire, comment décidez-vous entre eux ? demandai-je.

— Nous donnons la préférence à ceux qui ont acquis le plus de connaissances dans le métier qu'ils veulent exercer. Aucun homme, cependant, qui persiste pendant des années dans le désir de montrer ce qu'il pourrait faire dans ce métier, n'en est indéfiniment exclu. D'ordinaire, si un homme n'arrive pas à entrer tout de suite dans la carrière qu'il préfère, il en a d'ordinaire choisi une ou deux autres pour lesquelles il a de la sympathie. Chacun, d'après nous, doit étudier ses aptitudes, non seulement pour une carrière, mais pour une seconde, une troisième. Nous voulons que, s'il échoue dans la première, ou si le progrès des inventions, un changement quelconque diminuent les demandes, enfin s'il ne peut pas poursuivre sa première vocation, il puisse encore trouver un emploi qu'il lui plaise raisonnablement. Le

principe du choix subséquent d'une occupation est très important dans notre système. J'ajouterai, par rapport à la possibilité d'un manque soudain de volontaires dans telle ou telle profession, ou la nécessité immédiate d'un développement de forces, que l'administration, tout en dépendant, en règle générale, du système d'enrôlement volontaire pour les professions, a toujours, en réserve, le droit d'appeler des volontaires spéciaux ou de requérir où elle veut les hommes nécessaires. En général, tous les besoins de cette sorte sont satisfaits avec les travailleurs purement corporels (1).

— Comment est recrutée cette classe de manœuvres ? A coup sûr, aucun volontaire ne s'offre pour y entrer.

— C'est le grade auquel toutes les nouvelles recrues doivent s'arrêter pendant les trois premières années de leur service. Ce n'est qu'après cette période que le jeune homme a le droit de choisir une profession spéciale. De ces trois ans de discipline serrée, nul est exempt. Et nos jeunes gens sont tout aises de passer de cette école sévère à la liberté relative des ateliers. Si un homme était assez sot pour ne pas choisir une occupation, il resterait toute sa vie un simple manœuvre. Comme vous le pensez, un tel cas est fort rare.

— Une fois qu'il a choisi un métier ou une occupation et qu'il y est entré, je suppose qu'il doit y rester toute sa vie ?

(1) *Unskilled Labor*. Les grèves de Londres nous ont rendu ce terme familier.

— Ce n'est pas indispensable, répartit le D^r Leete. Si des changements fréquents et de pur caprice ne sont ni encouragés, ni même permis, tout travailleur a le droit, naturellement sous certaines règles et d'accord avec les exigences du service, de s'enrôler dans une autre industrie, s'il croit qu'il y sera mieux que dans celle choisie d'abord. De plus, un ouvrier peut, dans certaines conditions et, toujours, si cela ne dégénère pas en habitude, obtenir son transfert dans un autre atelier de la même industrie dans une autre partie du pays qu'il préfère.

Avec votre système, un homme mécontent de son sort pouvait abandonner son métier quand il le voulait, mais, en même temps, il devait renoncer à son gagne-pain. Nous voyons que le nombre de ceux qui désirent renoncer à une occupation dont ils ont l'habitude pour en prendre une nouvelle, et échanger leurs vieux amis, leurs anciens camarades pour des nouveaux, est très petit.

Il n'y a guère que la plus pauvre classe d'ouvriers qui profite de nos règles pour changer le plus souvent possible. Je n'ai pas besoin de dire que ces changements ne souffrent pas de difficultés lorsque la santé est en jeu.

— Comme système industriel, je pense, volontiers, que le vôtre peut avoir d'excellents résultats, mais je ne vois pas le sort fait aux classes libérales, à ceux qui servent la nation, non pas avec leurs bras, mais avec leur cerveau.

Comment les distinguez-vous de ceux qui de-

vront travailler comme fermiers ou mécaniciens ? J'ose affirmer que le choix exige des procédés bien délicats.

— En effet, dit le docteur. Le jugement le plus fin est nécessaire en ces sortes de choses. Aussi laissons-nous le soin de régler cette question — si un homme sera un ouvrier du cerveau ou de l'outil — entièrement à cet homme même. Après trois ans passés au travail commun, il devra choisir, suivant ses goûts naturels, s'il croit meilleur pour lui être artiste, ou fermier, ou ouvrier. S'il pense qu'il travaillera mieux avec la tête qu'avec les muscles, il trouvera toute faculté de cultiver sa vocation, s'il donne la preuve qu'il ne s'abuse pas, et, plus tard, de la poursuivre. Les écoles de technologie, de médecine, d'art, de musique, d'art dramatique, et du plus haut savoir, sont toujours ouvertes à tous, sans conditions.

— Les écoles ne sont-elles pas encombrées de jeunes gens qui n'ont d'autre but que d'éviter le travail ?

Le Dr Leete sourit d'un air railleur.

— Personne n'a l'idée, je vous assure, d'entrer dans nos écoles professionnelles pour fuir le travail, me dit-il. Elles sont consacrées à ceux qui démontrent une aptitude toute spéciale pour les branches qu'elles enseignent, et ceux qui n'en sont pas doués trouveront plus facile de doubler leurs heures de travail dans leur atelier que d'essayer de se maintenir à l'école. Certes, beaucoup peuvent, de bonne foi, se méprendre sur leur vo-

cation. Se trouvant incapables de répondre aux exigences des écoles, ils reviennent au service industriel. Aucun discrédit n'en résulte pour eux, puisque l'esprit public cherche à encourager tout ce qui peut développer des talents supposés, dont l'expérience seule peut prouver la réalité. Les écoles, soit professionnelles, soit scientifiques, tiraient de votre temps leur subsistance de leurs élèves. Et la coutume générale était, semble-t-il, de délivrer des diplômes à des personnes qui ne les méritaient en aucune façon et qui, munis de ces brevets, cherchaient leurs voies dans les carrières libérales. Nos écoles sont des institutions publiques et en avoir subi les épreuves constitue une preuve d'aptitude indubitable.

Cette possibilité de recevoir une culture professionnelle, continua M. Leete, subsiste pour tout homme tant qu'il n'a pas atteint la trentaine. Après cet âge, on n'admet plus les étudiants, car il ne reste plus un laps de temps suffisant avant l'époque où ils seront affranchis du service national. — De votre temps, les jeunes gens devaient choisir très jeunes leur carrière. C'est la raison pour laquelle un si grand nombre se trompaient de vocation. Tout le monde est d'accord aujourd'hui, que les aptitudes naturelles se développent plus tôt chez les uns, plus tard chez les autres. Aussi, bien que l'on puisse choisir sa carrière à 24 ans, le choix reste ouvert pendant six années pleines.

Je ne pus retenir plus longtemps une question

qui avait été sur mes lèvres au moins une douzaine de fois depuis le début de la conversation ; une question qui, de mon temps, nous semblait la difficulté capitale qui entravait la solution du problème industriel.

— C'est une chose singulière, dis-je, que vous ne m'ayez pas encore dit un mot de votre méthode de fixation des salaires. Puisque la nation est le seul employeur, le gouvernement doit fixer le taux des salaires et déterminer ce que chacun doit gagner, depuis le docteur jusqu'au laboureur. Tout ce que je puis vous dire, c'est que, de notre temps, on n'y serait jamais arrivé, et je doute qu'on y parvienne aujourd'hui, à moins que la nature humaine n'ait bien changé. Autrefois, personne n'était satisfaisait de son salaire ou de ses gages. — Même si l'un croyait recevoir assez, il pensait que l'autre recevait trop, et les choses n'en valaient guère mieux. — Si le mécontentement général à cet égard, au lieu de s'éparpiller en malédictions ou en grèves dirigées contre d'innombrables patrons, avait pu se réunir contre un seul, et que ce fût le gouvernement, si fort qu'eût été celui-ci, il n'aurait pas eu le temps de faire deux fois la paye.

Le D^r Leete se mit à rire gaiement.

— C'est très vrai, dit-il. Une grève générale aurait probablement suivi la première paye et une grève contre le gouvernement, cela s'appelle une révolution.

— Comment, alors, vous y prenez-vous pour éviter une révolution à chaque jour de paye ? de-

mandai-je. Quelque prodigieux philosophe a-t-il découvert un nouveau système de calcul qui puisse contenter tout le monde en déterminant la valeur de toutes sortes de services, qu'ils viennent des bras ou de la cervelle, du larynx ou des muscles, des oreilles ou des yeux ? Ou bien, la nature de l'homme a-t-elle changé elle-même, de façon que nul ne regarde ses propres intérêts comme sacrifiés à ceux du voisin ? L'explication doit être dans une de ces deux hypothèses.

— Et pourtant elle n'est ni dans l'une ni dans l'autre ! telle fut la réponse un peu ironique de mon hôte. Et maintenant, M. West, ajouta-t-il, vous devez vous souvenir que vous êtes mon malade aussi bien que mon hôte et me permettre de vous ordonner un bon somme avant de causer plus longtemps. Il est près de trois heures.

— La prescription est sage à coup sûr, à condition que je puisse la suivre.

— J'y aviserai.

Et le docteur tint parole, car il me donna un verre de je ne sais quoi qui m'envoya au pays des rêves dès que ma tête fut sur l'oreiller.

Sans que nous ayons besoin de le lui rappeler, le lecteur reconnaîtra dans ce chapitre, un souvenir de l'attraction passionnelle de Fourier. Mais il est difficile de croire que, même en l'an 2000, il soit facile de confier à ce ressort social le soin de pourvoir les professions des travailleurs qui leur sont nécessaires.

Pour s'en convaincre, il faut faire abstraction complète

de nos idées actuelles. Aujourd'hui, en effet, le choix est parfaitement libre et nous voyons que le nombre de ceux qui choisissent un métier est à peu près le nombre nécessaire. S'il baissait trop considérablement, les employeurs relèveraient les salaires, amélioreraient les conditions et l'équilibre serait rétabli. Si l'on joint à cela les habitudes héréditaires ou locales, on s'expliquera pourquoi des professions désagréables, insalubres même trouvent toujours des travailleurs pour les adopter. Et la nécessité se charge d'en fournir même à celles qui sont dangereuses ou répugnantes.

L'auteur, conscient de ce fait, pense que l'organisation qu'il préconise procédera de même et parviendra à maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande du travail dans chaque métier. C'est oublier que les conditions ne seront plus les mêmes. La suppression du salaire ne lui laissera comme moyen d'action que la réduction des heures du travail. Moyen d'autant plus insuffisant qu'il augmentera de beaucoup le nombre des travailleurs à séduire, au moment où ils feront défaut. Précisons : une industrie a besoin de dix mille ouvriers et n'en trouve que huit mille, malgré tous les appels des chefs. Ceux-ci réduisent la journée de huit à quatre heures de travail. Mais il faudra vingt mille ouvriers, alors, et ce sera douze mille et non plus deux mille qu'il faudra attirer.

Et en attirera-t-on même quelques-uns ? Dans ce régime bienheureux, tous recevront la même instruction intégrale ; il n'y aura même aucune différence d'éducation. Nous craignons fort que, libres de choisir, par exemple, entre la profession d'avocat, le métier de cocher et celui d'égoutier, les jeunes gens de l'an 2000 choisissent presque toujours la première, quelquefois la seconde, mais jamais la troisième. Le Dr Leete nous apprend que l'on remédie à cela avec les travailleurs sans spécialité. Mais ce n'est pas y remédier du tout ! Ces travailleurs-là, c'est la nation entière qui les fournit, puisque leur grade est le noviciat obligatoire pour tous. Et l'on peut se demander

si c'est bien l'âge d'or celui où pendant trois ou quatre ans chacun est contraint à un métier qu'il abhorre souvent et qui toujours, lui est inconnu, qu'il ne veut pas continuer à exercer.

Même au point de vue de la production, ce point de vue si cher à M. West, c'est une erreur capitale. Pendant que les travailleurs sans spécialité feront mal un travail qu'ils n'ont pas choisi, les autres carrières seront encombrées de gens dont chacun n'aura qu'un travail infinitésimal. Au XIX^e siècle, les aliments, étant proportionnés au travail, ne suffiraient plus à les nourrir et ils adopteront une autre carrière. Mais au XX^e, ce régulateur ne fonctionne plus.

Les plus beaux raisonnements ne valent pas l'expérience. Chez nous, l'enseignement est une des carrières qui dépendent à peu près exclusivement de l'État. Dès qu'on a répandu à flots les moyens d'instruction, une foule de jeunes filles ont voulu en profiter pour renoncer aux travaux manuels et devenir institutrices. Le gouvernement les a prévenues, à dix reprises diverses, que le diplôme ne leur assurait pas de moyens d'existence. Les journaux ont publié des chiffres démontrant que les nouvelles brevetées n'avaient aucune chance d'avoir un emploi. C'était là une menace plus terrible que celle de rendre le travail moins aisé, puisque c'était celle de ne pas manger. Et cependant, il y a en France environ cent fois plus d'institutrices qu'il n'en faut.

Ce n'est pas dû, comme le croit le Dr Leete, à l'habitude de donner des diplômes à ceux qui ne les méritent pas. En France, cette habitude n'existe pas. Les examens sont de jour en jour plus sévères. Cela provient de l'impulsion irrésistible qui éloigne des travaux manuels ou physiques ceux dont l'intelligence est cultivée.

Nous sommes prévenus que le régime futur n'exige pas une modification de la nature humaine. Comment espérer que le choix libre amènera des hommes nourris d'idées générales, habitués aux hautes spéculations in-

tellectuelles, à accepter un travail où ils n'utiliseraient qu'une force physique qu'ils n'ont pas exercée ?

Et si le choix n'est pas libre, où est la différence entre la société nouvelle et l'esclavage ?


CHAPITRE VIII

Quand je m'éveillai, j'étais réconforté. Je restai de longs instants à savourer, sans rien faire, cette sensation de bien-être corporel. Les expériences du jour précédent, ce fait de me retrouver dans l'an 2000, la vue du nouveau Boston, mon hôte et sa famille, les choses merveilleuses que j'avais entendues, tout cela se heurtait pêle-mêle dans ma mémoire. Il me semblait être dans ma chambre à coucher, chez moi, et les rêves de ma somnolence me faisaient revoir les incidents et les sensations de ma vie précédente. Je revoyais en songe les mêmes faits du « Decoration Day », mon excursion à Mount-Auburn, avec Edith et ses parents, mon dîner chez eux au retour. Je me rappelais comme Edith était belle ce jour-là. Puis, j'en venais à notre mariage. Mais à peine mon imagination avait-elle commencé à broder sur ce thème délicieux, que mon rêve fut arrêté par le souvenir de la lettre de mon entrepreneur, dans laquelle il m'informait que des nouvelles grèves

pouvaient retarder jusqu'à l'infini l'achèvement de ma nouvelle maison. Le chagrin que ce souvenir me donna, eut pour effet de me réveiller. Je me mémorai que j'avais un rendez-vous à onze heures avec ce constructeur, pour causer de la grève. Ouvrant les yeux, je cherchai la pendule au pied de mon lit pour savoir l'heure. Mais mon regard ne la trouva pas et, qui plus est, je m'aperçus à l'instant que je n'étais pas dans ma chambre. Je me soulevai sur mon lit, et je promenai des yeux hagards autour de l'étrange appartement.

Je crois que j'aurais pu rester longtemps ainsi, sans parvenir à ressaisir la sensation de mon identité. J'étais aussi incapable de me distinguer d'un pur esprit dans ces instants que nous le sommes de concevoir ce qu'est une âme, avant qu'elle ait reçu l'empreinte qui l'individualise et en fait une personne. Quelle chose étrange que l'angoisse causée par cette incapacité ! Mais nous sommes ainsi faits. Il n'y a pas de mots pour la torture qu'endura mon esprit dans cette chute sans recours de mon *moi* dans un gouffre sans fond. Aucune autre expérience de l'esprit ne peut probablement donner ce sentiment d'une suspension absolue de l'intelligence. J'espère ne plus le connaître jamais.

Je ne sais pas depuis combien de temps durait cette situation — cela me semblait très long — lorsque le souvenir de toute la réalité me revint comme un éclair. Je me rappelai qui et où j'étais, comme j'étais arrivé là et que ces scènes de la vie d'hier qui s'étaient représentées à mon esprit



n'intéressaient plus qu'une génération depuis bien longtemps retournée à la poussière. Sautant hors de mon lit, je m'arrêtai au milieu de la chambre et je serrai mes tempes avec toute la force de mes mains pour les empêcher d'éclater. Je retombai sur ma couche et j'y restai sans mouvement. le visage enfoncé dans l'oreiller. La réaction qui devait inévitablement suivre la fièvre intellectuelle déterminée par la terrible aventure, se produisait.

J'étais en proie à une crise d'émotions causée par la conscience claire de ma position actuelle et de toutes les suites qu'elle impliquait. Bouleversant le lit avec une force de frénétique, je craignais pour ma santé. Dans mon esprit, tout se brisait. Les habitudes de sentiments, les associations de pensées, l'idée des personnes et des choses, tout cela se dissolvait, se brouillait ensemble dans un chaos qui semblait inextricable. Je n'avais pas de points de repère. Rien ne restait debout. Ma volonté, uniquement. Or, que ma volonté d'homme fût assez forte pour calmer cette mer bouillonnante, je n'osais pas le penser. Chaque effort pour raisonner sur ce qui m'arrivait, et en rechercher les conséquences, me causait une intolérable fatigue. L'idée que j'étais deux personnes, que mon identité était dédoublée, commença à me séduire comme la plus simple solution.

Je sentais que j'étais sur le point de perdre mon équilibre mental. Si je restais là, inerte, j'étais perdu. Je devais faire une diversion quelcon-

que, ne fût-ce que prendre de l'exercice physique. Je me levai. Après avoir rapidement endossé mes habits, j'ouvris la porte de ma chambre et descendis. Il était de très bonne heure, car le jour n'était pas encore pleinement levé et je ne trouvai personne au rez-de-chaussée. Je pris un chapeau qui se trouvait dans le hall. J'ouvris la porte extérieure fermée avec une absence de précautions qui prouvait combien le Boston moderne redoutait peu les voleurs, et je me trouvai dans la rue.

Pendant deux heures, je me promenai, je courus à travers les rues de la ville, visitant la plupart des quartiers de la partie péninsulaire. Seul, un antiquaire au fait des différences qui séparent le Boston d'aujourd'hui de celui du xix^e siècle, pourrait comprendre la série de surprises, de stupéfactions que j'éprouvai. Vue de la terrasse, la veille, la cité m'avait, certes, semblé étrange, mais ce n'était que dans son aspect général. Mais combien le changement avait été complet, je m'en rendais compte maintenant, en parcourant les rues; les quelques vieux coins familiers qui subsistaient encore ajoutaient à l'impression, car sans eux j'aurais cru être dans une ville étrangère. Un homme peut quitter son pays natal dès l'enfance, et y retourner cinquante ans plus tard. Il le trouvera changé en bien des points. Il sera étonné, mais non stupéfait. Il sait qu'il s'est écoulé un grand laps de temps. Il y a proportion entre ce temps et les changements effectués. Il peut, en bloc, se rappeler la ville comme elle était à l'époque de

son enfance. Mais que l'on se souvienne que pour moi, la notion du temps écoulé n'existait pas. Je percevais réellement ceci : c'était bien quelques heures auparavant que je m'étais promené dans les rues où rien n'avait échappé à une complète métamorphose. L'image de la vieille cité était si fraîche, si intacte dans mon esprit qu'elle ne s'alliait pas avec la vue de la nouvelle, mais luttait avec elle, de sorte que tantôt c'était l'une, tantôt l'autre qui me semblait irréaliste. Tout ce que je vis passa par ces phases.

Enfin, je me retrouvai à la porte de la maison d'où j'étais sorti. Mes pieds doivent m'avoir ramené machinalement à l'emplacement de mon ancienne demeure, car je n'avais eu aucune idée de revenir-là. Ce n'était pas plus « chez moi » que tout autre coin de cette ville d'une génération qui m'était étrangère. Ses habitants n'étaient pour moi rien de plus que tous les autres hommes de la terre. Si la porte eût été fermée, j'aurais compris à sa résistance que je n'avais rien à y faire. Je serais reparti. Mais elle céda sous ma pression. Marchant d'un pas hésitant à travers le hall, j'entrai dans une des pièces qui y prenaient accès. Je me jetai sur une chaise, je couvris de ma main mes yeux brûlants comme pour leur cacher l'horreur de mon isolement. La confusion de mes idées arrivait à me donner la nausée. Comment décrire l'angoisse de ces instants, où ma cervelle semblait se fondre ? Comment représenter la profondeur de ce sentiment déchirant de faiblesse

sans secours ? Dans ma douleur, je sanglotai. A moins qu'une aide ne m'arrivât, je voyais la folie me saisir. Le secours arriva.

J'entendis le froissement d'une portière et regardai : Edith Leete était devant moi. Son beau visage était plein de la plus chaleureuse sympathie.

— Qu'y a-t-il donc, M. West, me dit-elle. J'étais ici quand vous êtes entré. J'ai vu combien vous sembliez malheureux. Mais je n'ai pu rester silencieuse quand j'ai entendu vos sanglots. Que vous est-il arrivé ? Où avez-vous été ? Que puis-je pour vous ?

Involontairement peut-être, tout en parlant, elle avait étendu les mains dans un geste de compassion. A tout hasard, je les avais saisies dans les miennes et m'y attachais par la même impulsion instinctive qui pousse l'« homme à la mer » à saisir le câble qu'on jette au moment où il va disparaître. Comme je regardais son visage apitoyé, ses yeux que mouillait la compassion, mon cerveau cessa de bourdonner. La tendre et humaine sympathie que dénonçait la douce pression de ses doigts, c'était le secours que j'implorais. Elle me calma, me réconforta comme le plus merveilleux élixir.

— Dieu vous récompense, dis-je après quelques instants. Il doit vous avoir envoyé vers moi juste à présent. Si vous n'étiez pas venue, je crois que j'aurais perdu la raison.

Les larmes vinrent à ses yeux.

— Oh ! M. West, s'écria-t-elle, comme vous avez dû nous croire dénués de cœur ! Comment avons-nous pu vous laisser seul si longtemps ? Mais c'est bien fini, maintenant, dites ? Vous êtes mieux, n'est-ce pas ?

— Oui. Grâce à vous. Ne partez pas tout de suite et je serai bientôt revenu à moi.

— Certes, je ne m'en irai pas, me dit-elle avec un sourire qui disait plus de sympathie qu'un volume n'en eût exprimé. Vous ne devez pas nous croire aussi égoïstes que nous le paraissions en vous laissant seul. J'ai peu dormi la nuit dernière, en songeant combien votre réveil serait pénible ce matin. Mais mon père m'a dit que vous vous réveilleriez tard. Puis, il jugeait qu'il valait mieux ne pas trop vous montrer de sympathie, mais essayer de distraire vos pensées et vous faire sentir que vous êtes parmi des amis.

— Vous me l'avez certes prouvé. Mais, voyez-vous, il est difficile de supprimer cent ans. Quoique je n'aie pas semblé ressentir grand' chose hier soir, j'ai eu de singulières sensations ce matin.

En pressant ses mains et regardant ses yeux, je pouvais déjà me moquer de ma douleur.

Edith continua :

— Personne ne supposait que vous sortiriez tout seul, de si bonne heure. Où avez-vous été, M. West ?

Je lui racontai alors mes aventures du matin, depuis mon premier réveil jusqu'au moment où je l'avais vue devant moi, précisément comme j'ai écrit tout cela plus haut. Elle était envahie par

une profonde pitié pendant mon récit et, quoique je lui eusse rendu une de ses mains, elle n'essaya pas de m'enlever l'autre, voyant, sans nul doute, le bien ineffable qu'elle me faisait ainsi.

— Je ne puis que supposer une partie de ce que vous avez dû ressentir, me dit-elle. Cela doit avoir été terrible. Et pensez que vous étiez seul à lutter ! Pouvez-vous nous pardonner ?

— Mais c'est fini, maintenant. Vous avez fait évanouir tout cela pour l'instant.

— Vous ne vous laisserez plus reprendre par ces souffrances, me demanda-t-elle anxieusement ?

— Je ne puis guère vous promettre cela. C'est encore trop tôt, je crois. Voyez comme tout doit encore être étrange pour moi.


— Mais, du moins, vous n'essayerez plus de lutter tout seul ? Promettez-moi que vous viendrez vers nous, que vous accepterez notre sympathie, que vous nous laisserez essayer de vous aider. Peut-être ne pourrons-nous pas grand'chose, mais ce sera certainement mieux pour vous que d'endurer seul de pareilles tortures.

— Je viendrai vers vous si vous me le permettez.

— Oh ! oui, oui, je vous en prie, dit-elle avec force. Je ferai tout mon possible pour vous aider.

— Vous n'aurez qu'à partager mes tristesses, comme vous semblez le faire à présent et cela suffira.

— C'est conclu, alors, — et elle souriait, avec ses



yeux encore humides. — La prochaine fois, vous viendrez à moi, vous me direz tout et vous n'irez plus courir Boston au milieu d'étrangers.

Cette affirmation, que nous n'étions pas étrangers l'un à l'autre, ne semblait pas surprenante, tant nous étions rapprochés par ces quelques minutes où sa sympathie avait calmé mes larmes.

Elle ajouta :

— Je vous promets, quand vous viendrez à moi, — et peu à peu, l'expression de sa voix passait, de la douceur charmante, à l'enthousiasme, — je vous promets de vous paraître aussi triste que vous voudrez, mais ne croyez pas un instant que je sois vraiment triste sur votre compte ou que je pense que vous devez rester triste longtemps. Comme je sais que le monde d'aujourd'hui est le Paradis, comparé au monde de vos jours, je sais aussi que le seul sentiment que vous éprouverez dans peu de temps sera la gratitude envers Dieu, qui a permis que votre vie, si étrangement tronquée dans votre siècle, se continuât dans celui-ci.

CHAPITRE IX

Le docteur et Mme Leete furent visiblement surpris d'apprendre en nous rejoignant, que j'avais parcouru seul toute la ville dans cette matinée. Je pus voir combien ils étaient agréablement surpris de me trouver si peu troublé par cette expérience.

— Votre excursion n'a pu manquer d'être très intéressante, me dit Mme Leete, en s'asseyant après un moment près de la table. Vous devez avoir vu bien des nouveautés.

— C'est-à-dire que je n'ai rien vu, ou à peu près, qui ne soit nouveau. Mais je crois que ce qui m'a le plus surpris c'est de ne voir aucun magasin dans Washington-Street ni aucune banque dans State-Street? Qu'avez-vous fait des marchands et des banquiers? Les avez-vous tous pendus, comme les en menaçaient les anarchistes de mon temps?

— Nous n'avons pas été jusque-là, dit le docteur. Nous nous sommes simplement passés d'eux. Leurs fonctions étaient superflues dans le monde moderne.

— Mais demandai-je, qui donc vous vend ce que vous voulez acheter ?

— Il n'y a plus, à présent, ni achats ni ventes. La distribution des marchandises s'effectue autrement. Quant aux banquiers, nous ne saurions que faire de ces Messieurs, puisque nous n'avons plus d'argent.

— Miss Leete, dis-je en me tournant vers Edith, j'ai bien peur que votre père ne se moque de moi. Je ne lui en veux pas, car mon ignorance est une tentation trop forte. Mais réellement il y a des bornes à ma crédulité en ce qui touche les changements du système social.

— Père n'a pas la moindre idée de moquerie, je vous assure, me dit-elle avec un sourire rassurant.

La conversation changea de ton et vint sur les modes féminines au xix^e siècle. Si je me rappelle bien, ce fut Mme Leete qui en parla d'abord. Ce ne fut qu'après le déjeuner, quand le docteur m'eût amené sur cette terrasse qui semblait être son lieu de prédilection, que nous revînmes sur le premier sujet.

— Vous avez été étonné, me dit-il, quand je vous ai affirmé que nous n'avions ni argent, ni commerce. Un moment de réflexion vous montrera que le commerce n'existait, que l'argent n'était nécessaire de votre temps que parce que la production était confiée à des particuliers et que, par suite, les deux choses sont inutiles aujourd'hui.

— J'avoue, répliquai-je, ne pas voir très bien la conséquence.

— C'est pourtant bien simple, dit le docteur. Quand d'innombrables personnes, indépendantes l'une de l'autre, produisaient les diverses choses nécessaires à la vie ou au bien-être, des échanges sans fin entre les individus étaient indispensables pour que chacun pût se procurer ce qu'il désirait. Ces échanges constituaient le commerce. L'argent en était l'intermédiaire forcé. Dès que la nation devint l'unique producteur de tout ce qui est nécessaire ou commode, il n'y eut plus besoin d'échanges entre les individus. On se procurait tout à une seule source; rien à aucune autre source. Le système de la distribution directe par les magasins nationaux remplaça le commerce. Quant à la monnaie, elle devint inutile.

— Mais comment s'opère la distribution ?

— Aussi simplement que possible. Un crédit égal à sa part du produit total de la nation est donné à chaque citoyen. On l'inscrit dans les livres publics au commencement de chaque année. On remet à l'ayant-droit une lettre de crédit avec laquelle il se procure tout ce dont il a besoin dans les magasins publics qui sont dans toutes les communautés. Cet arrangement, vous le voyez, supprime radicalement la nécessité des transactions entre les consommateurs, et les producteurs individuels. Etes-vous curieux de voir comment sont faites nos lettres de crédit?...

— Vous remarquerez, poursuivit-il, comme je regardais le morceau de carton qu'il me donna, que cette carte porte l'indication d'un certain

nombre de dollars. Nous avons gardé le vieux mot, mais non la chose. L'expression, parmi nous, ne répond à rien de réel. Elle sert simplement de symbole algébrique pour comparer entre elles des valeurs de nature différente. Dans ce but, nous évaluons tout en *dollars* et en *cents*, comme de votre temps. La valeur de ce que j'achète avec cette carte est déduite par l'employé, qui enlève de ces carrés le prix de ce que je commande.

— Si vous avez besoin d'acheter quelque chose à votre voisin, pouvez-vous lui transférer, en échange, une partie de votre crédit, demandai-je?

— D'abord, observa le docteur Leete, nos voisins n'ont rien à nous vendre. Puis, en tout cas, notre crédit ne serait pas transmissible, étant strictement personnel. Pour que la nation pût reconnaître un transfert comme celui dont vous parlez, elle devrait d'abord examiner toutes les circonstances de la transaction, afin d'en affirmer la parfaite équité. Ç'aurait été une raison suffisante, quand les autres n'auraient pas abondé, pour supprimer la monnaie que ce fait que sa possession n'impliquait aucune preuve du droit à la posséder. Entre les mains de l'homme qui l'avait dérobé, qui avait assassiné pour le prendre, l'argent valait autant que dans les mains de celui qui l'avait gagné à la sueur de son front. Maintenant, on se fait des cadeaux d'amitié mais l'achat et la vente sont jugés des choses incompatibles avec la bienveillance mutuelle et le désintéressement qui doivent

prévaloir entre les citoyens et, plus encore, avec le sentiment de l'intérêt commun sur lequel se base notre système social. Suivant nos idées, il est anti-social d'acheter ou de vendre. On y prend l'habitude de chercher à se pourvoir au détriment d'autrui et une société dont les citoyens sont ainsi habitués, ne saurait s'élever au-dessus d'une civilisation rudimentaire.

— Qu'advient-il si vous devez dépenser au-delà de votre crédit, dans une année ?

— La provision est assez ample pour qu'il nous soit même difficile de l'épuiser dans un an. Mais si des dépenses extraordinaires la rendent insuffisante, nous pouvons obtenir une avance sur le crédit de l'année suivante. A la vérité, on n'encourage par cette pratique et on la fait payer par un fort escompte. Naturellement, si quelqu'un prouve qu'il est un prodigue incorrigible, on lui donne sa part par mois, par semaine et, même, on le prive absolument du droit de décider lui-même de ses dépenses.

— Si vous ne dépensez pas tout ce qui vous est alloué, je suppose que cela s'accumule ?

— C'est permis, jusqu'à une certaine mesure, lorsque avis spécial en est donné. Mais à moins de cet avis, on suppose que le citoyen qui n'a pas dépensé son crédit n'a pas eu occasion de le faire et la balance profite à l'excédent général.

— Un tel système ne doit guère encourager les habitudes d'épargne, chez les citoyens.

— Tel n'est pas notre but ! La nation est riche


et ne souhaite aucunement que le peuple se prive du bien-être. De vos jours, les hommes étaient forcés de mettre en réserve de l'argent, des biens pour parer au manque constant des ressources nécessaires à eux et à leurs enfants. Ce besoin faisait une vertu de la parcimonie, mais celle-ci n'aurait plus maintenant un objet si louable. Ayant perdu son utilité, elle n'est plus une vertu. Personne n'a plus le souci du lendemain, pour soi ou pour ses enfants, car la nation assure les aliments, l'éducation et le confortable entretien de chacun, du berceau au cercueil.

— C'est une garantie illusoire, dis-je. Quelle sécurité y a-t-il que la valeur du travail d'un homme compensera la nation de la dépense qu'il lui occasionne ? En somme, la société peut être capable de nourrir tous ses membres, mais les uns peuvent gagner plus qu'ils ne coûtent, les autres moins. Et cela nous ramène une fois de plus à la question des salaires, dont vous ne n'avez rien dit jusqu'ici. C'est juste à ce point, vous vous le rappelez, que notre entretien se termina hier, et je vous répète que, selon moi, c'est là que votre système national doit trouver son plus grand obstacle. Comment, je vous le demande encore, pouvez-vous arranger de manière satisfaisante les salaires qui rémunèrent tant de services divers, si différents, si incommensurables, tous également nécessaires à la société ? De mon temps, le marché fixait le prix du travail, aussi bien que celui des marchandises. Le patron payait aussi peu qu'il pouvait, et l'ouvrier

exigeait autant que possible. C'était un assez mauvais système, au point de vue éthique, je l'admets. Du moins, nous y trouvions une formule simple toujours prête pour régler une question qui devait être résolue dix mille fois par jour, si le monde voulait continuer à marcher. Nous pensions qu'il n'y avait pas d'autre moyen pratique de le faire.

— Oui, dit le docteur, c'était le seul moyen pratique sous un système qui mettait en conflit les intérêts privés de chacun. Mais il aurait été lugubre que l'humanité ne pût jamais trouver de meilleure base. La vôtre n'était que l'application aux rapports mutuels de la devise diabolique : « Ton besoin fait mon profit. » La rémunération d'un service ne dépendait ni des difficultés, ni des peines, car le monde semblait croire que les travaux les plus périlleux, les plus répugnants étaient l'attribut de la classe la moins payée. Elle ne dépendait que de la hâte de ceux qui avaient besoin de ce service.

— J'admets tout cela. Mais, en dépit de tous ses défauts, le système de régler les prix au cours du marché était pratique. Je ne peux arriver à comprendre par quoi vous l'avez plausiblement remplacé. Le gouvernement étant le seul acheteur de travail, il n'y a évidemment aucun cours du marché. Les salaires de toute sorte doivent être fixés par le gouvernement. Je n'arrive pas à imaginer une fonction plus complexe, plus délicate que celle-là qui doit, si on l'accomplit, exciter un mécontentement universel.



— Excusez-moi, mais vous me semblez exagérer beaucoup la difficulté. Supposez un comité d'hommes de cœur acceptant la mission de régler les salaires de toutes sortes de métiers, dans un système qui, pareil au vôtre, garantit à tous du travail et le libre droit de ce travail. Ne voyez-vous pas que, quelque défectueux que fût ce premier règlement, ses erreurs seraient vite réparées ? Les métiers trop favorisés auraient trop de volontaires. Les autres, ceux qui seraient sacrifiés, en manqueraient jusqu'au jour où les mesures prises seraient rectifiées. Mais nous nous écartons du sujet. Ce plan serait, je pense, très praticable, mais il ne fait pas partie du système.

— Mais, encore une fois, comment réglez-vous les salaires ?

Le D^r Leete ne me répondit qu'après un long intervalle de réflexion :

— Je connais assez, évidemment, l'ancien ordre de choses pour comprendre ce que signifie votre question. Pourtant l'ordre actuel en est tellement différent, sur ce point, du moins, que je ne sais trop comment nous réglons les salaires. Je ne puis que vous dire ceci : « Il n'y a, dans l'économie moderne, aucune idée qui corresponde à ce que vous nommiez les salaires ».

— Vous voulez dire, je pense, que vous n'avez pas de monnaie pour les payer. Mais le crédit ouvert au travailleur dans les magasins représente ce que nous appelions son salaire. Quel est le chiffre du crédit ouvert, respectivement, aux corps

des différents états ? Sur quel titre chacun appuie-t-il sa prétention à sa part ? Quelles sont les bases de la répartition ?

— Son titre, dit le D^r Leete, c'est sa qualité d'homme. La base de sa prétention, c'est ce fait qu'il est un homme.

— Ce fait qu'il est un homme... — je répétais ces paroles, plein d'incrédulité ? — Voulez-vous dire que tous ont la même part ?

— Très certainement.


Les lecteurs de ce livre n'ont jamais connu, en pratique, un autre système ou même n'ont étudié que superficiellement l'histoire du temps où cet autre système fleurissait. Ils ne pourront jamais comprendre l'ébahissement dans lequel me plongeait l'affirmation du D^r Leete.

— Vous voyez, me dit-il, souriant, que non seulement nous n'avons pas d'argent pour payer les salaires mais que nous n'avons rien qui corresponde à votre idée du salaire.

Cependant, je m'étais assez rasséréné pour émettre quelques-unes des objections qui s'offraient d'elles-mêmes à mon esprit du xix^e siècle contre cette alarmante organisation.

— Certains font deux fois plus de travail que d'autres, m'exclamai-je. Les travailleurs d'élite acceptent-ils sans se plaindre d'être rangés avec les autres ?

— Nous enlevons toute raison aux plaintes en exigeant de chacun la même contribution de travail.



— Comment y arrivez-vous ? Je serais curieux de le savoir, quand il n'y a pas deux hommes doués des mêmes forces.

— Rien de plus simple. Nous exigeons de chacun la même dose d'efforts. C'est-à-dire, chacun doit nous donner le meilleur travail qu'il lui soit possible d'accomplir.

— Mais, répondis-je, en supposant qu'ils le fassent, le résultat du travail varie du double au simple d'un homme à l'autre.

— C'est juste. Mais le résultat du travail n'a rien à voir dans la question, qui est une question de mérite. Le mérite est une question morale ; le résultat du labeur est une quantité matérielle. Quelle singulière logique que celle qui pèserait une question morale dans une balance matérielle ? Seule, la quantité de l'effort est liée à la question du mérite. Tous les hommes qui font de leur mieux font la même chose. Les facultés d'un homme, fussent-elles divines, ne font que tracer la mesure de ses devoirs. L'homme largement doué, qui ne fait pas tout ce qu'il peut, quoiqu'il fasse plus que l'homme de petits moyens, mérite moins que celui-ci et reste le débiteur de ses concitoyens. Le créateur a proportionné la tâche de chacun aux facultés qu'il lui a données. Nous ne faisons que poursuivre l'accomplissement de sa volonté.

— C'est sans doute une très haute philosophie. Cependant, il me semble rigoureux que l'homme qui produit deux fois plus qu'un autre, même si tous

les deux font de leur mieux, n'ait qu'une part égale.

— Cela vous semble-t-il vraiment si rigoureux ? me répondit le Dr Leete. Voilà ce que je trouverais singulier ! Ce qui nous semble évident, de nos jours, c'est qu'un homme qui peut, avec un même effort, produire deux fois autant qu'un autre, au lieu d'être récompensé s'il le fait, doit être puni s'il ne le fait pas. Au XIX^e siècle, quand un cheval trainait un fardeau plus lourd que ne le faisait une chèvre, je suppose que vous le récompensiez. Maintenant, nous le battrions très fort s'il s'y refusait. Comme les criterium varient, dans les questions morales et que c'est singulier !

Le docteur dit cela avec un ton de raillerie qui m'obligea de rire.

— Voyons, dis-je, je suppose que si nous récompensions les hommes pour leurs dons naturels, tandis que ceux des chevaux ou des chèvres ne faisaient que fixer la mesure des services que nous en exigions, c'était parce que les animaux dépourvus de raison, faisaient toujours de leur mieux, tandis que les hommes ne pouvaient être poussés à en faire autant que par une récompense proportionnée au résultat de leur travail. Cela me conduisit à vous demander comment, à moins que la nature humaine n'ait beaucoup changé depuis cent ans, vous évitez cette nécessité.

— Nous ne l'évitons pas. Je ne crois pas que la nature humaine, sous ce rapport, ait beaucoup changé depuis votre temps. Elle est encore constituée de telle façon que des stimulants, sous forme

de récompenses, et des avantages promis sont nécessaires pour tirer d'un homme ordinaire tout l'effort dont il est capable.

— Mais quel stimulant peut induire cet homme à faire de son mieux, lorsque son revenu ne varie point, qu'il fasse peu ou beaucoup ? Les natures élevées peuvent être mues par le dévouement à l'intérêt commun, dans votre système, mais l'homme ordinaire ne tend-il pas à rester appuyé sur son outil, réfléchissant qu'il est oisieux de travailler puisque le travail ne pourra pas plus augmenter son revenu que sa paresse ne pourra le diminuer ?

— Est-ce sérieusement votre avis ? Croyez-vous vraiment la nature humaine si insensible à tout autre mobile que la crainte du besoin et l'amour du luxe ? Admettez-vous que lorsque les hommes ont l'assurance et l'égalité de l'existence matérielle, il ne reste aucun stimulant à leurs efforts ? Vos contemporains n'étaient pas de cet avis, quoiqu'ils semblassent le croire. Lorsqu'il fallait déterminer des efforts de la catégorie la plus haute, ou le dévouement le plus absolu, ils avaient recours à des stimulants d'un autre genre. Ce n'était pas un salaire plus élevé, mais la gloire, l'espoir de la gratitude des hommes, le patriotisme, l'idée du devoir qui enflammaient les soldats quand il fallait mourir pour la patrie, et il n'y a pas eu un siècle dans le monde, où ces mobiles n'aient pas soulevé ce qu'il y a de meilleur, de plus noble dans l'homme. Et, non seulement cela, mais si vous analysez la soif d'or qui était le moteur principal de votre temps,

les deux font de leur mieux, n'ait qu'une part égale.

— Cela vous semble-t-il vraiment si rigoureux ? me répondit le Dr Leete. Voilà ce que je trouverais singulier ! Ce qui nous semble évident, de nos jours, c'est qu'un homme qui peut, avec un même effort, produire deux fois autant qu'un autre, au lieu d'être récompensé s'il le fait, doit être puni s'il ne le fait pas. Au xix^e siècle, quand un cheval traînait un fardeau plus lourd que ne le faisait une chèvre, je suppose que vous le récompensiez. Maintenant, nous le battrions très fort s'il s'y refusait. Comme les criterium varient, dans les questions morales et que c'est singulier !

Le docteur dit cela avec un ton de raillerie qui m'obligea de rire.

— Voyons, dis-je, je suppose que si nous récompensions les hommes pour leurs dons naturels, tandis que ceux des chevaux ou des chèvres ne faisaient que fixer la mesure des services que nous en exigeons, c'était parce que les animaux dépourvus de raison, faisaient toujours de leur mieux, tandis que les hommes ne pouvaient être poussés à en faire autant que par une récompense proportionnée au résultat de leur travail. Cela me conduisit à vous demander comment, à moins que la nature humaine n'ait beaucoup changé depuis cent ans, vous évitez cette nécessité.

— Nous ne l'évitons pas. Je ne crois pas que la nature humaine, sous ce rapport, ait beaucoup changé depuis votre temps. Elle est encore constituée de telle façon que des stimulants, sous forme

de récompenses, et des avantages promis sont nécessaires pour tirer d'un homme ordinaire tout l'effort dont il est capable.

— Mais quel stimulant peut induire cet homme à faire de son mieux, lorsque son revenu ne varie point, qu'il fasse peu ou beaucoup ? Les natures élevées peuvent être mues par le dévouement à l'intérêt commun, dans votre système, mais l'homme ordinaire ne tend-il pas à rester appuyé sur son outil, réfléchissant qu'il est oisieux de travailler puisque le travail ne pourra pas plus augmenter son revenu que sa paresse ne pourra le diminuer ?

— Est-ce sérieusement votre avis ? Croyez-vous vraiment la nature humaine si insensible à tout autre mobile que la crainte du besoin et l'amour du luxe ? Admettez-vous que lorsque les hommes ont l'assurance et l'égalité de l'existence matérielle, il ne reste aucun stimulant à leurs efforts ? Vos contemporains n'étaient pas de cet avis, quoiqu'ils semblassent le croire. Lorsqu'il fallait déterminer des efforts de la catégorie la plus haute, ou le dévouement le plus absolu, ils avaient recours à des stimulants d'un autre genre. Ce n'était pas un salaire plus élevé, mais la gloire, l'espoir de la gratitude des hommes, le patriotisme, l'idée du devoir qui enflammaient les soldats quand il fallait mourir pour la patrie, et il n'y a pas eu un siècle dans le monde, où ces mobiles n'aient pas soulevé ce qu'il y a de meilleur, de plus noble dans l'homme. Et, non seulement cela, mais si vous analysez la soif d'or qui était le moteur principal de votre temps,

vous verrez que la terreur de la misère et l'appétit du luxe n'étaient qu'un des motifs divers que représentait la poursuite de l'argent ; les autres, et souvent les plus puissants, c'était le désir du pouvoir, d'un rang social, une réputation d'habileté ou de chance. Ainsi, vous voyez que, même ayant aboli la pauvreté et la crainte qu'elle inspirait, le luxe effréné et l'espoir d'en jouir, nous avons laissé intacte la plus grosse part des mobiles que recouvrait l'amour de l'argent, autrefois, et beaucoup de ceux qui déterminaient les efforts supérieurs.

Les appâts grossiers, qui ne nous attirent plus, ont été remplacés par des attraits meilleurs, tout à fait inconnus au salarié de votre époque. Maintenant que l'industrie de tout genre n'est plus un travail égoïste, mais un travail pour la nation, le patriotisme, l'amour pour l'humanité poussent le travailleur comme, jadis, ils enflammaient le soldat. L'armée du travail est une armée, non pas seulement par suite de son organisation parfaite, mais aussi par suite du dévouement qui anime tous ses membres.

Vous ajoutiez aux effets du patriotisme par l'amour de la gloire, pour exciter l'ardeur de vos soldats. Nous faisons de même. Puisque notre système industriel est basé tout entier sur ce principe que chacun doit accomplir la même tâche, c'est-à-dire faire de son mieux, vous devinez qu'une des questions les plus importantes du système est celle des moyens d'aiguillonner nos

travailleurs. Chez nous, l'ardeur dans le service national est la seule voie qui mène au respect public, aux distinctions sociales, au pouvoir officiel. C'est la valeur des services rendus par un homme à la société qui fixe son rang dans celle-ci. A côté de la puissance qu'a notre organisation pour encourager les hommes au zèle et au travail, que sont ces misérables leçons de la pauvreté et du luxe dans lesquelles vous cherchiez un appui aussi faible, aussi fragile qu'il était barbare? Même de votre temps, l'honneur agissait avec une autre force que l'amour de l'argent.

— Vous m'intéresseriez fort, dis-je, en m'apprenant ce que sont ces arrangements sociaux.

— Dans ses détails, le système est évidemment très minutieux puisqu'il soutient l'entière organisation de notre armée industrielle. Mais je puis, en quelques mots, vous en donner une idée générale.....

Notre bavardage fut à ce moment interrompu d'une façon charmante par l'apparition d'Edith Leete sur la plate-forme aérienne où nous étions. Elle était habillée pour sortir et était venue pour parler à son père des achats qu'elle devait faire pour lui.

— Parbleu, Edith, lui dit-il comme elle allait nous quitter, je serais surpris que M. West ne fût pas intéressé en visitant le magasin avec lui. Je lui ai raconté un peu de notre système de distribution. Peut-être sera-t-il bien aise de le voir en œuvre.

« Ma fille, ajouta-t-il se tournant vers moi, est une enragée visiteuse de magasins et vous en dira plus long à leur sujet que je ne saurais faire. »

La proposition me plaisant naturellement, et Edith étant assez bonne pour dire qu'elle était heureuse de m'avoir pour compagnon, nous sortîmes ensemble.

Supprimer l'argent ou pour mieux dire, la monnaie, ce n'est pas simplement se priver d'un signe commode pour les échanger, ce qui serait absurde, c'est corroborer la prohibition des échanges en les rendant très malaisés.

Cette prohibition absolue est une chose absolument nouvelle. Dès qu'un embryon de société, si sauvage fût-elle, a existé, il y a eu des échanges. La monnaie n'y était pas indispensable. Au collège, nous avons tous fait de ces marchés de valeur contre valeur, où la monnaie d'appoint était représentée par quelques plumes ou quelques billes. Ici, on supprime complètement cette vieille habitude de l'humanité.

On n'achète plus. On ne vend plus. L'État produit et distribue. Les particuliers travaillent et reçoivent.

Avant de considérer de plus haut la question monétaire de l'an 2000, il est permis d'en voir quelques défauts minuscules.

Ceux qui inventèrent la monnaie n'étaient point des sots. Ils cherchèrent une commune mesure des valeurs qui fût fractionnable à l'infini. Un cheval valant quatre chèvres, le propriétaire de chevaux était fort embarrassé pour échanger contre six chèvres, ne pouvant pas donner un cheval et demi.

La carte de crédit remplace la monnaie mais elle n'a pas cette qualité essentielle de l'extrême divisibilité.

Pour prendre un exemple banal, il est probable qu'au siècle futur il faudra payer une somme quelconque pour monter dans les tramways, ou dans ce qui en tiendra lieu. Sans cela, il y aurait des abus et on ne peut guère admettre une cité sans piétons. Comment se fera le paiement de ce droit ? Le conducteur inscrira-t-il sur la carte de crédit le prix de la course ? De même pour les fiacres ; de même pour le rafraîchissement pris au cours d'une promenade. De même, enfin, pour toutes les menues dépenses.

C'est une difficulté légère ? Soit, et c'est en tout cas le petit côté de la question. Mais nous possédons une valeur très grande qui s'appelle l'intelligence commerciale. Elle n'est pas à mépriser. Dans un très grand empire, un homme parti du néant a révélé dans le commerce sa valeur extraordinaire. Le souverain lui a confié les finances de l'État. Depuis trois ans, grâce à lui, les budgets sont en excédent et c'est bien un peu à cela qu'est due la paix de l'Europe. Cette intelligence commerciale disparaîtra, atrophiée. Première perte, considérable.

La société, d'après le Dr Leete, s'applaudit d'avoir aboli la monnaie car sa possession ne prouvait pas le droit qu'y avait le possesseur. Elle n'autorise pas les transferts de crédit, parce qu'elle devrait contrôler la justice de l'opération qui l'aurait déterminée. Mais comment, de quel droit, la société contrôle-t-elle la justice de n'importe quelle action ? Elle a ses lois. Elle punit qui les enfreint. Il n'y a eu depuis des siècles qu'un seul régime qui allât plus loin, celui de l'Inquisition. Le XIX^e siècle croit que l'individu après sa majorité peut juger lui-même l'équité des actes qu'il accomplit. Le Dr Leete suppose que tous les individus ont besoin d'un tuteur, j'allais dire d'une gouvernante. Le rare de la chose, c'est qu'il attend de la réunion de tous ces irraisonnables la plus grande quantité de lumières qui ait ébloui l'univers.

On peut donner à titre gracieux, à la condition de donner en nature. La possibilité de la corruption n'est pas absolument supprimée. On nous dira que chacun ayant plus qu'il ne lui faut, il ne pourrait qu'accumuler; que l'accumulation serait inutile, puisque les biens accumulés deviendraient une charge pure et simple pour les héritiers. Mais, de nos jours, on voit des personnes entasser des meubles de prix, des bijoux, des objets d'art, étaler un luxe ruineux, montrer des toilettes somptueuses, que sais-je ? alors que leurs vrais besoins pourraient être satisfaits avec cent fois moins de choses. Elles se préoccupent si peu de leurs héritiers que, d'ordinaire, elles meurent pauvres.

Cela pourra exister même au xx^e siècle, puisque les amis de ces personnes pourront leur offrir, non pas le prix de ces choses chères, mais ces choses elles-mêmes. La société ne devra-t-elle pas s'enquérir de la destination des marchandises avant de la livrer à l'acheteur ?

On pourra prêter même. Naturellement le prêt de consommation existera seul. Cela nous met sur la voie d'une constatation indéniable. On n'abolira aucune des transactions mauvaises, iniques et abusives. On enlèvera une commodité prodigieuse. D'autant que le maintien de la monnaie saurait rendre infiniment plus facile à résoudre le problème des valeurs que nous trouverons bientôt. Nous arrivons à une des idées capitales de M.... du docteur Leete, à l'égalité des salaires.

Comme nous avons le plus grand respect pour les esprits dont nous combattons les conceptions, nous n'avons aucune peine à chasser la supposition qui se présente tout d'abord. Nous ne croyons pas que ce soit la difficulté de régler le taux des salaires qui ait fait adopter par l'auteur cette solution de leur égalité. Nous sommes convaincus qu'il la croit juste et qu'il est décidé par les arguments qu'il invoque.

Par exemple, ces arguments ne changent en rien notre opinion. L'égalité des salaires serait inique si elle était

possible. Elle serait la ruine non seulement de tout progrès, mais même la ruine immédiate de la génération qui l'édicterait.

Le Dr Leete en justifie l'équité par un argument solennel, taillé en forme de sentence.

« Quelle est la base de la répartition ? » demande M. West. « Le fait d'être un homme ! » répond-il. Mais quelle est la cosmogonie nuageuse, quelle est la philosophie absurde qui ont dit que l'homme avait d'autres droits sur ses semblables que ceux qui résultent de ce qu'il leur donne, de ce qu'il fait pour eux ? Le fait d'être un homme oisif, stupide, ne peut pas, cependant, être un droit à toutes les aises d'une vie civilisée. Où a-t-on trouvé l'origine de ces nouveaux Droits de l'Homme ? A-t-on découvert un nouveau contrat social où soit inscrit le droit au confortable ?

Où bien l'on voit dans la création divine l'origine de l'humanité, où l'on est évolutionniste. Nous n'opposons pas deux théories qui sont parfaitement conciliables, mais c'est autour de l'une d'elles que viennent se grouper toutes les hypothèses.

Si Dieu a créé l'homme, si chaque jour il crée une nouvelle quantité d'humains, il semble que les lois qu'il a établies ne sauraient être aisément supprimées. L'inégalité est une de ces lois. Il n'est aucune parcelle de l'univers où elle ne se découvre. Les religions, toutes les religions qui enseignent l'immortalité de l'âme et le jugement après la mort, nous disent « à chacun selon ses œuvres ». — On a ergoté pendant des siècles parce qu'on avait dit « à chacun selon ses mérites ». Les uns ne séparaient pas le mérite des œuvres par lesquelles il se manifestait. Les autres affirmaient que, selon toute équité, Dieu ne pouvait pas traiter de même ceux qu'il avait dotés de sa grâce et les autres.

Et pourtant, si l'on fait intervenir l'équité, si on lui sacrifie tout le reste, il faudra bien résoudre le problème qui embarrassait les théologiens. Dire que le résultat

n'est rien, que l'effort est tout, donner le même salaire à celui qui produit peu, à celui qui produit beaucoup, si tous ont fait de leur mieux, c'est une iniquité. Croyez-vous que pour faire de son mieux, l'individu né paresseux ne fasse pas un effort beaucoup plus grand que celui qui aime le travail ? Vous récompensez donc également deux mérites, deux efforts très différents.

Pour s'ériger en juge du mérite, il faut avoir l'œil qui sonde les consciences. Il n'est pas sur la terre.

Puis, redisons-le, ces inégalités sont dans les vues divines. On pourrait redire d'elles ce que Çakia-Moundi disait des religions : « Elles sont agréables à Dieu. Sinon, Dieu qui peut tout ne les laisserait pas subsister. » Voilà ce que doivent avouer les spiritualistes.

Mais les évolutionnistes, les darwiniens, si l'on veut, quoique Darwin ne soit que le parrain de la doctrine, comment peuvent-ils lire sans protester des affirmations pareilles ? Que devient la sélection alors ? Et une fois la sélection supprimée, où trouver le mobile de l'évolution ?

Je travaille deux fois plus qu'un autre, ou, ce qui revient au même, je produis deux fois plus que lui ; la société me doit deux fois plus qu'à lui. Est-ce qu'il n'y a pas là un équilibre, une symétrie qui satisfont autrement l'idée de justice que cette égalité que l'on a inventée de toutes pièces ? La nature ne la connaît pas.

Mais ce n'est rien que d'être inique. Elle est impossible. Comment l'établira-t-on ? H. Spencer écrivait à M. de Laveleye : « Je sais qu'il en est qui prétendent que le salaire doit être proportionné aux désagréments de la besogne accomplie, entendant par là, qu'un équarrisseur toucherait trois guinées par jour et un médecin une demi-couronne. Mais, avec un arrangement pareil, je pense qu'il n'y aurait bientôt plus de médecin. » Avec l'égalité des salaires, il n'y aura plus d'ouvriers d'élite, pas plus que d'aspirants aux métiers dont les conditions seront défavorables.

Et, avec cette loi, d'où viendrait le progrès, l'amour

du bien public? Je ne sais guère ce qui se passe en Amérique, mais en France, lorsque les citoyens travaillent sans espérer d'autre récompense que le témoignage de leur conscience, comme dans les prestations, par exemple, on peut juger de ce qui se passerait dans les ateliers du **xx^e** siècle. Le désir des récompenses? Une certaine classe est actuellement très vaniteuse. Veut-on que le mal gagne du terrain? On n'y arrivera même pas. A moins que les récompenses ne soient des diminutions de travail. Mais alors, quelle logique singulière de récompenser le désir de la paresse, de tenir compte des efforts accomplis déjà, des mérites passés, lorsqu'on bannit le capital qui fait la même chose sous une forme meilleure.

L'expérience a été faite. Si nous ne voulions tenir notre promesse d'éviter les citations, nous trouverions, dans le livre de M. Sudre, des arguments de fait irréfutables. Dans ces cas-là, c'est toujours sur le plus mauvais ouvrier que se règlent les autres, jamais sur le meilleur, puisqu'ils ne pourraient pas et qu'ils veulent tous faire de l'égalité à leur façon. Que l'on essaie de calculer la perte ainsi encourue par l'humanité, ou plutôt que l'on n'essaye pas! Elle est incalculable.

Le Dr Leete répond à cela par l'exemple des soldats qui se battent, qui risquent leur vie sans avoir la perspective d'une augmentation de salaire. Nous déclarons ne pas connaître de meilleur moyen de se tromper que de procéder par comparaison. En quoi l'élan du soldat ressemble-t-il à l'effort patient et durable de l'ouvrier? Alors que la nature humaine nous pousse au combat, car nous ne sommes pas en vain les héritiers de cent générations qui n'ont survécu qu'en combattant, cette même nature nous invite à la paresse. Le travail est un châtiment, dit la religion. En tout cas, il est antipathique à l'homme. La thèse du travail agréable ne se soutient plus.

Et puis enfin, ce soldat, s'il est vraiment héroïque, s'il ne se borne pas à suivre les autres, s'il se distingue,

comme on dit en terme officiel, il a une autre perspective qu'une récompense d'atelier. Car si vos décorations bleues et rouges conservent la même valeur que la médaille militaire, c'est que vous aurez singulièrement peu de bons ouvriers.

Et, puisque le Dr Leete le fait si justement remarquer, le désir du gain cachait la crainte du besoin et le désir du luxe. Admettra-t-on avec lui que ces deux stimulants puissent être remplacés par l'ambition d'une réputation d'habileté ou d'une large influence ? De nos jours, cette ambition-là est le partage d'une infime minorité. Il en sera de même dans les sociétés qui nous succéderont, à moins qu'elles ne soient vite englouties dans l'anarchie la plus complète, celle qu'engendrerait l'universalité des citoyens ambitieux du pouvoir.

CHAPITRE X

— Si je vous explique comment marchent nos magasins, me dit ma compagne, quand nous fûmes dans la rue, vous m'expliquerez comment étaient les vôtres. Je n'ai jamais pu comprendre ce que j'ai lu à ce sujet. Par exemple, quand vous aviez un tel nombre de magasins, chacun avec son assortiment, comment une dame pouvait-elle fixer son choix avant de les avoir tous visités ? Car, avant de les avoir vus, comment pouvait-elle savoir ce qu'il y avait de mieux ?

— C'était ainsi. Il n'y avait pas d'autre moyen.

— Mon père m'appelle une enragée visiteuse de magasins, mais je serais vite fatiguée si j'avais à faire ce qu'elles faisaient, commenta Edith en riant.

— En effet, et l'on perdait tellement de temps à courir de magasin en magasin que les gens affairés s'en plaignaient fort. Mais, pour les dames de la classe oisive, quoiqu'elles s'en plaignissent

taient les comptoirs qu'elles surmontaient. Edith se dirigea vers un d'eux, où des échantillons de mousseline, d'une extraordinaire variété étaient déployés et commença à les regarder.

— Où est l'employé ? dis-je, car il n'y avait personne au comptoir et personne ne semblait venir pour servir les clients.

— Je n'ai pas encore besoin de l'employé, dit Edith. Je n'ai pas choisi.

— Le premier devoir des employés de mon temps était d'aider les gens à faire leur choix.

— Comment ! de dire aux gens ce dont ils avaient besoin ?

— Oui ! et d'ordinaire, de leur faire acheter ce dont ils n'avaient pas besoin.

— Mais est-ce que les dames supportaient cela ? me dit Edith émerveillée. En quoi les employés pouvaient-ils être intéressés à ce qu'on achetât ou non ?

— C'était leur seul intérêt. Ils étaient engagés pour vendre vite les marchandises et devaient tout faire, sauf employer la force, pour atteindre ce but.

— C'est vrai, suis-je bête de l'avoir oublié ! Le négociant et ses employés gagnaient leur vie en vendant leurs marchandises, dans ce temps-là. Maintenant, ce n'est plus cela. Les marchandises appartiennent à la nation. Elles sont pour ceux qui en ont besoin et les employés doivent servir le public, prendre ses ordres, mais il leur importe peu que la nation distribue un mètre ou une livre de

quelque chose à quelqu'un qui n'en a pas besoin.

Elle sourit en ajoutant :

— Comme cela m'aurait paru drôle de voir des commis essayant de me faire prendre ce que je ne voulais pas, ou ce que j'hésitais à prendre.

— Mais enfin, suggèrai-je, même au xx^e siècle, un employé sait bien vous donner des informations sur les marchandises, même sans vous engager à les acheter ?

— Non, ce n'est pas leur affaire. Ces listes imprimées, qui engagent la responsabilité du gouvernement, nous donnent tous les renseignements nécessaires.

Je vis alors qu'à chaque échantillon était attachée une étiquette contenant en abrégé une description complète de la qualité des articles, de la nature de leur fabrication, aussi bien que leur prix, rendant inutile toute question.

— Alors, l'employé n'a rien à dire sur les marchandises qu'il vend ?

— Rien du tout. Il n'a pas besoin de savoir ou d'avoir l'air de savoir quoi que ce soit sur tout cela. La politesse et la promptitude à prendre les ordres, voilà ce qu'on lui demande.

— Quel prodigieux amas de mensonges cela évite !

— Comment, s'écria ma compagne, voulez-vous dire que de votre temps, tous les employés n'étaient pas loyaux ?

— Dieu me préserve de dire une telle chose. Beaucoup étaient honnêtes et ils méritaient un

taient les comptoirs qu'elles surmontaient. Edith se dirigea vers un d'eux, où des échantillons de mousseline, d'une extraordinaire variété étaient déployés et commença à les regarder.

— Où est l'employé ? dis-je, car il n'y avait personne au comptoir et personne ne semblait venir pour servir les clients.

— Je n'ai pas encore besoin de l'employé, dit Edith. Je n'ai pas choisi.

— Le premier devoir des employés de mon temps était d'aider les gens à faire leur choix.

— Comment ! de dire aux gens ce dont ils avaient besoin ?

— Oui ! et d'ordinaire, de leur faire acheter ce dont ils n'avaient pas besoin.

— Mais est-ce que les dames supportaient cela ? me dit Edith émerveillée. En quoi les employés pouvaient-ils être intéressés à ce qu'on achetât ou non ?

— C'était leur seul intérêt. Ils étaient engagés pour vendre vite les marchandises et devaient tout faire, sauf employer la force, pour atteindre ce but.

— C'est vrai, suis-je bête de l'avoir oublié ! Le négociant et ses employés gagnaient leur vie en vendant leurs marchandises, dans ce temps-là. Maintenant, ce n'est plus cela. Les marchandises appartiennent à la nation. Elles sont pour ceux qui en ont besoin et les employés doivent servir le public, prendre ses ordres, mais il leur importe peu que la nation distribue un mètre ou une livre de

quelque chose à quelqu'un qui n'en a pas besoin.

Elle sourit en ajoutant :

— Comme cela m'aurait paru drôle de voir des commis essayant de me faire prendre ce que je ne voulais pas, ou ce que j'hésitais à prendre.

— Mais enfin, suggèrai-je, même au xx^e siècle, un employé sait bien vous donner des informations sur les marchandises, même sans vous engager à les acheter ?

— Non, ce n'est pas leur affaire. Ces listes imprimées, qui engagent la responsabilité du gouvernement, nous donnent tous les renseignements nécessaires.

Je vis alors qu'à chaque échantillon était attachée une étiquette contenant en abrégé une description complète de la qualité des articles, de la nature de leur fabrication, aussi bien que leur prix, rendant inutile toute question.

— Alors, l'employé n'a rien à dire sur les marchandises qu'il vend ?

— Rien du tout. Il n'a pas besoin de savoir ou d'avoir l'air de savoir quoi que ce soit sur tout cela. La politesse et la promptitude à prendre les ordres, voilà ce qu'on lui demande.

— Quel prodigieux amas de mensonges cela évite !

— Comment, s'écria ma compagne, voulez-vous dire que de votre temps, tous les employés n'étaient pas loyaux ?

— Dieu me préserve de dire une telle chose. Beaucoup étaient honnêtes et ils méritaient un

respect spécial. Lorsque la subsistance d'un homme, celle de sa femme et de ses enfants, dépendaient de la quantité d'objets qu'il pouvait vendre, la tentation de tromper le client, ou de le laisser se tromper lui-même, était trop grande. Mais, Miss Leete, je vous empêche de choisir, avec mes bavardages.

— Du tout, j'ai fini.

Elle toucha un bouton et presque aussitôt, un employé arriva. Il écrivit ses commandes sur un carnet avec un crayon qui traçait deux copies et lui en remit une et, après avoir mis l'autre dans une petite boîte, la jeta dans un tube de transmission.

— Le duplicata de la commande, me dit Edith comme elle quittait le comptoir, après que l'employé eut enlevé de sa lettre de crédit le montant des achats, est remis à l'acheteur, afin que si on s'est trompé en l'exécutant, on puisse découvrir et rectifier facilement l'erreur.

— Vous avez rapidement fait vos choix. Puis-je vous demander comment vous saviez que vous ne trouveriez pas mieux ailleurs? Probablement, vous êtes obligés d'acheter dans votre quartier?

— Oh ! non. Nous achetons où il nous plaît, quoique, naturellement, nous allions d'ordinaire au plus près, mais je n'aurais rien gagné à visiter d'autres magasins. Dans tous, l'assortiment est le même, puisque les échantillons y représentent tous les articles produits ou importés par les États-Unis. C'est pour cela que l'on se décide vite et qu'on ne visite jamais deux magasins.

— N'est-ce qu'un simple dépôt d'échantillons ?
e ne vois pas d'employés coupant des étoffes ou
icelant des paquets.

— Tous nos magasins sont des dépôts d'échan-
illons, sauf pour quelques articles. Les marchan-
dises, sans exception, sont toutes dans l'entrepôt
central de la cité, où elles sont envoyés directement
par les producteurs. Nous commandons sur échan-
tillons et d'après la description imprimée de la
façon et des qualités. Les ordres sont transmis
à l'entrepôt, qui distribue les articles.

— Cela, dis-je, doit épargner une quantité de
travail. Avec notre système, le manufacturier ven-
dait au marchand en gros, celui-ci au détaillant,
le détaillant au consommateur et les marchan-
dises devaient être déplacées chaque fois. Vous
évitiez un déplacement des marchandises et sup-
primez du coup le détaillant, avec son large profit
et l'armée d'employés qu'il devait entretenir.
Vous voyez, miss Leete, ce magasin est simple-
ment le bureau des commandes d'une maison de
gros avec le personnel ordinaire d'employés. Grâce
à notre système de déplacer les marchandises, de
persuader au client de les acheter, de les couper
et de les emballer, dix employés ne faisaient
pas ce que fait un employé d'à présent. L'écono-
mie doit être énorme.

— Je le pense, mais nous n'avons jamais connu
autre chose. Seulement, M. West, ne manquez pas
de demander à mon père de vous mener à l'en-
repôt central, où l'on reçoit les ordres des diffé-

rents dépôts de toute la ville, et d'où l'on expédie tous les achats à leur destination.

Il m'y a conduit, il n'y a pas longtemps, et c'est un magnifique spectacle. Le système est parfait. Ainsi, dans une sorte de cage est l'employé livreur. Les commandes, quand elles ont été reçues par chaque département, lui arrivent par des transmetteurs pneumatiques devant lui, représentant autant de classes de marchandises, chacune communiquant avec le rayon correspondant de l'entrepôt. Il jette la boîte des ordres dans le tube et peu après elle rejoint à l'entrepôt, sur le bureau convenable, toutes les commandes similaires de la ville entière.

Les ordres sont lus, inscrits, envoyés à l'exécution, avec une promptitude magique. C'est l'exécution que je trouve la chose la plus curieuse. Des balles de drap sont placées sur des cylindres mus par des machines, et le coupeur, qui a aussi une machine, travaille et coupe une balle après l'autre, jusqu'à ce qu'il soit fatigué et qu'on vienne le remplacer. Et de même pour tous ceux qui remplissent les ordres. Les paquets sont alors envoyés par de grands tubes aux districts de la ville et, de là, distribués dans les maisons. Vous comprendrez combien tout cela est fait vite quand je vous dirai que ma commande sera probablement à la maison avant que nous n'y soyons rentrés.

— Et comment fait-on dans les districts ruraux mal peuplés ?

— Le système est le même, m'expliqua Edith.

Le dépôt d'échantillons du village est réuni par des transmetteurs avec l'entrepôt central du comté, qui peut être à vingt milles de distance. La transmission est si rapide que le temps du trajet est insignifiant. Mais pour économiser des frais, dans beaucoup de comtés, une série de tubes relie plusieurs villages à l'entrepôt, et il y a alors du temps perdu à s'attendre l'un l'autre. Quelquefois, il faut trois heures pour recevoir les articles commandés. C'était ainsi l'été dernier, quand j'étais à la campagne, et je trouvais cela bien incommode (1).

— Il doit y avoir beaucoup de points, n'est-ce pas, sur lesquels les magasins de la campagne sont inférieurs à ceux de la ville ?

— Non. Ils sont en tout le reste, juste aussi bons. Le dépôt d'échantillons du petit village, tout à fait comme celui-ci, vous donne des modèles de toutes les marchandises qu'a la nation, puisque l'entrepôt du comté puise à la même source que celui de la ville.

Comme nous rentrions à la maison, je discutais sur la diversité de dimensions et de luxe des maisons.

— Comment cette diversité est-elle compatible avec ce fait que tous les citoyens ont un revenu égal ?

(1) On m'informe que depuis l'impression de ce chapitre, cette imperfection de la distribution dans quelques districts ruraux a été corrigée et que, bientôt, chaque village aura ses tubes distincts.

(Note de l'auteur.)

— Parce que, m'expliqua Edith, quoique le revenu soit égal pour tous, la façon de le dépenser est déterminée par les goûts personnels de chacun. L'un aime les beaux chevaux, d'autres, comme moi, préfèrent les jolies robes ; d'autres, encore, veulent une table de gourmet. Les loyers que la nation reçoit pour ses maisons varient suivant la grandeur, l'élégance, de façon à ce que chacun puisse trouver un logis à son goût. Les grandes sont généralement occupées par de nombreuses familles, où ils sont beaucoup à contribuer au loyer. Des familles restreintes, comme la nôtre, jugent les petites maisons plus confortables, et moins dispendieuses. J'ai lu qu'au vieux temps certaines gens gardaient des logements, et faisaient beaucoup d'autres choses qu'ils ne pouvaient payer, simplement par ostentation, pour se faire croire plus riches qu'ils ne l'étaient. Était-ce vrai, M. West ?

— Je suis forcé de l'avouer.

— Eh bien ! maintenant, cela ne peut plus être. Le revenu de tous est connu, et l'on sait que ce que l'on dépense d'un côté, doit être épargné de l'autre.

CHAPITRE XI

Lorsque nous rentrâmes, le D^r Leete n'était pas rentré et Mme Leete n'était pas visible.

— Aimez-vous la musique, Monsieur West? me demanda Edith.

Je l'assurai que, suivant moi, c'était la moitié de la vie.

— Je dois m'excuser pour vous l'avoir demandé, me dit-elle. C'est une question qu'on ne fait plus aujourd'hui, mais j'ai lu que, de votre temps, même parmi les classes cultivées, il y avait des gens qui n'aimaient pas la musique.

— N'oubliez pas, à notre décharge, que nous avions des espèces de musique fort absurdes.

— Oui, je le sais, je crains que je ne l'aie pas deviné. Voulez-vous entendre un peu de notre musique, Monsieur West ?

— Rien ne pourrait me plaire davantage que de vous entendre, dis-je.

— Moi ! s'écria-t-elle en riant. Pensez-vous que je vais vous jouer ou vous chanter quelque chose ?

— Je l'espérais, du moins.

Voyant que j'étais un peu blessé, elle reprend sa gaieté et répliqua :

— Naturellement, nous toutes, nous chantons, ne fût-ce que pour exercer notre voix. Quelques-unes apprennent un instrument pour leur propre plaisir, mais la musique professionnelle est tellement plus grande, tellement plus parfaite que ce que font les amateurs, et si largement aussi à la portée de ceux qui désirent l'entendre, que notre chant ou notre jeu, nous ne les appelons même pas de la musique. Tous ceux qui jouent ou chantent vraiment bien sont dans le service musical. Mais voulez-vous en effet entendre un peu de musique?

Je l'en assurai une fois de plus.

— Venez, alors, dans la salle de musique, dit-elle, et je la suivis dans un appartement spécialement arrangé, sans portières ni rideaux, lambrissé et parqueté de bois. Je m'étais préparé à voir de nouveaux modèles d'instruments, mais je ne vis rien dans la chambre qui ressemblât à un outil musical, quelque imagination qu'on y mit. Mon étonnement amusait visiblement Edith.

— Je vous prie, regardez le menu musical d'aujourd'hui, me dit-elle en me tendant un papier, dites-moi ce que vous préférez. Il est cinq heures, ne l'oubliez pas.

La carte portait la date : 12 septembre 2000, et contenait le plus long programme de musique que j'eusse jamais vu. Il était aussi varié que long, contenant un choix prodigieux de soli, vocaux ou

l'instruments, de duos, de quatuors et diverses symphonies. Je restai émerveillé devant la liste, jusqu'à ce qu'Edith, du bout de son doigt, m'indiquât un passage particulier, où divers morceaux étaient réunis par une accolade précédée des mots : « 5 h. soir ». J'observai alors que cet énorme programme était celui de toute la journée et se divisait en 24 sections correspondant aux heures. Il n'y avait que quelques morceaux dans la section de 5 heures, et je choisis un morceau pour orgue.

— Je suis très heureuse que vous aimiez l'orgue, dit-elle. Je pense qu'il n'existe pas de musique qui me plaise plus souvent.

Elle m'avait fait asseoir confortablement, et, traversant la chambre, elle toucha, à ce que je pus voir, simplement une ou deux vis. A l'instant, la pièce fut remplie de la musique d'un grand orgue. Je dis remplie et non pas envahie car, par je ne sais quels moyens, le volume de mélodie avait été parfaitement mesuré à la grandeur de l'appartement. J'écoutai jusqu'à la fin, respirant à peine. Jamais je n'avais espéré entendre une telle musique et une telle exécution.

— Magnifique, m'écriai-je, lorsque la dernière onde sonore se perdit dans le silence, Bach lui-même doit être au clavier de cet orgue. Mais où est l'orgue ?

— Attendez un peu, je vous prie. Je veux que vous écoutiez cette valse avant de vous répondre. Je la trouve charmante. Comme elle parlait, les

sons des violons nous arrivèrent, pareils au murmure d'une nuit d'été. Quand ils eurent cessé, elle me dit : — Il n'y a rien de mystérieux dans cette musique, comme vous semblez le croire. Elle n'est pas due à des génies ou à des fées, mais à des mains honnêtes et prodigieusement habiles. Nous avons tout simplement transporté, dans notre service musical comme partout ailleurs, l'idée d'épargner du travail par la coopération. Il y a un certain nombre de salles de musique dans la ville, dont l'acoustique est parfaite pour tous les genres. Ces salles sont reliées par le téléphone à toutes les maisons dont les habitants veulent payer la légère taxe. Il n'y en a aucun, soyez sûr, qui s'y refuse. La troupe de musiciens de chaque salle est si nombreuse que, quoique chacun ne travaille que très peu, le programme quotidien comprend les vingt-quatre heures. Il y a, sur la carte d'aujourd'hui, comme vous le voyez, quatre programmes distincts, chacun d'un style musical différent. On les exécute simultanément et, pour entendre celui que vous préférez, vous n'avez qu'à presser le bouton qui reliera votre fil à celui de la salle de musique. Les programmes sont ainsi combinés que les morceaux joués en même temps offrent un choix, non seulement entre la musique instrumentale ou celle vocale, ou entre divers instruments, mais aussi entre différents motifs, sérieux ou légers, afin que tous les goûts soient satisfaits.

— Je crois, miss Leete, dis-je, que si nous avions

trouvé un moyen de fournir à chacun de la musique à la maison, parfaite en qualité, illimitée en quantité, adaptée à tous les goûts, commençant et finissant à volonté, nous aurions cru avoir atteint la limite du bonheur humain et nous aurions cessé de rechercher d'autres progrès.

— Je ne pourrai jamais comprendre, quoi que je fasse, me répondit Edith, comment ceux de vous qui adoraient la musique supportaient le vieux système. La musique vraiment digne d'être entendue était, je suppose, hors de la portée des masses, accessible seulement aux favoris, par occasions, avec un grand tracas, une énorme dépense et pour de brèves périodes arbitrairement fixées par autrui, accompagnée de circonstances ennuyeuses. Vos concerts, par exemple, et vos opéras ! Comme ce devait être exaspérant, à coup sûr, de rester pendant des heures à écouter ce qui ne vous plaisait pas, pour attraper deux ou trois morceaux que vous aimiez. Voyez, à un diner on peut refuser les plats qu'on n'aime pas. Qui accepterait une invitation, même un affamé, si l'on devait manger de tout ce qui paraît sur table ? Et l'ouïe est au moins aussi sensible que le goût. Je pense que c'était la difficulté d'avoir de la musique vraiment bonne qui vous faisait supporter, dans vos maisons, le charitable jeu d'amateurs à peine instruits des rudiments.

— Oui, fis-je, pour la plupart d'entre nous, il n'y avait que cette musique-là, ou aucune.

— Quand on y réfléchit, on ne s'étonne plus

qu'on aimât si peu la musique, dans ce temps-là. Je l'aurais détestée, moi !

— Est-ce que je ne me trompe pas ? le programme remplit, n'est-ce pas, les vingt-quatre heures du jour ? Je le vois sur la carte. Mais, qui donc écoute la musique entre minuit et l'aube ?

— Beaucoup de gens, répondit Edith. Si la musique de minuit à l'aube n'avait pas d'autre objet, elle servirait du moins pour les malades d'insomnie, pour les invalides, pour les mourants. Toutes nos chambres à coucher ont une communication téléphonique au chevet du lit, qui sert à tous ceux qui ne dorment pas à avoir de la musique à volonté, du genre qu'ils préfèrent.

— Y a-t-il une installation de cette espèce dans la chambre qu'on m'a donnée.

— Certainement. Ai-je été sot de ne pas vous en parler la nuit dernière ? Père vous montrera le système avant que vous n'alliez au lit, ce soir, et avec le récepteur à l'oreille, je suis sûre que vous pourrez défier toute pensée inquiétante, s'il vous arrive encore d'en avoir.

Ce soir-là, le Dr Leete nous interrogea sur notre visite au magasin et, au cours de la comparaison qui suivit, entre le système du xix^e et celui du xx^e siècle, il se glissa des questions importantes.

Comme je disais :

— Je suppose que l'héritage est aboli.

— Au contraire, me répondit le docteur. On n'a jamais eu une entrave. En vérité, vous vous

convaincrez, M. West, quand vous nous connaîtrez, qu'il y a aujourd'hui beaucoup moins d'entraves à la liberté personnelle que de votre temps, et cela dans tous les genres. Nous exigeons, c'est vrai, que tout homme serve la nation pour une période fixée, au lieu de le laisser choisir, comme vous faisiez, entre le travail, le vol ou l'indigence. Sauf cette loi exceptionnelle, qui n'est, au fond, qu'un retour de la loi de nature — l'arrêt édicté au Paradis terrestre — notre système n'emploie pas la force. Il reste fondé sur la libre volonté. Il est le résultat logique de la réflexion intelligente de cerveaux humains.

La question de l'héritage le démontre à merveille. Le seul fait que la nation est le seul propriétaire foncier, le seul capitaliste, limite la propriété d'un individu à son crédit annuel et aux objets personnels ou de ménage qu'il a acquis avec cette ressource. Son crédit, comme de vos jours une rente viagère, cesse à sa mort, en même temps qu'il est alloué une somme pour les frais des funérailles. Le reste, il peut le laisser à qui il veut.

— Comment empêcher alors, que dans la suite des temps il ne se forme, dans les mains de certains, des accumulations de biens et de bijoux assez considérables pour détruire l'égalité des conditions ?

— Cela s'arrange très simplement. Avec l'organisation actuelle de la société, des accumulations de propriétés personnelles ne sont qu'un fardeau,

dès qu'elles dépassent ce qui ajouterait au vrai confort. De vos jours, si un homme avait une maison pleine de vaisselle d'or et d'argent, de porcelaines rares, de meubles luxueux, on le jugeait riche. Il l'était, puisque d'un jour à l'autre, il pouvait convertir son trésor en monnaie courante. Actuellement un homme que le testament de cent cousins, mourant à la fois, placerait dans une telle situation, nous paraîtrait un malheureux. Tous ces biens, n'étant pas aliénables, n'auraient d'autre valeur pour lui que leur usage immédiat ou la jouissance de leur beauté. D'ailleurs, son revenu restant le même, il devrait l'entamer fortement pour louer des maisons où déposer ces belles choses, pour payer le service de ceux qui en prendraient soin.

Soyez sûr que notre homme ne perdrait pas de temps à distribuer à ses amis ces richesses qui l'appauvriraient et qu'aucun de ses amis n'en accepterait plus qu'il n'en pourrait aisément loger et soigner.

Vous voyez, dès lors, que la suppression de l'héritage, dans le but d'éviter de grandes accumulations, serait une précaution superflue. On peut se reposer sur chacun du soin d'éviter ce qui les écraserait. On y est si attentif que, d'ordinaire, les parents abandonnent tout droit à ce que laisse le parent décédé, sauf des souvenirs personnels. La nation prend ce qui est abandonné et qui revient au fonds commun.

— Vous parliez tout à l'heure des frais que

causerait l'obligation d'entretenir vos maisons, dis-je, et cela m'amène à une question que j'ai été souvent sur le point de vous adresser. Comment avez-vous résolu le problème du service domestique ? Qui donc consent à être domestique dans une communauté où tous sont égaux ? Nos dames affirmaient que c'était déjà difficile, même dans un temps où il n'y avait que des prétentions à l'égalité.

— C'est précisément parce que nous sommes tous égaux et que rien ne pourrait compromettre notre égalité, parce que tout service est honorable dans une société dont la base est que chacun à son tour doit servir les autres, que nous pourrions facilement trouver des domestiques meilleurs que vous n'en avez jamais rêvé, si nous en avions besoin. Mais nous n'en avons pas besoin (1).

— Mais qui prend soin de votre ménage, alors ?

— Il n'y a rien à faire, me dit Mme Leete, à laquelle ma question s'était adressée. Notre blanchissage s'effectue entièrement aux lavoirs publics à très bas prix. Nos repas sont préparés aux cuisines publiques. La façon et la réparation de tout

(1) Le docteur ne répond pas à la première partie de la question. M. West s'est étonné à bon droit que le soin de faire garder une collection d'objets précieux entamât les revenus du propriétaire. Il y a donc des services échangeables, pour lesquels un accord sera nécessaire, qui sera précédé d'une discussion toute pareille à celle qu'amenait, au *xix^e* siècle, une opération commerciale quelconque ? (C. L.)

ce que nous portons a lieu, dehors, dans les ateliers nationaux. L'électricité, vous le pensez bien, a remplacé tous les modes de chauffage et d'éclairage. Nous choisissons des maisons qui ne soient pas trop grandes. Nous les meublons de façon à ce que nous puissions les tenir en ordre avec un minimum de soins. Nous n'aurions rien à faire de domestiques.

— Par le fait, dit le Dr Leete, que vous aviez dans vos classes pauvres une inépuisable provision de serfs qui acceptaient toute sorte de travaux pénibles ou désagréables, vous ne cherchiez même pas à les leur éviter. Mais, aujourd'hui que nous avons à faire, à tour de rôle, ce que nécessite la société, chacun a le même intérêt, et un intérêt personnel, à tout ce qui allège le travail total. Cela a donné une colossale impulsion à toutes les découvertes qui ont économisé du travail dans toutes les industries.

En cas d'éventualités imprévues, continua-t-il, comme un nettoyage général, une nouvelle installation, une maladie dans la famille, nous pouvons toujours avoir l'aide de la force industrielle.

— Comment payez-vous ces aides, puisque vous n'avez pas d'argent ?

— Ce n'est pas nous qui les payons, c'est la nation pour nous. Leurs services sont obtenus en s'adressant au bureau spécial et le prix est déduit de la carte de crédit de celui qui les demande (1).

(1) Cela ne détruit pas l'objection de la note précédente. Il reste toujours un achat de services personnels. (C. L.)

— Mais le monde doit être un paradis pour les dames ! De mon temps, même l'opulence, même un nombreux personnel n'affranchissaient pas leurs maîtres des soins du ménage, pendant que les femmes des classes inférieures ou pauvres vivaient et mouraient victimes de ces soins.

— Oui, dit Mme Leete, j'ai lu quelque chose là-dessus, assez pour me convaincre que, si mal lotis que fussent les hommes de votre époque, ils étaient plus heureux que leurs mères ou leurs femmes.

— Les solides épaules de la nation, dit le docteur, portent maintenant comme une plume le fardeau qui brisait les reins des femmes de vos jours. Leur misère provenait, comme toutes les autres, de votre inaptitude à la coopération, inaptitude créée par l'individualisme qui était votre base, de votre incapacité de comprendre que vous profiteriez dix fois plus de vos semblables en vous unissant avec eux qu'en luttant contre eux. Le surprenant, ce n'est pas que vous ne vécussiez pas confortablement, mais que vous pussiez vivre tant bien que mal ensemble, lorsque la règle était que les uns étaient faits pour servir les autres et ceux-ci pour veiller et protéger les biens de ceux-là.

— Allons, père ! interrompit Edith gaiement, si vous vous emportez, M. West va croire que vous le grondez.

— Quand vous avez besoin d'un médecin, dis-je, allez-vous simplement au bureau et prenez-vous le premier que l'on vous envoie ?

— Non. Le moyen serait mauvais, en ce qui

— Parce que, m'expliqua Edith, quoique le revenu soit égal pour tous, la façon de le dépenser est déterminée par les goûts personnels de chacun. L'un aime les beaux chevaux, d'autres, comme moi, préfèrent les jolies robes ; d'autres, encore, veulent une table de gourmet. Les loyers que la nation reçoit pour ses maisons varient suivant la grandeur, l'élégance, de façon à ce que chacun puisse trouver un logis à son goût. Les grandes sont généralement occupées par de nombreuses familles, où ils sont beaucoup à contribuer au loyer. Des familles restreintes, comme la nôtre, jugent les petites maisons plus confortables, et moins dispendieuses. J'ai lu qu'au vieux temps certaines gens gardaient des logements, et faisaient beaucoup d'autres choses qu'ils ne pouvaient payer, simplement par ostentation, pour se faire croire plus riches qu'ils ne l'étaient. Était-ce vrai, M. West ?

— Je suis forcé de l'avouer.

— Eh bien ! maintenant, cela ne peut plus être. Le revenu de tous est connu, et l'on sait que ce que l'on dépense d'un côté, doit être épargné de l'autre.

CHAPITRE XI

Lorsque nous rentrâmes, le D^r Leete n'était pas rentré et Mme Leete n'était pas visible.

— Aimez-vous la musique, Monsieur West? me demanda Edith.

Je l'assurai que, suivant moi, c'était la moitié de la vie.

— Je dois m'excuser pour vous l'avoir demandé, me dit-elle. C'est une question qu'on ne fait plus aujourd'hui, mais j'ai lu que, de votre temps, même parmi les classes cultivées, il y avait des gens qui n'aimaient pas la musique.

— N'oubliez pas, à notre décharge, que nous avions des espèces de musique fort absurdes.

— Oui, je le sais, je crains que je ne l'aie pas deviné. Voulez-vous entendre un peu de notre musique, Monsieur West?

— Rien ne pourrait me plaire davantage que de vous entendre, dis-je.

— Moi ! s'écria-t-elle en riant. Pensez-vous que je vais vous jouer ou vous chanter quelque chose ?

Cependant, le fait de laisser subsister ce principe même en ce qui concerne les objets personnels ne serait pas sans danger pour l'égalité. On ne peut accumuler en effet, ni argent, ni crédit, mais on peut entasser des objets de valeur. De ceux-ci, on pourra disposer comme on voudra, les échanger, les prêter. En un mot, faire ce que l'on fait à présent, avec cette seule différence que ce seront des marchandises et non plus leur signe représentatif, qui seront en jeu.

L'absence de ce signe gênera, mais n'empêchera pas les transactions prosrites. Elle entravera, bien davantage, d'autres transactions nécessaires. On nous permettra un exemple qui a été choisi par un éminent économiste. Si un célibataire veut se faire recoudre un bouton, comment fera-t-il ? On a déjà répondu que l'atelier social s'en chargerait. A notre humble avis, ce n'est pas une réponse suffisante. Et il y a mille petits besoins divers, minuscules en particulier, mais qui forment la vie, que l'atelier social ne saurait satisfaire. Ils sont vulgaires, mais la société ne vit ni de poésie, ni de nectar.

La question des domestiques est très grave, assurément. Aux États-Unis, plus que partout ailleurs, elle a un caractère d'acuité extrême. On a, non pas trouvé la solution, mais pallié la difficulté par l'habitude qu'ont prise les familles aisées de vivre à l'hôtel. C'est une sorte de coopération, de communauté même, qui offre beaucoup des avantages que le D^r Leete attribue à l'organisation future. Évidemment, la dignité des gens de service est moins diminuée dans un hôtel que dans un service particulier. Il y a aussi moins de temps perdu. La grande différence entre les deux choses, c'est que l'une est libre et l'autre ne l'est pas. Encore une caractéristique de l'utopie ! Celle-ci ne manque jamais de s'emparer d'une expérience de détail qui a réussi, et de vouloir la rendre universelle et obligatoire, alors qu'elle n'a pu être faite que parce qu'elle était partielle et qu'elle n'a réussi que parce qu'elle était libre.

C'est par une confusion semblable que le Dr Leete, lorsqu'il a besoin d'un service extraordinaire, le demande au bureau compétent qui le lui fait payer et lui envoie un homme à lui. Il répondrait, si on lui objectait la singularité de l'arrangement, que c'est la généralisation de ce que nous faisons en demandant à l'agence de placement une cuisinière *extra*. De même que la façon future d'avoir un médecin correspond à la manière dont, à Paris, on se procure un médecin, pendant la nuit.

Mais, à Paris, nous nous procurons ainsi un médecin quelconque, en cas d'accident. Comme le reconnaît le Docteur, pour les cas ordinaires, il faut un médecin qui sache inspirer confiance au malade. Certains hommes de l'art n'auront pas assez d'heures dans la journée pour répondre aux appels qu'on fera à leur talent. D'autres ne verront pas un malade par mois. Tous les deux seront payés de même.

Et la phrase, « si ce dernier n'est pas raisonnablement employé, on lui trouve du travail », nous intrigue beaucoup. Quel travail ? En fera-t-on un cordonnier, de ce médecin ? Ou y a-t-il, dans l'armée industrielle, un régiment de malades spéciaux pour les docteurs sans travail.

CHAPITRE XII

Avant d'acquérir même une idée générale des institutions du xx^e siècle, je devais élucider des questions sans fin. La bonne humeur du docteur étant de même sans limites, nous restions de longues heures à converser après que les dames nous avaient quittés. Je ramenai mon hôte au point où s'était interrompu notre entretien du matin et je lui exprimai mon désir de savoir de quelle façon le système de l'armée industrielle pouvait offrir un stimulant suffisant pour remplacer les nécessités de l'existence éliminées.

— Vous devez comprendre, me répondit-il, que stimuler les efforts, ce n'est qu'un des buts que recherche notre organisation. Le second, aussi important, est d'avoir pour chefs ou capitaines des hommes d'une capacité reconnue, que leur propre carrière oblige à conduire leurs troupes au plus haut point possible et qui ne tolèrent pas de stagnation. C'est dans cette double visée que l'armée industrielle s'est organisée. D'abord, nous avons le

grade primitif des travailleurs communs, ouvriers de tous métiers, auquel appartiennent toutes les recrues pendant les trois premières années. Ce grade est une sorte de noviciat, et très dur, où les jeunes gens prennent des habitudes d'obéissance, de discipline et de dévouement au devoir. Quoique la nature complexe du travail accompli par cette troupe empêche la distinction des travailleurs par grades, qui devient possible plus tard, cependant des notes individuelles sont données et le mérite reçoit des récompenses pareilles aux peines qu'encourt la négligence. Toutefois, nos idées ne permettent pas qu'une étourderie, une faute de jeunesse, à moins qu'elles ne soient gravement coupables, pèsent sur la future carrière des jeunes gens. Tous ceux qui sont sortis du grade primitif sans accident sérieux ont le même droit, la même facilité pour choisir l'emploi qu'ils veulent faire de leur vie. Une fois leur carrière choisie, ils y débutsent comme apprentis. La longueur de l'apprentissage varie, naturellement, avec les métiers. Quand il est fini, l'apprenti devient soit un ouvrier, soit un membre de telle industrie ou de tel commerce. Or, non seulement les notes individuelles des apprentis, sous le double rapport de l'habileté et de l'intelligence, sont soigneusement gardées et le mérite reconnu par des distinctions durables, mais aussi c'est de la moyenne des notes de l'apprentissage que dépend la situation qu'occupera l'apprenti parmi les ouvriers.

Quoique l'organisation propre des différentes

industries, mécaniques et agricoles, diffère suivant leurs conditions spéciales, elles ont, en commun, la division de leurs travailleurs en trois grades, suivant la capacité. D'ordinaire, ces trois grades se subdivisent eux-mêmes en première et seconde classe. D'après ce qu'il a fait comme apprenti, un jeune homme reçoit un poste de première, de seconde ou de troisième classe. Ce ne sont évidemment que les jeunes gens d'une capacité rare qui débutent dans la première classe. La plupart commencent par les grades inférieurs ; ils avancent en raison de leurs progrès aux promotions périodiques. Ces promotions ont lieu, dans chaque industrie, à des intervalles correspondant à la durée de l'apprentissage dans cette industrie, de façon à ce que le mérite n'attende jamais longtemps son élévation et que nul ne puisse se reposer sur ses travaux passés, s'il ne veut rétrograder jusqu'au dernier rang. Un des grands avantages d'un grade élevé est le privilège qu'il donne au travailleur de se choisir une spécialité parmi les branches ou les procédés de son industrie. Certes, nous ne tolérons qu'aucun de ces procédés soit spécialement ardu, mais il y a souvent une grande différence entre eux et le droit de choisir est, par suite, très recherché. Autant que possible, en vérité, nous avons égard aux préférences du plus humble des ouvriers en lui fixant sa ligne de travail, car cela augmente autant son utilité que son bonheur. Mais, si ses désirs sont pris en considération, il n'est coté qu'après que les hommes du grade

supérieur ont été pourvus. Et, souvent, il doit se contenter d'un second, d'un troisième choix. Quelquefois même on lui donne une destination arbitraire dans une industrie qui manque de bras. Le droit de choisir est lié au grade. Quand un homme perd le sien, il doit craindre de devoir échanger le travail qu'il aime contre un autre moins à son goût. Les résultats des promotions, qui fixent le rang de chacun dans son industrie, sont insérés dans les feuilles publiques. Ceux qui ont mérité un avancement sont félicités par la nation et investis des insignes de leur nouveau rang.

— Quel peut être cet insigne ?

— Chaque industrie a son emblème, me `dit le docteur. C'est un bijou de métal si petit que vous ne l'apercevriez pas si vos yeux ne savaient où le chercher. C'est là toutes les distinctions que portent les hommes de notre armée, sauf lorsque l'intérêt public exige un uniforme distinctif. Cet insigne est le même pour tous les grades industriels, mais alors que l'insigne du troisième est en fer, celui du second est en argent, celui du premier est doré.

En dehors du grand stimulant offert au travail par le fait que les premières places de la nation ne sont ouvertes qu'aux hommes des plus hauts grades, et que ce rang dans l'armée constitue la seule distinction sociale, du moins pour la vaste majorité qui n'aspire à la gloire ni artistique ni littéraire, en dehors de ce stimulant général, il en est d'autres, moins élevés, peut-être

aussi effectifs, ce sont des privilèges, des immunités au point de vue disciplinaire qui n'appartiennent qu'aux grades supérieurs. Bien que calculées en vue de susciter le moins possible l'envie de ceux qui ne peuvent y atteindre, ces récompenses ont ce bon effet de mettre constamment sous les yeux de chacun l'utilité d'atteindre un grade supérieur au sien.

Un point important, c'est que non seulement les bons ouvriers, mais aussi les médiocres et les mauvais pourront caresser l'espoir de s'élever. Evidemment, le nombre de ces derniers étant beaucoup plus grand, il était plus nécessaire de tout disposer pour que le système hiérarchique ne les décourageât pas qu'il ne l'était d'encourager les autres. Dans ce but, les grades sont divisés en classes. Les grades et classes étant numériquement égaux après chaque promotion, il n'y a jamais, en excluant les officiers, les grades primitifs et les apprentis, plus d'un neuvième de l'armée dans la classe inférieure. Encore compte-t-elle beaucoup d'apprentis récemment promus et tous appelés à avancer. Ce n'est qu'une fraction infinitésimale de l'armée qui accomplit toute la durée de son service dans la classe inférieure. Et ils doivent en faire peser la responsabilité autant sur leur indifférence à leur position que sur l'incapacité de l'améliorer.

Il n'est même pas nécessaire qu'un ouvrier puisse acquérir un grade supérieur pour avoir au moins la fumée de la gloire. Si l'avancement exige un mérite général, démontré par les notes d'ou-

vrier, des mentions honorables et diverses récompenses sont données pour un mérite qui ne suffirait pas à déterminer une promotion ; de même pour des traits spéciaux, pour certains faits méritoires dans les divers métiers. Il existe encore beaucoup de distinctions moindres, non seulement parmi les grades, mais aussi parmi les classes, toutes couronnant les efforts collectifs. On cherche à ne laisser méconnue aucune forme de mérite.

Quant au refus de travail, à un travail positivement mauvais, ou toute autre faute d'hommes incapables de sentiments généreux, la discipline est trop rigoureuse pour les tolérer. Un homme capable de faire son devoir et qui s'y refuse obstinément, est condamné à l'emprisonnement solitaire, au pain et à l'eau, jusqu'à ce qu'il vienne à récipiscence.

Le grade inférieur de nos officiers industriels, celui de sous-lieutenant, est distribué à des hommes ayant passé deux ans au moins dans la première classe du premier grade. Si cette règle donnait un trop grand nombre d'éligibles, on restreindrait le choix au premier groupe de cette classe. Ainsi nul n'est investi du droit de commander à d'autres hommes s'il n'a trente ans. Une fois qu'il est maître du grade d'officier, l'avancement d'un homme ne dépend plus de son travail, mais de celui de ses hommes.

Les lieutenants sont choisis parmi les sous-lieutenants, toujours par le choix, limité à une classe restreinte d'éligibles.

Dans les nominations aux grades plus élevés, un autre principe s'introduit qu'il serait trop long de vous expliquer à présent.

Naturellement, le système hiérarchique que je vous ai décrit aurait été impraticable aux petites entreprises industrielles de vos jours. où il y avait si peu d'employés qu'à peine aurait-on pu en mettre un dans chaque classe. Mais n'oubliez pas que sous l'organisation nationale du travail, toutes les industries sont exercées par de grandes masses d'hommes, beaucoup de vos fermes ou de vos maisons étant fondues en une seule. Ce n'est, du reste, que grâce à la vaste échelle sur laquelle toute industrie est organisée que nous pouvons, par des échanges et des déplacements, donner à chaque homme à peu près le genre de travail qu'il préfère.

Et maintenant, M. West, je vous laisse le soin de juger, d'après la simple esquisse que je viens de tracer, si notre système n'offre pas assez de stimulants à ceux qui en ont besoin pour faire de leur mieux. Ne vous semble-t-il pas que des hommes qui se trouvent obligés de travailler, bon gré mal gré, seront fortement incités à le faire aussi bien que possible ?

Je répondis que, suivant moi, les stimulants s'ils avaient un défaut, seraient trop actifs ; que l'allure imprimée aux jeunes gens était trop vive. Et ceci, je le dis avec déférence, est resté mon opinion, maintenant qu'une plus longue résidence parmi vous m'a permis d'approfondir la nature.

Le D^r Leete, toutefois, m'engagea à réfléchir — et je suis prêt à avouer que c'est peut-être une réponse suffisante à mon objection — que la subsistance d'un ouvrier ne dépend en aucune façon de son classement, et que l'incertitude du pain quotidien n'empoisonne pas ses échecs ; que les heures de travail sont courtes, les congés réguliers et que toute l'émulation cesse à quarante-cinq ans, lorsque s'ouvre l'âge moyen.

— Sur deux ou trois autres points, ajouta-t-il, je dois vous mettre en garde contre une méprise. D'abord, comprenez que ce système de préférence donné au plus grand producteur, ne contredit en rien l'idée fondamentale du système, qui veut que tous ceux qui font de leur mieux aient un mérite égal, que ce mieux soit peu ou beaucoup. Je vous ai démontré que le système est organisé pour encourager le faible, comme le fort, par l'espoir de s'élever. Si le fort est choisi pour chef, cela n'est pas pour abaisser le faible, mais simplement dans l'intérêt commun.

Ne vous imaginez pas, d'ailleurs, parce que nous attendons du libre jeu de l'émulation un stimulant actif, que nous en espérons grand effet sur l'élite des hommes, que nous la jugions digne d'eux. Ces hommes trouvent leurs mobiles en eux-mêmes, et mesurent leur devoir à leurs facultés, non à celles des autres. Tant que leur tâche est proportionnée à leurs forces, ils considéreraient comme dégradant d'attendre blâme ou éloge parce que cette tâche est petite ou grande. A de telles

natures, l'émulation semble absurde philosophiquement, méprisable moralement parce qu'elle substitue l'envie à l'admiration, la joie à la commisération dans l'attitude que nous donnent les succès ou les revers d'autrui.

Mais tous les hommes, même en cette dernière année du xx^e siècle, ne sont pas de cette élite. Les stimulants nécessaires pour les autres doivent être adaptés à leur nature inférieure. L'émulation est faite pour ceux-là. En résumé, ceux qui en ont besoin la trouvent. Ceux qui la dédaignent, s'en passent.

Je ne veux pas passer sous silence, que pour ceux dont les forces physiques et mentales sont trop faibles pour qu'ils puissent concourir avec le gros des travailleurs, nous avons un grade spécial, isolé, une sorte de corps d'invalides, dont les membres reçoivent une tâche mesurée sur leur faiblesse. Tous nos malades de corps ou d'esprit, tous nos sourds-muets, nos aveugles et même nos fous appartiennent à cette troupe et en porte l'insigne. Les moins faibles font souvent presque autant qu'un homme valide. Les plus faibles, rien, cela va de soi, mais la personne qui peut faire quelque chose n'en est pas dispensée. Dans leurs instants de lucidité, même nos fous sont tenus de faire ce qu'ils peuvent.

— Voilà une excellente conception, dis-je. Même un barbare du xix^e siècle peut l'apprécier. C'est un très gracieux moyen de déguiser la charité et qui doit adoucir le cœur de ceux qui la reçoivent.

— Charité! répéta le docteur. Croyez-vous que nous considérons les incapables dont je parlais comme des objets de charité?

— Mais, évidemment, puisqu'ils sont incapables de se subvenir à eux-mêmes!

Le docteur me reprit vivement:

— Qui donc est capable de subvenir à soi-même? s'écria-t-il. Subvenir à soi-même, mais cela ne se voit dans aucune société civilisée. Dans un état social tellement barbare qu'on n'y connaisse même pas la coopération familiale, chaque individu peut se suffire, quoique simplement pour une part de ses besoins. Mais dès que les hommes commencent à vivre ensemble, à constituer une société, si rudimentaire soit-elle, il devient impossible à l'individu de se suffire. Quand la civilisation progresse, que la subdivision des occupations et des services s'effectue, une dépendance mutuelle complexe devient la règle universelle, aussi vaste que la nation, que l'humanité. La nécessité de la dépendance mutuelle implique l'obligation et l'assurance de l'assistance mutuelle. C'est dans son défaut que gisaient la cruauté et la déraison de votre système (1).

— Soit, dis-je, mais cela ne concerne pas ceux qui ne contribuent en aucune façon à l'industrie.

(1) Il n'est pas inutile de faire remarquer au lecteur le singulier moyen de dialectique employé par l'auteur. Pareil à ces *Avocats du diable* qui reviennent à la mode, M. West a soin de choisir des arguments dont la réfutation est facile. Pourquoi n'a-t-il pas dit au Dr Leete : Les incapables sont

— Je vous ai dit certainement ce matin que le droit d'un homme à s'asseoir au banquet de la nation dépend de ce qu'il est un homme et non pas de sa force ou de son adresse, pourvu qu'il fasse de son mieux (1).

— Vous me l'aviez dit, répondis-je, mais je supposais que la règle ne concernait que les travailleurs, quelle que fût leur habileté. S'étend-elle aussi à ceux qui ne font rien du tout ?

— Ne sont-ils pas des hommes !

— Je dois donc comprendre que le sourd, l'aveugle, l'impotent sont au même rang que le producteur le plus effectif et ont le même revenu.

— Evidemment.

— L'idée de charité élevée à ce degré, dis-je, aurait abasourdi nos philanthropes les plus enthousiaste.

— Si vous aviez un frère malade à la maison, dit le Dr Leete, incapable de travailler, le nourririez-vous avec des aliments moins bons que les

des objets de charité puisqu'ils ne rendent pas à la société la contre-partie des services qu'ils en reçoivent. Cela nous aurait privés de l'élan oratoire du docteur qui contient des choses très vraies mais dans un rapport lointain avec la question.

(1) Ce n'est qu'une querelle de mots, peut-être, mais les mots ont leur importance. Au banquet de la nation, comme dit le docteur, il y a donc deux sortes de convives : ceux qui paient et ceux qui ne paient pas. — M. West, avec ses habitudes du xix^e siècle, croit pouvoir dire que c'est la charité qui a invité ces derniers. Le docteur affirme qu'ils avaient droit à l'invitation. Nous essayerons d'élucider un peu la question que cette note ne fait que préciser.

vôtres, le vêtiriez-vous plus pauvrement que vous-même ? Il est plus probable, au contraire, que vous lui donneriez la préférence et l'idée ne vous viendrait pas d'appeler cela de la charité. Le mot, dans ce sens, ne vous choquerait-il pas ?

— Certes. Mais les cas sont différents. Dans un sens tous les hommes sont frères. Mais cette sorte de large fraternité ne peut être comparée à la fraternité du sang, ni pour les sentiments ni pour les obligations, sinon dans une amplification oratoire.

— Ainsi parlait le xix^e siècle ! dit le D^r Leete. Ah ! M. West, il n'y a plus de doute sur la durée de votre sommeil. Si j'avais à vous donner, dans une phrase, la clef de ce qui peut sembler les mystères de notre civilisation comparée à la vôtre, je les résumerais dans ce fait que la solidarité de la race et la fraternité humaine, qui n'étaient pour vous que de belles phrases, sont pour nos pensées et pour nos cœurs des liens aussi vrais, aussi essentiels que ceux de la fraternité physique.

Mais, même en laissant de côté ces considérations, je ne puis comprendre votre surprise en voyant que ceux qui ne peuvent travailler ont le droit de vivre aux dépens de ceux qui le peuvent. De vos jours même, le service militaire pour la protection du pays, auquel équivaut notre service industriel, était obligatoire pour ceux qui pouvaient s'en acquitter, mais n'enlevait aucun privilège ni droit à ceux qui y étaient impropres. Ils restaient chez eux, étaient défendus par ceux qui se battaient. Personne ne leur en contestait le droit. Per-

sonne ne les en mésestimait. De même, aujourd'hui, l'obligation du service industriel pour les valides n'atteint en rien les invalides, leurs droits de citoyens qui impliquent de nos jours le droit à la subsistance. Le travailleur n'est pas un citoyen parce qu'il travaille ; il travaille parce qu'il est un citoyen. Vous reconnaissiez que le fort devait se battre pour le faible. Maintenant qu'on ne se bat plus, nous affirmons qu'il doit travailler pour lui.

Une solution qui laisse une inconnue n'est pas une solution du tout. Nous n'aurions pas du tout résolu le problème de la société humaine si nous avions laissé le sourd, l'impotent et l'aveugle en dehors de nous, avec les bêtes, à vivre comme ils pourraient. Mieux, certes, aurait valu laisser dénués le fort et le valide que ces êtres chétifs, pour lesquels tout cœur doit s'émouvoir, auxquels les aises du corps et de l'esprit doivent être assurées avant qu'aucun autre ne les ait. Le titre, je vous le répète, de tout homme, femme, enfant, aux moyens d'existence, repose sur une base large, simple, le fait qu'ils sont d'une même race, membres d'une seule famille humaine. Notre seule monnaie courante, c'est l'image de Dieu et c'est un bien commun qu'il nous a donné.

Je crois qu'aucun trait de votre civilisation ne répugne autant à nos idées modernes que la négligence avec laquelle vous traitiez vos classes subalternes. Même à défaut de pitié, de sentiment de fraternité, comment pouviez-vous ne pas voir

que vous les voliez de leurs droits absolus en les laissant dénués ?

— Je ne vous suis plus, lui dis-je. J'admets que ces classes exigent notre pitié, mais comment pouvaient-elles réclamer une part des produits alors qu'elles ne produisaient rien.

— Comment se faisait-il, répliqua le docteur, que vos travailleurs pouvaient produire beaucoup plus que ne le faisaient les sauvages ? N'était-ce pas uniquement parce qu'ils avaient hérité du savoir et de l'expérience de la race, du mécanisme social, qui ont coûté des milliers d'années de travail, que vous avez trouvés à la portée de votre main. Comment êtes-vous devenus possesseurs de ce savoir, de ce mécanisme, qui représentent les neuf dixièmes de la valeur de votre travail ? Vous en avez hérité, n'est-ce pas ? Qu'avez-vous fait de leur part ? Ne les volez-vous pas quand vous leur jetez les miettes de votre table, où ils devraient s'asseoir parmi les héritiers, et n'ajoutez-vous pas l'outrage au vol quand vous appelez « charité » les miettes que vous leur jetez.

— Ah ! monsieur West, continua le docteur, voyant que je gardais le silence, ce que je ne comprends pas, c'est, laissant de côté justice, fraternité, que les travailleurs de vos jours pussent avoir le cœur de travailler, sachant que leurs enfants, leurs petits-enfants, en cas de malheur, seraient privés des aises et même des nécessités de la vie. C'est un mystère pour moi que des pères de famille pussent favoriser un système sous le-

quel ils étaient récompensés aux dépens de ceux qui auraient moins de force matérielle ou de puissance cérébrale. Car la même règle qui enrichissait le père pouvait ruiner le fils auquel il aurait sacrifié sa vie, pouvait le réduire à l'aumône, s'il était faible. Je ne comprendrai jamais que des hommes eussent le courage de laisser des enfants derrière eux (1).

Nous avons déjà répondu, et avant nous le bon sens, à la conception, très haute, très noble, mais trop haute et trop noble, des stimulants moraux. Elle reparait ici, sous une forme moins pure. Ce n'est pas seulement de l'amour du devoir que le xx^e siècle attend l'impulsion, car le D^r Leete reconnaît que l'élite des hommes peut seule s'en inspirer. C'est le désir de briller, la vanité en un mot, qui remplacera le besoin, comme stimulant.

Très heureusement, on ne le laissera pas agir seul. Chacun ne recevra sa carte de crédit qu'après avoir servi toute l'année, et cela durera 24 ans. La logique ici fait défaut. Elle exigerait que chaque citoyen reçût la même part tout en restant absolument libre de travailler ou non. L'oisif aurait tout simplement été privé de l'estime publique, mais non pas de sa provende.

Mais, puisque vous savez que le seul moyen d'obliger vos citoyens au travail, c'est de faire dépendre leur subsistance de ce travail, comment espérez-vous que le

(1) Une assez longue note de M. Bellamy met en regard de l'organisation décrite par le D^r Leete, les énormes défauts de la génération actuelle. Il est inutile de la rapporter. On a déjà vu nettement en quelle médiocre estime M. Bellamy, — ou M. West, pour être exact, — tient ses contemporains.

seul désir de commander aux autres, leur situation matérielle ne changeant pas, suffira pour les faire travailler mieux?

Et, encore, l'expression est impropre. Travailler mieux implique une comparaison et un point de départ. Mieux que qui? Il est constant, nous le répétons, que le travail se règle sur l'ouvrier le moins bon. Travailler mieux que ce dernier, ce ne serait guère se rendre digne de vos récompenses. Alors, vous supposez que le désir d'une promotion honorifique le fera travailler bien, alors que ce même désir n'aurait pas suffi à le faire travailler tout simplement.

Toutes les écoles socialistes sérieuses — et j'entends par là celles dont les doctrines subsistent, du moins comme doctrine, — n'ont jamais cessé de reconnaître que l'intérêt individuel était le seul mobile du bien-être individuel, de la prospérité nationale, de la civilisation humaine.

Il est triste peut-être que des sentiments plus élevés ne puissent le remplacer, quoiqu'à vrai dire la hiérarchie des sentiments ne soit pas très claire. Mais cela est. Dans un livre d'économie sociale, ce sont les réalités qu'il faut envisager. On doit laisser l'idéal à ceux dont le génie s'en sert pour nous faire oublier un instant les dures conditions qui nous ressaisiront bientôt. A ces régions idéales où nous enlèvent les poètes et les prophètes, appartient cette charité intégrale, pourrait-on dire, qui dédaigne d'être la charité pour s'appeler la fraternité.

Dans le sens où le Dr Leete emploie ce mot, nous nous hâtons de le dire, au XIX^e siècle, nous connaissons une sorte de fraternité, qui est un sentiment. Elle amène la charité, qui se traduit par des faits.

Et à quelle époque cette fraternité fut-elle plus évidente qu'à celle où nous écrivons? Un hiver rigoureux est survenu. Aussitôt les bourses des riches se sont vidées. Et dans ce Paris où ces riches ne peuvent pas connaître individuellement les pauvres qu'ils secourent, il

faut bien voir là un phénomène de fraternité pure. Ce n'est pas seulement le superflu qui est employé ainsi. Nous savons tous, à Paris, avec quelle pieuse insistance la charité sait nous contraindre à donner beaucoup plus que ce qui nous est inutile.

Mais nous ignorons complètement, disons-le, cette fraternité complète qui assurerait à celui qui ne peut travailler un traitement absolument pareil à celui du producteur laborieux. Nous croyons que ce serait décourager celui-ci.

De plus, nous songeons à la sélection. Non certes pas pour la laisser s'exercer dans toute sa rigueur. La civilisation lui a ajouté des facteurs et nous a imposé le devoir de modifier ses arrêts. Mais lorsque nous nous rappelons les effets désastreux de cette funeste loi des pauvres que M. Leete doit connaître mieux que nous, en qualité d'Anglo-Saxon, c'en est fini pour nous de rêver à réchauffer dans de la zibeline les membres des malheureux.

Qu'ils aient droit à l'existence, certes! Droit parfaitement abstrait d'ailleurs. Peu importe. C'est le prix de notre titre d'hommes que nous payons en les assistant. Mais droit à autre chose, non! Pourquoi voulez-vous priver les âmes élevées du plaisir de faire le bien? Pourquoi enlever d'ici-bas ce qui en fait la grandeur? D'où vient cette haine contre la charité volontaire? On disait, de nos jours, que le bienfait offensait le méchant. Pensez-vous qu'on de même au xx^e siècle? Comment concilier cela avec l'hypothèse de l'homme bon, qui est votre base?

La comparaison — encore une comparaison, — entre les impropres au service militaire, qui n'en sont pas moins protégés, et les impropres au travail qui n'en sont pas moins payés, n'est pas convaincante. Il s'en faut. Le soldat se protège, lui et les siens. Par la même occasion, il protège l'infirme resté chez lui. Mais il ne peut pas se protéger lui-même et ne pas protéger l'autre. De plus, l'infirme paye, de sa bourse ou de son intelligence,

sil du soldat ou, du moins, une partie de la cartouche y met. Il n'y a, dans ce service rendu, rien qui rappelle la charité telle que vous la concevez. Et nos soldats ont bien surpris d'apprendre qu'ils accomplissent un acte fraternel en chargeant à la baïonnette.

CHAPITRE XIII

Comme Édith me l'avait promis, le Dr Leete m'accompagna, lorsque je me retirai à ma chambre à coucher, où il me montra la manière de me servir du téléphone musical. Il m'enseigna comment, en tournant un bouton, on diminuait ou on augmentait le volume du son. Ou il emplissait la pièce ou s'éloignait comme un écho si lointain que l'on doutait de sa réalité. Si de deux personnes placées côte à côte, l'une désirait entendre de la musique et l'autre dormir, cela se faisait aisément.

— Je vous conseille vraiment de dormir cette nuit si vous pouvez, monsieur West, au lieu d'écouter les plus belles mélodies du monde, me dit le docteur après une explication. Dans l'aventure que vous traversez, le sommeil est un tonique nerveux qui n'a pas de succédané.

Me souvenant de ce qui m'était arrivé le matin même, je promis de suivre l'ordonnance.

— Très bien, dit-il, alors je vais mettre le téléphone à 8 heures.

— Que voulez-vous dire ?

Il m'expliqua alors que par une combinaison d'horlogerie, on pouvait se faire éveiller à 8 heures par la musique.

Il commençait à croire, et depuis j'ai vu la réalité de la supposition, que j'avais laissé mes insomnies derrière moi, avec les autres inconvénients de l'existence du xix^e siècle car, n'ayant pris aucun somnifère, je m'endormis pesamment dès que je fus au lit.

Je rêvai que j'étais assis sur le trône des Abencérages dans la grande salle de l'Alhambra, festoyant mes généraux et seigneurs, qui le lendemain devaient suivre l'étendard au croissant contre ces chiens d'Espagnols. L'air, rafraîchi par le jet des fontaines, était appesanti par l'haleine des fleurs. Une bande de sirènes, les bras arrondis et les lèvres tendues, dansaient avec une grâce voluptueuse au son d'instruments de cuivre et à corde. Regardant dans les galeries, on surprenait les regards des beautés du harem royal, dirigés sur la fleur de la chevalerie mauresque. Les cymbales sonnèrent de plus en plus fort, enfin le sang des enfants du désert ne put résister au délire martial. Un millier de cimenterres furent dégainés, et le cri « Allah il Allah ! » ébranla la salle... et m'éveilla pour trouver le jour déjà haut et la chambre égayée par le *Réveil Turc* joué par le téléphone.

À déjeuner, quand je racontai à mon hôte mon

expérience du matin, j'appris que ce n'était pas un hasard que le morceau du matin fût un réveil, et que les airs joués dans les salles de musique pendant les premières heures du matin étaient toujours d'une allure identique.

— A ce propos, dis-je, je n'ai pas songé à m'informer de l'état de l'Europe ? Les sociétés du vieux monde ont-elles aussi été réorganisées.

— Oui, me dit le docteur. Les grandes nations européennes aussi bien que l'Australie, le Mexique et des portions de l'Amérique du Sud sont maintenant constituées industriellement, comme les États-Unis, qui ont été l'avant-garde de l'évolution.

Les relations pacifiques internationales sont assurées par une sorte d'union fédérale universelle. Un conseil international règle les échanges et le commerce mutuel des membres de l'union et leur politique commune envers les peuples arriérés, qui, du reste, sont peu à peu entraînés vers les institutions civilisées. Chaque nation jouit, entre ses frontières, de la plus absolue autonomie.

— Comment faites-vous du commerce sans argent. En négociant avec les autres nations, vous devez vous servir d'une monnaie quelconque, si vous vous en dispensez dans le commerce intérieur.

— Oh ! non. L'argent est aussi superflu dans nos relations extérieures qu'à l'intérieur. Lorsque le commerce étranger était dirigé par des entreprises privées, l'argent était nécessaire pour régler la complexité multiforme des transactions. Actuellement, c'est une fonction des nations, en tant

qu'unités. Il y a donc seulement une douzaine de négociants dans l'univers. Leurs affaires étant contrôlées par le conseil international, un système très simple de comptabilité suffit parfaitement à régler leurs opérations.

Les droits de douane sont superflus. Une nation n'importe pas ce que son gouvernement ne croit pas nécessaire à l'utilité publique. Chaque nation a un bureau pour le commerce étranger, qui administre ses échanges. Par exemple, le bureau américain, jugeant que telle quantité d'articles de France sera nécessaire en Amérique pour telle année, envoie la commande au bureau français qui, en échange lui renvoie ses commandes. De même pour toutes les autres nations.

— Mais comment les prix des articles étrangers sont-ils fixés, puisqu'il n'y a pas de concurrence?

— Le prix auquel une nation vend ses articles à l'étranger doit être celui qu'elle fait à ses propres citoyens. Vous voyez qu'il n'y a aucun malentendu possible. Evidemment, aucune nation n'est tenue en théorie de fournir à une autre le produit de son propre travail, mais il est de l'intérêt de tous d'échanger leurs marchandises. Si une nation a un trafic régulier de certains produits avec une autre, elles doivent s'avertir de tout changement important qu'elles veulent apporter dans leurs relations.

— Mais qu'arrive-t-il si une nation, ayant le monopole de certaines denrées, refusait de les fournir aux autres, ou à l'une des autres ?

— Ce n'est jamais arrivé. Cela ne saurait même avoir lieu sans que cette nation se fit plus de mal à elle-même qu'à autrui. D'abord, aucune faveur n'est admise légalement. La loi exige que chaque nation trafique avec toutes les autres, sur le même pied à tous égards.

Le procédé dont vous parliez isolerait donc la nation du reste de la terre, quels que fussent les rapports qu'elle voudrait conserver. L'hypothèse ne saurait donc nous troubler beaucoup.

— Mais, dis-je, supposons qu'une nation dotée d'un monopole naturel, d'un produit dont elle exporte plus qu'elle n'en consomme, en élevât le prix et tirât ainsi profit des besoins de ses voisins, sans se priver de leurs fournitures. Ses propres citoyens naturellement, auraient à payer un plus haut prix pour cet article, mais, pris en bloc, gagneraient plus avec les étrangers qu'ils ne perdraient eux-mêmes (1).

— Lorsque vous arriverez à savoir comment les prix de tous les produits sont fixés aujourd'hui, vous comprendrez combien il est impossible qu'ils puissent être modifiés, sinon en rapport avec la quantité ou à la difficulté du travail nécessaire pour les produire. Ce principe est une garantie internationale aussi bien que nationale. Même sans cela, le sentiment de l'intérêt commun national ou non, et

(1) Nous examinerons tout à l'heure sur quels éléments peut bien se baser la fixation de ces prix nationaux. Pour le moment, constatons que, d'après l'auteur, ils servent d'étalon aux prix internationaux.

la conviction que l'égoïsme est une folie, sont trop profonds aujourd'hui pour qu'un tour aussi peu honnête que celui que vous craignez soit possible. Comprenez que, tous, nous envisageons l'unification éventuelle du monde en une seule nation. Ce sera, à n'en pas douter, la forme dernière de la société et offrira certains avantages économiques sur le système fédératif actuel. En attendant, le système fonctionne presque parfaitement. Si bien, en tous cas, que nous sommes satisfaits de laisser à la postérité le soin d'achever notre œuvre. Certains, il est vrai, pensent que l'achèvement n'aura jamais lieu, que la base fédérative n'est pas simplement une solution provisoire du problème de la société humaine, mais la solution dernière et la meilleure (1).

— Comment faites-vous, lorsque les livres de deux nations ne se balancent pas. Si, par exemple, nous importons de France plus que nous n'y exportons ?

— A la fin de chaque année, les livres de chaque nation sont examinés. Si la France est notre débitrice, il est probable que nous serons débiteurs d'une autre nation dont la France sera créditrice, ainsi de suite. Les balances qui subsistent après

(1) L'humanité a donc un but déterminé. Le jour où elle sera près de l'atteindre, elle ne le verra pas se reculer sans cesse, se dérochant toujours. La perfectibilité indéfinie est donc un mythe ? Le Dr Leete confond peut-être un peu trop les forces productrices de l'homme et les forces innommées qui sont sa grandeur.

(C. L.)

que les comptes ont été liquidés par le conseil international ne seraient jamais bien élevées sous notre système (1).

— Quoi qu'il en soit, continua le docteur, le conseil exige que les comptes soient réglés, à brefs intervalles et peut en exiger le règlement immédiat, s'il les voit grandir trop vite. On veut éviter qu'une nation ne devienne la débitrice d'une autre pour un trop gros chiffre, estimant une telle situation dangereuse aux bons rapports. De plus, et dans ce même but, le conseil contrôle tout ce qui s'échange entre les nations pour être sûr de la qualité des marchandises.

— Mais comment règle-t-on les comptes, sans argent?

— En produits nationaux. Un traité stipulant les produits qui devront être acceptés, et en quelle proportion, pour le règlement des comptes, est le préliminaire obligé des relations commerciales.

— L'immigration est une autre question sur laquelle je voulais vous interroger. Lorsque chaque nation est organisée comme une vaste association fermée, monopolisant tous les moyens de production du pays, l'émigrant mourra de faim, même

(1) Le total des débits et crédits des nations vis-à-vis les unes des autres n'a pas à se balancer. Ce ne serait vrai qu'avec une somme immuable de richesses. Mais la somme des richesses existantes varie constamment avec la production, la consommation et mille autres facteurs. Depuis vingt ans, l'expérience a pu nous convaincre de cette vérité de bon sens.

si on lui permet l'entrée. Je suppose que vous n'avez plus d'émigration, aujourd'hui.

— Bien au contraire. Il y a une émigration continue. Par là vous entendez, je pense, l'exode vers un pays étranger dans le but d'y faire une résidence permanente. Cela est réglé par une simple liquidation d'indemnités. Par exemple, si un homme de 21 ans émigre d'Angleterre en Amérique, l'Angleterre perd tout ce qu'elle a dépensé pour son entretien et son éducation. L'Amérique a un ouvrier pour rien. L'Amérique paie à l'Angleterre une certaine somme. Le même principe, modifié suivant les cas, répond à tous les cas. Si l'homme est près du terme de sa période productive quand il émigre, c'est le pays qui le reçoit, qui touche la somme. Quant aux invalides, on a jugé meilleur de laisser à chaque pays la responsabilité des siens et leur émigration n'est permise que si leur pays s'engage à subvenir à leurs besoins. Sauf observation de ces règles, le droit de tous à émigrer est sans limite.

— Mais qu'en est-il pour les voyages d'agrément ou d'observation ? Comment un étranger peut-il voyager dans un pays dont le peuple n'accepte pas d'argent et reçoit des moyens d'existence sur une base dont lui ne peut profiter ? La carte de crédit ne peut naturellement lui servir à l'étranger. Comment paie-t-il son voyage ?

— Une carte de crédit américaine est juste aussi bonne en Europe que l'or américain l'était autrefois et précisément dans les mêmes conditions,

c'est-à-dire qu'elle doit être échangée contre la monnaie du pays où l'on voyage. Un Américain, à Berlin, dépose sa carte de crédit au bureau local du Conseil international et reçoit en échange, pour tout ou partie, une carte allemande dont le montant est débité contre les États-Unis en faveur de l'Allemagne, au règlement international des comptes.

— Peut-être M. West aimerait-il à dîner à l'Éléphant, aujourd'hui ? dit Édith, comme nous nous levions de table.

— C'est le nom que nous donnons au réfectoire général de notre quartier, m'expliqua son père. Non seulement nos repas sont faits dans les cuisines publiques, comme je vous le disais hier, mais le service et la qualité des plats, sont beaucoup préférables si l'on prend ses repas au réfectoire. Pour les deux légers repas quotidiens, on les prend d'ordinaire chez soi, car ils ne valent pas la peine de sortir, mais on dîne généralement là-bas. Nous ne l'avons pas fait depuis que vous êtes avec nous, pensant qu'il valait mieux attendre que vous fussiez plus accoutumé à nos usages. Qu'en pensez-vous ? dînerons-nous au réfectoire, aujourd'hui ?

Je déclarai que j'en serais enchanté.

Peu après, Édith vint à moi souriante et me dit :

— Hier soir, je pensais à ce que je pourrais faire pour vous permettre de vous croire chez vous jusqu'à ce que vous soyez tout à fait au courant de nos habitudes. Une idée m'est venue. Que diriez-vous

si je vous présentais à des gens charmants, de votre temps, avec lesquels, j'en suis sûre, vous avez eu de fréquents rapports?

Je répondis, assez surpris, que j'en serais ravi, mais que je ne devinais pas comment elle s'y prendrait.

— Venez avec moi, et voyez si je ne suis pas aussi bonne que ma parole.

Ma faculté d'étonnement avait été épuisée par les chocs nombreux qu'elle avait reçue, mais ce ne fut pas sans surprise que je la suivis dans une pièce où je n'étais jamais entré. C'était un petit et gracieux appartement, tapissé de casiers de livres.

— Voici vos amis, me dit Édith, m'indiquant une des cases. — Je compris ce qu'elle voulait dire lorsque mes yeux virent, au dos des volumes, les noms de Shakespeare, Milton, Wordwoorth, Shelley, Tennison, Defoe, Dickens, Thackeray, Hugo, Hawthorne, Irving et d'une vingtaine d'autres grands écrivains de mon temps, de tous les temps. Elle avait en effet tenu sa promesse ; au figuré, soit, mais qui valait mieux cent fois que le sens propre. Elle m'avait amené dans une salle d'amis que le siècle écoulé avait laissés aussi jeunes que moi-même. Leur génie était aussi haut, leur esprit aussi vif, leur rire et leurs larmes aussi contagieux que lorsque leurs écrits charmaient les heures de mes contemporains. Je n'étais plus seul. Je ne pouvais plus l'être avec cette bonne camaraderie, si large que fût l'abîme d'années qui me séparait de mon ancienne vie.

— Vous êtes content que je vous aie amené ici, s'écria Édith, radieuse, comme elle lisait sur mon visage le succès de son entreprise. C'était une bonne idée, n'est-ce pas, monsieur West ? Que j'ai été sotte de ne pas y penser avant ! Je vous laisse maintenant avec vos vieux amis car je sais que, maintenant, vous les préférez à tout le monde. Seulement ne laissez pas vos vieux amis vous faire tout à fait oublier les nouveaux. — Et, sur ce conseil gracieux, elle me quitta.

Attiré par le plus familier des noms que j'avais devant moi, je mis la main sur un volume de Dickens et me mis à lire. Il avait été mon premier favori, de tous les écrivains du siècle. J'entends dire du *xix^e* siècle et j'avais rarement, autrefois, passé une semaine sans demander à un de ses livres le charme d'une heure oisive. N'importe quel volume qui me fût familier m'aurait produit une grande impression, dans les circonstances actuelles, mais mon exceptionnelle familiarité avec Dickens, et le pouvoir qu'elle lui donnait de réveiller les souvenirs de ma vie passée, permettait à ses écrits d'aviver, par le contraste, ma perception des singularités de ma vie présente. Si neuf, si étonnant que soit notre entourage, nous tendons à nous identifier à lui si vite que, presque dès le début, la faculté de le voir subjectivement s'évanouit. Cette faculté, déjà obscurcie dans mon cas, fut ressuscitée par les pages de Dickens qui me replacèrent, pour l'observation, dans mon ancienne vie. Avec une netteté que je

n'avais encore pu atteindre, je voyais maintenant le passé et le présent, côte à côte, comme des tableaux se faisant pendant.

Le génie du grand romancier du xix^e siècle comme celui d'Homère, peut défier le temps. Mais la raison d'être de ses contes pathétiques, la misère des pauvres, les iniquités des puissants, l'impitoyable cruauté du système social, tout cela a passé, a disparu comme Circé et les sirènes Charibde et les Cyclopes.

Durant les deux heures que je restai assis avec Dickens ouvert devant moi, je ne lus certes guère plus de deux pages. Chaque paragraphe, chaque phrase entraînait ma pensée dans de longues diversions. En méditant ainsi dans la bibliothèque du D^r Leete, j'avais par degrés des idées plus nettes, plus logiques du prodigieux spectacle qu'il m'était si singulièrement donné de voir. J'étais rempli d'une admiration profonde de cette chance extraordinaire donnée à qui méritait si peu. Jamais je n'avais envisagé un nouveau monde, comme beaucoup de mes amis, insoucians du bien. Certainement, il aurait mieux valu que ce lot fût accordé à un de ces esprits prophétiques et vaillants, capables d'analyser le travail de son âme; à celui, par exemple, qui, mille fois plus que moi, avait deviné dans une vision ce monde que je fuyais, l'avait chanté dans ces vers qui étaient sans cesse présents à ma mémoire dans ces jours d'émotion.

- « Car j'ai plongé dans l'avenir si loin que l'œil humain puisse aller.
- « J'ai vu la vision du monde et toutes les merveilles qui devraient y être.
- « Jusqu'ici le tambour reste muet et les étendards enroulés.
- « Et dans le Parlement humain, la fédération du monde.
- « Alors le sens commun de tous aura un large royaume.
- « Et la terre bienfaisante verra l'universelle loi.
- « Car je sais que les siècles roulent vers un but.
- « Et que la pensée humaine s'élargit tant que va le soleil. »

Quoique, dans sa vieillesse, il ait momentanément perdu la foi dans ses propres prédictions, comme le font souvent les prophètes à leurs heures de dépression et de doute, ces mots sont restés pour témoigner du pouvoir divinateur des poètes, pour encourager la foi.

J'étais encore dans la bibliothèque lorsque, quelques heures après, le D^r Leete vint m'y chercher.

— Édith m'a raconté son idée, me dit-il, et je la crois excellente. Je suis curieux de savoir quel écrivain vous avez choisi d'abord. Ah ! Dickens ! Vous l'admiriez, donc ! En cela, nous sommes d'accord. Jugé selon nos idées, il dépasse tous les écrivains de votre siècle, non pas parce que son génie littéraire fut sans rival, mais parce que son grand cœur a battu pour le pauvre, parce qu'il fit sienne la cause des victimes de la société, et voua sa plume à mettre au grand jour ses cruautés et ses hontes. Aucun homme de son temps n'a fait autant que lui pour appeler l'attention des hommes

sur les torts de l'ancien ordre de choses et ouvrir les yeux à la nécessité du grand changement imminent, quoique lui-même ne l'entrevit que confusément.

Nous espérons sincèrement que nos petits-neveux de l'an 2000 seront débarrassés des controverses entre la protection et le libre-échange. Il nous paraît douteux qu'ils doivent ce bienfait au système préconisé par le Dr Leete.

L'équilibre ne se fait pas, toujours et certainement, entre les importations de tous les pays. Si une nation fait le total de ce qu'elle importe de partout, ce total peut très bien ne pas égaler celui de ce qu'elle exporte.

Entre la France et l'Italie, par exemple, en 1887, les importations en France excédèrent de 200 millions, au moins, les importations en Italie. La différence fut réglée en monnaie. Évidemment, cette monnaie servit à acheter des utilités. La France aurait pu régler sa dette en fournissant directement ces utilités. La combinaison eût été difficile, puisque l'Italie prouvait ne pas avoir besoin des marchandises françaises. Elle n'eût pas été impossible. La France aurait pu se procurer des articles anglais ou allemands et payer par ce moyen. Bien entendu, cela démontre que les exportations totales des deux nations auraient dû égaler leurs importations totales. Mais ce n'est là qu'une difficulté.

Seulement, oublie-t-on que tous les pays ne sont pas également favorisés par la nature, rebelle à l'évolution ? Alors que n heures de travail produisent ici 10 hectolitres de blé, la même quantité de grain ne pourra être obtenue, là, que par $2n$ heures de travail. Si l'on prend, comme base des prix, le nombre d'heures que les marchandises ont nécessité, ces prix varieront prodigieusement, entre deux pays.

On établira un prix moyen? Mais alors, telle nation vendra un article qui lui coûtera 20 heures contre un autre qui en a coûté 28, ce qui sera une assez mauvaise affaire pour l'autre contractante. A l'inverse, on devra employer 28 heures pour un produit qui, sur le marché du monde, s'échangera pour 20 heures.

Nous ne voyons guère comment sortir du dilemme : ou des prix variant de pays à pays, ou un prix moyen laissant aux uns une perte, aux autres un bénéfice, alors que ces deux mots semblaient effacés des langues humaines..... en l'an 2000.

Cette inégalité des faveurs de la nature a une autre conséquence. Non seulement, une marchandise donnée exigera plus ou moins de travail, suivant la latitude, mais ce travail lui-même coûtera plus ou moins. La nation pourvoit à tous les besoins de ses citoyens, mais les besoins varient prodigieusement. Ils sont engendrés par la lutte contre la nature et décroissent en raison de sa générosité, pour augmenter avec sa rigueur. Aux besoins naturels, s'en ajoutent d'autres qu'amènent l'hérédité, la civilisation et cent autres facteurs. Même en supposant la civilisation égale partout, elle ne le sera que depuis peu et l'hérédité conserve son influence. Les besoins artificiels, pas plus que les besoins naturels, ne seront les mêmes à Londres qu'à Tombouctou, ni dans un siècle, ni dans deux.

Le prix de revient de l'heure de travail changera donc de pays à pays, puisqu'il représente le quotient dans une division qui a pour dividende ce que consomme le travailleur et pour diviseur le nombre d'heures où il produit. Ces deux quantités varient incessamment et leur rapport ne saurait être constant.

Nous allons au devant de l'argument de fait qui consisterait à nous montrer la tendance qu'ont à s'égaliser les prix actuels. Cette tendance, d'abord, n'est vraie que pour certains produits qu'on pourrait appeler les produits internationaux. Ce sont les marchandises qu'un

long voyage n'altère pas, dont le besoin est partout ressenti et qui sont assez simplement produites pour être partout à peu près semblables. Elles finissent par jouer le rôle de monnaie jusqu'à un certain point. Mais, précisément pour cela, l'égalité de leurs prix n'est qu'apparente. Leur pouvoir d'échange avec les autres produits, ceux qui se consomment sur place, varie dans chaque nation. Leur prix, du moins le chiffre qui l'indique, peut paraître le même. Leur valeur diffère.

Admettons que l'hectolitre de blé vaille partout 18 francs. Mais 18 francs ont-ils partout une valeur égale ?

Cent litres de blé peuvent équivaloir, dans tout pays, à 90 grammes d'argent, mais ici on ne pourra nourrir avec eux que 5 hommes, alors que là 10 hommes s'en contenteraient.

De cet équilibre fictif, il ne restera même pas l'apparence, lorsque vous aurez supprimé la monnaie qui vous en donne l'illusion.

Ce n'est pas le seul inconvénient que créera la suppression de ce signe des valeurs. Le Dr Leete n'avait certes pas étudié la question du change, car il en fait absolument abstraction lorsqu'il démontre que ses contemporains peuvent voyager partout en faisant accepter leurs cartes de crédit comme nous faisons accepter notre argent.

Notre monnaie a, dans tous les pays étrangers, un cours variable. Mais sa dépréciation est limitée par ce fait qu'elle vaut toujours le prix du métal fin qu'elle contient. Par son moyen, le changeur étranger a toujours la possibilité de se procurer cette marchandise universellement nécessaire qui est ce métal. Mais lorsque ce changeur saura qu'en échange des marchandises locales qu'il donne, il recevra des marchandises étrangères, il devra considérer si ces marchandises étrangères sont demandées par sa nation, combien il en coûtera pour les transporter, le rapport de l'heure de travail de son pays avec l'heure de travail du pays du voyageur. Que sais-je ?

Nos changeurs, à Paris, nous donnent de la monnaie française contre de l'or russe, au pair, poids pour poids. Si on leur offre des billets de crédit russes, ils cherchent à savoir d'abord quel besoin ont les nations occidentales des marchandises russes. Puis ils regardent quel est le poids d'or monnayé qu'en Russie on leur donnera pour ces billets de crédit. Et ils établissent le cours. Mais si on leur apporte de la monnaie divisionnaire, ils ne veulent plus la changer. Elle ne circule pas chez nous. Ils ne pourraient se procurer avec elle aucune utilité. Ils seraient obligés de l'envoyer en Russie pour obtenir un moyen de recouvrer la somme donnée. Ils renoncent à l'opération. C'est ce qui se passerait vers l'an 2000.

A voyager, d'ailleurs, il y aurait bien d'autres empêchements. Ce n'est qu'après avoir obtenu sa retraite, à quarante-cinq ans, que le citoyen du Monde-Futur pourra visiter d'autres pays que sa ville de résidence. Jusque-là, il appartient à l'Etat comme le forçat à la galère. Jadis et aujourd'hui encore, l'oisiveté n'était pas un crime ; certains l'employaient à penser, à rêver. Cent mille oisifs restaient inutiles, puis en venait un qui s'appelait Montaigne, un autre qui s'appelait Pascal. Voltaire serait possible en l'an 2000, parce que ses ouvrages se vendaient, mais l'exercice de la pensée solitaire serait rendu impossible. Ce n'est pas après cinq ou six heures de travail dans une raffinerie ou comme cuisinier, que M. de Buffon aurait écrit son *Tableau de l'Univers*.

Les professeurs, seuls, pourront se livrer à cette occupation de penser, la plus sublime de toutes. Il y aura une hiérarchie du génie et nul n'en pourra avoir avant d'être capitaine, ou avant d'avoir quarante-cinq ans. -

CHAPITRE XIV

Une pluie torrentielle survint pendant la journée, et me fit supposer que l'état des rues serait tel que mes hôtes renonceraient à l'idée de sortir pour dîner, quoique j'eusse compris que le réfectoire était peu distant. Je fus très surpris quand, vers l'heure du dîner, les dames arrivèrent prêtes pour sortir, mais sans caoutchoucs ni ombrelles.

Je compris l'énigme quand nous fûmes dans la rue. Un vélum imperméable était tendu de façon à couvrir le trottoir et à le convertir en une sorte de long couloir, très éclairé et très sec, que remplissait une foule de dames et de messieurs, habillés pour le dîner. Aux angles, tout le carrefour était couvert de même. Edith Leete, avec laquelle je marchais, sembla très intéressée en apprenant, ce qui était nouveau pour elle, que, par les temps de pluie, les rues du Boston de mes jours étaient impraticables si on n'était muni de parapluies, de bottes et de vêtements imperméables.

— On ne couvrait donc pas les trottoirs ? disait-elle.

J'expliquai qu'on les couvrait, mais par intervalles irréguliers, devant certains magasins. Elle m'apprit qu'actuellement toutes les rues étaient protégées contre l'inclémence des saisons de la façon que j'avais vue. L'appareil était enroulé quand il était inutile. Elle m'affirma que, suivant elle, rien n'était plus stupide que de soumettre la vie sociale au temps qu'il fait.

Le D^r Lcete, qui nous précédait, ayant entendu un fragment de notre conversation fit remarquer que la différence entre le siècle de l'individualisme et celui de l'association pouvait être caractérisée par ce fait qu'au xix^e siècle, lorsqu'il pleuvait, les Bostoniens mettaient 300.000 parapluies sur autant de têtes et que, au xx^e siècle, un seul suffit.

Tout en marchant, Edith ajouta :

— Le parapluie individuel est une des paraboles favorites de mon père pour expliquer l'époque où chacun vivait pour soi et sa famille. Il y a, au Musée, un tableau du xix^e siècle représentant une foule sous la pluie, chacun tenant son parapluie sur lui et sa femme, aspergeant ses voisins. Il affirme que l'artiste a voulu faire une satire contre son époque.

Nous entrions dans un immense bâtiment où s'engouffrait une masse de gens. Je ne pus en voir la façade, mais si elle était en rapport avec l'intérieur, qui était encore plus beau que celui du magasin visité la veille, elle devait être magnifique. Ma compagne me dit que le motif sculptural qui surmontait l'entrée était spécialement admiré.

Après avoir traversé une grande cage d'escalier, nous fîmes quelques pas dans un large corridor sur lequel s'ouvraient des portes nombreuses. Nous en ouvrîmes une, qui portait le nom de mon hôte, et nous entrâmes dans une élégante salle à manger, où quatre couverts étaient mis. Les fenêtres s'ouvraient sur une cour où une fontaine jouait et où une musique électrisait l'air.

— On dirait que vous êtes chez vous ici, dis-je, comme nous nous asseyions à table et que le docteur sonnait.

— C'est en effet un morceau de notre maison, à peine séparé du reste, me répondit-il. Chaque famille du quartier a une chambre, dans ce grand bâtiment, réservée à son usage permanent et exclusif, moyennant un petit loyer annuel. Pour les consommateurs de passage ou les personnes seules, il y a d'autres dispositions à l'autre étage. Si nous le savons la veille, nous ordonnons notre dîner, choisissant n'importe quoi d'après les annonces quotidiennes. Le repas peut être aussi cher ou aussi simple que nous le désirons, tout en restant beaucoup meilleur marché et beaucoup meilleur que s'il était préparé à la maison. Il n'y a, actuellement, rien qui nous intéresse plus que la perfection de la cuisine qu'on nous fait et je reconnais que nous sommes un peu vains des résultats obtenus dans cette branche de l'industrie. Ah ! mon cher M. West, quoique d'autres défauts de votre civilisation fussent plus tragiques, je crois qu'aucun ne pouvait être plus déprimant que ces mau-

vais dîners que vous deviez manger. J'entends, ceux de vous qui n'étaient pas des Crésus.

— Nous aurions été tous d'accord avec vous là-dessus, dis-je.

Le garçon, un jeune homme de belle apparence, revêtu d'un uniforme légèrement distinctif, apparut. Je l'observai soigneusement. C'était la première fois que j'étais à même d'étudier de près l'allure d'un des membres actifs de l'armée industrielle. Ce jeune homme, je le compris d'après ce que l'on m'avait dit, avait certainement été bien élevé. Il était l'égal, socialement et à tous égards, de ceux qu'il servait. Mais il était évident que leur situation mutuelle n'était en rien embarrassante. Le D^r Leete parlait au jeune homme d'un ton, je n'ai pas besoin de dire dépourvu de toute hauteur car tout *gentleman* eût fait de même, mais sans aucun mépris latent. Les façons du garçon étaient simplement celles d'un homme qui s'efforce d'accomplir les devoirs qu'il a acceptés, aussi loin de toute familiarité que de toute obséquiosité. C'était, en somme, la manière d'être d'un soldat en service, avec la raideur en moins. Comme il quittait la pièce, je dis :

— Je ne puis m'empêcher d'être surpris en voyant un jeune homme comme celui-là accepter si gaiement une position inférieure.

— Que veut dire position inférieure ? Je n'ai jamais entendu cette expression, dit Edith.

— Elle est inusitée aujourd'hui, lui apprit son père. Si je la comprends bien, elle s'appliquait à

des personnes qui s'acquittaient pour autrui de tâches désagréables, qui portaient avec elles une sorte de mépris. Était-ce bien ainsi, M. West ?

— A peu près, dis-je. Les services personnels, comme celui de la table, nous semblaient inférieurs et étaient si dédaignés, de mon temps, que les gens bien élevés auraient souffert je ne sais quoi avant de s'y résigner.

— Quelle singulière idée ! s'écria Mme Leete.

— Pourtant, il fallait bien que quelqu'un s'en chargeât, dit Edith.

— Naturellement (1), répondis-je. Mais nous les imposons aux pauvres, à ceux que la misère y obligeait.

— Et vous augmentiez, par votre dédain, le fardeau que vous leur imposiez, remarqua le D^r Leete.

— Je ne sais si je vous comprends bien, dit Edith. Voulez-vous dire que vous permettiez à des gens de faire certaines choses et que vous les méprisiez parce qu'ils les faisaient ? Que vous acceptiez d'eux des services que vous auriez rougi de

(1) Il nous paraît très peu évident qu'être *servi à table* par autrui soit une nécessité sociale. Dans notre monde beaucoup moins égalitaire, une foule de ménages ignorent le *jeune homme* bien vêtu chargé de découper et de changer les assiettes. Voilà un petit détail intéressant, car il démontre que c'est la vie des hautes classes qu'on voudrait faire partager à toutes les classes. Nous avouons que désirer pour tous les citoyens le droit *aux cabinets particuliers* des restaurants élégants dépasse, selon nous, la limite des utopies que l'on peut discuter.

(C. L.)

leur rendre? Certes, ce n'est pas cela que vous voulez dire, M. West?

Je dus déclarer que c'était bien ainsi. Le D^r Leete vint à mon secours.

— Vous ne pouvez comprendre l'étonnement de ma fille. Vous devez savoir qu'aujourd'hui un axiôme de morale nous apprend qu'accepter un service de quelqu'un à qui nous ne voudrions pas le rendre, c'est juste comme si l'on empruntait de l'argent avec l'intention de ne pas le restituer; et qu'obliger quelqu'un à ce service en s'aidant de sa pauvreté, c'est tout juste pareil à une exaction, à un vol. Ce qu'il y a de pire dans le système qui divise les hommes, ou leur permet de se diviser en classes ou en castes, c'est qu'il affaiblit le sens de la communauté humaine. L'inégale distribution de la richesse et, surtout, les facilités inégales d'éducation et d'instruction, divisaient jadis la société en classes qui, à beaucoup d'égards, se croyaient des races différentes. Il n'y a pas, après tout, une telle différence qu'on le croirait, entre nos façons d'apprécier la question du service. Les dames et les messieurs de votre temps n'auraient jamais permis à des personnes de leur rang de leur offrir des services qu'ils n'auraient pas rendus. Nous de même. Mais, chez vous, le pauvre ou l'homme sans éducation apparaissaient comme s'ils étaient d'une autre sorte. La fortune égale, l'égale opportunité de s'instruire dont tous jouissent maintenant nous ont, simplement, rendus tous membres de la même classe, qui correspond à votre

classe la plus favorisée. Tant que l'égalité des conditions n'a pas été réalisée, l'idée de l'humanité solidaire, la fraternité humaine ne pouvaient jamais devenir la solide croyance qu'elles sont aujourd'hui. De votre temps, on se servait des mêmes phrases, mais ce n'étaient que des phrases.

— Est-ce que les garçons, eux aussi, sont des volontaires ?

— Non. Les garçons sont de ces jeunes hommes, appartenant à ce grade indéterminé de l'armée industrielle, que l'on affecte à tous les travaux divers n'exigeant aucun talent spécial. Servir à table est un de ces travaux-là et chaque recrue y passe. J'ai, moi-même, servi à table, ici-même, voilà quarante ans. Une fois de plus, vous devez vous rappeler qu'il n'y a aucune sorte de différence reconnue entre la dignité des travaux différents que demande la nation. L'individu n'est jamais regardé, il ne se regarde jamais, comme le domestique de ceux qu'il sert. Il ne dépend jamais d'eux. C'est toujours la nation qu'il sert. On n'admet pas d'inégalité entre les fonctions d'un garçon et celles d'un travailleur quelconque. Le fait que son service est un service personnel ne signifie rien pour nous. C'est la même chose pour un docteur, et je devrais m'attendre aussi bien à voir le garçon me regarder du haut en bas parce que je l'ai servi comme docteur, que lui à me voir le dédaigner parce qu'il ne sert comme garçon.

Après dîner, mes hôtes me firent visiter le bâtiment dont la grandeur, la grandiose architecture

et les ornements somptueux m'émerveillèrent. Il me semblait que ce n'était pas seulement un réfectoire, mais le grand rendez-vous de récréation du quartier, où rien ne manquait de ce qui peut distraire ou amuser.

— Vous voyez, mis en pratique ici, dit le D^r Leete, quand je lui eus exprimé mon admiration, ce que je vous disais dans notre première conversation, quand vous regardiez la ville, au sujet de la splendeur de notre vie publique comparée à la simplicité de notre vie domestique et le contraste du xx^e et du xix^e siècle. Pour nous éviter des tracasseries inutiles, nous avons juste autant d'attirail que le bien-être l'exige, mais le côté social de notre existence est orné, luxueux, brillant, tel que le monde n'en connut jamais un pareil. Toutes les corporations industrielles ou professionnelles ont leur club, aussi vaste que celui-ci, ainsi que des villas, des chalets à la montagne, pour le sport et le repos des vacances (1).

(1) Dans la dernière partie du xix^e siècle quelques jeunes gens peu fortunés des collèges du pays prirent l'habitude de gagner un peu d'argent en servant comme sommeliers dans les hôtels pendant les vacances. Certains critiquèrent les préjugés de l'époque et affirmèrent que des gens choisissant volontairement une pareille occupation ne pouvaient pas être des gentlemen. On leur répondit que ces jeunes gens avaient qualité pour rehausser par leur exemple, la dignité de tout travail honnête et nourricier. Cet exemple met en lumière la confusion habituelle des idées de mes anciens contemporains. Le travail qui consiste à servir à table n'avait pas plus besoin de défense que beaucoup d'autres façons de gagner sa vie dans ce temps-là. Mais parler de la di-

Pourquoi les utopistes ne se contentent-ils jamais de rêver une amélioration des lois sociales et y mêlent-ils toujours des perfectionnements de détail qui prêtent à rire ? Fourier avait ainsi trouvé que les climats changeraient quand son œuvre serait complète. Combien de fois a-t-on peint des « Ages d'or », où les lions paissent à côté des agneaux, sans se dire que lorsque les lions paîtront l'herbe, ils n'auront plus l'apparence majestueuse, mais peu douce, qu'ils a fait choisir pour figurer dans le tableau.

En quoi la question des parapluies est-elle liée à celle de la réforme sociale ? Que cet instrument ait servi de symbole à une dynastie, dans les petits journaux, passe encore, mais y chercher l'emblème d'un stade de la civilisation, c'est peut-être exagéré. En tout cas, ce n'est pas plus concluant que la beauté du réfectoire. Nous avons, dans ce siècle infortuné, des restaurants superbes. On y mange fort bien ; à New-York même, on trouve des établissements somptueux où la cuisine est parfaite. L'innovation consisterait donc uniquement à les rendre accessibles à tous les citoyens.

Leur luxe, à ces établissements, est fait de mille inutilités élégantes, d'une quantité de travail perdu. Si l'on multiplie cette perte par la proportion entre les clients

gnité d'un travail, sous le système d'alors, c'était absurde. Il est impossible que vendre son travail pour le plus haut prix possible soit moins digne que vendre des marchandises aussi cher que l'on peut. Les deux choses étaient des transactions commerciales, soumises à la même mesure. En fixant un prix en argent pour son travail, le travailleur acceptait cette mesure en argent de sa valeur, renonçait à tout droit à une autre mesure. Le caractère honteux que les plus nobles sortes de travail recevaient de cette nécessité était cruellement ressenti par les âmes généreuses. Mais il n'y avait pas de remède. Quelque transcendante que fût la qualité d'un travail, celui-ci devait se soumettre à la nécessité d'obtenir sa rémunération au taux du marché. Le docteur devait vendre sa

actuels et l'humanité entière, on voit où l'on va arriver. Ce chapitre, d'ailleurs, est en lui-même, la plus fine raillerie qui se puisse diriger contre le livre.

Quant à la différence de considération qui sépare le médecin du garçon de café, elle s'explique assez facilement dans une société qui respecte le savoir et l'intelligence. Nous avons tous droit à une certaine somme de respect, due à notre qualité d'hommes. Aussi n'avons-nous pas l'habitude d'être grossiers et méprisants vis-à-vis de nos concitoyens. Ce respect-là ne se remarque pas davantage que le ruban de la Légion d'Honneur ne se remarquerait le jour où il suffira d'être majeur pour y avoir droit. Mais en dehors de ce droit commun, il y a ce que l'on appelle la distinction, dont l'essence est de ne pas être générale. Voilà deux carrières : l'une où deux bras suffisent, qu'en anglais l'on appelle « travail sans talent », « unskilled labour », l'autre qui suppose des années d'études préparatoires et un labeur constant. Dans cette seconde carrière, même, le travail ne suffit pas, il faut avoir en don une foule de qualités, toutes prises parmi celles que nous estimons le plus. Tant qu'existera le respect, il ira à ceux qui choisiront la dernière et y réussiront.

Mais que signifie cette sorte de revendications ? Elle démontre trop clairement que de tous les mobiles qui guident la société actuelle, vous choisissez, pour y ba-

science, l'apôtre ses sermons comme tout le reste. Le prophète qui avait deviné la pensée divine devait lutter pour le prix de ses révélations. Le poète, de même, pour ses rêves. Si je devais désigner le plus vrai bonheur du ^{xx}^e siècle, je dirais qu'il consiste dans la dignité qu'a reçue le travail, du jour où l'on ne l'a plus taxé et où la cote du marché a été abolie à jamais. En demandant à tout homme de faire de son mieux, vous lui avez donné Dieu pour contrôleur et en faisant de l'honneur la seule récompense, vous avez imprimé à tout travail la distinction que, seul, jadis, avait le service du soldat.

(N: de l'auteur.)

servotre évolution, les deux pires qui soient : l'envie et l'appétit de ce qui coûte cher.

Vous les supprimerez, vous les anéantirez après la réussite ! En les satisfaisant, vous leur enlèverez leur raison d'exister ? Votre organisation, si elle était possible, n'en porterait pas moins, et toujours, le stigmate indélébile. Si nous pouvions en redouter l'avènement, nous serions rassurés par le germe de mort que vous attachez à ses flancs.

CHAPITRE XV

Lorsque, dans le courant de notre tournée d'inspection, nous arrivâmes à la bibliothèque, les immenses fauteuils de cuir dont elle était garnie nous offrirent une tentation irrésistible. Nous prîmes place dans un de ces cabinets formés par les caisiers pour nous reposer et bavarder (1).

— Edith m'apprend que vous avez passé toute la matinée dans la bibliothèque, me dit Mme Leete. Savez-vous que, selon moi, M. West, vous êtes le plus heureux des hommes ?

— J'aimerais à savoir pourquoi, répondis-je.

— Parce que les livres publiés depuis cent ans vous sont tout nouveaux. Vous aurez une provision

(1) Je ne puis assez faire l'éloge de la liberté qui règne dans les bibliothèques publiques du *xx^e* siècle, surtout me rappelant l'insupportable règlement de celles du *xix^e*, dans lesquelles les livres étaient jalousement soustraits au public, où l'on ne pouvait les avoir qu'au prix d'une perte de temps et de tracas faits pour décourager toute vocation moyenne de littérature,
(N, de l'auteur.)

de livres qui pendant cinq ans au moins, vous laissera à peine le temps des repas. Tenez, je ne sais pas ce que je donnerais pour n'avoir pas encore lu les romans de Berrian.

— Ou ceux de Nesmyth, maman, ajouta Edith ?

— Oui, ou les poèmes d'Oates, ou « Présent et passé », ou...., je pourrais citer ainsi une douzaine de livres qui méritent chacun un an de vie.

— Je puis comprendre que ce siècle a produit une littérature remarquable.

— Oui, dit le docteur, ç'a été une ère de splendeur intellectuelle inouïe. L'humanité n'avait probablement jamais traversé une évolution à la fois morale et matérielle aussi vaste dans sa fin, aussi brève dans sa durée, que celle qui l'a amenée de l'ancien au nouveau régime, vers le début du siècle. Quand les hommes arrivèrent à s'emparer de tout le bonheur qui leur avait échappé, que le changement fut, non pas seulement une amélioration partielle de leur condition, mais l'ascension de la race à un niveau d'existence qui lui ouvrait la perspective d'un progrès illimité, leur esprit fut stimulé, dans toutes ses branches, à tel point que l'élan qu'imprima la Renaissance du moyen-âge n'en offre qu'une faible image. Il en dérivait une période d'inventions mécaniques, de découvertes scientifiques, de production littéraire et musicale dont l'histoire du monde ne nous offre pas d'autre exemple.

— A propos, dis-je, de littérature, comment édite-t-on les livres ? Est-ce la nation qui s'en charge ?

— Certainement.

— Mais comment fait-on ? Est-ce que le gouvernement publie tout ce qu'on lui apporte, aux frais du public, ou exerce-t-il une censure en n'imprimant que ce qu'il approuve ?

— Ni l'un ni l'autre. Le bureau de l'imprimerie n'a aucun droit de censure. Il est obligé d'imprimer tout ce qu'on lui offre, mais à la condition que l'auteur paie les premiers frais, sur son crédit. Cet auteur doit payer le privilège de parler au public et, s'il a quelque chose à dire digne d'être entendu, il sera heureux de le faire. Naturellement, s'il y avait encore l'inégalité des revenus comme au vieux temps, cette règle ne permettrait l'accès des lettres qu'aux riches. Mais les ressources des citoyens étant égales, elle ne fait que mesurer la force de la vocation. Le prix de la publication d'un livre moyen peut-être mis de côté, en une année, avec un peu d'économie et quelques sacrifices. Quand il est publié, le livre est vendu par la nation.

— L'auteur perçoit un droit sur la vente, je pense comme autrefois.

— Non pas comme autrefois, certainement, mais c'est vrai en un sens. Le prix de chaque livre est déterminé par le coût de la publication, plus le droit d'auteur. L'auteur fixe son droit au chiffre qu'il veut. S'il le fixe trop haut, le livre ne se vend pas, cela va de soi. Le total de ses droits est porté à son crédit et il est dispensé de tout autre service aussi longtemps que ce crédit peut lui suffire à

vivre sur le pied des autres citoyens. Si son livre réussit modérément, il a ainsi un congé pour quelques mois, un an, deux ans même et s'il produit, pendant ce temps, un autre livre qui ait du succès, sa dispense de service dure aussi longtemps que la vente du livre la justifie. Un auteur de beaucoup de réputation arrive à se défrayer, avec sa plume, pendant toute la durée du service.

Le degré de talent de chaque auteur, ainsi mesuré par la voix populaire, indique l'opportunité qu'il est bon de lui donner de se dévouer aux lettres. A cet égard, le résultat de notre système ressemble à celui du vôtre, avec deux différences : d'abord, le niveau moyen de l'éducation, très élevé aujourd'hui, donne au verdict populaire une compétence que de vos jours il était très loin d'avoir. Ensuite, aucune sorte de favoritisme ne peut empêcher la reconnaissance du vrai mérite. Chaque auteur a les mêmes facilités pour soumettre son œuvre au tribunal de l'opinion. Si l'on en juge par les récriminations des auteurs de votre époque, ils auraient hautement apprécié cette égalité.

— Je suppose que pour les autres sortes de mérite artistique, musique, dessin, art, vous avez les mêmes bases de jugement.

— Oui, me répondit-il, quoique les détails varient. En art, par exemple, comme en littérature, le public est le seul juge. Il vote sur le placement dans les musées des statues et des tableaux. Son verdict favorable dispense l'artiste de tout travail étranger à sa vocation. L'auteur, je veux dire l'artiste, a le

même droit sur les copies de son œuvre que l'auteur sur la vente de ses livres. — Dans toutes les branches du génie original, on a cherché le même but : offrir un champ libre aux aspirants et, dès qu'un vrai talent est reconnu, l'affranchir de toute entrave, lui donner libre carrière. Sa dispense de tout service, dans ces cas-là, n'est ni un don ni une récompense, mais simplement le moyen d'obtenir des services plus grands et plus hauts. Naturellement, nous avons divers instituts artistiques, littéraires, scientifiques. Être membre de l'un d'eux est une récompense fort désirée. Le plus élevé des honneurs donnés par la nation, plus élevé que la présidence, pour laquelle on ne demande que du bon sens et l'amour du devoir, c'est le ruban rouge conféré par le vote populaire aux grands auteurs, artistes, ingénieurs, médecins, ou innovateurs. Un nombre restreint de personnes peut le porter, quoique chaque jeune homme du pays passe des nuits à en rêver, comme je l'ai fait moi-même.

— Comme si maman et moi, nous l'en aurions aimé davantage ! s'écria Edith. Quoique je ne veuille pas dire que ce ne soit très beau de l'avoir.

— Vous n'aviez pas le choix, ma chérie, et vous avez dû prendre votre père comme il était, et tâcher de vous en contenter. Mais quand à votre mère, elle ne m'aurait jamais accepté si je ne lui avais pas promis d'avoir le ruban rouge ou, du moins, le bleu.

Le seul commentaire de Mme Leete fut un sourire.

— Et pour les journaux ? dis-je. — Je ne peux pas nier que votre système d'édition soit un grand progrès sur le nôtre, parce qu'il tend à la fois à encourager les vraies vocations littéraires et à décourager les écrivassiers, ce qui vaut au moins autant. Mais je ne vois pas comment il s'applique aux journaux et aux revues. Il est aisé de faire payer l'homme dont on publie le livre, puisque la dépense est accidentelle ; mais personne ne pourrait supporter les frais d'un journal, chaque jour de l'année. Il fallait pour cela les grands coffres de nos capitalistes et, encore, ils étaient souvent épuisés avant que le gain ne commençât. Si vous avez des journaux, ils doivent, je pense, être publiés par le gouvernement aux frais du public, par des éditeurs du gouvernement, avec les opinions du gouvernement. Si votre système est assez bon pour qu'il n'y ait jamais lieu de critiquer la conduite des affaires, c'est très bien. Sinon, je déplore l'absence d'un intermédiaire indépendant qui serve les plaintes du public. Avouez, docteur, qu'une presse libre, avec toutes ses conséquences, était un mérite du vieux système et que vous devez inscrire cette perte en regard de tout ce que vous avez gagné à d'autres égards.

— J'ai peur de ne pouvoir vous donner même cette consolation, me dit en riant le docteur. D'abord, M. West, la presse n'est ni le seul ni, selon nous, le meilleur véhicule pour la critique sérieuse des affaires publiques. Les jugements

de vos journaux sur ces questions nous semblent avoir été généralement trop absolus et, en même temps, empreints de préjugés et de rancunes. Autant qu'on peut voir en eux le reflet de l'opinion publique, ils donnent une fâcheuse impression de l'intelligence populaire et, autant qu'on peut les supposer capables de former l'opinion, il n'y a pas lieu d'en féliciter la nation. Aujourd'hui, lorsqu'un citoyen désire faire une impression sérieuse sur l'esprit public, à propos d'une affaire publique, il édite un livre ou une brochure que l'on publie comme tout autre livre. Mais ce n'est pas que nous manquions de journaux ou de revues, ni parce qu'ils n'ont pas la plus absolue liberté. La presse est organisée de façon à être une expression de l'opinion publique plus sincère qu'elle ne pouvait l'être de vos jours, quand le capital privé la contrôlait et la dirigeait comme une affaire de trafic d'abord, et comme une flatterie pour le peuple, ensuite.

— Mais, dis-je, si le gouvernement imprime ces journaux aux frais du public, comment n'en contrôle-t-il pas la politique ? Qui choisit les gérants, si ce n'est le gouvernement ?

— Le gouvernement, répondit le docteur, ne paie pas les frais des journaux. Il ne choisit pas les gérants. Et, en aucune façon, il n'exerce la plus légère influence sur leur politique. Ce sont les gens qui prennent le journal qui paient les frais, élisent le gérant et le renvoient s'ils veulent. Pourrez-vous dire qu'une telle presse n'est pas un libre organe de l'opinion populaire ?

— Non, décidément. Mais en pratique, comment fait-on ?

— Rien de plus simple. Supposez que nos voisins ou moi nous désirions avoir un journal conforme à nos idées ou s'occupant spécialement de notre localité, de notre commerce, de notre métier. Nous chercherons jusqu'à ce que nous ayons assez de noms pour que les souscriptions annuelles paient le papier, ce qui est une affaire grosse ou petite suivant le tirage. Le montant des souscriptions est déduit du crédit des souscripteurs.

Ainsi, la nation est garantie contre toute perte en publiant le journal. Son rôle, saisissez bien cela, est simplement celui d'un éditeur, et elle ne peut s'y soustraire. Les souscripteurs du journal élisent un gérant. S'il accepte, il est dispensé de tout autre service pendant ses fonctions. Au lieu de lui payer des appointements comme de votre temps, les souscripteurs paient à la nation une indemnité égale à celle qu'il en reçoit pour son entretien et le délivrent ainsi du service général.

Il dirige le journal comme le faisaient vos directeurs, sauf qu'il n'a à obéir à aucune officine financière, ni à défendre l'intérêt privé contre le bien public. A la fin de la première année, les souscripteurs réélisent le gérant ou le remplacent. Naturellement un gérant capable n'est jamais remplacé. A mesure que le nombre des souscripteurs augmente, les fonds du journal augmentent et il est amélioré par l'engagement de rédac-

teurs plus nombreux et meilleurs, tout comme de votre temps.

— Comment paie-t-on les rédacteurs, puisqu'on ne peut plus le faire en argent ?

— Le gérant règle avec eux le prix de leurs articles. Le montant est porté à leur crédit individuel et soustrait du crédit qui garantit le papier. Une dispense de service est accordée aux rédacteurs pour un temps que mesure la balance de leur crédit, comme pour les auteurs. Le système est le même pour les revues. Ceux qui s'intéressent à un nouveau journal souscrivent assez pour qu'il puisse marcher un an ; ils choisissent le gérant, qui paie les rédacteurs comme je vous l'ai dit ; le bureau d'imprimerie fournit, obligatoirement, la force et le matériel nécessaire à la publication. Quand on n'a plus besoin des services d'un gérant, s'il ne peut s'affranchir plus longtemps par un autre travail littéraire, il reprend sa place dans l'armée industrielle. J'ajouterai que, si d'ordinaire le gérant est choisi pour un an, mais maintenu en fonctions pour plusieurs années, cependant les souscripteurs ont le droit de révocation permanente, afin d'obvier à un changement soudain qu'il donnerait à la politique du journal.

— Pour tant qu'un homme désire des loisirs qu'il consacrera à l'étude ou à la méditation, fis-je remarquer, il ne peut sortir du harnais, si je vous ai compris, que par ces deux voies. Ou bien il indemnise la nation par ses productions littéraires, artistiques ou industrielles, ou il devra trouver

des gens qui paient cette indemnité à sa place.

— Il est certain qu'aucun homme valide ne peut de nos jours, éviter sa part de travail et vivre aux dépens des autres, soit qu'il se décore du nom de savant ou qu'il avoue être paresseux. Mais en même temps, notre système est élastique, assez du moins pour donner libre carrière à tous les instincts de la nature humaine, à ceux, du moins, qui n'ont pas pour but la domination sur autrui ou l'existence aux frais d'autrui. Il n'y a pas uniquement la libération octroyée. Tout homme de 33 ans, ayant fait la moitié de son temps, peut obtenir un congé honorable pourvu qu'il se contente, pour toute sa vie, de la moitié de l'allocation que reçoivent les autres citoyens. On peut très bien vivre avec cela, quoiqu'il faille renoncer à tous les luxes, à toutes les élégances et à une part du bien-être, même.

Lorsque ce soir-là les dames se retirèrent, Edith m'apporta un livre et me dit :

— Si vous veillez cette nuit, M. West, vous pourrez vous distraire en parcourant cette histoire de Berrian. On la juge son chef-d'œuvre et elle vous donnera au moins une idée de ce que sont les histoires à présent.

Je passai cette nuit-là assis dans ma chambre à lire « Penthésilée » et quoique l'Orient rougit, je ne pus laisser le livre qu'après l'avoir dévoré. Et pourtant, que les admirateurs du grand romancier du **xx^e** siècle me laissent l'avouer, je fus de prime

abord moins intéressé par ce qui était dans le livre que par ce qui n'y était pas. Les conteurs de mon temps auraient jugé qu'il était plus facile de bâtir sans mortier, que d'édifier un roman sans aucun effet tiré du contraste entre les riches et les pauvres, l'éducation et l'ignorance, la grossièreté et le raffinement, tous ces sujets tirés de l'orgueil social et de l'ambition du désir d'être plus riche, de la crainte d'être plus pauvre, un roman où il y aurait eu de l'amour, mais de l'amour affranchi des barrières artificielles que créaient la différence de position, d'un amour n'obéissant qu'aux lois du cœur. La lecture de « Penthésilée », plus qu'une masse d'explications, me donna l'aspect général, la vue d'ensemble du xx^e siècle. Les détails que m'avait donnés le Dr Leete étaient précieux, quant aux faits, mais mon esprit les avait reçus comme des impressions distinctes, que je n'avais encore qu'imparfaitement soudées. Berrian les rassembla toutes devant moi en un tableau.

Un vieux proverbe, assez énigmatique, veut que les exceptions confirment la règle. Si ce résultat, fort illogique, se produit parfois, ce doit être à condition que les exceptions ne soient pas trop nombreuses. Dans le Monde-Futur, la nationalisation de toutes les industries en subira une très grande quantité.

En effet, lorsque des citoyens chargent un tiers de faire une œuvre quelconque, comme dans le cas des gérants de journaux, et rendent à la nation ce qu'elle lui donne, ils compliquent le procédé actuel, mais n'en chan-

gent pas l'essence. Cet homme est à leur service. Ils ne peuvent pas, c'est vrai, lui retirer ses appointements, mais ils peuvent le renvoyer à l'atelier d'où ils l'avaient tiré. Ce n'est pas de parti pris, mais l'analogie entre cela et l'esclavage nous paraît absolue. Ce qui n'empêche pas qu'il y ait salaire et service individuel, tout en supprimant tout ce qui, de nos jours, facilite l'un et ennoblit l'autre.

Les artistes souriront de l'avenir qu'on leur réserve. Le plébiscite, en matière d'art, est toujours chose bizarre. Et, pourrions-nous dire sans méchanceté, il devient plus bizarre encore, transporté dans un pays bien éloigné d'Athènes. Les artistes de tout genre, depuis le littérateur jusqu'au musicien, sont rarement en pleine possession de leur talent dès le début. Comment concilier les longs tâtonnements, les essais indispensables avec le système que l'on vient de lire ? Pour la liberté de la presse, elle sera inutile, nous dit-on. Tant mieux, car est-il possible de concevoir un gouvernement imprimant lui-même les articles qui doivent le renverser ? Croit-on que si, en l'an 2000, un jeune auteur américain écrivait un roman où les vices de l'organisation d'alors fussent flétris, qui fût un appel à tous pour que l'épargne reconstituât les capitaux privés, pour que ceux-ci eussent la liberté d'être employés au profit de leur propriétaire, croit-on que la nation publierait cet ouvrage, qui, peut-être, la remettrait dans l'état barbare où nous croupissons ?

L'architecture est fort appréciée aux États-Unis. Au **xx^e** siècle, elle le sera plus encore puisque ce sera l'ère des palais. Mais comment aura-t-on des architectes ? Le gouvernement choisira le meilleur, bien entendu. Il ne peut pas prendre le plus mauvais. Et les autres ? Le gouvernement est l'unique client. Nous avons, actuellement, des architectes officiels. Ce n'est peut-être pas à eux que sont dus les chefs-d'œuvre que cet art a produits. Mais tel artiste que le concours a rebuté ou même qui y a

échoué, est arrivé au talent, a trouvé son génie, après vingt, trente ans de pratique. Pendant ce délai, il a vécu en construisant les maisons modestes qui étaient confiées à sa valeur encore inconnue. Naturellement, la nation emploiera presque autant d'architectes que le font les particuliers, puisqu'elle construira autant de maisons, mais ce sera un corps national, comme chez nous les ponts et chaussées. L'initiative individuelle disparaîtra devant la hiérarchie. Encore une fois, quel singulier progrès!

Et les ingénieurs? Non pas les ingénieurs officiels, comme ceux dont nous venons de parler, mais les ingénieurs civils. Que deviendront-ils? Comment, sous ce régime, aurait-on créé les chemins de fer, Suez, le tunnel du Mont-Cenis? Se souvient-on encore des objections que rencontrèrent les premiers? Il fallut l'énergie profonde des financiers de l'époque pour triompher de la résistance des pouvoirs publics.

Suez est un autre exemple. Si l'on eût fait voter le suffrage universel pour décider de la construction du canal, elle n'aurait jamais été entreprise. Les marins du commerce démontrent qu'elle a tué la prospérité de la marine marchande. Beaucoup de producteurs se plaignent de la concurrence de l'Asie, trop rapprochée par le canal. Qu'aurait décidé le gouvernement, surtout s'il avait pesé les suffrages après les avoir comptés? L'initiative individuelle n'a pas à garder les mêmes mesures. Elle aventure seulement les épargnes, le fruit du travail de ceux qui veulent bien se risquer, qui ont foi dans l'œuvre. Si le résultat est bon pour eux et pour le public, tant mieux. En tous cas, nul ne peut dire qu'il est payé trop cher. Si le résultat est mauvais, la nation ne peut pas en accuser ses gouvernants.

Mais, à cette heure même, nous voyons ce que produirait l'immatriculation de toutes les énergies! Un savant éminent a conçu le projet d'amener à Paris les bateaux

de fort tonnage. Le public a vite compris l'avantage qui en résulterait pour tous et a souscrit les capitaux nécessaires. Mais le gouvernement doit intervenir et les difficultés commencent. Le gouvernement, ce n'est pas un homme, c'est une collection d'hommes et les représentants des ports existant s'insurgent contre l'abolition de leur monopole. La Seine demande Paris-Port-de-Mer. La Seine-Inférieure voue l'œuvre aux génies infernaux. Le gouvernement ne sait à qui entendre. Certes, l'auteur du projet mérite la confiance la plus absolue. Il vient récemment de doter le pays d'un travail gigantesque qui nous a donné un port sans rival sur l'Océan. De ses conclusions, nul ne doute, mais les pouvoirs publics peuvent-ils aller contre le vœu d'une fraction importante des citoyens ?

Et cela se produit même lorsque ce sont les particuliers qui risquent leur argent, après qu'on a pris toutes les précautions pour qu'il ne résultât des travaux aucune modification au trafic habituel. Que serait-ce s'il s'agissait de faire entreprendre l'œuvre par l'État lui-même ? Aujourd'hui, il pourra répondre aux Rouennais, aux Havrais : « En exécutant le projet Bouquet de la Grye, on n'a fait que profiter de la liberté de la concurrence. Je déplore qu'elle vous nuise. » S'il devait l'exécuter lui-même, oserait-il porter un tort, même apparent, aux populations de la basse Seine ?

Nous avons beau chercher. Nous ne trouvons pas un seul des grands travaux exécuté par un gouvernement, si ce n'est en Russie. Nous convenons parfaitement que la nation a le droit, le devoir d'accomplir ce que l'initiative individuelle ne peut entreprendre, dans les pays dépourvus de capitaux. Mais ce n'est qu'un palliatif. Dès qu'elle le peut, l'activité privée doit régner. Combien ne sont-ils pas ingrats, les Américains du Nord qui ne voient pas que c'est à elle seule qu'ils doivent leur merveilleuse prospérité.

Ce que le pouvoir ne sait pas faire aujourd'hui ferait-il alors ? Nous n'en voyons pas la raison. On la donne pas. Nous pouvons croire qu'en l'attribuant au génie, le talent et la hardiesse n'appartiendront davantage à cet être moral qui comprendra cent d'hommes.

CHAPITRE XVI

Le lendemain matin, je me levai un peu avant le déjeuner. Comme je descendais, Edith entra dans le hall, sortant de la chambre où s'était passée la scène que j'ai contée, quelques chapitres plus haut.

— Ah ! s'écria-t-elle, avec une délicieuse expression, vous pensiez sortir, en cachette, comme l'autre jour, et aller faire une de ces promenades matinales qui ont un si bel effet sur vous. Mais je me suis levée trop tôt. Vous êtes mon prisonnier !

— Vous ne rendez pas justice à vos soins si vous supposez qu'une telle promenade pût encore avoir de fâcheuses conséquences pour moi.

— Je suis très heureuse de vous l'entendre dire. J'étais là en train d'arranger des fleurs pour la table du déjeuner quand je vous ai entendu descendre. Et j'ai cru deviner quelque chose de suspect dans votre démarche.

— Vous êtes injuste. Je ne songeais pas du tout à sortir :

Malgré tous ses efforts pour me prouver que ma capture était due au hasard, je soupçonnai dès lors, ce que je sus plus tard, que cette douce créature, désireuse de mener à bien ce rôle de protectrice qu'elle avait si aimablement assumé, s'était levée depuis deux ou trois matins à des heures invraisemblables afin de m'enlever toute possibilité d'aller errer, au cas où je serais troublé comme l'autre fois. — Elle me permit de l'aider à faire le bouquet du déjeuner et je la suivis dans la chambre d'où elle était sortie.

— Etes-vous sûr, demanda-t-elle, que vous en ayez fini avec les terribles sensations de ce matin-là ?

— Je ne puis pas dire que je n'aie pas des moments d'anxiété, ceux où mon identité me semble mise en question. Ce serait trop demander, après mon aventure, que ne pas avoir, de temps à autre, ces tourments, mais quant à me sentir perdu, comme l'autre jour, je crois que le danger est passé !

— Je n'oublierai jamais votre apparence, ce matin-là.

— Si vous n'aviez fait que me sauver la vie, continuais-je, je pourrais peut-être trouver des mots pour vous exprimer ma gratitude, mais vous avez sauvé ma raison et il n'y a pas de mots qui n'amoindrisent point ma reconnaissance.

Je parlais avec émotion et ses yeux se mouillèrent.

— C'est trop et je ne puis croire tout cela, dit-

elle, mais je suis bien heureuse de vous l'entendre dire. Ce que j'ai fait est peu de chose. J'étais très anxieuse pour vous, je sais. Mon père pense que nous ne devons pas nous étonner des choses qui peuvent s'expliquer par la science. Je suppose que votre sommeil est de celles-là. Mais si je m'imagine seulement être à votre place, ma tête se perd, je sens que je n'aurais pas résisté.

— Cela dépend, dis-je. Si un ange était venu vous soutenir de sa sympathie dans la misère de votre situation, comme j'ai eu la joie d'en avoir un, vous eussiez triomphé comme je l'ai fait.

Si mon visage exprimait tous les sentiments que je pouvais nourrir pour cette douce et aimable jeune fille, qui avait joué un rôle si angélique envers moi, son expression devait être bien éloquente. Est-ce cette expression ? Sont-ce les mots ? mais elle baissa les yeux et la rougeur colora sa charmante figure.

— En fait, dis-je, si l'aventure n'est pas aussi capitale pour vous que pour moi, il n'en reste pas moins étrange de voir un homme d'un autre siècle, mort en apparence depuis cent ans, revenir à la vie.

— D'abord, cela m'a paru étrange au-delà de toute expression. Mais quand nous avons commencé à nous mettre à votre place, à comprendre combien cela devait vous sembler plus étrange encore, je pense que nous avons oublié nos premiers sentiments. Pour moi, du moins, je le sais. Il me semblait que ce n'était plus une situation étonnante

mais touchante, émouvante plus qu'on ne peut dire.

— Mais ne vous a-t-il pas paru effrayant de vous asseoir à table près de moi, sachant ce que je suis?

— Souvenez-vous que vous n'êtes pas si singulier à nos yeux, que nous le sommes aux vôtres. Nous appartenons à un avenir dont vous ne pouviez vous former une idée, à une génération dont vous ne saviez rien avant de la voir. Vous, au contraire, vous appartenez à une génération dont nos grands pères faisaient partie. Nous savons tout ce qui la concerne; les noms de beaucoup de ceux qui lui ont appartenu, nous sont des noms familiers. Nous avons étudié vos façons de vivre et de penser. Rien de ce que vous dites ou faites ne nous surprend, tandis que nous ne faisons ou ne disons rien qui ne vous semble étonnant. Vous voyez ainsi, M. West, que si vous croyez pouvoir peu à peu vous habituer à vous, vous ne devez pas être étonné que dès le début nous ne vous ayons rien trouvé d'étranger.

— Je n'avais pas réfléchi à cela. Il y a beaucoup de vrai dans ce que vous me dites. Il est plus facile de se reporter mille ans en arrière que de sauter cinquante ans en avant. Un siècle est peu de chose à remonter. J'aurais pu connaître vos arrière-grands-pères. Peut-être les ai-je connus. Habitaient-ils Boston?

— Je crois.

— Vous n'en êtes pas sûre?

— Si, je me rappelle. Ils y habitaient.

— J'avais beaucoup de relations dans la ville. Il est bien probable que je les connaissais, ou du moins quelques-uns. Peut-être les ai-je même beaucoup connus. — Ne serait-ce pas curieux si je pouvais vous donner des détails sur votre bisaïeul, par exemple ?

— Très curieux.

— Savez-vous assez bien votre généalogie pour me dire qui étaient vos ascendants dans le Boston de jadis ?

— Oh ! oui.

— Alors, vous pourrez me dire leurs noms ?

Elle s'était absorbée dans l'arrangement d'une touffe de feuilles et elle ne me répondit pas tout de suite. Des pas sur l'escalier nous indiquèrent que les autres membres de la famille arrivaient.

— Peut-être, plus tard, dit-elle.

Après déjeuner, le D^r Leete proposa de m'amener voir l'Entrepôt central et examiner le fonctionnement des organes de distribution, qu'Edith m'avait décrits.

Comme nous sortions de la maison, je lui dis :

— Voilà déjà plusieurs jours que je vis chez vous sur un pied bien extraordinaire, ou plus tôt sur aucun pied. Je ne vous ai pas parlé plus tôt de ce côté de ma situation, parce qu'elle en avait d'autres plus singuliers encore. Mais, maintenant, je commence à prendre pied, à comprendre comment je suis venu ici, comment j'y suis. Je dois vous en entretenir.

— Quant à l'hospitalité de mon toit, je vous prie

de ne pas vous en préoccuper, dès à présent, car je compte vous garder longtemps encore. Avec toute votre modestie, vous admettez qu'un hôte comme vous est une acquisition assez rare pour qu'on ne s'en sépare pas volontiers.

— Merci, docteur. Il serait absurde à moi, certainement, d'affecter une susceptibilité exagérée et de faire des difficultés pour accepter l'hospitalité provisoire d'un homme à qui je dois de ne pas attendre la fin du monde enfermé vivant dans ma tombe. Mais si je dois devenir un citoyen de ce siècle, je dois y avoir un état civil. De mon temps, une personne de plus ou du moins, cela passait inaperçu dans la foule désordonnée des hommes. L'arrivant se faisait sa place à lui-même s'il était assez fort. Aujourd'hui, chacun est partie intégrante d'un système qui lui assigne son rôle et sa place. Je suis en dehors de ce système, moi, et je ne sais pas comment y entrer. Comment y entre-t-on, à moins d'y être né ou d'être un émigrant d'un autre système?

Le Dr Leete riait de bon cœur.

— Je reconnais, dit-il, que notre système est défectueux sur ce point. Il n'a point prévu de cas semblable au vôtre, mais vous voyez que jamais il ne s'est produit de nouvelles entrées au monde que par les procédés habituels. Toutefois, soyez sans crainte. Nous vous trouverons à la fois une place et une position, quand il en sera temps. Vous n'avez encore été en contact qu'avec les membres de ma famille, mais vous supposez bien que je ne

vous ai pas gardé le secret. Au contraire, votre aventure, déjà avant votre résurrection et beaucoup plus depuis, a excité le plus profond intérêt. Etant donné la situation précaire de vos nerfs, on a préféré me confier votre soin exclusif, pensant que, par moi et les miens, vous pourriez acquérir quelque idée générale du monde où vous revenez avant de vous mêler à ses habitants. Quant au rôle à vous assigner, il n'y a pas eu d'hésitation. Peu de nous peuvent servir la nation plus utilement que vous ne le ferez en quittant mon toit, ce qui n'aura pas lieu, d'ailleurs, avant un long délai.

— Que puis-je faire? demandai-je. Peut-être croyez-vous que je connais un métier, un art, ou que j'ai quelque talent. Hélas! rien de tout cela, je vous assure. Je n'ai jamais gagné un dollar dans ma vie ou travaillé une heure. Je suis robuste, je pourrai devenir manœuvre, mais rien de plus.

— Si c'était là tout ce que vous pouvez faire pour la nation, vous vous trouveriez aussi respecté dans cette profession que dans toute autre. Mais vous pouvez faire mieux. Vous pouvez aisément en remontrer à tous nos historiens sur ce qui a trait à la condition sociale de la dernière partie du *xix^e* siècle, qui est pour nous une des plus curieuses périodes de l'histoire. Lorsque, plus tard, vous serez suffisamment familiarisé avec nos institutions et que vous voudrez nous enseigner ce qu'était votre époque, vous trouverez prête une chaire d'histoire dans un de nos collèges.

— Bien, très bien, dis-je, très rassuré par une

idée si pratique, sur un point qui commençait à troubler. Si vous êtes si intéressés à l'histoire xix^e siècle, c'est, en effet, une occupation faite pour moi. Je ne pense pas que je puisse gagner autrement la valeur du sel que je mange, mais je puis me dissimuler que j'ai quelques titres poste que vous dites.

CHAPITRE XVII

Je trouvai les procédés de l'entrepôt central aussi intéressants que me l'avait dit Edith et je devins même enthousiaste, en voyant cette preuve si remarquable de l'augmentation énorme de puissance donnée au travail par une organisation parfaite. C'est comme une gigantesque usine, dans les trémies de laquelle les trains et les paquebots apportent incessamment les marchandises qui sortent, à l'autre extrémité, en paquets de livres et d'aunes, de mètres et de centimètres, de tonnes ou de litres, pour répondre aux besoins infiniment complexes d'un demi-million d'hommes. Le D^r Leete, aidé par mes renseignements sur la vente des marchandises de mon temps, chiffrâ quelques étonnants résultats, dans la voie des économies réalisées par le système moderne.

Comme nous rentrions, je lui dis :

— Après ce que j'ai vu aujourd'hui, ce que vous m'avez dit et ce que j'ai vu, sous la conduite de

Miss Leete, au dépôt d'échantillons, j'ai une idée approximative de votre système de distribution et je comprends à peu près comment il satisfait une circulation moyenne. Mais j'aimerais à savoir davantage de votre système de production. Vous m'avez dit en bloc comment votre armée industrielle est recrutée et organisée. Mais qui la dirige ? Quelle autorité suprême détermine ce qui doit être fait dans chaque branche, afin que toute chose soit produite en quantité suffisante, et, cependant, qu'aucun travail ne soit perdu ? Il me semble que ce doit être une fonction prodigieusement complexe, exigeant des facultés bien rares chez celui qui en est chargé ?

— Est-ce vraiment votre avis ? répliqua le docteur. Je vous assure qu'il n'y a rien d'aussi simple, de fondé sur des principes si nécessaires et si aisément appliqués. Tellement que les fonctionnaires de Washington, à qui cette fonction est dévolue, n'ont besoin que d'une capacité fort moyenne pour s'en acquitter à la satisfaction de tous. La machine qu'ils dirigent est grande, c'est vrai, mais si logiquement combinée, si directe et si simple dans son travail, que tout marche de soi-même. Un fou seul pourrait la déranger et quelques mots vous le prouveront.

Puisque vous avez déjà quelque idée du fonctionnement de notre système productif, commençons par la fin. De vos jours même, des statisticiens pouvaient vous dire le nombre de barils de farines, de pommes de terre, de beurre, ou de

mètres de coton, velours, draps, ou de souliers, chapeaux, parapluies, consommés annuellement par la nation. La production étant confiée à des particuliers, les chiffres n'étaient pas exacts, mais l'étaient presque. Maintenant qu'une épingle ne sort pas d'un magasin national sans être inscrite, les chiffres des consommations de chaque semaine, de chaque mois ou année, sont naturellement très précis. Sur ces chiffres, avec une marge destinée à parer à une augmentation ou une diminution de la demande, les prévisions sont établies pour un an à l'avance, par exemple. Après que ces prévisions, toujours avec une marge, ont été acceptées par l'administration générale, cesse la responsabilité du département de la distribution, jusqu'à ce qu'on lui ait remis les marchandises.

J'ai supposé des prévisions pour une année entière, mais en réalité, elles n'embrassent une aussi longue période que pour les produits dont la demande peut être calculée grossièrement. La grande majorité des industries moindres, dont les produits subissent la mode, où la nouveauté est un élément nécessaire, ne produisent que suivant la consommation, et, dans ce cas, le département de la distribution fournit des prévisions basées sur la vente hebdomadaire.

Maintenant, tout le champ de l'industrie productive ou de construction est divisé en dix grands départements, chacun représentant un groupe d'industries connexes, chaque industrie particulière représentée par un bureau où sont concen-

trés tous les renseignements sur la matière et la force qu'il dirige, sur les produits actuels et les moyens de les augmenter. Les prévisions du département de la distribution, après l'approbation de l'administration, sont envoyées, comme des mandats, aux dix grands départements, qui les répartissent aux bureaux représentant les industries, et ceux-ci mettent les hommes à l'ouvrage. Chaque bureau est responsable de la tâche qui lui incombe, et cette responsabilité est renforcée par le contrôle du département et celui de l'administration. Le département de la distribution n'accepte, bien entendu, les marchandises qu'après vérification. Et même si un article mal fabriqué arrive jusqu'au consommateur, le système rend possible de rechercher à qui en revient la faute, jusqu'à l'ouvrier. La production des choses nécessaires aux besoins publics actuels n'emploie pas à beaucoup près toute la force nationale des travailleurs. Après que les diverses industries ont reçu les contingents qui leur sont nécessaires, la somme de travail restant est employée à créer un capital fixe : bâtisses, machines, travaux d'ingénieurs, et ainsi de suite.

— Un point me préoccupe, dis-je, sur lequel je crains qu'il puisse y avoir des dissensions. Là où une entreprise privée ne peut exister, comment peut-on être sûr que les demandes de certains articles émanant d'une petite minorité, seront desservies? Un décret officiel peut à tout instant les priver des moyens de satisfaire quelque goût spécial,

tout simplement parce que la majorité ne le partage pas.

— Ce serait de la vraie tyrannie, en vérité. Soyez sûr que cela n'arrive pas chez nous, qui chérissons la liberté autant que l'égalité ou la fraternité. Quand vous connaîtrez mieux notre système, vous verrez que nos officiers sont, en fait et non pas seulement en nom, les agents et les serviteurs du peuple. L'administration n'a pas le pouvoir de suspendre la fabrication d'un article pour lequel il y a des demandes. Supposez que la demande de cet article se raréfie à tel point que sa production devienne très coûteuse. Le prix devra être élevé en proportion, naturellement, mais tant que le consommateur voudra le payer, on en continuera la fabrication. Maintenant, supposez que l'on demande un article que l'on n'a pas encore fabriqué. Si l'administration doute de la réalité du besoin, une pétition populaire assurant une certaine somme de consommations l'oblige à produire l'article demandé. Un gouvernement ou une majorité qui essaieraient d'enseigner au peuple ce qu'il doit boire, manger, ou porter, comme je crois que le faisaient les gouvernements américains de vos jours, seraient regardés comme des anachronismes. Peut-être aviez-vous des raisons pour supporter ces restrictions à l'indépendance personnelle, mais nous les trouverions intolérables. Je suis content que vous ayez touché ce point, car il m'a permis de vous montrer combien le contrôle exercé par l'individu sur la production est plus direct, plus

puissant que de votre temps, alors que prévalait votre soi-disant initiative individuelle, que l'on aurait dû appeler l'initiative capitaliste, car le citoyen ordinaire n'y avait aucune part.

— Vous parlez de l'élévation du prix de certains articles, dis-je. Mais comment les prix peuvent-ils être réglés dans un pays où il n'y a pas de concurrence entre acheteurs et vendeurs ?

— Précisément comme ils l'étaient chez vous, me dit le docteur. Vous trouvez que cela mérite une explication, ajouta-t-il, comme je le regardais avec incrédulité. Elle ne sera pas longue. Le prix du travail qui l'avait produit était reconnu comme la base légitime du prix d'un article. C'était ainsi de votre temps et c'est ainsi du nôtre. De votre temps, c'était la différence des salaires qui faisait la différence du prix du travail. C'est maintenant le nombre d'heures constituant la journée de travail dans les divers métiers, puisque l'entretien du travailleur ne varie pas. Le prix du travail d'un homme dans un métier assez difficile pour que les volontaires n'aient pu y être attirés qu'en abaissant le nombre d'heures de travail journalier jusqu'à quatre, sera le double que dans l'industrie où l'ouvrier travaille huit heures. Le résultat, quant au prix du travail, vous le voyez, est tout à fait le même que si l'homme travaillant quatre heures était payé le double, suivant votre système. Les calculs appliqués au travail, si on les emploie aux diverses phases d'un article manufacturé, donnent son prix relativement aux autres articles. Ou-

tre les frais de production et de transport, la rareté entre comme facteur dans les prix de certaines marchandises. Quant aux grandes denrées d'alimentation, dont l'abondance est toujours assurée, la rareté n'y fait rien. Il y en a toujours un large excédent mis en réserve afin de subvenir à toutes les irrégularités de la demande, même au cas de mauvaises récoltes. Les prix de ces denrées diminuent d'année en année, mais rarement, mais jamais ils ne s'élèvent. Il y a, cependant, certaines sortes d'articles, les uns toujours, les autres accidentellement, disproportionnés à la demande. Par exemple, le poisson frais dans la dernière catégorie, les produits des grands talents ou les matières rares dans l'autre. Tout ce que l'on peut faire, c'est d'égaleriser les inconvénients de la rareté. On y arrive en élevant les prix si la rareté est occasionnelle, en les fixant très haut si elle est permanente. De vos jours, un « prix élevé » signifiait le monopole donné aux riches de l'article pour lequel on le payait. Aujourd'hui, où les ressources de tous sont égales, le seul effet est que ceux-là seuls à qui ces articles semblent le plus désirables en achètent. Naturellement, la nation comme tout fournisseur du goût public, voit rester entre ses mains de petits lots de marchandises par suite de changement de mode, d'une température imprévue. Elle essaie de s'en débarrasser avec un sacrifice, juste comme faisaient les négociants de vos jours, mettant la perte aux frais généraux. Grâce, cependant, à la quantité de consommateurs auxquels ces lots

peuvent être simultanément offerts, il est rarement difficile de s'en débarrasser avec une perte très modique. Je vous ai donné une notion générale de nos systèmes de distributions et de reproductions. Les trouvez-vous aussi complexes que vous le supposiez ?

Je reconnus que rien ne pouvait être plus simple.

— Je suis sûr, dit le Dr Leete, que je reste en dessous de la vérité si j'affirme qu'un de vos innombrables chefs d'industrie qui devait se mettre en garde contre toutes les fluctuations du marché, les machinations de ses rivaux, les faillites de ses débiteurs, avait une tâche incomparablement plus ardue que celle du comité qui, à Washington, dirige les industries de la nation entière. Tout ceci vous montre, mon cher ami, combien il est plus facile de faire les choses bien que de les faire mal. Un général placé dans la nacelle d'un ballon fera mieux manœuvrer un million d'hommes sur un champ qu'il voit bien, qu'un sergent ne fera évoluer un peloton dans une cave.

— Le général de cette armée, où est incorporée l'élite de la nation, doit être le premier homme du pays, plus haut placé même que le président des États-Unis ? dis-je.

— C'est le président lui-même, ou plutôt la fonction la plus importante de la présidence est le commandement de l'armée industrielle.

— Comment le choisit-on ?

— Je vous ai déjà expliqué, me dit le docteur, lorsque je vous ai décrit la force de l'émulation à

tous les grades de l'armée, que la voie de promotion pour les meilleurs conduit, après trois grades, à celui d'officier. De là à la lieutenance, puis au rang de capitaine, enfin à la surintendance avec celui de colonel. Au-dessus, avec un grade intermédiaire dans quelques-unes des plus grandes industries, vient le général de la corporation qui a dans son contrôle immédiat toutes les opérations de cette guilde. Il est à la tête du bureau national de sa corporation et a toute la responsabilité du travail, vis-à-vis de l'administration. Le général d'une guilde a une situation splendide et qui satisfait pleinement l'ambition de beaucoup. Au-dessus de son rang, qui peut être comparé — pour employer les analogies militaires auxquelles vous êtes habitué — à celui d'un général de division, vient celui des chefs des dix grands départements, ou groupes d'industries connexes. Les chefs de ces dix grandes divisions de l'armée industrielle peuvent être assimilés aux commandants de corps d'armée, chacun ayant de douze à vingt généraux sous ses ordres. Au-dessus de ces dix grands officiers, qui forment son conseil, est le généralissime, le président des États-Unis.

Le généralissime doit avoir passé par tous les grades, depuis celui des travailleurs sans classification. Voyons comment il avance. Comme je vous l'ai dit, ce n'est que par l'excellence de ses notes comme ouvrier qu'un individu s'élève à travers les grades inférieurs et devient candidat à la lieutenance. De la lieutenance, il s'élève au rang de colo-

nel, par la nomination suprême, le choix étant limité aux candidats les mieux notés. Le général de la corporation nomme à tous les rangs en-dessous de lui, mais lui-même n'est pas nommé mais élu par le suffrage.

— Par le suffrage ! m'écriai-je. N'est-ce pas là la ruine de la discipline de la corporation ? N'est-ce pas une tentation perpétuelle des candidats à intriguer pour avoir le vote de leurs subordonnés ?

— Il en serait ainsi, certainement, si les travailleurs avaient à exprimer leur suffrage, ou à dire leur avis sur le vote. Mais ils n'ont à faire ni l'un ni l'autre. Ici se place une particularité du système. Le général de la guilde est choisi parmi les colonels par un vote des membres honoraires de la corporation, c'est-à-dire de ceux qui y ont accompli leur temps de service et ont reçu leur congé. Comme vous le savez, à quarante-cinq ans, nous sommes rayés des contrôles de l'armée industrielle. Le reste de notre vie nous appartient et nous l'employons ou à nous améliorer, ou à nous amuser. Naturellement, pourtant, les relations de notre vie active gardent leur pouvoir sur nous. Les camaraderies contractées alors subsistent jusqu'à la fin de nos jours. Nous restons membres honoraires de nos anciennes guildes et portons l'intérêt le plus vif, le plus jaloux à leur prospérité, à leur réputation, même lorsque c'est une nouvelle génération qui nous y a remplacés. Dans les clubs des membres honoraires des guildes où nous nous retrouvons, nul sujet de conversation n'est plus

commun que celui qui nous rappelle notre ancien métier. Les jeunes aspirants à la direction du métier doivent passer à travers notre critique à nous autres, vieux travailleurs, et ils peuvent s'attendre à être épluchés. Le fait étant hors de doute, la nation confie aux membres honoraires de chaque corporation l'élection du général et j'irai jusqu'à dire qu'aucune forme précédente de société n'a créé un corps d'électeurs aussi idéalement aptes à leur rôle, en ce qui concerne l'impartialité rigoureuse, la connaissance des mérites et des notes des candidats, la sollicitude pour le bon résultat et l'absence complète d'intérêt personnel.

Chacun des dix lieutenants-généraux, ou chefs des départements, est lui-même élu parmi les généraux des guildes groupés par département, par un vote des membres honoraires des corporations intéressées. Naturellement, il y a une tendance de chaque corporation à voter pour son propre général, mais aucune corporation, dans aucun groupe, n'a assez de votes pour élire un candidat qui ne serait pas soutenu par beaucoup d'autres. Je vous assure que ces élections sont parfaites.

— Le président, sans doute, est choisi parmi les dix chefs des grands départements?

— Précisément, mais les chefs de départements ne sont éligibles à la présidence que s'ils ont passé un certain nombre d'années hors cadres. Il est rare qu'un homme parcoure tous les grades jusqu'au commandement d'un département avant quarante

ans. A la fin de la période de cinq ans, il a donc, d'ordinaire, quarante-cinq ans. S'il a plus, il sert jusqu'à l'expiration de la période; s'il a moins, il est tout de même libéré de tout service quand il l'a terminé. Il ne convient pas qu'il revienne dans les rangs. L'intervalle, avant qu'il soit candidat à la présidence, a pour but de lui donner le temps de se convaincre pleinement qu'il est revenu dans la masse de la nation, de s'identifier avec cette masse plutôt qu'avec l'armée industrielle. En plus, on désire qu'il emploie cette période à étudier la condition générale de l'armée, au lieu de celle du groupe spécial qu'il a dirigé. Parmi tous les anciens chefs de département qui sont alors éligibles, le président est choisi par le vote de tous les hommes qui n'ont plus de liens avec l'armée industrielle.

— L'armée ne vote pas pour le président?

— Certainement non. Ce serait dangereux pour sa discipline, que le président a pour devoir principal de maintenir en sa qualité de représentant de toute la nation. Son bras droit, à cet effet, c'est le corps des inspecteurs, un des plus importants rouages de notre système. A l'inspection viennent toutes les plaintes, toutes les enquêtes sur la défectuosité des marchandises, la grossièreté ou l'insuffisance des officiers, les négligences de toute sorte dans le service public. D'ailleurs, l'inspection n'attend pas qu'on se plaigne. Non seulement elle veille constamment pour surprendre tout bruit de faute dans le service, mais c'est son premier

devoir, par une vigilance constante et dans toutes les branches de l'armée, de voir, avant tout autre, ce qui va mal. Le président, d'ordinaire, n'a pas loin de cinquante ans quand il est nommé. Il sert cinq ans et forme une honorable exception à la règle générale de la retraite à quarante-cinq ans. A la fin de ses fonctions, un Congrès est convoqué pour entendre son rapport, l'approuver ou le condamner. S'il est approuvé, le Congrès, d'ordinaire, le désigne pour représenter la nation, pendant cinq ans, au Conseil international. Le Congrès, je dois dire, examine aussi les actes des chefs de départements et sa désapprobation les rend inéligibles à la présidence. Mais il est rare que la nation ait à témoigner à ces hauts officiers d'autres sentiments que celui de la gratitude. Quant à leur capacité, s'être élevé des rangs par des épreuves aussi variées, aussi rigoureuses, jusqu'à leur situation, est une preuve intrinsèque de qualités extraordinaires. Quant à la fidélité, notre système social les laisse sans aucun autre pouvoir que celui de gagner l'estime de leurs concitoyens. La corruption est impossible dans une société où il n'y a ni pauvres à corrompre ni riches pour corrompre. Quant à la démagogie, aux intrigues électorales, les conditions des promotions les mettent hors de question.

— Un point m'échappe, dis-je. Les membres des professions libérales sont-ils éligibles à la présidence ? Si oui, comment les compare-t-on avec ceux qui exercent les industries proprement dites ?

— Il n'y a pas de comparaison entre eux. Les membres des professions techniques, comme les ingénieurs, les architectes, sont assimilés aux corporations de construction. Mais les membres des professions libérales, comme les médecins et les professeurs, aussi bien que les artistes et les hommes de lettres qui obtiennent leur congé, n'appartiennent pas à l'armée industrielle. Ils votent pour la présidence, mais y sont inéligibles. Un des premiers devoirs du chef suprême étant le contrôle de l'armée industrielle, il faut qu'il ait passé à travers tous les grades pour être au courant de ses fonctions.

— C'est fort raisonnable. Cependant, si les docteurs et les professeurs ne connaissent pas assez l'industrie pour être président, je crains que le président ne connaisse pas assez de médecine ou de pédagogie pour les contrôler.

— Aussi ne le fait-il pas. Excepté sa responsabilité générale pour l'observation des lois dans toutes les classes, le président n'a rien à faire avec les facultés de médecine ou les écoles normales. Elles sont dirigées par des comités de professeurs de leur spécialité, que le président préside *ex officio* et où il a droit de veto. Ces professeurs, naturellement responsables devant le Congrès, sont élus par les membres honoraires des corps de la médecine et de l'éducation, les professeurs en retraite et les docteurs du pays.

— Savez-vous, dis-je, que la méthode de faire élire les officiers par les membres en retraite est

tout simplement l'application à la nation du plan du gouvernement *per alumnos*, que nous avons employé occasionnellement dans la direction de nos premières institutions savantes ?

— Vraiment ? s'écria le docteur, avec animation. C'est absolument nouveau pour moi, et je m'imaginais que ce le sera pour la plupart de nous, et, c'est si curieux ! Il y a eu une grande discussion sur l'origine de l'idée, et nous pensions qu'une fois par hasard, il se produisait du nouveau sous le soleil. Bien ! bien ! Dans vos instituts de haute culture ? C'est curieux en vérité ! Vous m'en reparlerez, n'est-ce pas ?

— En vérité, je vous ai dit tout ce que j'en pouvais dire, ou à peu près, nous avions le germe, mais rien que le germe.

Pour produire un objet quelconque, trois éléments sont nécessaires : le capital, c'est-à-dire du travail épargné, qui fournit la matière et l'outil, le travail qui agit sur l'une au moyen de l'autre, l'intelligence qui règle comment s'uniront les deux premiers éléments.

Cela étant, comment régler le prix des choses, dans le Monde-Futur ? On aura employé soixante heures de travail pour obtenir une marchandise, mais le travail n'aura pas été seul à produire. Il aura eu comme aide, probablement une machine, sûrement un fonds, que ce soit la terre qui ait fourni la matière, ou la maison qui l'abrite pendant l'ouvrage. Cet aide, il faut bien, non pas le rémunérer, puisque les rémunérations sont abolies, mais le tenir en compte. Cette machine, il a fallu la construire, il faut l'entretenir. Elle n'a été bâtie que sur des dessins

dus à des ingénieurs. Vous devez cependant bien tenir compte de ce capital — qu'il porte ce nom ou tout autre — dans l'évaluation de vos prix de revient.

Naturellement, puisque vous êtes le seul producteur, tout ceci importe moins, n'a presque d'autre valeur que celle d'avoir une comptabilité nationale bien en règle? Cela n'importerait même pas du tout, si vous pouviez arriver à distribuer à chaque citoyen la quantité de toutes choses. Mais il faut, en attendant, établir un rapport entre les différents articles fabriqués. Et vous ne pouvez pas compter pour rien le travail du capital reproductif, sans tomber dans l'injustice. Et, en vérité, quel est le comptable qui se chargera de chiffrer tout cela?

C'est ici qu'éclate l'insuffisance des explications du Dr Leete. Non seulement, il ne montre pas suffisamment les rouages, mais surtout il ne nous dit pas comment ils ont été mis en marche. Dans beaucoup d'autres chapitres, il n'y avait entre son époque et la nôtre que des différences de mesure. Ici, nous trouvons un contraste très net. Qu'est-il advenu lorsqu'on a passé d'un régime à l'autre? Le premier jour, comment le travailleur a-t-il été rémunéré? Avec quelle pierre de touche a-t-on évalué les articles qu'il prenait sur son crédit?

M. West a, naguère, été séduit par une musique parfaite que lui transmettait le téléphone. Combien la payait-on? A combien d'heures de travail revenait un air chanté par un ténor incomparable?

Comment faire pour évaluer un cheval? L'élevage d'une bête coûte assez peu de travail, si elle nécessite beaucoup de capital. Première difficulté. Mais il en coûte au moins autant pour élever un très bon cheval qu'un très mauvais. Les deux se vendront-ils le même prix?

Le Dr Leete nous apprend que la rareté des produits influe sur le taux de vente. L'offre et la demande jouent donc leur rôle éternel. Mais si parce qu'un article est rare, la nation le vend plus cher, elle réalise un bénéfice — Qu'en fait-elle? A-t-elle un compte ouvert pour les pro —

s provenant de la distribution ? Mais, alors, que devient système entier ? Le commerce subsiste, les mots « vente achats » gardent leur sens, on sait encore ce que signifient les gains et les pertes.

Et voilà comment dès qu'on essaie de bâtir, il faut rendre pied.

CHAPITRE XVIII

Je restai assis, ce soir-là, après que les dames se furent retirées, causant avec le D^r Leete de l'effet de l'exemption de service accordée après quarante-cinq ans d'âge. Nous avions été amenés à cette question par ce qu'il m'avait dit de la part que prenaient au gouvernement ces citoyens retraités.

— A quarante-cinq ans, dis-je, un homme a encore dix ans de bon travail physique devant lui, et le double de bon service intellectuel. Etre congédié et laissé sur le carreau à cet âge doit sembler plutôt une peine qu'une faveur, à des hommes énergiques.

— Mon cher M. West, vous ne pouvez pas comprendre le piquant de vos idées du xix^e siècle pour nous autres. Sachez, ô fils d'une autre race, la nôtre pourtant, que le travail que nous avons à donner pour payer à la nation les moyens qu'elle nous fournit de mener une existence confortable, n'est pas considéré comme le plus intéressant, le

plus important ou le plus digne des emplois de nos forces. Nous le regardons comme un devoir nécessaire, que nous devons accomplir avant de pouvoir nous consacrer entièrement à l'exercice de nos facultés plus élevées, aux jouissances intellectuelles et spirituelles dont la recherche est la vraie vie.

On a fait tout ce que l'on a pu, soit par l'égalité de distribution des charges, soit par toutes les attractions et tous les stimulants, pour empêcher le travail d'être rebutant et, en fait, il ne l'est pas, sauf dans un sens relatif. Mais ce n'est pas notre travail, mais les hautes et larges activités qui nous seront accessibles quand notre tâche sera faite, ce sont ces activités que l'on juge la grande affaire de l'existence.

Naturellement, ce n'est ni l'universalité, ni même la majorité qui ont ces aspirations scientifiques, artistiques, littéraires, dont les possesseurs recherchent le loisir comme le seul bien précieux. Beaucoup regardent la dernière moitié de leur vie surtout comme une période de jouissances de tout genre; pour les voyages, pour les relations avec les compagnons de leur âge. Ils y voient un temps propice à la culture de toutes les idiosyncrasies, de tous les goûts spéciaux, à la recherche de toutes les formes de récréation. En un mot, un temps où la grande occupation est de savourer, calmes et à loisir, toutes les bonnes choses qu'ils ont aidé à créer. Mais quelle que soit la différence entre nos goûts individuels quant à l'usage que nous faisons de nos loisirs, nous sommes tous d'accord pour

envisager la date de libération comme celle de notre émancipation, comme le jour où nous atteignons vraiment notre majorité, qui nous affranchit de la discipline et du contrôle, nous donnant à nous-mêmes les rênes de notre existence. Comme les jeunes gens de votre temps aspiraient à avoir vingt et un ans, les hommes d'aujourd'hui soupirent après leurs quarante-cinq ans. A vingt et un ans, nous devenons des hommes, à quarante-cinq nous redevenons des jeunes gens. L'âge moyen et ce que vous appeliez la vieillesse, nous semblent l'âge béni de la vie plutôt que la jeunesse. Grâce aux meilleures conditions de l'existence actuelle, et surtout à la suppression des soucis, la vieillesse arrive plus tard et sous un aspect moins terrible que parmi vous. Les personnes d'une constitution moyenne vivent d'ordinaire jusqu'à quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-dix ans. A quarante-cinq ans, nous sommes physiquement et intellectuellement plus jeunes que vous ne l'étiez, j'imagine, à trente-cinq. C'est une singulière chose qu'à quarante-cinq ans, alors que nous entrons dans la meilleure partie de notre vie, vous commenciez déjà à penser à la vieillesse et à regarder en arrière. Chez vous c'était le matin, c'est pour nous l'après-midi qui forme la plus belle fraction de l'existence.

Je me souviens qu'après cela, notre conversation divergea. Nous parlâmes des sports populaires et des récréations de l'heure présente comparés à ceux du XIX^e siècle.

— A un point de vue, dit le docteur, il y a une différence sensible. Les sportsmen de profession, qui étaient un si curieux détail de votre temps, ont disparu. Nous n'avons rien qui y corresponde. Les prix que se disputent nos athlètes ne sont pas des sommes d'argent comme parmi vous. Nos luttes sont seulement pour la gloire. La généreuse rivalité existant entre les diverses corporations, le dévouement de chaque ouvrier à sa guilde, offrent une stimulation constante à toutes sortes de jeux, de défis, sur mer et sur terre, où les jeunes gens s'intéressent à peine davantage que les vétérans retraits. Les régates de Marblehead ont lieu la semaine prochaine. Vous pourrez voir par vous-même l'enthousiasme populaire et le comparer à votre temps. Le cri des Romains, le « panem et circenses », est aujourd'hui jugé très raisonnable. Si le pain est la première nécessité de la vie, le plaisir est la seconde et la nation veut les deux. Les Américains du xix^e siècle n'étaient si malheureux que parce qu'ils manquaient de l'un et de l'autre. Même si votre peuple avait eu des loisirs, je crois qu'il n'aurait pas su où les employer agréablement. Nous ne sommes jamais dans cet embarras.

CHAPITRE XIX

Au cours d'une promenade de santé matinale, je visitai Charlestown. Parmi les changements, si nombreux que je n'essaierai pas de les indiquer, qui prouvaient qu'un siècle avait passé, je remarquai surtout la totale disparition de la vieille prison.

— C'était avant ma naissance, mais j'en ai entendu parler, me dit le docteur, lorsque je fis allusion au fait à l'heure du déjeuner. Nous n'avons pas de prisons aujourd'hui. Tous les cas d'atavisme sont traités dans les hôpitaux.

— D'atavisme ! m'écriai-je surpris.

— Pourquoi non ? L'idée de châtier les malheureux a été abandonnée voilà cinquante ans, et plus encore, je crois.

— Je ne vous comprends pas bien, dis-je. « Atavisme », de mon temps, était un mot que l'on appliquait aux cas où un trait spécial d'un ancêtre reparaissait dans le descendant. Dois-je comprendre que le crime est aujourd'hui considéré comme la répétition d'une déformation ancestrale !

— Je vous demande pardon, me dit le D^r Leete

avec un sourire à moitié humoristique, à moitié railleur, mais puisque vous avez si bien expliqué la chose, je dois convenir que c'est absolument ainsi.

Après ce que j'avais déjà appris des contrastes moraux entre les deux siècles, il était sans doute absurde de ma part de faire de la sensibilité sur ce sujet. Probablement, si le Dr Leete n'avait pas parlé sur ce ton, et si madame Leete et Edith n'avaient montré de l'embarras, je n'aurais pas rougi comme je le fis.

— Je ne courrais pas grand risque d'être fier de ma génération, dis-je, mais vraiment.....

— Votre génération, c'est celle-ci, M. West, dit Edith, c'est celle où vous vivez. Ce n'est que parce que nous y vivons que nous l'appelons la nôtre.

— Merci, j'essaierai de le penser.

Et comme mes yeux rencontraient les siens, leur douceur guérit ma sensiblerie.

— Après tout, dis-je en riant, j'étais calviniste et je ne dois pas être surpris d'entendre parler du crime comme d'un trait ancestral.

— En fait, dit le docteur, notre acception du mot n'a rien à voir avec votre génération — si, avec la permission de ma fille, j'ose dire votre génération, — autant que cela impliquerait que nous nous sentons supérieurs à vous, comme individus. De votre temps les dix-neuf vingtièmes des crimes — j'entends par là tous les méfaits — provenaient de l'inégalité des conditions. Le besoin viciait le pauvre. L'appât de gains plus gros, le désir de conserver des gains acquis entraînaient au mal celui

qui possédait directement ou indirectement; la soif de l'argent, de cet argent qui signifiait tout ce qui est bon, était le mobile de tous les crimes, la racine de la plante vénéneuse qui aurait envahi votre civilisation sans l'attrail de vos lois, de vos tribunaux, de votre police. Lorsque nous avons confié à la nation l'entière richesse publique, et garanti à tous une large satisfaction de leurs besoins, d'un côté supprimant l'indigence, de l'autre interdisant l'accumulation des richesses, nous avons coupé la racine; l'arbre pernicieux qui assombrissait votre société a péri en un jour. Quant à la classe relativement restreinte de crimes contre les personnes, où l'idée du gain n'entre pas, même de vos jours ils n'étaient guère commis que par l'ignorant, le bestial. Aujourd'hui que l'éducation et les bonnes manières ne sont plus le monopole de quelques-uns, mais le lot de tous, on n'entend presque plus parler de ces atrocités. Vous voyez maintenant pourquoi on appelle atavisme ce que vous appeliez crime. C'est parce qu'à peu près toutes les formes de crimes connues de vous sont maintenant sans motifs. Lorsqu'elles se produisent, elles ne peuvent s'expliquer que par une déviation héréditaire. Vous appeliez les personnes qui volaient sans motifs des « kleptomanes » et quand le cas était évident vous jugiez absurdes de les punir comme des voleurs. Votre attitude envers le kleptomane est la nôtre envers la victime de l'atavisme, une attitude de pitié et une contrainte ferme, mais douce.

— Vos tribunaux doivent avoir des vacances ! Ils n'ont pas à s'occuper de la propriété privée, pas de disputes entre citoyens au sujet d'affaires, pas d'immeubles à partager ou de dettes à faire payer ; ils ne doivent avoir aucune affaire civile. Puisqu'il n'y a pas de délits contre la propriété, pas de cas criminels, vous devez vous passer à peu près de juges et de procureur ?

— Nous n'avons pas d'hommes de loi, certes, dit le docteur. Il ne nous semblerait guère raisonnable, lorsque le seul intérêt de la nation est de trouver la vérité, que des personnes vinssent s'associer à des procédés dont le seul but est de la déguiser.

— Mais qui défend l'accusé ?

— S'il est criminel, il n'a pas besoin de défenseur, car, d'ordinaire, il plaide coupable. La déclaration de l'accusé n'est pas chez nous une simple formalité comme chez vous. Le plus souvent, elle termine le procès.

— Vous ne voulez pas dire que l'accusé qui plaide non coupable est absous par le fait même ?

— Non, certes. Il n'est pas accusé à la légère et, s'il nie sa faute, il doit pourtant être jugé. Mais les débats sont rares. Dans la plupart des cas, le coupable avoue. Quand il nie à faux, si la culpabilité est prouvée, la peine est doublée. Mais le mensonge est tellement méprisé parmi nous que peu de criminels voudraient y recourir, fût-ce pour se sauver.

— Voilà qui est plus étonnant que tout ce que vous m'avez raconté ! Si le mensonge est tellement

passé de mode, vous vivez vraiment « dans les cieux nouveaux et sur la terre nouvelle où habite le Droit », qu'a prédits le prophète.

— C'est, en effet, l'avis de beaucoup de gens, me dit le docteur. Ils croient que nous sommes dans le millénium et leurs idées à ce point de vue sont loin d'être absurdes. Mais pour en revenir à votre étonnement en voyant que le mensonge a disparu, laissez-moi dire qu'il n'est pas fondé. Même de vos jours, la fausseté était rare chez les personnes d'un certain rang, toutes égales socialement.

Le mensonge par frayeur était un refuge des lâches. Celui par intérêt était l'arme de la fraude. Les inégalités entre les hommes et leur soif d'acquiescer étaient un appel constant au mensonge. Cependant, même alors, celui qui ne craignait personne et qui ne désirait tromper personne, méprisait la fausseté. Comme nous sommes égaux, que nul n'a à craindre son semblable, n'a rien à gagner en le trompant, le mépris du mensonge est si universel qu'il est bien rare, je le répète, qu'un criminel y ait recours. Lorsque, cependant, il plaide non coupable, le juge nomme deux de ses collègues pour établir les différents points du procès. La distance qui sépare ces hommes de vos avocats salariés, de vos parquets gagés, vous apparaîtra plus claire par ce fait qu'à moins que tous les deux ne trouvent le verdict juste, la cause est rayée, et qu'un semblant de biais dans le discours de l'un d'eux serait un scandale choquant.

— Ai-je bien compris ? Est-ce un juge qui présente les côtés opposés de la question, un juge égal à celui qui l'écoute ?

— Certainement. Les juges servent à tour de rôle au fauteuil et au barreau. On leur demande de veiller à l'ordre public autant en présentant les questions qu'en les décidant. Le système est, en somme, celui d'un jugement par trois juges, envisageant chacun un point de vue différent. Quand ils sont d'accord sur un verdict, nous croyons que celui-ci est aussi près de la vérité absolue que peut l'être chose humaine.

— Vous avez renoncé au jury, alors ?

— C'était un bon correctif, d'une justice parfois vénale, au temps des avocats salariés. Il est inutile maintenant. Il n'est pas de mobile qui puisse influencer nos juges, hors la justice.

— Et comment sont choisis les magistrats ?

— Ils forment une honorable exception à la règle qui libère tout le monde à quarante-cinq ans. Le Président de la nation nomme les juges nécessaires, chaque année, parmi ceux qui atteignent cet âge. Le nombre des élus est naturellement très minime. L'honneur est si grand qu'il compense la prolongation du service et, quoiqu'une nomination puisse être refusée, elle l'est rarement. La période est de cinq ans, sans rééligibilité. Les membres de la cour suprême, qui ont la garde de la constitution, sont choisis parmi les juges inférieurs lorsque survient une vacance dans cette cour ; ceux des juges inférieurs dont le mandat

expire la même année, choisissent — et c'est leur dernier acte officiel — celui de leurs collègues qu'ils jugent le plus apte à ces hautes fonctions.

— Comme il n'y a pas de profession qui offre aux juges un apprentissage, ils doivent, dis-je, passer directement de l'école de droit sur le fauteuil ?

— Nous n'avons rien qui ressemble à vos écoles de droit. Comme science spéciale, le droit a disparu. C'était un système de casuistique, nécessaire, peut-être, pour interpréter les arrangements artificiels du vieil ordre de choses. Mais de bien rares principes légaux, les plus simples, les plus communs peuvent s'appliquer à l'état actuel. Tout ce qui concerne les relations des citoyens entre eux est maintenant incomparablement moins complexe. Nous n'aurions pas de besoin à donner à ces coupeurs de cheveux en quatre, qui jugeaient ou péroraient dans vos prétoires. N' imaginez pas que nous ayons du dédain pour ces anciennes choses très respectables, parce qu'elles nous sont inutiles. Au contraire, nous avons un extrême respect, qui touche à la frayeur, de ces hommes qui, seuls, pouvaient comprendre et appliquer les innombrables règles de la propriété et assurer les rapports de dépendance personnelle et commerciale qu'impliquait votre système. Où pourrait-on prendre une plus forte impression de la complication, de la nature artificielle du système, que dans ce fait qu'il était nécessaire de choisir l'élite de la nation, au préjudice des autres carrières, pour en former un corps de lettrés capables d'ex-

plier un peu les règles et les lois à ceux dont elles réglaient les destinées ? Les ouvrages de vos grands légistes, les œuvres de Blackstone et de Chitty, de Story et de Parsans, sont dans nos musées à côté des livres de Duns Scott et de ses camarades de scolastique, comme de curieux monuments de force intellectuelle employée à des sujets également inutiles aux modernes. Nos juges sont tout bonnement des hommes d'âge mûr, instruits, judicieux et sérieux.

Je ne dois pas passer sous silence l'une des plus importantes fonctions des juges inférieurs, ajouta le D^r Leete. Elle consiste dans la décision sur les plaintes formées par les soldats de l'armée industrielle contre un officier. Un seul juge les reçoit et les tranche, les trois magistrats étant réservés au cas les plus graves. Pour que l'industrie soit productive, il faut une discipline sévère dans l'armée du travail, mais le droit de chaque ouvrier à un traitement équitable et digne lui est assuré par la nation. L'officier commande. Le soldat obéit. Mais nul officier n'est si haut placé qu'il ose déployer une hauteur blessante envers le travailleur de la plus humble classe. Quant à la rudesse d'un officier quelconque, dans ses rapports avec le public, c'est une faute dont le châtiment ne se fait pas attendre. Nos juges assurent non seulement l'équité mais la courtoisie dans toutes ces relations. Il n'est pas de service de telle valeur qu'elle compense des façons grossières ou blessantes.

Je me rappelai, tout en écoutant le D^r Leete,

qu'il m'avait beaucoup parlé de la *nation*, mais ne m'avait rien dit du gouvernement des États. L'organisation industrielle avait-elle supprimé les États ? Je le lui demandai.

— Nécessairement. Les gouvernements des États se seraient mêlés du contrôle et de la discipline de l'armée industrielle et ceux-ci requièrent, avant tout, l'uniformité. Même si les gouvernements particuliers n'étaient pas devenus gênants pour d'autres raisons, ils étaient rendus superflus par la simplification énorme de la tâche du gouvernement depuis notre temps. La seule fonction de notre administration est à peu près celle de diriger les industries du pays. Beaucoup des raisons pour lesquelles le gouvernement existait ne subsistent plus. Nous n'avons ni armée, ni flotte, ni organisation militaire. Nous n'avons ni ministère d'État, ni trésorerie, ni excise, ni service des contributions, ni impôts, ni percepteurs. La seule attribution du gouvernement, qui vous fût connue et qui soit restée, c'est le système judiciaire et de police. Je vous ai déjà expliqué combien notre organisation judiciaire est simple, comparée à vos rouages compliqués. Naturellement, l'absence de crimes et de motifs pour en commettre, de même qu'elle diminue le travail des juges, réduit au minimum les devoirs et le personnel de la police.

— Mais, sans assemblée législative des États, avec un Congrès qui ne se réunit que tous les cinq ans, comment faites-vous vos lois ?

— Nous n'avons pas de lois, ou, du moins,

presque pas. Rarement, le Congrès examine quelques lois nouvelles et il les renvoie au Congrès suivant. Considérez, M. West, que nous n'avons rien à faire des lois ! Les principes fondamentaux sur lesquels est basée notre société règlent, une fois pour toutes, les difficultés et les malentendus qui, de votre temps, nécessitaient des lois.

Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de vos lois concernaient la définition et la protection de la propriété individuelle ou les relations d'acheteurs et vendeurs. Il n'y a plus ni propriété individuelle, ni acheteurs, ni vendeurs. Par suite, la raison d'être de presque toute votre législation a cessé. Autrefois, la société était une pyramide posée sur son sommet. Tous les mouvements de la nature humaine tendaient à la renverser. Elle ne pouvait être maintenue droite (1) que par tout un système d'étais, de supports, de pieds-droits sous la forme de lois.

Un Congrès central et quarante législatures d'état, édictant quelques vingt mille lois chaque année, n'arrivaient pas à remplacer suffisamment vite les étais qui cédaient. Maintenant, la pyramide repose sur sa base et elle a aussi peu besoin de supports artificiels que les montagnes éternelles.

— Mais vous avez du moins des municipalités, en outre du gouvernement ?

— Certainement, et elles ont des fonctions importantes, à chercher le bien être et le plaisir du

(1) Il y a ici un jeu de mots intraduisible.

(C. L.)

public, en sus de l'amélioration et de l'embellissement des villages et des villes.

— Mais, dépourvues d'autorité sur le travail de leurs citoyens ou de moyens d'en louer, comment font-elles ?

— A chaque ville ou village, est attribué le droit de prélever, pour ses travaux publics, une certaine proportion du travail que ses citoyens paient à la nation. Cette fraction, lui étant donnée sous forme de crédit, peut être employée comme le désire le Conseil municipal.

Nos idées modernes, arriérées si l'on veut, nous font traiter le peuple comme une collectivité d'hommes et non pas comme une troupe d'enfants. Que la récréation soit nécessaire à l'individu, c'est incontestable ; mais les citoyens sont-ils tellement faibles ou, en prenant le mot dans sa vieille acception, tellement imbéciles que le pouvoir soit obligé de leur fournir les moyens de distraction ? Dans ce prétendu progrès, il y a un retour inconscient aux origines. On le découvre dans ces soins paternels que le gouvernement prend de ses sujets, dans l'oubli constant de ce fait que la liberté cesse d'être appréciée dès qu'elle cesse d'être entière pour ceux de nos actes qui sont individuels par nature. On en voit une autre preuve dans le désir de tout ramener à des formes simplistes.

Que, dans le Monde-Futur, il n'y ait pas de jurisprudence pas plus que de code, ce n'est pas une preuve absolue que les droits de chacun soient sauvegardés. Car en somme, chacun aura bien quelques droits. La société primitive, elle aussi, a jugé par l'équité. Seulement, un fait est apparu, très clair, très lumineux, c'est que

l'équité seule est impuissante à atteindre le but pour lequel la justice sociale est invoquée.

Dire « ceci est mal », ou « cela est bien », est infiniment moins aisé qu'on ne se le figure. Dès qu'il y a eu une morale, les cas de conscience se sont montrés. De même qu'une haute culture intellectuelle rend celui qui en est doué plus apte à résoudre les problèmes de morale qui s'offrent journellement, de même celui qui a préalablement étudié les difficultés et les conséquences d'une décision judiciaire sera infiniment plus propre à débarrasser une cause de ces éléments superficiels, de séparer, « ce qu'on voit », de « ce qu'on ne voit pas », à rendre, en un mot, des arrêts qui servent l'intérêt social en sauvegardant sa base nécessaire, la justice.

Les arrêts ne perdront pas leur importance même en l'an 2000. Nos codes criminels ne sont pas exclusivement consacrés aux crimes contre la propriété. Ils visent encore les crimes contre les personnes. L'avarice n'est pas le seul des péchés capitaux qui amène ses auteurs devant nos magistrats. L'envie, la colère, la luxure donnent un bon contingent de criminels. On appelle aujourd'hui crimes passionnels ceux qu'ils commettent. Pourquoi disparaîtront-ils au *xx*^e siècle ?

Un moyen assez simple s'offrait, d'autant plus aisé que l'auteur a fait abstraction complète des voies et moyens de réaliser ses conceptions. Comment est-il arrivé à supprimer les crimes et délits contre la propriété ? En abolissant la propriété ! Il aurait pu, et pour être logique il aurait dû abolir les crimes passionnels en abolissant leur objet. Le mariage supprimé, il n'y a plus d'adultère ! Si l'on efface du code moral la partie qui règle les rapports des deux sexes, il n'y a plus d'immoralité possible. En quoi consisterait la diffamation si les individus, déjà mis à l'abri de toute calomnie contre leur probité et leur solvabilité, n'avaient plus d'honneur personnel ou familial que l'on pût entamer.

Non seulement la logique du raisonnement voudrait

qu'il en fût ainsi, mais de plus la logique des faits amènerait cet achèvement de l'œuvre. Dans une société où toutes les facultés de lutte resteraient sans emploi, où un travail de quelques heures suffirait à tous les besoins, les loisirs appartiendraient à ces passions, mauvaises certes, mais enracinées chez l'homme, que la nation ne satisferait pas, espérons-le du moins. En présence des violences, des haines, des crimes qui agiteraient continuellement le corps social, que feriez-vous ? La réponse, vous vous la donnez vous-même, puisque vous supprimez le capital par cette seule raison que l'on se déchaîne contre lui, mais lisez Proudhon. Nous n'aurons pas l'imprudence de vous redire, après lui, comment le communisme des biens amène à la communauté des femmes. Réfutez-le et vous aurez bien mérité de tous les communistes qui n'ont jamais pu entamer l'amas de preuves qu'il en donne.

Vous y seriez conduits plus sûrement encore par les principes de droit criminel que vous empruntez à certains auteurs de notre époque. Nous disions tout à l'heure que la caractéristique de l'évolution proposée, c'est qu'elle s'inspire de ces âges primitifs qu'on pourrait appeler les âges inorganiques. Lorsque, par exception, ce n'est plus ce passé lointain qui sert de moule, ce sont les conceptions que le xix^e siècle, vers sa fin, a vu développer et a flétries par le nom de « décadentes » qui vous servent d'Évangile.

Beccaria disait : « La société ne se venge pas. Elle punit. » Et voilà une foule de médecins, de littérateurs, — nous ne dirons pas choisis parmi les plus grands — qui viennent écrire : « Elle n'en a pas le droit. L'acte qui lui est soumis est coupable, mais son auteur ne l'est pas. Il a hérité de penchants funestes... » On connaît la suite. Dans un procès, célèbre en Russie, dont nous avons écrit l'histoire, l'assassin était un vil misérable qui avait volé, outragé et assassiné une jeune fille. Le professeur Babinsky, cité par la défense, a déclaré que

cet homme était *psycopathe*. Et, d'après lui, cela suffit. L'accusé était atteint de psychopathie luxurieuse et homicide. Il ne méritait que l'asile des fous et, encore, avec beaucoup d'égards. « Ne l'irritez pas, disait le professeur, vous exaspérez son état. »

Mais qui donc, sinon Celui qui sonde les consciences, qui donc peut juger la culpabilité intrinsèque d'un homme ? Dans quelles balances peser les mobiles qui ont déterminé le crime ? Ils sont tellement complexes, ces mobiles ! Le D^r Lombroso et ses disciples ne plaident que l'atavisme. Pourquoi ? Et l'éducation, et le milieu, et l'état d'âme engendré par ces trois éléments ? Ah ! certes, chacun de nous trouvera dans sa conscience, non pas des crimes, mais des faits qui lui sont propres et sur la culpabilité desquels il porte un jugement très différent de celui des tiers qui les connaîtraient. Non pas par suite de son penchant à être indulgent pour lui-même, mais parce qu'il sait quelle était sa volonté en accomplissant l'acte et qu'il juge cette volonté alors qu'autrui ne juge que l'acte. Pour emprunter le jargon de l'école, il juge subjectivement et non objectivement.

Si la société punissait, comme le disait Beccaria, si elle essayait de proportionner le châtiment à la faute, elle léserait sans cesse la justice qu'elle invoque. Mais non, elle punit les délits en raison du péril qu'ils lui font courir. Elle ne punit pas. Elle se défend.

On met toujours en avant les grands mots de justice, d'équité. Mais où trouver la base de ces grandes idées sinon dans l'intérêt des individus et de l'espèce. Peut-être sommes-nous affectés de myopie morale, mais nous observons en vain. Qu'on nous le dise, qu'on nous apprenne pourquoi la justice est une entité distincte absolument de l'humanité, une divinité qui exige un culte de latrie que la raison ne saurait discuter.

Jusque là nous croirons qu'un malfaiteur, c'est l'homme qui fait du mal. Etant persuadé qu'en assurant à l'assassin un traitement très doux dans un hôpital confortable,

nous causerons la mort de beaucoup de braves gens qui ont le malheur d'avoir des ennemis, nous tâcherons de trouver des peines qui effraient ceux qui voudraient l'imiter. Si, en même temps, nous réussissons à amender le coupable, tant mieux, la société y gagnera un homme. Mais nous ne sacrifierons pas à cet espoir la paix sociale, que troubleraient les natures vicieuses si on ne leur montrait le châtiment après le crime.

CHAPITRE XX

Ce jour-là, Edith me demanda par hasard si j'avais déjà revu la chambre souterraine du jardin dans laquelle j'avais été retrouvé.

— Pas encore ! lui dis-je. Pour être franc, j'ai reculé devant cette visite. J'ai eu peur qu'elle ne ravivât des associations d'idées trop fortes pour mon équilibre mental.

— C'est vrai, dit-elle, et je crois que vous avez sagement agi. J'aurais dû y penser.

— Je suis heureux que vous m'en ayez parlé. Le danger, s'il y en a eu, n'a duré que pendant les deux ou trois premiers jours. Grâce à vous, surtout et toujours, je me suis si bien implanté dans ce monde nouveau que si vous voulez venir avec moi pour éloigner les spectres, je serai réellement charmé de visiter l'endroit cet après-midi.

Edith hésita d'abord. Puis, voyant que je le souhaitais vivement, elle consentit à m'accompagner. La masse de terre enlevée de l'excavation se voyait de la maison à travers les arbres et quelques

pas nous y portèrent. Tout était dans le même état que lorsque le travail fut interrompu par la découverte des propriétaires de la chambre, sauf que la porte avait été ouverte et la dalle du toit remplacée. En descendant le talus de l'excavation nous arrivâmes à la porte et nous entrâmes dans la chambre doucement éclairée.

Tout était précisément comme je l'avais disposé le soir, cent treize ans auparavant. Je restai quelques instants, silencieux, à regarder autour de moi. Je vis que ma compagne me regardait furtivement avec une expression de sympathie effrayée. Je lui tendis ma main. Elle y plaça la sienne, ses doigts effilés répondant à mon frémissement par une pression encourageante. Enfin, elle murmura :

— Ne ferions-nous pas mieux de sortir, maintenant ? N'abusez pas de vos forces. Comme tout cela doit vous sembler étrange !

— Au contraire ! Rien ne me semble étrange. Et c'est-là le plus bizarre.

— Rien ne vous semble étrange ? dit-elle, comme un écho.

— Absolument. Les émotions que vous me supposez, que je m'attendais à voir éveillées par cette visite, je ne les ressens pas. Je revois tous ces objets, je les reconnais, mais sans l'émoi que je prévoyais. Depuis ce terrible matin où vous êtes venue à mon secours, j'ai tâché de ne pas songer à ma vie passée, de même que j'ai évité de venir ici, par crainte du trouble. Je suis comme un homme qui a contraint à un long repos un membre

blessé, convaincu qu'il doit être d'une sensibilité excessive et qui est surpris, en voulant le mouvoir, de le trouver atrophié.

— Voulez-vous dire que votre mémoire a disparu ?

— Pas du tout. Je me rappelle tout ce qui touche à ma vie de jadis, mais avec une absence totale de sensations pénibles. Je me la rappelle avec une clarté aussi grande que si un jour seul m'en séparerait. Mais, mes sentiments sur ce que je me rappelle sont aussi vagues que si tout datait d'un siècle, comme c'est d'ailleurs la vérité. Peut-être puis-je expliquer le fait. Le changement de milieu a un effet pareil à celui du temps ; il semble reculer le passé. Quand je me suis réveillé, ma vie d'alors m'apparut comme celle de la veille. A présent, depuis que j'ai appris à connaître le nouveau milieu, à m'assimiler les prodigieuses transformations du monde, je ne trouve plus difficile d'admettre que j'ai dormi un siècle. Pouvez-vous concevoir que l'on vive un siècle en quatre jours ? C'est juste ce qu'il me semble avoir fait. C'est de là que vient l'apparence effacée, flottante que prend à mes yeux ma vie antérieure. Comprenez-vous tout cela ?

— Je le conçois très bien, me dit Edith songeuse. Je pense que nous devons tous être heureux qu'il en soit ainsi, car cela vous épargne, j'en suis sûre, bien des souffrances.

— Imaginez, dis-je dans un effort pour expliquer, à moi aussi bien qu'à elle, la singularité de mes con-

ditions mentales, imaginez un homme entendant parler d'un événement très longtemps après qu'il s'est produit, après la moitié d'une vie humaine, par exemple. Son sentiment serait, je crois, pareil à ceux que j'éprouve. Lorsque je pense à mes amis du monde disparu, à la tristesse qu'à dû leur causer ma disparition, c'est avec une pensée de sympathie, plutôt que de souffrance, comme on pense à une douleur depuis bien longtemps effacée.

— Vous ne m'avez jamais parlé de vos amis. Aviez-vous beaucoup de personnes qui aient dû vous pleurer ?

— Grâce à Dieu, j'avais peu de parents, et aucun ne m'était plus proche que mes cousins. Mais il y avait une personne, qui n'était pas ma parente, mais qui m'était plus chère que tous ceux de mon sang. Elle avait votre nom. Elle devait devenir bientôt ma femme. Hélas !

— Hélas ! répéta Edith. Pensez à la douleur qu'elle aura éprouvée.

Quelque chose dans la profonde commisération de l'aimable jeune fille fit résonner mon cœur. Mes yeux, secs jusque-là, furent envahis par ces larmes qui s'étaient refusées à couler. Quand j'eus repris mon calme, je vis qu'elle aussi avait pleuré librement.

— Dieu bénisse votre cœur, lui dis-je. Voulez-vous que je vous montre son portrait ?

Un petit médaillon avec le portrait d'Edith Bartlett, attaché à mon cou par une chaîne d'or, était resté sur ma poitrine pendant mon long sommeil.

Je le montrai à ma compagne. Elle le prit avec émotion et après avoir longuement regardé ce doux visage, y posa ses lèvres.

— Je sais qu'elle était assez bonne et aimable pour mériter vos larmes, me dit-elle. Mais souvenez-vous que sa douleur a cessé depuis longtemps et qu'elle est au ciel depuis près d'un siècle.

Et c'était vrai ! Quelle qu'ait pu être sa douleur, depuis cent ans elle avait cessé de pleurer. Mes larmes se séchèrent après ce premier élan. Je l'avais chérie tendrement, mais il y avait cent ans ! Peut-être cette confession me fera-t-elle taxer de manque de cœur, mais personne n'a une expérience de la matière suffisante pour me juger avec compétence. Comme nous allions quitter la chambre, j'aperçus le grand coffre-fort placé dans un coin, je le montrai à Edith et je lui dis :

— C'était ma chambre de sûreté en même temps que ma chambre à coucher. Dans cette caisse, il y a plusieurs milliers de dollars en or, et pas mal de valeurs. Si j'avais su, en m'endormant, combien la nuit serait longue, j'aurais cependant été sûr qu'à mon réveil, cet or aurait défrayé mes besoins dans n'importe quel siècle, n'importe quel pays. Qu'un temps vint où l'or n'aurait plus de pouvoir d'achat, voilà ce qui semblait le plus fou des rêves. Et cependant, au réveil, je me suis trouvé au milieu d'une population chez laquelle une charretée d'or ne me procurerait pas une tranche de pain.

Comme j'aurais dû m'y attendre, je n'arrivai

pas à impressionner Edith qui ne voyait rien de remarquable dans tout cela.

— Comment cela se pourrait-il ? demanda-t-elle tout simplement.

CHAPITRE XXI

Le Dr Leete nous avait proposé d'employer la matinée suivante à inspecter les écoles et collèges de la ville. Il avait même essayé de m'expliquer le système d'éducation du xx^e siècle.

— Vous verrez, me dit-il, comme nous nous levions après déjeuner, de bien grandes différences entre nos méthodes et les vôtres. Mais la principale est que, maintenant, tous ont également les moyens d'obtenir l'instruction supérieure qui, de vos jours, n'était dévolue qu'à une partie infinitésimale de la population. Nous jugerions que nous n'avons rien gagné de digne de remarque, si nous n'avions égalisé que le bien-être physique des hommes, sans nous occuper de leur égalité d'éducation.

— Cela doit coûter beaucoup !

— Si cela absorbait la moitié du revenu de la nation, personne ne s'en plaindrait, pas même si nous étions tous réduits à la portion congrue. Mais en réalité, instruire dix mille jeunes gens ne coûte

pas dix fois, ni même cinq fois plus qu'en instruire mille. Le principe d'après lequel tout ce qui se fait sur une grande échelle est meilleur marché que ce qui se fait sur une petite, s'applique aussi à l'éducation.

— Les collèges étaient terriblement chers de mon temps.

— Si nos historiens ne nous trompent pas, répondit le docteur, ce n'était pas l'éducation du collège qui coûtait cher. C'étaient la dissipation et les extravagances du collège. La vraie dépense de vos collèges semble avoir été minime. Elle l'aurait été plus encore avec une clientèle plus nombreuse. L'instruction supérieure, maintenant, coûte aussi bon marché que l'instruction primaire, puisque toutes les catégories de professeurs reçoivent la même part, comme tous les travailleurs. Nous avons simplement ajouté au système d'éducation, en usage voilà cent ans dans le Massachussetts, une demi-douzaine de grades plus élevés, amenant les jeunes gens jusqu'à leur majorité, leur donnant ce que vous appeliez l'éducation d'un gentleman, au lieu de les abandonner à quatorze ou quinze ans sans autre provision intellectuelle que de savoir lire, écrire et réciter la table de Pythagore.

— Mettant de côté le prix actuel de ces années supplémentaires d'éducation, nous n'aurions pas cru pouvoir supporter la perte de ce temps détourné des travaux industriels. Les fils des classes pauvres entraient à l'atelier à seize ans au plus tard et à vingt ans, ils savaient leur métier.

— Nous ne reconnaitrons jamais que vous puissiez gagner quelque chose avec votre système, même au point de vue matériel. L'efficacité plus grande que l'éducation donne à toute sorte de travail, sauf peut-être le plus commun, paie bien vite le temps dépensé à l'acquérir.

— Nous aurions craint, en outre, objectai-je, qu'une haute éducation, par cela même qu'elle adaptait les hommes aux professions libérales, les disposât mal aux labeurs de tout genre.

— J'ai lu, en effet, que, de votre temps, l'éducation avait ces conséquences. Et ce n'était pas surprenant, car le labeur manuel impliquait la vie commune avec une classe rude, ignorante, grossière. Cette classe-là n'existe plus. Il était inévitable qu'un tel sentiment dût exister alors, pour cette raison simple que tous les gens qui avaient reçu cette éducation se destinaient ou à une profession libérale ou à une opulente oisiveté. Cette éducation, je dirai même, n'était chez celui qui n'était en possession ni d'une profession libérale ni de la richesse, qu'un indice d'ambitions déçues, qu'une preuve d'échecs subis : en un mot, beaucoup plus une tare qu'un mérite. Maintenant que la plus haute éducation est jugée nécessaire pour aider simplement un homme à vivre, sans relation avec le genre d'ouvrage qu'il est appelé à faire, sa possession n'implique pas tout cela.

— Après tout, remarquai-je, aucune instruction ne peut enlever les faiblesses natives ou suppléer aux déficiences originelles. A moins que la capa-

cité mentale moyenne ne soit très au-dessus de celle de mon époque, une instruction supérieure doit être à peu près perdue pour une large partie de la population. Nous avons coutume de penser qu'une certaine adaptabilité à l'influence de l'instruction est nécessaire pour qu'un esprit vaille la culture; juste comme une certaine fertilité est nécessaire pour que le sol paie le labour.

— Ah ! dit le docteur, je suis bien aise que vous ayez employé cette image. C'est celle que j'aurais choisie pour expliquer l'idée moderne de l' ducation. Vous dites que la terre, assez pauvre pour que son produit ne paie pas le labour. ne doit pas être cultivée. Cependant, beaucoup de terres qui avaient commencé par là étaient en culture dans votre temps et le sont aujourd'hui. Je fais allusion aux jardins, aux parcs, aux pelouses, en général aux morceaux de terre situés de telle façon que, si on leur demandait des céréales, ils ne donneraient rien. Cependant, on les cultive. Leur produit est chétif, c'est vrai, et pourtant aucune terre ne paie mieux la culture. De même pour les hommes et les femmes que nous voyons dans nos rapports de société, dont la voix résonne toujours à nos oreilles, dont l'allure en divers cas influe sur nos plaisirs, qui sont, en fait, aussi bien des éléments de notre vie que l'air que nous respirons ou tout autre facteur physique de qui nous dépendons. En vérité, si nous avions le choix d'élever qui nous plairait, nous choisirions les plus grossiers, les plus sots, de préférence aux intelligents, pour recevoir l' du-

cation que nous pouvons donner. Les raffinés peuvent se passer de la culture beaucoup mieux que ceux qui sont mal doués.

Pour emprunter une phrase souvent usitée à votre époque, nous ne considérerions pas l'existence comme digne d'être vécue si nous devions être entourés d'ignorants, de gens grossiers, d'hommes et de femmes sans aucune culture, comme vous l'étiez jadis. Parce qu'un homme est parfumé, est-il satisfait de se mêler à une foule mal odorante ? Aurait-il un plaisir autre que limité, même dans un palais, si les fenêtres aux quatre points cardinaux, s'ouvraient sur une cour à fumer ? C'était la situation de ceux que votre époque considérait comme les plus fortunés quant à la culture et aux manières. Je sais que le pauvre et l'ignorant enviaient le riche et le lettré, mais pour nous les derniers, environnés de misère et de bestialité, ne semblent guère plus enviables que les premiers. Vous jugez maintenant de nos idées sur l'éducation intégrale universelle. Rien n'est si important à l'homme que d'avoir pour voisins des gens intelligents et traitables. Aussi, la nation ne peut rien faire qui nous plaise mieux que d'élever nos voisins. Lorsqu'elle manque à ce devoir, la valeur de notre propre éducation est réduite de moitié. Beaucoup des goûts que nous avons cultivés en nous deviennent des sources d'ennuis.

Elever une minorité à un très haut degré et laisser la masse absolument inculte, comme vous le faisiez, c'est agrandir l'abîme qui sépare les

classes, c'est faire de ces classes deux espèces différentes, sans moyens de communication. Rien n'est plus inhumain que cette conséquence de l'éducation inégalement répartie ! Au contraire, répartissez-la sur tous et également : les différences que la nature a mises entre les hommes par la différence de ses dons restent intactes, mais le niveau des moins bien doués s'élève. La brutalité disparaît ; tous ont quelques notions des humanités, quelque idée des choses de l'esprit et tous admirent les degrés supérieurs de culture qu'ils n'ont pu atteindre. Ils sont devenus capables de recevoir et de s'assimiler, en proportions diverses, mais tous dans une certaine mesure, les plaisirs et les inspirations d'une vie sociale raffinée. Qu'était la société polie du xix^e siècle, sinon un petit nombre d'oasis microscopiques, dans un désert immense, ininterrompu ? La proportion d'individus susceptibles de sympathies intellectuelles rapportée à la masse était assez infinitésimale pour qu'on pût à peine en tenir compte dans toute vue sociale d'ensemble. Une génération du monde d'aujourd'hui représente un plus grand nombre d'intelligences que cinq siècles de ceux qui nous ont précédés.

Je ne puis pas oublier un autre point, en vous disant les raisons qui nous détournent d'accepter une éducation qui ne soit pas universelle. C'est l'intérêt qu'ont les générations à avoir des parents cultivés. Pour résumer la question, notre système d'éducation repose sur trois bases principales : d'abord le droit de chacun à l'éducation la

plus complète que la nation puisse lui donner, comme nécessaire pour qu'il jouisse de lui-même. En second lieu, le droit de ses concitoyens à ce qu'il soit instruit, comme nécessaire pour qu'ils jouissent de lui. Enfin, le droit des êtres futurs à une ascendance cultivée et intelligente.

Je ne décrirai pas en détail ce que je vis dans les écoles ce jour-là. N'ayant jamais, autrefois, pris le moindre intérêt aux choses de l'éducation, je ne pouvais faire que des comparaisons sans intérêt. Après le grand fait de l'universalité de l'enseignement supérieur aussi bien que de l'enseignement primaire, je fus frappé surtout de l'importance donnée à l'éducation physique et de voir que les notes dans les jeux athlétiques étaient comptées à l'élève comme celles obtenues dans les exercices classiques.

— La Faculté, m'expliqua le docteur, a la même responsabilité pour les corps que pour les esprits mis à sa charge. Le plus haut développement possible, corporel aussi bien qu'intellectuel, est le but d'un entraînement qui commence à six ans pour finir à vingt et un.

Je fus vivement impressionné par la santé florissante de la jeune population des écoles. Mes observations précédentes, non seulement sur la famille Leete, mais encore sur les dons, les qualités corporelles des gens que je rencontrais dans mes promenades, m'avaient donné l'idée d'une amélioration générale survenue dans les types de

la race depuis que je l'avais quittée. Maintenant, comme je comparais ces athlétiques jeunes gens et ces fraîches et vigoureuses jeunes filles à la population scolaire du xix^e siècle, je fus entraîné à communiquer ma pensée au docteur. Il m'écouta avec grand intérêt.

— Votre témoignage sur ce point est inappréciable. Nous supposons qu'il y a bien eu l'amélioration dont vous parlez, mais naturellement nous ne pouvons que le supposer. C'est une conséquence de votre exceptionnelle situation que vous seul au monde, aujourd'hui, pouvez parler avec autorité là-dessus. Votre opinion, quand vous la publierez, soulèvera, je vous assure, une profonde sensation. D'ailleurs, il serait étrange, certainement, que la race ne se fut pas améliorée. De vos jours, les richesses débauchaient une classe par l'oisiveté du corps et de l'esprit pendant que la pauvreté minait l'autre par le surmenage, la mauvaise nourriture, les maisons malsaines. Le labeur exigé des enfants, la tâche imposée aux femmes, débilitaient les sources mêmes de la vie. Au lieu de ces conditions malfaisantes, tous jouissent à présent des conditions les plus favorables à la vie physique. Les jeunes sont bien nourris et minutieusement soignés. Le labeur demandé à tous est limité à la période de plus grande vigueur et n'est jamais excessif. Les soucis pour soi et sa famille, l'anxiété quant à la subsistance, le surmenage d'un combat pour la vie sans trêve, toutes ces influences qui jadis firent tant de mal aux corps et aux esprits

ont cessé d'être. Certainement, une amélioration de l'espèce devait sortir d'un tel changement. Sur certains points particuliers, nous en avons d'ailleurs les preuves. La folie, par exemple, qui au ^{xix}^e siècle était un produit de votre façon insensée de vivre, a presque disparu avec son pendant, le suicide.

L'honneur de la génération actuelle sera d'avoir répandu l'instruction à flots, sans compter ni avec l'argent, ni avec les difficultés. Si elle y a eu quelque mérite, ce n'est pas tant à cause des sacrifices pécuniaires nécessités par l'œuvre que parce qu'elle a vaillamment affronté un péril réel.

Cultiver les esprits, c'est les ouvrir à toutes les ambitions. Le régime des corporations, des maîtrises et des jurandes n'aurait pas duré cent ans, s'il ne s'était appuyé sur l'ignorance des classes laborieuses. La tranquillité, ou pour mieux dire le calme qu'il donnait à la société dont il fixait les rangs, dont il immobilisait les éléments étaient peut-être des avantages. La Révolution n'a pas cru, du moins, qu'ils pussent contrebalancer ses défauts. Elle a établi le régime de la libre concurrence. Elle a décrété la lutte, pacifique, féconde, mais la lutte ; elle a voulu que cette concurrence et cette lutte fussent le stimulant qui amènerait le progrès, confiante que la force des choses soutiendrait cet autre élément de la vie sociale qui est la stabilité ou la continuité.

Mais — et c'est là le danger qu'a sciemment bravé notre époque — à mesure que l'instruction se généralise, ce qui entraîne la société en avant prédomine sur ce qui la fait profiter de son passé. La lutte s'exaspère, son caractère pacifique tend à disparaître et la société court le risque de se tromper de voie, d'aboutir à un précipice. Le

moins qu'elle puisse y perdre, c'est de devoir revenir sur ses pas et de voir se reculer le but qu'elle croyait atteindre plus vite.

Au point de vue économique même, il est incontestable que l'instruction générale développe les besoins de chacun plus vite qu'elle n'augmente les moyens de les satisfaire.

Il y a, à cela, un correctif providentiel. Au rebours de ce qu'ont supposé comme admis M. Marx et les siens, la culture intellectuelle et surtout le bien-être qu'elle entraîne, loin d'être un facteur de l'accroissement de la population, restreint énormément celui-ci. Les hommes dont l'éternelle gloire sera d'avoir élargi immensément l'enseignement primaire n'ont certes pas calculé cela. Leur cœur, leur dévouement à la démocratie les a entraînés, mais c'est grâce à ce fait que leur entraînement n'a pas eu de fâcheuses conséquences.

Mais si la nation a bien et sagement agi, en méprisant ce danger, il ne s'ensuit pas qu'elle doive en courir d'autres qui n'auraient pas ce correctif. L'instruction intégrale est économiquement impossible. On ne se fonde sur aucune espèce de preuve en affirmant que l'équité la demande.

Que tous les citoyens aient le droit d'être également armés pour la lutte, rien de plus évident. Mais, s'il n'est aucun métier où il ne soit nécessaire de savoir lire, écrire et compter, il n'en est aucun que l'on ne puisse aborder avec ce simple bagage. Les sources d'instruction secondaire sont à la disposition de tous ceux qui la désirent vraiment. La scolarité, — c'est ainsi, croyons-nous, que se nomment les droits que prélève l'État pour son enseignement, — n'a jamais, depuis trente ans, empêché un seul sujet de s'instruire.

Que l'on n'objecte pas que les familles ayant bescin du travail de leurs enfants, ne pouvaient les envoyer à l'école. C'est vrai quelquefois. Admettons que ce soit vrai toujours. Mais en réclamant l'entretien des familles par l'État, nous

ont cessé d'être. Certainement, une amélioration de l'espèce devait sortir d'un tel changement. Sur certains points particuliers, nous en avons d'ailleurs les preuves. La folie, par exemple, qui au *xix^e* siècle était un produit de votre façon insensée de vivre, a presque disparu avec son pendant, le suicide.

L'honneur de la génération actuelle sera d'avoir répandu l'instruction à flots, sans compter ni avec l'argent, ni avec les difficultés. Si elle y a eu quelque mérite, ce n'est pas tant à cause des sacrifices pécuniaires nécessités par l'œuvre que parce qu'elle a vaillamment affronté un péril réel.

Cultiver les esprits, c'est les ouvrir à toutes les ambitions. Le régime des corporations, des maîtrises et des jurandes n'aurait pas duré cent ans, s'il ne s'était appuyé sur l'ignorance des classes laborieuses. La tranquillité, ou pour mieux dire le calme qu'il donnait à la société dont il fixait les rangs, dont il immobilisait les éléments étaient peut-être des avantages. La Révolution n'a pas cru, du moins, qu'ils pussent contrebalancer ses défauts. Elle a établi le régime de la libre concurrence. Elle a décrété la lutte, pacifique, féconde, mais la lutte ; elle a voulu que cette concurrence et cette lutte fussent le stimulant qui amènerait le progrès, confiante que la force des choses soutiendrait cet autre élément de la vie sociale qui est la stabilité ou la continuité.

Mais — et c'est là le danger qu'a sciemment bravé notre époque — à mesure que l'instruction se généralise, ce qui entraîne la société en avant prédomine sur ce qui la fait profiter de son passé. La lutte s'exaspère, son caractère pacifique tend à disparaître et la société court le risque de se tromper de voie, d'aboutir à un précipice. Le

que. Mais c'est aux hommes qui ont fait de l'enseignement leur carrière qu'il appartient de la fixer rigoureusement. Pourvu que l'enseignement secondaire et supérieur soit ouvert à tous ceux qui le voudront, les amis des classes laborieuses seront satisfaits.

Il n'était peut-être pas indispensable de réfuter cette chimère qui veut faire de tous les citoyens autant de savants, mais il n'était pas inutile de rappeler l'attention sur la périlleuse prétention d'en faire des demi-savants.

CHAPITRE XXII

Nous avons pris rendez-vous pour rencontrer les dames au réfectoire à l'heure du dîner. Le repas fini, elles nous laissèrent à table, discutant sur une multitude de sujets, en savourant notre vin et nos cigares.

— Docteur, dis-je, moralement parlant, votre système est tel que je serais fou si je ne l'admirais pas, en le comparant à ceux qui l'ont précédé en ce monde et spécialement avec celui de mon très malheureux siècle. Si je devais retomber dans le sommeil magnétique, pour une nuit aussi longue que l'autre, pendant que le temps retournerait en arrière au lieu d'aller en avant, et si je devais me réveiller au xix^e siècle, quand je raconterais à mes amis ce que j'ai vu, tous admettraient que votre monde était un paradis d'ordre, d'équité, de bonheur. Mais ils étaient très pratiques, mes contemporains, et après avoir payé leur tribut d'éloges pour la beauté morale, pour la splendeur matérielle du système, ils commenceraient à chiffrer

et à se demander où vous prenez assez d'argent pour être tous heureux. Car, enfin, entretenir toute une nation sur un pied de bien-être, je dirai même de luxe, tel que je le vois autour de moi, cela nécessite une richesse de beaucoup supérieure à celle que le pays produisait de mon temps. Maintenant, si je pouvais assez bien leur expliquer tous les autres détails principaux de votre organisation, je serais incapable de répondre à cette question. Et, justement, cette impossibilité, étant donné leur goût des chiffres, les persuaderait que je ne suis qu'un rêveur. Et ils ne me croiraient plus du tout. De mon temps, le produit total annuel de la nation, divisé en toute équité, n'aurait pas donné à chacun plus de 300 ou 400 dollars, ce qui est loin de pouvoir payer des superfluités. Comment faites-vous ?

— C'est une question bien posée, monsieur West, et je ne blâmerais pas vos amis dans cette hypothèse s'ils déclaraient que votre histoire est une hallucination, puisque vous ne sauriez leur répondre. Je ne puis moi-même vous éclairer à fond sur ce point en un seul entretien. Quant aux statistiques qui doivent corroborer mes affirmations, je devrais compulsier les livres de ma bibliothèque. Mais ce serait un crime que de vous laisser incapable de répondre à vos vieux camarades, dans le cas que vous supposez, par défaut de quelques renseignements.

Commençons par quelques chapitres où nous économisons de la richesse là où vous en dépen

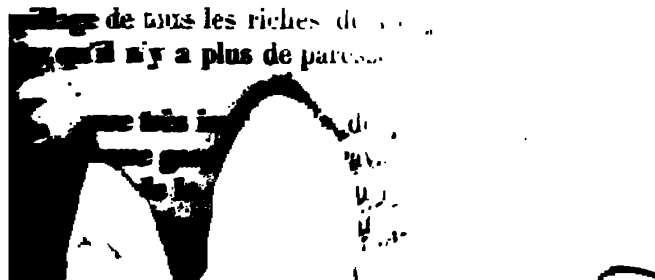
siez. Nous n'avons de dettes ni nationale, ni provinciale, ni municipale, ni, par suite, d'intérêts à payer. Nous n'avons aucunes dépenses militaires ou navales, pour les hommes ou le matériel, ni armée, ni flotte, ni milice. Nous n'avons pas de service d'impôts, ni une armée de percepteurs et collecteurs. Quant à vos magistrats, vos policiers, vos shérifs, vos geôliers, le nombre qui n'était pas suffisant pour le Massachussetts de vos jours, est plus que suffisant pour toute la nation aujourd'hui. Nous n'avons pas la classe criminelle que vous aviez, vivant sur la richesse de la société. Le nombre de personnes plus ou moins perdues pour le travail par une incapacité physique, par imbécillité, maladie, qui constituaient un tel fardeau pour les producteurs, maintenant que tout le monde est dans des conditions de santé et de bien-être, s'est réduit à des proportions minimales. Dans quelques générations, il sera nul.

Un autre chapitre où nous épargnons, est le mauvais usage de l'argent, les mille occupations relatives aux opérations financières, et qui employaient une armée d'hommes détournés ainsi d'un travail utile. Considérez, en outre, que le gaspillage de tous les riches de vos jours a cessé. Voyez qu'il n'y a plus de paresseux, ni riches, ni pauvres.

Une cause très importante de pauvreté, jadis, était l'énorme gaspillage de travail et de matériel qui résultait de la cuisine et du blanchissage domestiques et l'accomplissement individuel d'in-

12. Nous n'avons de dette ni nationale, ni provinciale, ni municipale, ni, par suite, d'intérêts à payer. Nous n'avons aucunes dépenses militaires ou navales, pour les hommes ou le matériel, ni armée, ni flotte, ni milice. Nous n'avons pas de service d'impôts, ni une armée de percepteurs et de collecteurs. Quant à vos magistrats, vos policiers, vos sheriffs, vos gendarmes, le nombre qui n'est pas suffisant pour le Massachusetts de vos jours, mais qui suffirait pour toute la nation actuelle. Nous n'avons pas la classe criminelle que nous avons vu naître sur la richesse de la société, le nombre de personnes plus ou moins perdus par le travail par une incapacité physique, par une maladie, même qui constituaient un fardeau sur les contribuables, maintenant que la société est dans les conditions de santé que nous voyons, et est réduite à des proportions minimes, les éphémères générations, il sera nul.

Un autre avantage qui nous épargnera de mauvais usage de l'argent, les milices volontaires aux opérations financières, qui avaient une armée d'hommes occupés à faire du travail inutile. Considérez, maintenant, le pillage de tous les riches de la nation, et vous voyez qu'il n'y a plus de paresse.



nombrables tâches auxquelles nous appliquons la coopération.

Une économie encore plus grande — oui, plus grande que les autres réunies — provient de notre système de distribution par lequel le travail, fait autrefois par les marchands, les trafiquants, les boutiquiers, avec leurs divers grades de marchands en gros, détaillants, agents, voyageurs de commerce et intermédiaires de toute sorte, avec un gaspillage extrême d'énergie dans des transports inutiles et des manutentions interminables, par lequel, dis-je, ce travail est fait par dix fois moins de mains et sans un tour de roue inutile. Vous savez à peu près ce qu'est ce système. Nos statisticiens calculent que la quatre-vingtième partie ($1/80$) de nos ouvriers suffit pour toutes les fonctions de distribution qui, de votre temps, exigeaient un huitième de la population, à soustraire de la force engagée dans l'industrie productive.

— Je commence à comprendre, dis-je, d'où vient votre majeure richesse.

— Excusez-moi, mais j'en doute. Les économies que j'ai mentionnées, totalisées, vu le travail qu'elles épargnent, directement ou non, peuvent équivaloir à la moitié de la somme qui formait votre revenu. Mais elles sont à peine dignes d'attention, comparées aux gaspillages immenses, aujourd'hui évités, qui étaient l'inévitable conséquence de la remise de l'industrie nationale à une entreprise privée. Quelque énormes que fussent les économies projetées par les contemporains

dans la consommation des produits, si merveilleux que fussent les progrès accomplis dans les arts mécaniques, ils ne pouvaient sortir de l'ornière de la pauvreté tant que durait ce système.

Il est impossible de concevoir un moyen plus efficace de gaspiller l'énergie humaine. Pour l'honneur de notre race, nous devons nous rappeler que ce système ne fut jamais conçu, mais n'était qu'un reste des âges barbares où l'absence d'organisation sociale rendait impossible toute espèce de coopération.

— J'admets volontiers, dis-je, que notre système industriel, au point de vue de l'éthique, était détestable. Mais, comme machine à produire, laissant de côté la morale, il nous semblait admirable.

— Comme je disais, reprit le docteur, le sujet est trop large pour le discuter longuement maintenant. Mais, si vous voulez vraiment connaître la grande critique que nous, modernes, nous adressons à votre système comparé au nôtre, je puis vous en dire quelques mots.

Les pertes qui résultaient de l'abandon de la direction industrielle à des individus irresponsables, sans entente mutuelle ni accord entre eux, ces pertes pouvaient se résumer en quatre principales : Premièrement, les entreprises mal conçues. Deuxièmement, les pertes causées par la concurrence et l'hostilité des industriels entre eux. Troisièmement, celles engendrées par les crises périodiques, avec leur cortège de chômages et de faillites. Qua-

trièmement, celles qui résultaient du non emploi des capitaux et du travail à toute époque. Une seule de ces causes, les trois autres eussent-elles été supprimées, suffirait à changer en pauvreté la richesse d'une nation.

Prenons, pour commencer, la perte causée par les entreprises mal conçues. De vos jours, la production et la distribution des marchandises ayant lieu sans organisation, il n'y avait aucun moyen de savoir au juste ce qu'était la demande pour un genre donné, ou quel serait le prix d'écoulement. Aussi, toute entreprise d'un capitaliste privé était aléatoire. Celui qui en formait le projet n'avait pas, comme notre gouvernement, la possibilité de voir l'ensemble de l'industrie et de la consommation; il ne pouvait jamais être sûr des besoins du public, ni savoir les mesures prises par les autres capitalistes pour y pourvoir. Sachant cela, nous ne sommes pas surpris de lire que les chances favorables étaient jugées moindres que les chances contraires, que la faillite d'une entreprise quelconque était plus probable que sa réussite, et que ceux qui réussissaient avaient d'ordinaire failli plusieurs fois. Si un cordonnier, pour chaque paire de souliers qu'il arrive à faire, gâtait le cuir de trois ou quatre paires et perdait en outre le temps de les faire, il aurait juste les mêmes chances de s'enrichir que vos contemporains avec leur système d'entreprises individuelles et la moyenne de quatre ou cinq faillites pour un succès.

La concurrence était la seconde des sources de

perte. Le champ industriel était un champ de bataille aussi large que le monde, dans lequel les travailleurs perdaient, à se combattre l'un l'autre, des énergies qui les auraient enrichis tous, si elles eussent été dépensées, comme aujourd'hui, dans un effort commun. Quant à attendre merci ou quartier dans cette mêlée, il n'y avait pas à y songer. Entrer bravement dans les affaires, y démolir les entreprises de ceux qui vous avaient précédés, planter sur les ruines sa propre entreprise, c'était une œuvre qui ne manquait jamais d'enlever l'admiration populaire. Ce n'est pas une simple métaphore que de comparer cette sorte de combat à un vrai champ de bataille en ce qui touche l'agonie mentale, les souffrances physiques qui accompagnaient la lutte, la misère qui écrasait les vaincus et ceux dont la vie dépendait de la leur. Rien dans votre siècle n'est, à première vue, plus renversant pour un homme des temps modernes que le fait que des hommes engagés dans la même industrie, au lieu de fraterniser comme des camarades, comme des collaborateurs à un but commun, se soient regardés comme des ennemis, comme des rivaux qu'il fallait combattre et désarçonner. Cela nous paraît une pure folie, une scène de Bedlam. Mais, vu de plus près, l'aspect change. Vos contemporains, avec leur égorgement mutuel, savaient bien ce qu'ils faisaient. Les producteurs du xix^e siècle ne travaillaient pas comme le font les nôtres, pour l'entretien de la communauté, mais chacun travaillait pour lui-même, aux dépens

de la communauté. Si, dans ces conditions, il accroissait l'avoir social, c'était simple hasard. C'était précisément aussi facile et aussi ordinaire que d'augmenter la part de chacun en attaquant le bien public. Les pires ennemis d'un homme étaient nécessairement ceux de son métier, puisque, avec votre système de faire de l'intérêt privé le mobile de la production, une rareté de l'article qu'il fabriquait était ce que désirait chaque producteur. Il était de son intérêt que rien ne fût produit que ce qu'il pouvait produire. Arriver à ce résultat autant que possible en tuant ou décourageant ceux qui entrent dans son industrie, c'était son effort constant. Quand il avait écrasé tout ce qu'il avait pu, sa politique était de s'associer avec ceux qui lui ont résisté, de convertir leur lutte en une attaque contre le public en écrasant le marché, en le serrant, comme vous disiez, je crois, et en exhaussant les prix jusqu'à ce que le public ne pût plus acheter. Le rêve quotidien du producteur du xix^e siècle était de monopoliser absolument une denrée nécessaire à la vie, de façon à pouvoir amener le public aux limites de la famine et lui imposer les prix de disette. C'était, monsieur West, ce que votre siècle appelait un système de production. Je vous laisse le soin de juger si ce n'est pas plutôt un moyen d'empêcher la production. Un jour où nous aurons du temps à nous, je vous demanderai de vous asseoir à mes côtés et d'essayer de me faire comprendre une chose qui m'a toujours dépassé, quoique je l'aie soigneusement et

longtemps étudiée. Comment des hommes, aussi avisés que vos contemporains semblent l'avoir été sous beaucoup de rapports, ont-ils pu confier le soin de les approvisionner à des gens dont l'intérêt était de les affamer ? Je vous assure que ce qui nous étonne, ce n'est pas que le monde ne soit pas devenu riche avec ce système, mais c'est qu'il ne soit pas mort d'indigence. Cet étonnement s'accroît quand nous en venons à étudier quelques autres des immenses gaspillages qui caractérisaient l'époque (1).

En dehors de la perte de labeur et de capital résultant des entreprises mal dirigées, et des combats incessants de l'arène industrielle, votre système était soumis à des convulsions périodiques, qui terrassaient le bon et le méchant, l'heureux accapareur et sa malheureuse victime. Je fais allusion à ces crises industrielles, survenant à des intervalles de cinq à dix ans, qui submergeaient les industries du pays, fauchant les petites entreprises et lézardant les autres, et étaient suivies de lon-

(1) Si nous avions été à la place du prolix docteur, cette réflexion nous aurait amené à nous demander si notre raisonnement était bien juste. De ses prémisses, il résultait que le monde ne pouvait subsister. Or, le monde s'enrichissait, peu, c'est vrai, irrégulièrement, soit, mais, enfin, dans l'an 1891, la fortune publique dépassait de beaucoup la fortune publique de 1831. La logique étant impeccable et la conclusion étant manifestement erronée, il devait s'en prendre à ses prémisses. Peut-être un examen attentif lui eût-il fait douter de celle-ci : Le producteur chargé de l'approvisionnement a tout intérêt à affamer les consommateurs. (C. L.)

gues périodes, durant souvent des années, pendant lesquelles les capitalistes ramassaient lentement leurs forces dissipées pendant que les ouvriers souffraient la faim et faisaient des émeutes. Alors commençait une ère de brève prospérité, suivie bientôt par une autre crise et d'autres années de misère. A mesure que le commerce s'étendait, solidarisant les nations, ces crises devinrent universelles. La durée de l'état consécutif d'atonie s'accrut avec l'arée bouleversé par les convulsions et l'absence, de centres de ralliement qui en dérivait. Les industries du monde se multiplièrent, devinrent complexes, le volume du capital employé augmenta. Par le fait même, ces cataclysmes devinrent plus fréquents, au point qu'à la fin du xix^e siècle il y avait deux années mauvaises pour une année bonne, et que le système industriel, qui n'avait jamais été si répandu, si imposant, parut en danger de crouler sous son propre poids. Après des discussions sans fin, vos économistes semblent en être arrivés, vers ce temps, à cette conclusion lugubre qu'on ne pouvait pas plus conjurer ces crises que si c'étaient des cyclones ou des ouragans. Il n'y avait qu'à s'aguerrir contre ces maux nécessaires. Quand ils cessaient, il fallait rebâtir l'édifice industriel, comme les habitants de certaines contrées édifient de nouveau leur cabane renversée par un tremblement de terre.

Si l'on considère les causes de ces troubles inhérents à leur organisation, vos contemporains avaient raison. Elles étaient, ces causes, dans les

fondements mêmes et devaient devenir de plus en plus malfaisantes à mesure que les affaires grandissaient en proportion et en complexité. Une de ces causes était l'absence de toute direction commune des industries différentes et l'impossibilité, en dérivant, de leur assurer un développement coordonné.

De cette absence, il résultait forcément qu'elles déviaient sans cesse et ne pouvaient produire en proportion des demandes. Pour celles-ci, il n'y avait pas de critérium comme celui que nous donna l'organisation de la distribution. A la première nouvelle qu'elles avaient été dépassées, il survenait une débâcle des prix, des faillites chez les industriels, l'arrêt de la production, la réduction des salaires, le renvoi des ouvriers. Ce *processus* se déroulait sans cesse dans beaucoup d'industries, même dans ce qu'on appelait les temps prospères, mais la crise n'éclatait que lorsque les industries lésées étaient très importantes. Les marchés, alors, étaient encombrés de marchandises, dont personne ne voulait à aucun prix. Les salaires et les bénéfices des producteurs des articles trop abondants étaient réduits ou supprimés. Leur pouvoir d'achat comme consommateurs d'autres articles s'annulait. Comme conséquence, les articles pour lesquels il n'y avait pas de surproduction naturelle subissaient un encombrement artificiel, jusqu'à ce que les prix tombassent et que leurs fabricants fussent sans ouvrage et sans ressource. La crise poursuivait son chemin pendant ce temps et

rien ne pouvait l'entraver, jusqu'à ce que la rançon d'un pays eût été gaspillée.

Une autre cause, conséquence aussi logique de votre système, qui produisait souvent et aggravait toujours les crises, c'était le mécanisme de l'argent et du crédit. L'argent était indispensable lorsque la production était confiée à des particuliers et qu'on ne pouvait se procurer que par l'achat et la vente ce dont on avait besoin. C'était cependant créer cette difficulté, qu'il fallait substituer à la nourriture, aux vêtements, aux autres choses une représentation purement conventionnelle. La confusion ainsi favorisée, entre les marchandises et leur représentation, ouvrit la voie au système du crédit et à ses prodigieuses illusions. Déjà habitués à accepter de l'argent pour des marchandises, les gens acceptèrent ensuite des promesses pour de l'argent et cessèrent de voir la chose représentée derrière le signe qui la représentait. L'argent était le substitut de biens réels, mais le crédit était le signe d'un signe. Il y avait une limite naturelle à l'or, à l'argent, c'est-à-dire à la vraie monnaie. Il n'y en avait pas au crédit. Le résultat fut que la somme de crédit, autrement dit les promesses d'argent, cessèrent d'être en proportion connue avec l'argent encore moins avec les biens, existant réellement. Sous un tel système, de fréquentes crises périodiques étaient amenées par une loi aussi absolue que celle qui condamne à l'écroulement un édifice dont le centre de gravité surplombe. C'était une de vos fictions, de dire que

le gouvernement et les banques autorisées étaient seuls à émettre de la monnaie. Mais tout homme qui donnait un dollar en papier émettait de la monnaie pour cette somme, qui était aussi bonne que n'importe quelle autre, jusqu'à la crise. La grande extension du crédit fut la caractéristique de la fin du xix^e siècle et entre en compte sérieux dans les crises incessantes qui marquèrent cette époque. Tout dangereux que fût le crédit, vous ne pouviez vous en dispenser car, privés de toute organisation nationale ou publique du capital du pays, c'était le seul moyen que vous eussiez de le réunir et de le diriger sur les entreprises industrielles. C'était, de cette façon, un bien puissant moyen d'exagérer le plus grand danger de l'industrie individuelle, puisqu'il permettait à cette industrie d'absorber des fractions disproportionnées du capital disponible et, ainsi, de semer des désastres. Les entreprises étaient toujours endettées par des appels au crédit, à la fois envers les banques et envers les capitalistes, et le brusque retrait de ce crédit, aux premiers symptômes d'une crise, faisait généralement éclater celle-ci.

Le malheur de vos contemporains, c'est qu'ils étaient forcés de bâtir leur édifice avec une matière qu'un accident changeait en explosif. Ils ressemblaient à un homme construisant une maison avec de la dynamite pour mortier, car le crédit ne peut être comparé à rien autre.

Si vous voulez voir combien étaient inutiles

ces convulsions économiques dont je vous parlais, jusqu'à quel point elles provenaient exclusivement de la direction individuelle de l'industrie, considérez la marche de notre système. La surproduction dans certaines branches, qui était votre incubé, est impossible à présent, car la connexion entre la distribution et la production fait que tout est soumis à la demande, comme une machine à l'ingénieur qui en règle la vitesse. Supposez même une erreur d'appréciation, un excès de production d'un article quelconque. L'arrêt, ou la diminution de production qui en résulte, ne jette personne sur le pavé. Les ouvriers arrêtés trouvent à l'instant du travail dans quelque autre branche de l'immense atelier et ne perdent que le temps de changer. En ce qui concerne le stock, les affaires publiques sont assez importantes pour que la nation puisse supporter une quantité quelconque de marchandises produites en trop jusqu'à ce que la demande l'absorbe. Dans ce cas de surproduction que j'ai supposé, il n'y a pas chez nous comme chez vous, de mécanisme compliqué qui se déränge et qui amplifie mille fois l'erreur première. Naturellement, n'ayant pas de monnaie, nous avons encore moins de crédit. Tous nos bilans ne comprennent que des choses réelles, la farine, le fer, le bois, la laine, le travail, dont l'argent et le crédit étaient chez vous les décevantes représentations. Dans nos calculs de prix de revient, aucune erreur possible. Du produit annuel on déduit le montant de l'entretien de tous

et le travail nécessaire pour produire d'avance la consommation de l'année suivante. Le reste du matériel et du travail représente ce qui doit être employé en amélioration. Si les récoltes sont mauvaises, l'excédent de l'année est moindre que d'ordinaire et c'est tout, sauf pour des conséquences légères des causes naturelles. Il n'y a pas de fluctuations dans les affaires, la prospérité matérielle de la nation suit son cours ininterrompu de génération en génération, comme un fleuve toujours plus large, toujours plus profond.

Vos crises, M. West, ajouta le docteur, comme toutes les autres causes de gaspillage que j'ai énumérées, suffisaient, à elles seules, pour vous empêcher de vous élever. Mais je dois encore vous parler d'une autre grande cause de votre pauvreté, l'oisiveté d'une grande part de votre capital et de votre travail. Chez nous, le devoir de l'administration est de tenir en emploi constant chaque once de notre capital, valeur ou travail. Parmi vous, il n'y avait aucune direction générale de l'un ou de l'autre et la plus grande part des deux ne trouvait pas d'occupation. — Le capital, disiez-vous, est naturellement timide. — Certes, il aurait dû être bien téméraire pour ne pas être timide à une époque où il y avait les plus grandes chances pour que toute entreprise privée se terminât par une faillite. Il n'y a pas eu de temps où le capital industriel ne se fût rapidement augmenté, si on lui eût donné la sécurité. La proportion de celui qui était ainsi employé subissait de si extra-

ordinaires variations, suivant l'opinion plus ou moins favorable de la stabilité du marché, que le capital engagé changeait chaque année. Mais pour la même raison qui faisait que le capital employé aux temps troublés était beaucoup moins grand que celui employé aux temps relativement plus sûrs, une grande partie n'était jamais employée du tout, parce que l'industrie offrait toujours des chances, même aux temps les meilleurs.

Notez de plus que la grande quantité de capital toujours en quête d'un placement où une sécurité passable pouvait se trouver, exaspérait terriblement la concurrence entre les capitalistes, lorsqu'une occasion se présentait. L'oisiveté du capital, les suites de sa timidité, impliquaient naturellement l'oisiveté du travail, à un degré égal. De plus, tout changement dans l'organisation des affaires, toute modification, même légère, dans les conditions du commerce ou des manufactures, pour ne pas parler des innombrables faillites de chaque année, même aux temps prospères, jetaient sans cesse sur le pavé une masse d'hommes pour des semaines, des mois, quelquefois des années. Un grand nombre de ces chercheurs de travail erraient sans cesse dans le pays, devenant d'abord des vagabonds, puis des criminels. — « Donnez-nous du travail ! » C'était le cri d'une armée d'ouvriers sans emploi, à presque toutes les saisons. Lorsque les affaires languissaient, cette armée devenait une horde si nombreuse, si désespérée, qu'elle menaçait la solidité du gouvernement. Est-il possible de

concevoir une démonstration plus concluante de la sottise du système individuel, comme méthode pour enrichir une nation, que ce fait que, dans un siècle où la pauvreté était aussi générale que le manque de toutes choses, les capitalistes avaient à lutter entre eux pour trouver un placement sûr et les ouvriers se rebellaient parce qu'ils ne trouvaient rien à faire ?

Maintenant, M. West, continua le Dr Leete, je voudrais vous voir reconnaître que ces points dont je vous ai parlé n'indiquent que les avantages négatifs de l'organisation nationale de l'industrie en nous montrant les défauts inévitables et les stupidités monstrueuses du système individuel que nous avons élagués. Cela seul vous expliquerait assez bien pourquoi la nation est beaucoup plus riche que de vos jours. Mais je vous ai à peine parlé de l'autre moitié de nos avantages, du côté positif de notre supériorité. Supposons que le système individuel eût été affranchi des quatre grands vices que nous avons examinés ; qu'il n'y eût pas eu de perte par suite des efforts mal dirigés, engendrés par l'erreur sur la demande, et l'incapacité d'avoir une vue d'ensemble du champ industriel, Supposons, aussi, qu'il n'y eut pas de neutralisation ou de double emploi des forces par la concurrence. De plus, qu'il n'y eut pas de pertes causées par les paniques, les crises, les faillites, les longs chômages ; aucune non plus, par l'oisiveté du capital et du travail. Supposons que ces maux, qui sont pourtant la suite forcée du système indi-

ordinaires variations. suivant l'opini-
moins favorable de la stabilité du m.
capital engagé changeait chaque an.
la même raison qui faisait que le ca,
aux temps troublés était beaucoup mo
celui employé aux temps relativeme
une grande partie n'était jamais empl
parce que l'industrie offrait toujours
même aux temps les meilleurs.

Notez de plus que la grande quan
toujours en quête d'un placement oi
passable pouvait se trouver, exaspé
ment la concurrence entre les capi
qu'une occasion se présentait. L'oisive
les suites de sa timidité, impliquaien
ment l'oisiveté du travail, à un deg
plus, tout changement dans l'organis
faïres, toute modification, même légè
conditions du commerce ou des manufi
ne pas parler des innombrables faillite
année, même aux temps prospères, joi
cesse sur le pavé une masse d'homme
semaines, des mois, quelquefois des
grand nombre de ces chercheurs de trava
sans cesse dans le pays, devenant d'abo
gabonds, puis des criminels. — « Donne
travail ! » C'était le cri d'une armée d'ouv
emploi, à presque toutes les saisons. L
affaires languissaient, cette armée deve
horde si nombreuse, si désespérée, qu'e
çait la solidité du gouvernement. Est-il po

même si les
gues, a côté
peut être
ou d'une
lui d'une
uple une
ande à

de p
de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

viduel, puissent être tous miraculeusement évités et le système conservé. Eh bien, la supériorité du système national restera écrasante.

Vous aviez coutume d'avoir d'assez grands établissements de tissage, quoiqu'ils ne fussent pas comparables aux nôtres. Evidemment, vous avez visité ces grandes usines de votre temps, couvrant des acres de terrain, employant des milliers de bras, réunissant sous un même toit, sous une même direction, les cent opérations diverses qui se placent entre la balle de coton brut et le ballot de calicot peint. Vous avez admiré l'énorme économie de travail et de force résultant de l'accord parfait entre toutes les roues et tous les bras. Sans nul doute, vous avez réfléchi combien la même force d'ouvriers produirait moins, s'ils étaient éparpillés, et si chaque homme travaillait isolément. Croyez-vous que ce soit une exagération de dire que le travail produit par ces ouvriers, travaillant séparément, quelque bonne que puissent être leurs relations, eût été augmenté, je ne dis pas d'une fraction, mais multiplié plusieurs fois par la réunion de leurs efforts sous une direction ? Maintenant, M. West, l'organisation de l'industrie nationale sous la même initiative, de façon à ce que tous ces rouages concordent, a multiplié le produit total bien au-dessus de ce que pouvait atteindre l'autre système, — même en laissant de côté les quatre causes de perte que vous savez — dans la même proportion que le produit des ouvriers était augmenté par la coopération. L'efficacité des forces laborieuses d'une nation, sous la

direction à mille têtes du capital privé, même si les chefs n'étaient pas des ennemis réciproques, à côté de ce qu'elle devient sous un seul chef, peut être comparée au pouvoir militaire d'une foule ou d'une horde de barbares mis en parallèle avec celui d'une armée régulière sous son général, par exemple une machine à se battre, comme l'armée allemande au temps de von Moltke.

— Après ce que vous m'avez dit, je ne suis pas surpris que la nation soit riche, mais bien que vous ne soyez pas tous des Crésus.

— Mon Dieu, répondit le docteur, nous sommes bien pourvus. Le pied sur lequel nous vivons est aussi luxueux que nous pouvons le désirer. Les rivalités d'ostentation, qui de vos jours amenaient à des extravagances, exclusives du bien-être, n'ont plus de place naturellement dans une société où tous ont d'égales ressources. Notre ambition se borne à ce qui nous fait jouir de la vie. Nous pourrions, il est vrai, avoir de plus larges revenus individuels si nous voulions utiliser le surplus de notre produit. Nous préférons le dépenser en œuvres publiques, en plaisirs que tous partagent, en bâtiments, musées, ponts, statues, voies de communication, grandes expositions musicales ou théâtrales, en récréation continuelle pour tous.

Vous n'avez pas encore commencé à voir comment nous vivons, M. West. Chez nous, nous avons le bien-être, mais la splendeur de notre vie est dans son côté social, celui que nous partageons avec nos concitoyens. Quand vous nous connaissez

tuera jamais. Pour que la comparaison de la nation avec une grande entreprise fût plausible, pour que, des bienfaits indéniables de l'agglomération des capitaux, vous puissiez conclure à l'avantage de l'État industriel, il aurait fallu vous souvenir que dans toutes ces vastes exploitations, chaque employé nanti d'une autorité quelconque est intéressé dans les bénéfices. Vous auriez vu que l'intérêt général qu'il a à la prospérité d'un établissement qui le rémunère très bien n'a pas semblé suffisant, qu'on a voulu que chaque opération qu'il décidait lui causât une perte ou un gain personnels. Et la disparition de ce stimulant et de ce frein ne compensera-t-elle pas au décuple les bénéfices douteux de la centralisation absolue ?

Le gaspillage pour le luxe est presque toujours une ruine pour les familles et les individus. Il n'en sera pas de même pour les collectivités. Le luxe raisonnable, car ici comme partout il y a une question de mesure, est le soutien d'industries très productrices puisqu'elles nourrissent un très grand nombre d'individus. Ce ne sera pas augmenter la production que de faire construire des charrettes par ceux qui construisaient des voitures.

Que le système coopératif permette au travailleur une existence plus large, des aliments meilleurs, qui le nie ? Mais en quoi la coopération est-elle inséparable de votre plan d'ensemble ? Elle a trouvé jusqu'ici un obstacle qui toujours a entravé l'essor. C'est la répugnance des familles ouvrières pour la vie trop en commun, pour les cités ouvrières qu'elles appellent des casernes. Est-il probable que cette répugnance cessera lorsque la communauté sera incessante et s'étendra à toutes choses ? Vous nous dites que la nature humaine n'a pas besoin de changer pour que votre rêve devienne possible. Il faudra que celle de nos ménagères se modifie grandement avant qu'elles se rallient à la cuisine et au blanchissage communs.

Mais, comment discuter plus longtemps lorsqu'on ar-

ront-ils tout cela? », mais, si nous avons été contents d'entendre M. West parler de « chiffrer », nous avons été fort déçus lorsque le D^r Leete s'est borné à des généralités.

D'après lui, la société du xx^e siècle produit plus et dépense moins que notre société du xix^e siècle. En supprimant tout intermédiaire entre la production et la consommation, elle réduit, toujours selon le D^r Leete, les dépenses d'une prodigieuse façon.

Le docteur ne semble pas se rappeler un axiome économique, que le revenu net de la nation est le total des revenus bruts des citoyens. Il assimile trop complètement l'Etat industriel à une maison de commerce particulière et la fausseté évidente de l'assimilation infirme absolument les conclusions qu'il en a tirées jusqu'ici.

Nous disons que la fausseté est évidente. En effet, une maison particulière, si elle achète au producteur lui-même ce qu'elle se procurait auparavant par un négociant commissionnaire, gagnera juste ce que prélevait ce dernier. Chaque fois qu'elle peut faire exécuter par deux employés à 3,200 francs ce qui en demandait trois au même prix, elle gagne 1,200 francs.

Mais la nation est dans une toute autre situation. Le producteur avait sur la vente de son produit un bénéfice qui le faisait vivre. De même, le courtage pour le commissionnaire et les appointements pour l'employé. Si l'on songe que le prix payé par la consommation du produit se répartissait ainsi, jusqu'au dernier centime, entre les travailleurs qui l'avaient créé — qu'ils y eussent mis leur capital-travail ou leur capital-argent — on verra que la société n'a rien à gagner en économisant sur les frais de production. Qu'avec notre système actuel, il y ait du temps de perdu, des forces inutilisées, soit, mais cette perte forme le gain de la foule des travailleurs, producteurs ou distributeurs.

L'intérêt individuel est un levier que l'on ne substi-

« En matière de production industrielle, conclut le docteur, l'égoïsme est un suicide. » Nous souhaitons, nous, que chacun soit assez fort pour faire triompher son égoïsme, car nous n'arrivons pas à concevoir qu'un total de citoyens heureux et prospères soit une nation pauvre et malheureuse.

Mais afin de montrer plus clairement que M. West dormait encore, qu'en rêve seulement, il a vu vivre et prospérer une société organisée comme celle qu'il décrit, admettons tout ce qu'affirme le docteur. Oui, supposons-le, notre régime actuel était épuisé par quatre grandes sources de perte. Oui, il produisait mal et ignorait le moyen de gagner de l'argent. En revanche, il connaissait un problème redoutable, le problème de la population. Tous les publicistes dont procède ce livre ont dénoncé à la terreur publique la loi fatale d'après laquelle toute amélioration du sort des ouvriers amène un accroissement de population qui vient l'effacer. La fameuse loi d'airain n'est qu'un corollaire de ce principe. Nous disions plus haut que cette loi n'était pas toujours absolue et que l'instruction, un commencement de propriété individuelle, loin d'augmenter la natalité, la restreignait d'ordinaire. Mais ce correctif, dont nous profitons aujourd'hui, n'aura plus d'effet en l'an 2000.

Il est inutile de s'appesantir sur les motifs pour lesquels les ménages aisés sont moins féconds que les autres. Ce sont les mêmes qui, dans le monde futur, feraient de tous les pères autant de patriarches. Plus d'inquiétudes pour la subsistance et l'avenir des enfants. Plus de terres dont on veut éviter le partage. Plus de rang dont on ne veut pas déchoir. Ajoutez-y l'amélioration physique de la race et vous verrez que le monde sera vite et littéralement une fourmilière.

Comment ferez-vous alors pour donner à chacun l'existence confortable que vous nous dépeignez? Vous pourrez sans nul doute construire des clubs gigantesques et merveilleux pour le plaisir des millions de citoyens,

rive à cette accusation singulière : « Les pertes causées par le fait que la direction de l'industrie était confiée à des individus irresponsables... » Irresponsables, nos chefs de maison ! Mais ils risquent leur fortune, leur pain, leur honneur, dans l'industrie qu'ils dirigent ! Un capitaine de navire passe devant un tribunal, en cas de perte du bâtiment. Sa réputation est en jeu. C'est la situation des officiers de votre armée industrielle. Mais le capitaine qui est propriétaire du bateau et de sa cargaison, dont toute la famille est à bord, a bien une autre responsabilité, semble-t-il ! C'est sa vie et tout ce qui la lui rend chère, que son courage, son sang-froid, sa science doivent préserver. Tels les entrepreneurs d'industrie au xix^e siècle.

Il semblait hors de doute que lorsque l'Etat se chargeait d'assurer les subsistances, il n'arrivait qu'à créer la famine. Depuis Turgot, c'était une vérité admise par tous. Mais par ce phénomène qu'en multipliant un mal on en fait un bien, l'Etat impuissant à amener les denrées alimentaires à portée du consommateur sera chargé de lui fournir toutes les autres. Un changement de mode ruine souvent une industrie. L'Etat décrètera le maintien de cette mode ou aura gaspillé le travail d'une masse d'ouvriers.

C'est répondre à une question par la question même que de mettre les crises ouvrières au rang des causes qui diminuent la production. Nous cherchons le moyen d'éviter ces crises, et vous nous dites qu'elles sont funestes. Nous le savons bien. Mais, en 1891, nous ne pouvions leur attribuer une influence sensible sur la production. Plus tard, peut-être, si les travailleurs vous écoutent.

Il reste à prouver qu'augmenter toujours les proportions d'une industrie, ce soit en diminuer toujours les frais. Nous ne croyons pas qu'en doublant son établissement d'Essen, même en supposant sa production vendue à l'avance, M. Krupp vit se réduire son prix de revient.

CHAPITRE XXIII

Le soir, comme j'étais avec Edith dans la chambre de musique en train d'écouter quelques morceaux du programme qui m'avaient séduit, je profitai d'un intervalle de silence pour lui dire : « J'ai une question à vous faire, qui, j'en ai peur, vous semblera indiscrete. »

— Je suis parfaitement sûre qu'elle ne l'est pas, me dit-elle gracieusement.

— Je suis dans la position d'un écouteur aux portes, continuai-je, qui ayant surpris un brin d'un discours qui ne lui était pas destiné, quoiqu'il pense qu'il était en jeu, aurait l'impudence de venir demander à la personne qui parlait de lui dire la suite.

— D'un écouteur aux portes ! Edith répéta ces mots, avec l'air surpris.

— Oui, mais d'un écouteur excusable, j'espère vous le prouver.

— C'est bien mystérieux, tout cela, dit-elle.

— Oui, et tellement que souvent je me suis de-

mandé si vraiment j'ai entendu ce dont je vais vous parler, ou si je l'ai rêvé. Je vous supplie de me le dire. Voici la chose. Au moment où je sortais de mon sommeil d'un siècle, la première impression dont j'eus conscience fut celle de voix qui parlaient autour de moi, voix que plus tard je sus être celle de votre père, de votre mère et la vôtre. D'abord, je me souviens que la voix du docteur dit : « Il va ouvrir les yeux. Il vaut mieux qu'il ne voie d'abord qu'une personne ». Vous répondez alors, si je n'ai pas rêvé : « Promettez-moi du moins, que vous ne le lui direz pas. » Votre père sembla hésiter avant de promettre, mais sur vos insistances, sur l'intervention de votre mère, il finit par promettre. Quand j'ouvris les yeux, je ne vis que lui.

J'avais été de très bonne foi, en disant n'être pas sûr de n'avoir pas rêvé la conversation que je croyais avoir entendue. Il était si incompréhensible que ces gens sussent de moi quelque chose que je ne savais pas moi-même, de moi contemporain de leurs grands-parents. Mais lorsque je vis l'effet produit sur Edith par mes paroles, je vis que ce n'était pas un rêve, mais un nouveau mystère, plus étrange que tous ceux que j'avais déjà rencontrés, car, dès le moment où elle put voir où tendait ma question, elle montra le plus indéniable embarras. Ses yeux, toujours si francs, si clairs d'expression, s'étaient baissés, effrayés, sous mon regard. Son visage avait rougi du front jusqu'au cou.

— Pardonnez-moi, lui dis-je, dès que je fus revenu de la surprise que me causait l'effet singulier de mes paroles. Je crois donc que je n'ai pas rêvé. Il y a un secret, me concernant, que vous vouliez me tenir caché. Réellement, ne vous semble-t-il pas un peu dur de ne pas donner, à un homme dans ma situation, toutes les informations possibles le concernant ?

— Cela ne vous concerne pas..., c'est-à-dire pas directement. Ce n'est pas à votre sujet exactement, répondit-elle, d'une voix à peine intelligible.

— Mais cela me touche en quelque façon, persistai-je. C'est évidemment quelque chose qui m'intéresserait.

— Je ne le sais vraiment pas, répondit-elle, en hasardant un regard furtif sur mon visage. — Elle était terriblement rouge et cependant un léger sourire voltigeant sur ses lèvres trahissait une certaine gaieté en dépit de son embarras. — Je ne suis pas sûre du tout que cela vous intéressât.

— Votre père voulait me le dire — et je pris un accent de reproche. — C'est vous qui le lui avez défendu. Il pensait que je devais savoir.

Elle ne répondit pas. Sa confusion était si charmante que c'était plutôt le désir de la prolonger que ma curiosité qui me poussait à l'importuner encore.

— Ne saurai-je jamais ? Ne me le direz-vous jamais ?

— Cela dépend, me dit-elle après une longue pause.

— De quoi !

— Ah ! vous m'en demandez trop. — Alors, levant vers le mien un visage que ses yeux troublés, ses joues empourprées et ses lèvres souriantes rendaient absolument enchanteur, elle ajouta : — Que penserez-vous si je vous dis que cela dépend de vous ?

— De moi ! comment est-ce possible ?

— M. West, vous perdez une bien excellente musique. — Ce fut la seule réponse. Elle revint au téléphone et, de son doigt, elle fit entendre un morceau sur un rythme d'adagio. Après cela, elle fit en sorte que la musique ne nous laissât plus d'opportunité pour causer. Elle détournait son visage du mien et semblait absorbée par la mélodie. Ce n'était qu'une prétention que détruisaient les flots cramoisis qui envahissaient ses joues.

Lorsqu'à la fin, elle supposa que je devais avoir entendu tout ce dont je me souciais, pour cette fois-là, nous nous levâmes pour quitter le salon. Elle vint droit à moi, et me dit sans lever les yeux.

— M. West, vous dites que j'ai été bonne pour vous. Je n'ai rien fait de bien méritoire, mais si vous le pensez, je vous demande de me promettre que vous n'essaierez plus de me faire vous dire ce que vous m'avez demandé ce soir, que vous ne tâcherez pas de le savoir par un autre, mon père ou ma mère par exemple.

A un tel appel, il n'y avait qu'une réponse possible.

— Pardonnez-moi de vous avoir importuné.

Naturellement, je vous le promets, je ne vous aurais jamais fait de question si j'avais supposé que je vous ennuierais, m'en voulez-vous d'avoir été curieux ?

— Je ne vous en veux pas du tout.

— Et plus tard vous pourrez me le dire, de votre plein gré. Ne puis-je l'espérer ?

— Peut-être, murmura-t-elle ?

— Seulement peut-être ?

Elle me regarda d'un regard rapide et profond.

— Oui, dit-elle, je crois que je vous le dirai..... plus tard, — et notre entretien finit, car elle ne me donna plus occasion d'en savoir davantage.

Cette nuit, je crois bien que le Dr Pillsbury lui-même n'aurait pu me faire dormir, sinon vers le matin. Les mystères étaient mon lot habituel depuis quelques jours, mais aucun ne m'avait paru à la fois aussi mystérieux et aussi fascinateur que celui-ci dont Edith Leete m'avait défendu de chercher la solution. Il était double. En premier lieu, comment était-il admissible qu'elle pût savoir un secret me concernant, moi étranger, moi d'un autre siècle ? Ensuite, même si elle connaissait un secret de ce genre, comment expliquer le trouble qui lui était venu lorsqu'elle m'avait avoué qu'elle le connaissait. Il y a des énigmes si difficiles qu'à peine peut-on émettre une hypothèse sur leur solution et c'en était une. D'ordinaire, je suis trop pratique pour perdre mon temps à ces jeux d'esprit, mais la difficulté d'un problème ne suffit pas à en détruire l'attrait lorsqu'il

s'incarne en une magnifique jeune fille. En général, sans doute, les rougeurs d'une jeune personne peuvent être interprétées de la même façon par les jeunes gens de tous les siècles et de toutes les races, mais pour donner cette explication aux joues cra-moisiées d'Edith, étant donné ma position et le peu de temps depuis lequel je la connaissais et plus encore ce fait que le mystère datait d'un moment où je ne la connaissais pas du tout, il aurait fallu une fatuité endiablée. Et cependant, c'était un ange et, moi, je n'aurais pas été un homme si la raison et le bon sens étaient arrivés à effacer la teinte rosée qui colora mes rêves de cette nuit.

CHAPITRE XXIV

Au matin, je descendis de bonne heure espérant trouver Edith seule. Mais je fus déçu dans cet espoir. Ne la trouvant pas dans la maison, je la cherchai dans le jardin ; elle n'y était pas davantage. Au cours de mes explorations, j'entrai dans la chambre souterraine. Je m'y reposai un instant. Sur la table, je trouvai plusieurs revues et journaux. Supposant que j'intéresserais le Dr Leete en lui montrant la vie quotidienne du Boston de 1887, j'apportai un des journaux avec moi en rentrant.

A déjeuner, je rencontrai Edith. Elle rougit en m'apercevant, mais elle était en pleine possession d'elle-même. Une fois assis, le Dr Leete s'amusa à regarder le journal que je lui avais apporté. Il y trouva, comme dans tous les journaux de cette époque, une masse de choses sur les troubles ouvriers, les grèves, les mises-hors, les boycottages, les programmes des divers partis ouvriers et les menaces sauvages des anarchistes.

— A propos, dis-je, comme le docteur lisait à haute voix quelques-uns de ces articles, quel rôle ont joué les hommes du drapeau rouge dans la fondation du nouvel ordre de choses ? Ils faisaient grand bruit, aux dernières nouvelles que j'ai eues d'eux.

— Ils n'avaient rien à faire de leur drapeau que le cacher, répondit le docteur. C'est ce qu'ils ont fait tant qu'ils ont subsisté. Leur bavardage avait tellement dégoûté les gens, que les projets de réforme les mieux conçus ne trouvaient plus d'auditoire. En achetant ces hommes-là, les adversaires des réformes avaient trouvé une habile manœuvre.

— En les achetant ! m'exclamai-je.

— Certainement ! Aucun historien sérieux aujourd'hui ne doute qu'ils n'aient été salariés par les grands monopolistes pour agiter le drapeau rouge, parler de mettre le feu, de saccager, de massacrer, afin d'alarmer les timides, de les éloigner de toutes réformes réelles. Ce qui m'étonne le plus, c'est que vous ayez si aisément donné dans le panneau.

— Qui peut vous faire croire que le parti du drapeau rouge fût aux gages d'autrui ?

— Tout simplement parce qu'ils ne pouvaient pas ne pas voir que leurs procédés leur faisaient mille ennemis pour un ami. Supposer qu'ils n'étaient pas salariés pour cet ouvrage, c'est les taxer d'une inconcevable folie. Aux Etats-Unis, surtout, un parti ne pouvait s'attendre à triompher s'il ne ga-

gnait d'abord à ses idées la majorité de la nation, comme l'a fait le parti national.

— Le parti national ! Il n'existait pas de mon temps. Je pense que c'était un parti du travail.

— Oh ! non, dit le docteur. Les partis du travail, comme tels, n'auraient jamais rien pu faire de large et de durable. Leur base, qui était l'organisation des classes, était trop étroite pour une œuvre nationale. Ce ne fut qu'après que l'on eut reconnu qu'une réorganisation du système social et industriel sur une base morale plus haute et dans le but d'une meilleure production des richesses, était dans l'intérêt de tous, pauvres ou riches, lettrés ou ignorants, jeunes et vieux, hommes et femmes, ce ne fut qu'alors qu'il y eut une chance pour que l'œuvre fût achevée. A ce moment, le parti national se leva pour marcher avec la méthode politique. Il prit ce nom, probablement parce que son but était de nationaliser les fonctions de production et de distribution. En vérité, il n'aurait pu avoir d'autre nom, car son but était de réaliser l'idée de la nation avec une grandeur et une extension que nul n'avait encore entrevues, d'en faire, non pas une association d'hommes pour certaines fonctions purement politiques où leur bonheur n'est intéressé que superficiellement, mais une famille, une union essentielle, une vie commune, un arbre immense dont les feuilles sont le peuple, nourries de ses veines, le nourrissant à leur tour. Le plus patriote de tous les partis chercha à purifier le patriotisme, à faire un dévouement

rationnel de ce qui était un instinct, en faisant de la patrie natale la mère-patrie, une mère qui fait vivre le peuple et n'est plus une simple idole pour laquelle il doit mourir.

CHAPITRE XXV

La personnalité d'Edith Leete m'avait naturellement impressionné fortement, depuis le jour où je devins, de si étrange façon, le commensal de la maison de son père. Il n'est pas surprenant qu'après ce qui était arrivé le soir précédent, je fusse plus que jamais préoccupé de sa pensée. Dès l'abord, j'avais été frappé par l'air de franchise sereine, de droiture ingénue qui la caractérisait, plus semblable à celui d'un noble et pur jeune homme qu'à celui de toutes les jeunes filles que j'eusse jamais connues. J'étais curieux de savoir jusqu'à quel point cette charmante qualité lui était propre et jusqu'où le résultat des changements dans la position sociale des femmes avait pu arriver. Je saisis une occasion, ce jour-là, quand je fus seul avec le Dr Leete, pour mettre l'entretien sur ce sujet.

— Je suppose, lui dis-je, que les femmes d'aujourd'hui, affranchies des soins domestiques, n'ont d'autre fonction que de cultiver leurs charmes et leurs grâces.

— En ce qui nous regarde, du moins, nous autres hommes, nous penserions qu'elles font assez si elles se bornaient à ce travail. Mais soyez sûr qu'elles ont trop d'esprit pour consentir à être de simples bénéficiaires de la société, même en payement du charme qu'elles lui donnent. Elles ont, certes, été satisfaites de leur libération des travaux ménagers, non pas seulement qu'ils fussent très fatigants en eux-mêmes, mais parce que, de plus, c'était un gaspillage extrême de temps et de peine, si on les compare à la coopération. Mais elles acceptèrent leur exemption de ce travail uniquement pour pouvoir contribuer par d'autres moyens, plus efficaces et, en même temps plus agréables, à la richesse publique. Nos femmes, aussi bien que nos hommes, sont membres de l'armée industrielle et ne la quittent que lorsque leurs devoirs maternels les réclament. Le résultat est que la plupart des femmes, à un moment ou l'autre de leur existence, servent cinq, dix, quinze ans, tandis que celles qui n'ont pas d'enfants, servent pendant toute la période.


— Est-ce qu'une femme ne quitte pas toujours le service industriel lorsqu'elle se marie ?

— Pas plus qu'un homme, répondit le docteur. Pourquoi en serait-il ainsi ? Les femmes mariées n'ont plus la responsabilité du ménage, vous le savez, et un mari n'est pas un bébé qu'il faille surveiller.

— On pensait qu'un des pires traits de notre civilisation était la trop grande somme de travail

demandée aux femmes. Il me semble que vous leur en demandez plus que nous.

Le Dr Leete se mit à rire. — Certes, comme pour les hommes. Pourtant, les femmes de ce siècle sont très heureuses, et celles du xix^e siècle, à en croire les récits de l'époque, étaient très malheureuses. La cause qui fait des femmes aujourd'hui de si efficaces collaboratrices des hommes et, en même temps, les rend si heureuses, c'est que, en ce qui concerne leur travail comme en ce qui touche celui des hommes, nous avons soin de donner à chacun le genre d'occupation pour lequel il est le mieux fait. Les femmes ayant des forces moindres que celles des hommes, et rendues, par certains motifs, impropres à certaines industries, nous avons égard à ces faits en leur choisissant une occupation, en déterminant les conditions dans lesquelles elles s'y livrent. Les travaux les plus rudes sont réservés aux hommes, les moins pénibles aux femmes. Il n'est jamais permis à une femme, dans n'importe quelle circonstance, de faire un travail qui ne soit pas parfaitement adapté à son sexe, soit dans son espèce, soit dans la somme d'efforts nécessaires. De plus, les heures de travail sont beaucoup plus courtes pour les femmes que pour les hommes ; des congés sont accordés plus souvent ; on veille soigneusement à ce qu'elles puissent prendre le repos nécessaire. Les hommes d'aujourd'hui apprécient tellement ce qu'ils doivent à la beauté et à la grâce féminines, voient tellement bien qu'ils leur doivent le charme



de la vie et le grand stimulant de leurs efforts, que s'ils leur permettent de travailler, c'est qu'ils savent qu'un travail modéré, d'une sorte proportionnée à leurs forces, est bienfaisant au corps et à l'esprit pendant la période de grande vigueur. Nous croyons que la superbe santé qui distingue nos femmes de celles de votre époque, qui semblent avoir été généralement malades, est due, en grande partie, au fait que toutes ont des occupations salubres et réconfortantes.

— J'ai bien compris, dis-je, que les ouvrières appartiennent à l'armée industrielle, mais comment peuvent-elles être placées sous la même discipline que les hommes, alors que les conditions de leur travail sont si différentes ?

— Elles sont placées, me répondit le docteur, sous une règle totalement différente. Elles forment plutôt une force alliée que partie intégrante de l'armée des hommes. Elles ont une femme pour général en chef et sont soumises à des règlements spéciaux. Ce général et les hauts officiers sont choisis par les femmes qui ont accompli leur période de service, absolument comme le sont les chefs de l'armée masculine et le président. La générale de l'armée des femmes siège dans le cabinet du président. Elle a le droit de veto pour toutes les mesures intéressant le travail des femmes, sauf décision du Congrès. J'ai dû vous dire, en parlant de notre magistrature, que nous avons des femmes parmi les juges, nommées par le général des femmes, aussi bien que des hommes. Les pro-

cès où les deux parties sont des femmes sont jugés par des femmes-juges et lorsqu'un homme plaide contre une femme, le verdict doit être rendu par des juges des deux sexes.

— Les femmes semblent former, dans votre système, une sorte d'*imperium in imperio*.

— Jusqu'à un certain point. Mais l'*imperium* intérieur est un de ceux qui n'offrent guère de dangers pour la nation. Le manque de reconnaissance de l'individualité des deux sexes était un des innombrables défauts de votre société. L'attraction passionnelle entre hommes et femmes a trop souvent empêché de voir clairement la profonde différence qui sépare les sexes, qui les rend capables de sympathie seulement dans leurs rangs propres. C'est en donnant un libre jeu à ces différences plutôt qu'en cherchant à les effacer, comme essayaient de le faire vos réformateurs, qu'on exalte la jouissance de chacun et l'attrait qu'il a pour l'autre. De vos jours aucune carrière ne s'ouvrait à la femme, en dehors d'une rivalité contre nature avec les hommes. Nous leur avons fait un monde à elles, avec ses émulations, ses ambitions, ses carrières, et je vous assure qu'elles y sont très heureuses. Nous estimons que les femmes étaient les premières victimes de votre civilisation. Il s'échappe de l'étude de leur vie d'alors, même à distance, une impression pénible, si on se rappelle leurs existences ennuyées, étouffées, leurs horizons étroits, leur internement physique dans les quatre murs d'une maison, et moral dans

uncerclé d'intérêts mesquins. Je vous parle, non pas de la classe pauvre, qui travaillait jusqu'à la mort, mais de la classe aisée, même de la classe riche. Contre leurs grandes douleurs, aussi bien que contre les mêmes froissements de la vie, elles ne trouvaient aucun refuge dans le monde des affaires humaines. Pour elles, nul intérêt sinon ceux de la famille. Une telle existence aurait ramolli le cerveau d'un homme ou l'aurait rendu fou. Aujourd'hui, tout est changé. On n'entend plus une seule femme souhaiter d'être un homme, ou des parents désirer un garçon plutôt qu'une fille. Nos jeunes filles ont autant d'ambition que nos jeunes gens. Le mariage, quand il s'effectue, n'est plus la prison pour elles. Il ne les sépare plus des grands intérêts de la société, de la vie active du monde. Ce n'est que lorsque la maternité occupe de ses devoirs l'esprit de la femme, que celle-ci est soustraite pour un temps au monde. Après, et à toute époque, elle peut reprendre sa place parmi ses camarades avec lesquelles elle ne perd jamais le contact. Les femmes sont une race très heureuse actuellement, si on compare leur sort à celui qu'elles ont eu dans l'histoire du monde; et leur faculté de donner le bonheur aux hommes a augmenté en proportion.

— Je serais enclin à croire, dis-je, que l'intérêt que trouvent les jeunes filles dans leur carrière, soit comme membres de l'armée industrielle, soit comme candidates aux distinctions doit les éloigner du mariage.

Le D' Leete sourit. — Ne vous inquiétez pas de cela, M. West. Le Créateur a eu bien soin de faire qu'en dépit de toutes ces modifications que le temps pourrait apporter aux conditions des sexes, leur attraction réciproque restât constante. Le simple fait que, dans un siècle semblable au vôtre, alors que le combat pour la vie devait ne laisser aux gens que peu d'instants pour les autres pensées, que l'avenir était si incertain qu'assumer une responsabilité paternelle pouvait sembler courir un risque criminel, il y avait encore des mariages, ce simple fait est concluant. Quant à l'amour aujourd'hui, un de nos auteurs affirme que le vide laissé dans l'esprit des hommes et des femmes par la suppression des inquiétudes sur leur subsistance a été totalement rempli par cette aimable passion. Je vous affirme que c'est exagéré. D'ailleurs, le mariage est si loin d'être un obstacle à la carrière d'une femme, que les plus hautes fonctions de l'armée féminine ne sont confiées qu'à des femmes qui ont été épouses et mères, car, seules, elles sont estimées pouvoir pleinement représenter leur sexe.

— Ouvre-t-on aux femmes un crédit pareil à celui des hommes?

— Certainement.

— Les crédits des femmes, je suppose, sont des sommes inférieures, puisqu'elles doivent souvent interrompre leur travail, vu les responsabilités familiales?

— Des sommes inférieures ? s'écria le docteur. Mais non ! La part de tous est égale. Il n'y a pas

d'exception à la règle mais, si on pouvait en faire une, vu les chômages dont vous parlez, ce serait pour augmenter la portion de la femme, non pas pour la diminuer. Connaissez-vous un service qui donne un plus large droit à la gratitude nationale que porter et nourrir les enfants de la nation ? Selon nos idées, nul ne mérite mieux du monde que les bons parents. Il n'y pas de devoir aussi pur d'égoïsme, aussi évidemment sans compensation, quoique le cœur y ait sa récompense, que l'éducation des enfants qui continueront le monde quand nous n'y serons plus.

— Les femmes ne dépendent donc plus de leurs maris, pour leur entretien ?

— Non certes, répondit le Dr Leete, pas plus que les enfants ne dépendent de leurs parents. Je veux dire pour les moyens d'existence, car ils en dépendent toujours pour l'affection dont ils ont besoin. Le travail de l'enfant, quand il sera grand, viendra accroître le fonds commun, non pas celui de ses parents, qui seront morts. C'est pourquoi il est juste que le fonds commun le nourrisse. Le revenu de chaque personne, hommes, femmes, enfants, comprenez bien cela, provient de la nation elle-même, sans intermédiaire, sauf que les parents sont, jusqu'à un certain point, les gardiens naturels de leurs enfants. Vous voyez que c'est grâce aux relations de l'individu et de la nation, au fait que celui-là fait parler de celle-ci, qu'il a droit à sa subsistance. Ce titre ne dépend en aucune façon de leurs rapports avec les autres individus

qui sont pareillement membres de la nation. Qu'une personne quelconque dépendit d'une autre pour ses moyens d'existence, ce serait une offense au sens moral aussi bien qu'une infraction à toute théorie sociale rationnelle. Qu'advierait-il de la liberté et de la dignité personnelles sous un tel régime? Je sais que vous vous jugiez libres, au xix^e siècle. La signification du mot n'était donc certes pas alors ce qu'elle est à présent, ou du moins, vous ne l'appliquiez pas à une société dont presque tous les membres étaient dans une stricte dépendance des autres pour leurs moyens d'existence, le pauvre soumis au riche, l'employé au patron, la femme à l'homme, les fils aux parents. Au lieu de distribuer le produit de la nation directement à ses membres, ce qui semblerait la plus simple et la plus naturelle des méthodes, il paraît que vous vous étiez appliqués à élaborer un plan de distribution consécutive, impliquant le maximum d'humiliation pour tous ceux qui recevaient.

Quant à ce fait habituel, que les femmes dépendaient des hommes pour leurs moyens d'existence, naturellement l'attraction naturelle, en cas de mariages d'amour, le rendait souvent tolérable quoique je m'imagine qu'il devait être toujours humiliant pour les femmes de quelque valeur.

Qu'arrivait-il donc dans les cas innombrables où les femmes, mariées ou non, devaient se vendre aux hommes pour pouvoir subsister? Vos contemporains eux-mêmes, tout endurcis qu'ils étaient aux aspects les plus révoltants de leur société,

semblent avoir reconnu qu'à cet égard tout n'était pas pour le mieux. Mais c'était seulement par pitié qu'ils déploraient le sort des femmes. Ils ne voyaient pas qu'il y avait un vol, aussi bien qu'une cruauté, lorsque les hommes s'emparaient du produit total du monde et laissaient les femmes mendier leur part. Pourquoi...! Mais excusez-moi, M. West, je suis vraiment en train de m'exalter, comme si le vol, la cruauté et la honte que ces pauvres femmes enduraient n'étaient pas finis depuis plus d'un siècle ou comme si vous étiez responsable de ce que vous déplorez évidemment autant que moi.

— Je dois supporter une part de responsabilité dans les torts du monde dont je faisais partie, répondis-je. Tout ce que je puis dire pour plaider les circonstances atténuantes, c'est que tant que la nation n'était pas mûre pour le système actuel de distribution et de production organisées, aucune amélioration radicale du sort de la femme n'était possible. L'origine de son incapacité était le fait qu'elle attendait la vie de l'homme, et je ne puis concevoir une autre organisation que la vôtre qui pût rendre les hommes indépendants l'un de l'autre. Je suppose, à ce propos, qu'un changement aussi radical dans la situation des femmes n'a pu avoir lieu sans modifier sensiblement les rapports des deux sexes. Ce sujet m'intéresse fort.

— Le seul changement que vous puissiez observer, ce sera, je crois, la franchise entière, la liberté absolue qui caractérisent maintenant ces relations,

SECRET

[illegible]

...and the girls as the most miserable

[illegible]

semblent avoir reconnu qu'à cet égard tout n'était pas pour le mieux. Mais c'était seulement par pitié qu'ils déploraient le sort des femmes. Ils ne voyaient pas qu'il y avait un vol, aussi bien qu'une cruauté, lorsque les hommes s'emparaient du produit total du monde et laissaient les femmes mendier leur part. Pourquoi...! Mais excusez-moi, M. West, je suis vraiment en train de m'exalter, comme si le vol, la cruauté et la honte que ces pauvres femmes enduraient n'étaient pas finis depuis plus d'un siècle ou comme si vous étiez responsable de ce que vous déplorez évidemment autant que moi.

— Je dois supporter une part de responsabilité dans les torts du monde dont je faisais partie, répondis-je. Tout ce que je puis dire pour plaider les circonstances atténuantes, c'est que tant que la nation n'était pas mûre pour le système actuel de distribution et de production organisées, aucune amélioration radicale du sort de la femme n'était possible. L'origine de son incapacité était le fait qu'elle attendait la vie de l'homme, et je ne puis concevoir une autre organisation que la vôtre qui pût rendre les hommes indépendants l'un de l'autre. Je suppose, à ce propos, qu'un changement aussi radical dans la situation des femmes n'a pu avoir lieu sans modifier sensiblement les rapports des deux sexes. Ce sujet m'intéresse fort.

— Le seul changement que vous puissiez observer, ce sera, je crois, la franchise entière, la liberté absolue qui caractérisent maintenant ces relations,

mises en parallèle avec la nature artificielle qui semble avoir marqué celles de votre temps. Les sexes, maintenant se rencontrent en parfaite égalité, ne se recherchent que pour l'amour. De votre temps, le fait que les femmes étaient nourries par les hommes entraînait que, seule, la femme gagnait au mariage. Autant que me permettent d'en juger les mémoires de cette époque, les classes inférieures l'avaient reconnu, grossièrement, tout au moins. Au contraire, dans les classes cultivées, on déguisait cela sous un amas de conventions dont le résultat était de faire croire tout le contraire, c'est-à-dire que l'homme était le seul bénéficiaire. Pour conserver ces conventions, il devait sans cesse faire mine de poursuivre. Rien, en conséquence, n'était contraire aux convenances comme une femme qui osait montrer sa sympathie pour un homme avant qu'il lui eût exprimé le désir de l'épouser. Aussi, avons-nous dans nos bibliothèques des livres de votre temps, écrits dans le seul but de rechercher si, dans n'importe quelles circonstances, une femme pouvait, sans honte pour son sexe, révéler un amour qu'on ne sollicitait pas encore. Tout cela nous semble parfaitement absurde et pourtant, nous savons que le problème offrait un côté sérieux. Lorsqu'une femme, en avouant son amour à un homme, l'invitait, par cela même, à pourvoir à ses besoins, il est facile de comprendre que la fierté et la délicatesse devaient réprimer les élans du cœur. Quand vous irez dans le monde, M. West,

vous pouvez vous attendre à être interrogé par nos jeunes gens à cet égard. Naturellement, ils sont fort curieux de connaître les façons de la vieille mode (1).

— Ainsi, les jeunes filles du xx^e siècle déclarent leur amour?

— Si elles veulent! Il n'y a pas plus d'affectation à taire ses sentiments dans un sexe plutôt que dans l'autre. La coquetterie serait aussi méprisée chez une jeune fille que chez un jeune homme. La feinte froideur qui, de vos jours, trompait mal un soupirant, ne le tromperait plus du tout, car personne ne songe à ce petit manège.

— Je puis deviner, dis-je, un résultat de l'indépendance des femmes. Il ne doit pas y avoir d'autres mariages que ceux d'inclination.

— Naturellement!

— Penser qu'il existe un monde où il n'y a d'autres liens que ceux de l'amour pur! Hélas, docteur, vous ne pourrez jamais comprendre combien ce phénomène est renversant pour un homme du xix^e siècle.

— Jusqu'à un certain point, je puis très bien le comprendre. Mais ce fait, que vous louez, que toutes les unions sont des mariages d'amour, signifie davantage même que vous ne le supposez

(1) Je puis affirmer que l'assertion du docteur a été absolument confirmée par mon expérience. Il n'y a pas de limites au plaisir que trouvent nos jeunes gens, et surtout nos jeunes filles, à apprendre ce qu'ils appellent les drôleries du marchandage au xix^e siècle.

(N. de l'auteur.)

probablement. Il signifie que pour la première fois, dans l'histoire de l'humanité, le principe de la sélection sexuelle, avec sa tendance à conserver et à transmettre les meilleurs types de la race, et laisser s'éteindre les types inférieurs, est mis en pratique. Les nécessités de la misère, les besoins d'avoir un logis, tout cela n'engage plus les femmes à accepter comme pères de leurs enfants des hommes qu'elles ne peuvent ni aimer, ni respecter. La fortune et le rang ne détournent plus l'attention due aux qualités personnelles. L'or aujourd'hui, *ne dore plus le front étroit du fou*. Les dons personnels, le talent, la beauté, l'esprit, l'éloquence, la bonté, la générosité, le génie, le courage seront sûrement transmis à la postérité. Chaque génération est en progrès sur celle qui la précède. Les attributs que l'homme admire sont conservés. Ceux qu'il dédaigne, supprimés. Il y a, naturellement, beaucoup de femmes qui veulent mêler l'admiration à l'amour, qui cherchent à faire un beau mariage. Elles n'en obéissent pas moins à la même loi. Faire un beau mariage maintenant, ce n'est plus épouser un homme riche ou titré, mais bien un de ceux que les services rendus à l'humanité ont élevés au-dessus de leurs camarades. C'est maintenant la seule aristocratie dont l'alliance soit une distinction.

Vous parliez, hier ou avant-hier, de la supériorité physique de notre peuple sur vos contemporains. Plus peut-être que toutes les causes que j'ai mentionnées, la sélection sexuelle, agissant

sans obstacles pendant deux ou trois générations successives, a amené la purification de la race. Je crois que lorsque vous aurez plus complètement étudié notre peuple, vous trouverez en lui, non seulement un progrès physique, mais une amélioration intellectuelle et morale. Il serait étrange qu'il n'en fût pas ainsi, car non seulement, une des grandes lois de la nature travaille au perfectionnement de la race, mais un profond sentiment moral vient l'aider. L'individualisme, qui, de vos jours, était l'idée dirigeante de la société, était, non seulement fatal à tout sentiment de fraternité et de communauté d'intérêts entre les vivants, mais il l'était aussi à toute conception de la responsabilité des vivants vis-à-vis des générations à venir. Aujourd'hui, ce sentiment de responsabilité, pratiquement ignoré de tous les siècles passés, est devenu une des grandes idées éthiques de la race, confirmant, par une conviction intense du devoir, l'impulsion qui nous est naturelle, à rechercher en mariage les meilleurs de l'autre sexe. Le résultat, c'est qu'aucun des encouragements que nous avons destinés à stimuler l'industrie, le talent, le génie, le mérite de toute espèce, n'agit sur nos jeunes gens comme ce fait que nos femmes sont les juges des concours et, en même temps, les récompenses des victorieux. Voyez-vous, il n'y a ni fouet, ni éperon, ni médaille qui vaille l'espoir d'un visage radieux pour stimuler les paresseux.

Les célibataires aujourd'hui sont presque toujours des gens qui ont échoué à se faire un lot

dans la vie. Elle doit être bien fortement trempée celle qui, émue de pitié pour un de ces malheureux, rompt en visière avec l'opinion de sa génération — elle en est libre — et le prend pour mari. J'ajoute qu'elle a — et c'est là une barrière plus résistante que toute autre — à vaincre le sentiment de son propre sexe. Nos femmes sont élevées dans la conscience de leur haute mission, comme les gardiennes du monde à venir, comme les dépositaires des clefs des âges futurs. Le sentiment du devoir à cet égard, arrive à la religion. C'est un culte dans lequel nos filles sont élevées dès l'enfance.

Après m'être couché ce soir-là, je lus longtemps un roman de Berrian, que m'avait prêté le D^r Leete et dont l'intrigue roulait sur une situation en rapport avec ses dernières phrases, touchant le sentiment moderne de la responsabilité des parents. Une telle situation aurait certainement été traitée par un auteur du xix^e siècle de façon à exciter la sympathie morbide du lecteur par l'égoïsme sentimental des amants et leur haine contre la loi non écrite qu'ils outrageaient. Je n'ai pas besoin de dire — qui n'a pas lu « Ruth Elton » ? — comme la manière de Berrian est différente de celle-là, et avec quelle terrible force il démontre le principe qu'il établit : « Vis-à-vis de celui qui doit naître, notre pouvoir est celui de Dieu. Envers lui, notre responsabilité est pareille à celle du Tout-Puissant envers nous. Comme nous agirons, Dieu agira. »

« Qu'ils s'accordent entre eux ou se gourment, qu'importe », pourrions-nous dire en entendant le Dr Leete dire pis que pendre des anarchistes, mais il est fort intéressant d'apprécier le sort que le xx^e siècle doit faire aux femmes.

Il n'est pas exposé très clairement, ce sort. Elles travailleront ! A quoi ? De nos jours, l'immense majorité des femmes travaillent, et beaucoup. Mais il y a de grandes différences. Les unes ont des fonctions domestiques auxquelles elles sont merveilleusement adaptées. Mais vous supprimez ces fonctions. Les autres vont à l'atelier et nous ne conviendrons jamais que ce soit leur rôle naturel. Si tout le progrès consiste à envoyer toutes les femmes, sans exception, dans vos immenses manufactures, nous l'estimerons assez peu.

Nous avons beaucoup vécu en contact intime et quotidien avec les classes ouvrières. Dans une région de la France où bien des progrès ont, d'ailleurs, été réalisés, nous avons vu comme un embryon de votre système. Les femmes travaillent aux usines, dînent au cercle ouvrier, et le soir restent avec leur mari, à écouter les longs bavardages, entremêlés de libations, à moins qu'elles ne viennent entendre les conférences qui sont fréquentes. Pour nous, ce ne sera jamais un système bon à généraliser. Cette assimilation des deux sexes est aussi périlleuse là qu'ailleurs. Un architecte doit se préoccuper de ses matériaux. Lorsqu'on songe à édifier une société, on doit tenir en ligne de compte qu'elle est faite pour des hommes et non pas pour des anges.

Le Dr Leete nous dit : « En ce qui concerne l'amour, un de nos auteurs prétend que cette tendre passion a rempli le vide laissé dans les esprits par l'absence de tout soin matériel ». Pour ne pas discuter une question qui serait déplacée ici, bornons-nous à rappeler l'axiome : « Ou courtisane, ou ménagère ».

Pour nous, le mariage n'est pas seulement l'alliance de deux personnes. Il est la fusion de ces deux personnes

dans la vie. Elle doit être bien fortement trempée celle qui, émue de pitié pour un de ces malheureux, rompt en visière avec l'opinion de sa génération — elle en est libre — et le prend pour mari. J'ajoute qu'elle a — et c'est là une barrière plus résistante que toute autre — à vaincre le sentiment de son propre sexe. Nos femmes sont élevées dans la conscience de leur haute mission, comme les gardiennes du monde à venir, comme les dépositaires des clefs des âges futurs. Le sentiment du devoir à cet égard, arrive à la religion. C'est un culte dans lequel nos filles sont élevées dès l'enfance.

Après m'être couché ce soir-là, je lus longtemps un roman de Berrian, que m'avait prêté le D^r Leete et dont l'intrigue roulait sur une situation en rapport avec ses dernières phrases, touchant le sentiment moderne de la responsabilité des parents. Une telle situation aurait certainement été traitée par un auteur du xix^e siècle de façon à exciter la sympathie morbide du lecteur par l'égoïsme sentimental des amants et leur haine contre la loi non écrite qu'ils outrageaient. Je n'ai pas besoin de dire — qui n'a pas lu « Ruth Elton » ? — comme la manière de Berrian est différente de celle-là, et avec quelle terrible force il démontre le principe qu'il établit : « Vis-à-vis de celui qui doit naître, notre pouvoir est celui de Dieu. Envers lui, notre responsabilité est pareille à celle du Tout-Puissant envers nous. Comme nous agirons, Dieu agira. »

« Qu'ils s'accordent entre eux ou se gourment, qu'importe », pourrions-nous dire en entendant le Dr Leete dire pis que pendre des anarchistes, mais il est fort intéressant d'apprécier le sort que le *xx^e* siècle doit faire aux femmes.

Il n'est pas exposé très clairement, ce sort. Elles travailleront ! A quoi ? De nos jours, l'immense majorité des femmes travaillent, et beaucoup. Mais il y a de grandes différences. Les unes ont des fonctions domestiques auxquelles elles sont merveilleusement adaptées. Mais vous supprimez ces fonctions. Les autres vont à l'atelier et nous ne conviendrons jamais que ce soit leur rôle naturel. Si tout le progrès consiste à envoyer toutes les femmes, sans exception, dans vos immenses manufactures, nous l'estimerons assez peu.

Nous avons beaucoup vécu en contact intime et quotidien avec les classes ouvrières. Dans une région de la France où bien des progrès ont, d'ailleurs, été réalisés, nous avons vu comme un embryon de votre système. Les femmes travaillent aux usines, dînent au cercle ouvrier, et le soir restent avec leur mari, à écouter les longs bavardages, entremêlés de libations, à moins qu'elles ne viennent entendre les conférences qui sont fréquentes. Pour nous, ce ne sera jamais un système bon à généraliser. Cette assimilation des deux sexes est aussi périlleuse là qu'ailleurs. Un architecte doit se préoccuper de ses matériaux. Lorsqu'on songe à édifier une société, on doit tenir en ligne de compte qu'elle est faite pour des hommes et non pas pour des anges.

Le Dr Leete nous dit : « En ce qui concerne l'amour, un de nos auteurs prétend que cette tendre passion a rempli le vide laissé dans les esprits par l'absence de tout soin matériel ». Pour ne pas discuter une question qui serait déplacée ici, bornons-nous à rappeler l'axiome : « Ou courtisane, ou ménagère ».

Pour nous, le mariage n'est pas seulement l'alliance de deux personnes. Il est la fusion de ces deux personnes

cès où les deux parties sont des femmes sont jugés par des femmes-juges et lorsqu'un homme plaide contre une femme, le verdict doit être rendu par des juges des deux sexes.

— Les femmes semblent former, dans votre système, une sorte d'*imperium in imperio*.

— Jusqu'à un certain point. Mais l'*imperium* intérieur est un de ceux qui n'offrent guère de dangers pour la nation. Le manque de reconnaissance de l'individualité des deux sexes était un des innombrables défauts de votre société. L'attraction passionnelle entre hommes et femmes a trop souvent empêché de voir clairement la profonde différence qui sépare les sexes, qui les rend capables de sympathie seulement dans leurs rangs propres. C'est en donnant un libre jeu à ces différences plutôt qu'en cherchant à les effacer, comme essayaient de le faire vos réformateurs, qu'on exalte la jouissance de chacun et l'attire qu'il a pour l'autre. De vos jours aucune carrière ne s'ouvrait à la femme, en dehors d'une rivalité contre nature avec les hommes. Nous leur avons fait un monde à elles, avec ses émulations, ses ambitions, ses carrières, et je vous assure qu'elles y sont très heureuses. Nous estimons que les femmes étaient les premières victimes de votre civilisation. Il s'échappe de l'étude de leur vie d'alors, même à distance, une impression pénible, si on se rappelle leurs existences ennuyées, étouffées, leurs horizons étroits, leur internement physique dans les quatre murs d'une maison, et moral dans

un cercled'intérêts mesquins. Je vous parle, non pas de la classe pauvre, qui travaillait jusqu'à la mort, mais de la classe aisée, même de la classe riche. Contre leurs grandes douleurs, aussi bien que contre les mêmes froissements de la vie, elles ne trouvaient aucun refuge dans le monde des affaires humaines. Pour elles, nul intérêt sinon ceux de la famille. Une telle existence aurait ramolli le cerveau d'un homme ou l'aurait rendu fou. Aujourd'hui, tout est changé. On n'entend plus une seule femme souhaiter d'être un homme, ou des parents désirer un garçon plutôt qu'une fille. Nos jeunes filles ont autant d'ambition que nos jeunes gens. Le mariage, quand il s'effectue, n'est plus la prison pour elles. Il ne les sépare plus des grands intérêts de la société, de la vie active du monde. Ce n'est que lorsque la maternité occupe de ses devoirs l'esprit de la femme, que celle-ci est soustraite pour un temps au monde. Après, et à toute époque, elle peut reprendre sa place parmi ses camarades avec lesquelles elle ne perd jamais le contact. Les femmes sont une race très heureuse actuellement, si on compare leur sort à celui qu'elles ont eu dans l'histoire du monde; et leur faculté de donner le bonheur aux hommes a augmenté en proportion.

— Je serais enclin à croire, dis-je, que l'intérêt que trouvent les jeunes filles dans leur carrière, soit comme membres de l'armée industrielle, soit comme candidates aux distinctions doit les éloigner du mariage:

chesses totalisées d'une nation n'offrissent pas alors un criterium sûr des biens de ses membres, pourtant des exemples comme ceux-là nous permettent des parallèles de détail, pour le côté strictement matériel entre le xix^e siècle et le xx^e.

« C'est lorsque nous contemplons le côté moral de ce contraste que nous nous trouvons devant un phénomène dont l'histoire n'offre pas de précédent, pour aussi loin que remonte la recherche. Il peut être presque excusé, celui qui s'écrierait : « Là, sûrement, est un miracle. » Néanmoins, si nous ne nous abandonnons pas à l'étonnement, si nous commençons à examiner ce qui semble un prodige, nous trouvons qu'il n'y a ni prodige, ni miracle. Il n'est pas nécessaire de supposer une nouvelle éclosion morale de l'humanité, ou une destruction complète des méchants laissant les bons illésés, pour se rendre compte du fait. Il trouve sa très simple explication dans la réaction d'un milieu transformé sur la nature humaine. Il signifie uniquement qu'une forme de société fondée sur l'intérêt mal compris de l'égoïsme et appuyée seulement sur le côté bas et brutal de la nature humaine, a été remplacée par des institutions basées sur le véritable intérêt d'une abnégation rationnelle, et faisant appel aux généreux instincts sociaux des hommes.

« Mes amis, si vous vouliez voir de nouveau les hommes ressembler à des bêtes de proie comme au xix^e siècle, vous n'auriez qu'à restaurer le vieil ordre social et industriel, qui leur enseignait à

considérer leurs frères comme leur proie naturelle, à trouver leur gain dans la perte d'autrui. Sans doute, vous croyez être sûrs que nul besoin, si dur fût-il, ne vous amènerait à vivre sur ce qu'une intelligence plus vive ou des bras plus robustes vous auraient permis de prendre à d'autres, également besogneux. Mais supposez que ce ne fût pas votre vie seule dont vous fussiez responsables. Je sais qu'il a dû y avoir parmi nos ancêtres, beaucoup d'hommes qui, s'il ne s'était agi que de leur existence, y auraient plutôt renoncé que de la nourrir du pain arraché aux autres. Mais ils ne le pouvaient pas. Ils avaient de chères existences à soutenir. Les hommes aimaient leurs femmes comme aujourd'hui. Dieu seul sait comment ils osaient devenir pères, mais ils avaient des petits êtres aussi doux pour eux que les nôtres nous le sont, qu'ils devaient nourrir, vêtir, élever. Les plus exquises créatures étaient fières quand elles avaient des petits à nourrir et dans cette société de loups, le combat pour le pain empruntait un acharnement particulier aux sentiments les plus tendres. Pour le bien de ceux qui dépendaient de lui, un homme ne pouvait pas choisir. Il devait se jeter dans l'horrible combat, tricher, supplanter, extorquer, acheter à vil prix et revendre trop cher, ruiner l'entreprise qui permettait à son voisin de nourrir ses enfants, induire les hommes à acheter ce dont ils n'avaient pas besoin, à vendre ce qu'ils auraient dû garder, léser ses ouvriers, pressurer ses débiteurs, voler ses créanciers. Un homme

chesses totalisées d'une nation n'offrissent un criterium sûr des biens de ses habitants des exemples comme ceux-là notent des parallèles de détail, pour le moment matériel entre le xix^e siècle et la

« C'est lorsque nous contemplons le de ce contraste que nous nous trouvons un phénomène dont l'histoire n'offre pas de précédent, pour aussi loin que remonte la pensée peut être presque excusé, celui qui dit : « Là, sûrement, est un miracle. » Néanmoins nous ne nous abandonnons pas à l'étonnement nous commençons à examiner ce qui est le prodige, nous trouvons qu'il n'y a ni miracle. Il n'est pas nécessaire de supposer une nouvelle éclosion morale de l'humanité, la destruction complète des méchants et des bons illésés, pour se rendre compte que tout cela trouve sa très simple explication dans l'existence d'un milieu transformé sur la nature humaine. Cela signifie uniquement qu'une forme de vie basée sur l'intérêt mal compris de l'égoïsme appuyée seulement sur le côté bas et bas de la nature humaine, a été remplacée par des institutions basées sur le véritable intérêt et la coopération rationnelle, et faisant appel aux instincts sociaux des hommes.

« Mes amis, si vous vouliez voir de nos jours des hommes ressembler à des bêtes de proie comme au xix^e siècle, vous n'auriez qu'à restaurer l'ancien ordre social et industriel, qui leur en

... la santé
 ... l'oppression
 ... l'enfance,
 ... l'homme,
 ... la brute,
 ... les fonctions

• à vous et
• l'unique
ation des
ez restes
e vos an

e de bar
roïque le
quelques
ularités si
sable. Don
dans une

pour
leur. Le
ne conti
ion comm
et le pou
que s'aut

www

avait beau la chercher avec des larmes, il était difficile de trouver une carrière où il pût gagner sa vie et celle des siens, sans abattre un rival plus faible et lui retirer le pain de la bouche. Les ministres de la religion eux-mêmes n'étaient pas affranchis de cette cruelle nécessité. Pendant qu'ils détournaient leur troupeau de l'amour de l'or, les besoins de leurs familles les obligeaient à songer sans cesse aux résultats pécuniaires de leurs appels. Les pauvres gens ! Leur sort était vraiment triste ! Prêcher aux hommes la générosité et le renoncement alors qu'ils savaient, que tout le monde savait que, dans l'état du monde, ceux qui pratiqueraient ces vertus seraient réduits à la misère ! En regardant le spectacle barbare de la société, ces dignes hommes pleuraient amèrement sur la dépravation de la nature humaine. Comme si des natures angéliques n'eussent pas été vite débauchées à cette école du démon ! Ah ! mes amis, croyez-moi, ce n'est pas aujourd'hui, à notre heureuse époque, que l'humanité prouve que l'étincelle divine est en elle. C'était bien plutôt dans ces mauvais jours, quand le combat pour la vie, la bataille pour l'existence où pitié était folie, ne pouvaient arriver à bannir entièrement de la terre la générosité et la bonté !

« Il est aisé de comprendre le désespoir avec lequel des hommes et des femmes qui, dans d'autres conditions, auraient été doux et bons, se déchiraient mutuellement dans cette chasse à l'or, si nous nous souvenons de ce qu'impliquaient le

manque de cet or, de ce qu'était la pauvreté de ce temps-là. Pour le corps, c'était la faim et la soif, les souffrances du froid et du chaud, l'abandon dans la maladie, le travail écrasant dans la santé ; pour la partie morale de l'homme, c'était l'oppression, le mépris, la soumission à d'indignes traitements, la perte de toute innocence dès l'enfance, de la grâce de la femme, de la dignité de l'homme ; pour l'esprit c'était l'abrutissement, la torpeur de toutes ces facultés qui nous séparent de la brute, la réduction de la vie à un cercle de fonctions corporelles.

« Ah ! mes amis, si l'on vous eût offert, à vous et à vos enfants, une telle destinée comme l'unique alternative du succès dans l'accumulation des recherches, pensez-vous que vous seriez restés longtemps au-dessus du niveau moral de vos ancêtres ?

« Il y a deux ou trois siècles, un acte de barbarie fut commis dans les Indes. Quoique le nombre des victimes fut seulement de quelques vingtaines, il fut accompagné de particularités si horribles que son souvenir est impérissable. Des prisonniers anglais furent enfermés dans une chambre ne contenant pas assez d'air pour la vie d'un nombre d'hommes dix fois inférieur. Les malheureux étaient de braves gens, bons camarades, mais lorsque l'agonie de la suffocation commença à s'emparer d'eux, ils oublièrent tout le reste. Un terrible combat s'engagea, de l'un contre l'autre, de chacun contre tous pour arriver à une des petites

fenêtres de la prison où il était possible d'avoir un peu d'air. Ce fut une lutte où les hommes devinrent des bêtes fauves et le récit que les rares survivants firent de ces horreurs impressionna tellement nos pères que, cent ans après, nous les trouvons rappelées dans leur littérature comme une preuve de l'absence de limites aux souffrances humaines, preuve aussi terrible physiquement que moralement. — Ils ne songeaient pas que, pour nous, le Black-Hole de Calcutta, avec son amas d'hommes affolés se déchirant l'un l'autre pour gagner une place près de l'air, nous semblerait l'image frappante de la société de leur siècle. Pourtant, l'image est imparfaite, car dans le Black-Hole, il n'y avait ni femmes, ni enfants, ni vieillards, ni infirmes. C'étaient du moins des hommes qui souffraient !

« Si nous réfléchissons que l'ancien ordre dont j'ai parlé a duré jusqu'à la fin du xix^e siècle, alors que l'organisation qui lui a succédé nous semble déjà ancienne, nos parents même n'en ayant jamais connu d'autres, nous ne pouvons éviter d'être surpris de la soudaineté avec laquelle a eu lieu une évolution si profonde. Quelques détails sur l'état des esprits pendant le dernier quart du xix^e siècle viennent en grande partie dissiper cet étonnement.

« Quoiqu'il ne soit pas possible de croire que l'intelligence, au sens moderne du mot, existait dans les communautés de cette époque, cependant la génération qui occupait la scène du monde était

une génération intelligente, si on la compare à celles qui l'y avaient précédée. La conséquence inévitable de cette intelligence, toute relative qu'elle fût, avait été la perception des maux sociaux, plus claire que jamais. Il est vrai que ces maux avaient été plus grands, dans les âges précédents. C'était l'intelligence développée des masses qui faisait la différence, comme la clarté du jour révèle des hideurs que la nuit rendait tolérables. La note favorite de la littérature de cette période, fut la compassion pour le pauvre et le malheureux, la clameur indignée contre l'impuissance du mécanisme social à améliorer les misères humaines. C'est par ces lueurs que l'abominable laideur du spectacle fut révélée aux meilleurs des hommes de ce temps et que la vie de quelques-uns des plus sensibles et des plus généreux fut rendue intolérable par l'intensité de leur commisération.

« L'idée de l'unité essentielle de la famille humaine, de la réalité de notre fraternité était loin de leur apparaître avec le caractère d'évidence qu'elle a pour nous. Mais ce serait une erreur que de les supposer privés de tout sentiment correspondant. Je pourrai vous lire des passages d'une grande beauté de quelques-uns de leurs écrivains, qui montrent que cette conception fut atteinte nettement par certains et vaguement par beaucoup. En outre, n'oublions pas que le xix^e siècle était nominalement chrétien et le fait que la trame de la société industrielle et commerciale était nettement anti-chrétienne a dû frapper, si peu que ce

soit, l'esprit des sectateurs, même nominaux, de Jésus-Christ.

« Quand nous recherchons pourquoi cela se borne là, pourquoi, longtemps après que la grande majorité avait reconnu les abus criants des arrangements existants, elle les tolérait encore, ou se contentait de deviser de mesquines réformes, nous tombons sur un fait extraordinaire. Même les meilleurs des hommes croyaient à cette époque que le seul élément solide de la nature humaine sur lequel on pût fonder un système social, c'était ses penchants. On leur avait appris et, ils croyaient, que le besoin et l'intérêt étaient le ciment de l'humanité, que toutes les collectivités humaines tomberaient en pièces si quelque chose était fait pour éteindre ces motifs ou entraver leurs conséquences. Ils croyaient, en un mot — même ceux qui auraient voulu croire autre chose — l'inverse absolu de ce qui nous paraît un axiome; ils croyaient, c'est-à-dire, que la force de cohésion de la société dérivait non pas des qualités sociales de l'homme, mais de ses qualités anti-sociales. Il leur semblait rationnel que les hommes vécussent ensemble uniquement pour se battre et s'opprimer ou pour être opprimés et battus; que, tant que durerait une société qui donnait libre cours à ses penchants, il y aurait peu de chance pour une société basée sur l'idée de coopération au profit de tous. Il semble absurde de demander à un homme intelligent de croire que ces opinions aient été sérieusement professées. Et cependant il est certain que

nos arrière-grands-pères les tenaient pour incontestables et qu'elles furent la cause du long maintien de l'ancien régime, encore après que ses abus intolérables furent reconnus par tous. C'est en cela que git l'explication du pessimisme profond de la littérature au dernier quart du xix^e siècle, de la mélancolie des poètes, du cynisme de sa gaieté.

« Ils sentaient que la condition de la race ne pouvait durer. Ils n'avaient aucune espérance précise d'un état meilleur. Ils croyaient que l'évolution humaine aboutissait à un cul-de-sac et qu'il n'y avait pas de route pour aller au-delà. La mentalité de ce temps est éclairée par des livres qui nous sont parvenus, que les curieux peuvent trouver dans nos bibliothèques, dans lesquels des montagnes d'arguments sont entassées pour démontrer qu'en dépit du mauvais sort de l'homme, la vie, tout bien pesé, est probablement meilleure à vivre qu'à abandonner !

« Se méprisant eux-mêmes, ils rabaissaient le Créateur. Il y eut une défaillance générale de la foi religieuse. Des lueurs pâles et tremblantes, tombant d'un ciel voilé par le doute et la frayeur, éclairaient seules le chaos terrestre. Que les hommes pussent douter de Celui dont le souffle est dans nos poumons ou craindre les mains qui les créèrent, cela nous paraît une triste folie. Souvenons-nous que les enfants que le jour rend courageux ont souvent la nuit des frayeurs sans motifs. Le jour s'est levé. Au xx^e siècle, il n'est plus difficile de croire à Dieu.

« Prudemment, comme je devais le faire en un discours de ce genre, j'ai montré quelques-unes des causes qui ont préparé les esprits à passer de l'ancien au nouveau régime, aussi celles de la résistance désespérée qui retarda l'évolution, lorsque le temps fut venu. Pour s'étonner de la rapidité avec laquelle le changement s'opéra dès que la possibilité en fut reconnue, il faudrait oublier les effets enivrants de l'espérance sur des esprits depuis longtemps habitués au désespoir. L'aurore, après une aussi longue, une aussi sombre nuit, devait être un éblouissement. Au moment où les hommes se permirent de croire que l'humanité n'était pas condamnée à la stagnation, que sa stature ne mesurait pas sa croissance possible, mais qu'elle avait en elle le germe d'un développement sans limite, la réaction dut être irrésistible. Il est certain que rien ne put prévaloir contre l'enthousiasme qu'inspirait la nouvelle foi.

« Ici, du moins, et les hommes le sentaient, il y avait une cause auprès de laquelle les causes historiques étaient triviales. Précisément parce qu'elle aurait trouvé des millions de martyrs volontaires, elle n'en immola aucun. Le changement de la dynastie d'un petit royaume du vieux monde coûta souvent plus de vies humaines que la révolution qui remit sur le droit chemin la race humaine.

« Sans doute, il est mal venu celui qui, né dans notre siècle splendide, rêve une autre destinée. Et pourtant, j'ai souvent pensé que j'échangerais ma part de nos jours paisibles et rians pour un poste

de l'époque tourmentée de la transition, alors que des héros brisaient la porte verrouillée de l'avenir, et ouvraient au monde sans espoir la perspective d'un progrès dont la fin est si radieuse qu'elle nous éblouit. Ah, mes amis ! qui pourrait dire qu'avoir vécu alors, quand la plus légère influence était un levier qui ébranlait les siècles, ne valait pas une part au jour de la récolte.

« Vous savez l'histoire de la dernière, de la plus grande, de la moins sanglante des révolutions. En une génération, les hommes écartèrent les traditions et les mœurs des barbares et créèrent un ordre social digne d'être humains et raisonnables. Cessant leurs habitudes de déprédation, ils devinrent collaborateurs et trouvèrent dans la fraternité la science de la richesse et du bonheur. « Que mangerai-je ? Qu'aurai-je pour me vêtir ? » — C'était le problème qui, commençant et finissant en lui-même, avait toujours été insoluble et terrible. Dès qu'on le considéra, non plus au point de vue individuel, mais à celui de la fraternité, que l'on se dit : « Que mangerons-nous ? Qu'aurons-nous pour nous vêtir ? » les difficultés s'évanouirent.


« La pauvreté dans l'esclavage avait été le résultat, pour la masse, de la tentative de résoudre par l'individualisme le problème des subsistances. La nation n'était pas plus tôt devenue le seul capitaliste que non seulement l'abondance remplaça la pauvreté, mais que ce dernier vestige de la domination d'un homme sur un autre disparut de la terre.

« L'esclavage humain, si souvent attaqué vainement, fut tué. Les moyens d'existence ne furent plus donnés aux femmes par les hommes, à l'employé par le patron, au pauvre par le riche. Ils furent distribués du fonds commun, comme d'un même plat aux enfants assis à la table du père. Nul ne put davantage employer ses semblables à son profit, comme des outils. L'arrogance et la servilité disparurent des relations des hommes. Pour la première fois depuis la création, chaque homme se tint droit sous l'œil de Dieu.

« La crainte du besoin et l'appât du gain cessèrent d'être des mobiles lorsque tous furent assurés de l'abondance et que des richesses excessives ne furent plus possibles.

« Il n'y eut pas plus de mendiants que de donateurs. L'équité enleva tout objet à la charité. Les dix commandements devinrent superflus dans un monde où le vol n'avait plus de tentation, où il ne se présentait aucune occasion de mentir par crainte ou par faveur, où l'envie était désarmée par l'égalité, la fraternité.

« De même que sous l'ancien régime, l'homme juste, au cœur tendre, souffrait un grand préjudice par ces qualités même, ainsi, dans la société nouvelle, l'égoïste au cœur froid est mis au ban. Maintenant que les conditions de l'existence avaient, pour la première fois, cessé de stimuler les qualités brutales de la nature humaine, que l'égoïsme n'était plus récompensé alors que l'on couronnait l'abnégation, il était enfin possible de voir ce qu'était



la nature humaine, à l'abri de la perversion.

« Les tendances dépravées, qui s'étaient développées, et cachaient les bonnes, se mouraient maintenant. Les nobles qualités fleurirent avec une telle luxuriance que les cyniques devinrent des panégyristes, que, pour la première fois, le genre humain s'éprit presque de lui-même. Bientôt, il fut clairement révélé, ce que les théologiens et les philosophes du vieux monde n'auraient jamais cru, que la nature humaine, dans son essence, est bonne et non mauvaise, que les hommes naissent généreux et non égoïstes, pitoyables et non cruels, cordiaux et non arrogants, que leurs aspirations sont élevées, que leur instinct leur envoie de divins élans de tendresse et d'abnégation ; qu'ils sont les vraies images de Dieu et non le déguisement du Créateur. La coercition constante, pendant d'innombrables générations, de conditions d'existence qui auraient perverti des anges, n'a pu altérer essentiellement la noblesse de sa nature. Ces conditions supprimées, comme un arbre mort, cette noblesse a refleurì à sa hauteur normale.

« Pour me résumer en une parabole, laissez-moi comparer l'humanité d'autrefois à un rosier planté dans un marais, arrosé d'eau fétide, respirant des brouillards empestés, le jour, tué par les miasmes délétères la nuit. D'innombrables générations de jardiniers ont fait de leur mieux pour qu'il fleurit mais, sauf un bouton qui ne s'ouvrit qu'à moitié et dont un ver rongerait les

pétales, leurs efforts furent vains. Beaucoup affirmaient que l'arbre n'était pas un rosier, mais un buisson, bon à couper et à brûler. Les jardiniers, pour la plupart, soutenaient que c'était bien un rosier, mais qu'il avait en lui une maladie inguérissable qui empêchait les boutons d'éclore. Quelques-uns assuraient que l'arbre était bon, que le mal venait du sol, que, dans de meilleures conditions, la plante ferait mieux. Mais ces derniers n'étaient pas des jardiniers patentés. Ceux-ci les traitaient de rêveurs, de théoriciens, et le peuple jugeait ainsi. En outre, disaient quelques éminents philosophes, même en admettant que l'arbre vivrait mieux ailleurs, c'était pour les boutons une discipline meilleure d'essayer de fleurir dans un marais que dans des conditions favorables. Les boutons parvenus à s'ouvrir étaient rares, les fleurs pâles et sans odeur, mais elles représentaient beaucoup plus d'effort moral que si elles eussent fleuri librement dans un jardin.

« Les jardiniers brevetés et les philosophes eurent le dessus. L'arbre resta dans le marais et on continua le vieux traitement. Sans cesse, de nouveaux remèdes fortifiants étaient appliqués à ses racines, et pour tuer la vermine et enlever le mildew, on employa d'innombrables recettes, chacune d'elles étant la seule bonne, d'après ses avocats. Cela dura longtemps. Quelquefois, un observateur prétendait voir une légère amélioration, mais un autre croyait pouvoir dire qu'il était plus malade. En somme, aucun changement. En-

fin, pendant une période de découragement, l'idée de transplanter le rosier fut de nouveau mise en avant, et, cette fois, eut du succès. « Essayons ! » fut le cri général. « Peut-être sera-t-il mieux ailleurs ! Ici, on peut se demander s'il vaut la peine de le cultiver plus longtemps. » Ainsi il advint que le rosier de l'humanité fut transplanté, mis dans de la terre fine, chaude, sèche, où le soleil le baignait, où le vent du sud le caressait. Et l'on vit que c'était bien un rosier. La vermine et le mildew disparurent et l'arbre fut couvert des plus belles roses rouges, dont le parfum embauma le monde.

« C'est en gage de la destinée qu'il nous a réservée que le Créateur a mis en nous le sens de la perfection, qui nous fait trouver insignifiants les progrès accomplis et le but toujours éloigné. Si nos ancêtres avaient conçu un état social dans lequel les hommes vivraient comme des frères habitant en commun, sans envies, ni violences, ni exactions, où, au prix d'un travail égal à celui qu'exige la santé, dans des occupations librement choisies, ils seraient absolument délivrés du souci du lendemain, sans plus de trouble pour leur subsistance que l'arbre arrosé par un éternel courant, s'ils avaient conçu un tel état social, dis-je, ils y auraient vu le paradis. Ils l'auraient confondu avec le ciel et déclaré qu'on ne pouvait désirer mieux.

« Mais que dirons-nous, mes amis, nous qui habitons sur ces hauteurs qu'ils n'osaient rêver ? Déjà, nous avons oublié, sauf lorsqu'une occa-

sion comme celle-ci nous le rappelle fortuitement, que ce qui est n'a pas toujours été. Il faut un effort de notre imagination pour concevoir l'organisation de nos ancêtres immédiats. Nous la trouvons grotesque. Cette solution du problème des subsistances qui a banni la misère et le crime, loin de nous sembler un achèvement dernier, nous semble le préliminaire de tout progrès réel. Nous n'avons fait que nous débarrasser d'un obstacle inutile qui cachait à nos pères les fins réelles de l'existence. Nous sommes équipés pour la course. Rien de plus. Nous sommes pareils à l'enfant qui ne sait que se tenir debout et marcher. C'est un grand événement, au point de vue de l'enfant, que son premier pas. Peut-être s'imagina-t-il qu'il ne lui reste guère à faire, après cette grande chose. L'année suivante, il a déjà oublié qu'il n'a pas toujours su marcher. Son horizon s'est élargi quand il s'est levé, s'est agrandi quand il a marché. Oui, son premier pas était un grand événement, mais comme un commencement et non pas comme une fin. Il n'est entré qu'alors dans sa vraie carrière,

« L'affranchissement de l'humanité, de l'absorption morale et physique que causait l'éternel travail pour les plus simples besoins, peut apparaître comme une seconde naissance de la race, sans laquelle la première naissance à une vie qui n'était qu'un fardeau serait restée injustifiable. Depuis lors, l'humanité est entrée dans une phase nouvelle de développement spirituel, dans une évolution des facultés les plus hautes, dans la vraie

existence à peine entrevue par nos ancêtres. Au lieu de la désespérance atroce du ^{xix}^e siècle, de son profond pessimisme quant aux destins de la race, l'idée maîtresse du siècle actuel, c'est la conception enthousiaste des beautés de notre existence terrestre et la perfectibilité sans limites de notre nature.

« L'amélioration de l'humanité, de génération en génération, physiquement, moralement, intellectuellement, est reconnue comme le grand but, digne de tous les efforts, de tous les sacrifices. Nous croyons qu'enfin, l'espèce réalise l'idéal divin et que chaque génération fera un pas en avant.

« Me demanderez-vous quel est le but assigné aux générations à venir? Je répondrai que la route est droite et longue devant nous, mais que la fin s'en perd dans la lumière. C'est après le retour de l'homme à Dieu « qui est notre maison », le retour de l'individu par la mort, le retour de l'espèce par l'accomplissement de l'évolution, que le divin secret nous sera révélé. Donnons une larme au sombre passé. Retournons-nous vers l'avenir radieux, et voilons nos yeux éblouis, allons! L'hiver de la race est fini, son été commence. L'humanité a brisé sa chrysalide. Les cieux sont devant elle. »

CHAPITRE XXVII

Je ne saurais jamais dire pourquoi, mais l'après-midi du dimanche, dans ma première existence, m'avait toujours rendu mélancolique. Il me semblait voir s'effacer les couleurs de la vie, et tout m'apparaissait sans intérêt. Les heures qui, en général, passaient si vite pour moi, perdaient leur rapidité. Vers la chute du jour, elles s'appesantissaient.

C'est peut-être par l'accoutumance qu'en dépit du changement survenu, je tombai dans un état de profonde dépression, l'après-midi de mon premier dimanche dans le xx^e siècle.

Pourtant, ce n'était plus une dépression sans cause spécifique, la simple mélancolie vague dont j'ai parlé, mais un sentiment que justifiait ma situation. Le sermon de M. Barton, en me rappelant constamment l'abîme profond qui séparait le siècle dont j'étais de celui où je me trouvais, avait développé en moi la conscience de ma solitude. Toutes mesurées et doctrinales que fussent ses paroles, elles m'avaient clairement montré la

pitié mêlée de curiosité et d'aversion que, représentant d'une époque abhorrée, je devais exciter autour de moi.

L'extraordinaire bonté avec laquelle j'avais été traité par le D^r Leete et sa famille, en particulier celle d'Edith, m'avait empêché de comprendre que leurs vrais sentiments envers moi ne devaient pas différer de ceux de leur génération. J'aurais pu supporter cela, quoique avec douleur, en ce qui touchait le docteur et son aimable femme, mais la conviction qu'Edith partageait ces sentiments fut un tourment au delà de mes forces.

L'effet poignant qui accompagna la perception d'un fait aussi simple ouvrit mes yeux, me fit voir ce que le lecteur à déjà peut-être soupçonné. J'aimais Edith.

Qu'y avait-il là d'étrange ? L'occasion émouvante qui avait commencé notre intimité, lorsque ses mains m'avaient délivré de la folie ; le fait que sa sympathie était le cordial qui m'avait attaché à ma vie nouvelle et permis de la supporter ; mon habitude de voir en elle l'intermédiaire entre le monde et moi, c'étaient là des circonstances qui avaient amené un résultat que ses remarquables qualités auraient suffi à expliquer. Il était inévitable qu'elle devint pour moi, et dans un sens tout différent que pour les amoureux ordinaires, la seule femme au monde. Maintenant que je commençais à voir la vanité des espérances que je commençais à chérir, je ne souffrais pas seulement comme un autre, mais de plus, d'une solitude

sans espoir, d'un isolement désolé qu'aucun autre amoureux ne ressentira, si malheureux soit-il.

Mes hôtes virent mon accablement et firent de leur mieux pour me distraire. Edith, spécialement, souffrit avec moi, mais comme le veut la destinée des amoureux, ayant une fois poussé la folie jusqu'à rêver que je recevrais d'elle autre chose, sa bonté ne me suffisait plus.

Vers la chute du jour, après avoir passé dans la maison la plus grande partie de l'après-midi, je descendis dans le jardin. Malgré une dernière visite de la chaleur, le temps était frais. Me trouvant près des fouilles, j'entraï dans la chambre souterraine et m'y assis. « Ceci, me disais-je, est ma seule maison. Qu'on m'y laisse, qu'on ne m'en fasse plus sortir jamais ! » Cherchant des secours dans ce milieu familier, je tâchai de trouver une sorte de triste consolation à revivre le passé, à évoquer les formes et les figures qui m'entouraient jadis. Ce fut en vain. Elles ne vivaient plus. Pendant près de cent ans, les étoiles avaient brillé sur la tombe d'Edith Barlett, sur les tombes de ma génération toute entière.

Le passé était mort. Un siècle l'écrasait. Du présent, j'étais banni. Nulle part, je n'avais ma place, je n'étais ni mort, ni vivant.

— Pardonnez-moi de vous avoir suivi.

Je levai les yeux. Edith était sur la porte de la chambre, me regardant avec un sourire, mais ses yeux pleins de sympathie attristée.

— Renvoyez-moi si je vous importune, dit-elle,

mais nous avons vu que vous êtes troublé et vous savez que vous m'avez promis de me le dire tous-jours. Vous n'avez pas tenu parole.

Je me levai et vins à la porte, essayant de sourire. Je m'imagine que j'y réussissais mal, car la vue de sa beauté me rappelait la cause la plus poignante de ma souffrance.

— Je me sentais un peu seul, c'est tout, dis-je. Ne vous est-il jamais venu à la pensée que ma solitude est tellement plus grande que ne le fut jamais celle d'un autre, qu'il faudrait un nouveau mot pour l'exprimer ?

— Vous ne devriez pas parler ainsi, vous ne devriez pas avoir ces idées, non, c'est mal ! — Et elle avait les yeux humides. — Ne sommes-nous pas vos amis ? c'est votre faute si vous ne nous laissez pas l'être. Vous avez besoin de ne pas être seul.

— Vous êtes bonne pour moi, au-dessus de l'imaginable. Mais vous voyez, je sais que c'est de la pitié simplement, pitié douce, mais pitié seulement. Je serais un fou, si je ne me rendais pas compte que je ne puis être pour vous ce qu'est un homme de ce siècle. Je suis, à vos yeux, un être étrange, une créature venue d'une mer inconnue, dont l'isolement émeut votre compassion, quoique vous le trouviez grotesque. J'ai été assez fou, tellement vous étiez bonne, pour oublier presque qu'il doit en être ainsi, pour m'imaginer que plus tard je pourrais me naturaliser, comme nous disions, dans ce siècle, sentir comme un des vôtres, vous paraître semblable aux autres. Mais le ser-

mon de M. Barton m'a appris combien le rêve était vain, combien l'abîme entre nous doit vous paraître immense ».

— Oh ! ce malheureux sermon, s'écria-t-elle, en pleurant franchement, je ne voulais pas vous le laisser écouter. Que sait-il de vous ? Il a lu dans de vieux livres poudreux quelque chose sur votre époque et voilà tout. En quoi vous importe-t-il tellement, que vous soyez attristé par ses paroles ? Vous est-il indifférent que nous, qui vous connaissons, nous pensions différemment ? Pourquoi ne vous occupez-vous pas davantage de notre opinion que de celle d'un homme qui ne vous a jamais vu ? Oh ! M. West, vous ne savez pas, vous ne pouvez pas savoir la peine que je ressens à vous voir désespéré. Que vous dirai-je ? Comment vous convaincre que nos sentiments à votre égard sont bien différents de ceux que vous nous prêtez ?

Comme avant, dans cette autre crise de ma destinée où elle était venue vers moi, elle me tendit la main d'un geste secourable. Comme alors, je la saisis et la tins dans la mienne. Sa poitrine haletait d'une vive émotion et le léger tremblement des doigts que je pressais dénotait la profondeur de son trouble. Sur son visage, la pitié luttait contre les obstacles qui la rendaient impuissante. Jamais compassion de femme n'est apparue plus belle.

Une telle bonté et une telle beauté me vainquirent, je jugeai que je ne pouvais y répondre qu'en lui disant toute la vérité. Naturellement, je n'avais pas une parcelle d'espérance ; mais, de

l'autre côté, je ne craignais pas sa colère. Elle avait été trop compatissante envers moi. Aussi lui dis-je : « C'est très ingrat de ma part que ne pas être satisfait de toute la bonté que vous m'avez montrée, que vous me montrez encore. Mais êtes-vous si aveugle que vous ne voyez pas pourquoi elle ne suffit pas à me rendre heureux ? Ne voyez-vous pas que je suis assez fou pour vous aimer ? »

A mes derniers mots, elle rougit profondément et ses yeux se baissèrent devant les miens, mais elle ne fit aucun effort pour retirer sa main de la mienne. Pendant un instant, elle resta ainsi. Puis, rougissant encore davantage, mais avec une sourire, elle me regarda.

— Etes-vous bien sûr de ne pas être aveugle vous-même ? dit-elle.

Ce fut tout, mais ce fut assez. Elle me disait, cette radieuse fille de l'âge d'or que, si incroyable que ce fût, elle m'avait donné non seulement sa pitié, mais son amour.

Je crus être encore en proie à une hallucination, même lorsque je la pressai dans mes bras. « Si je rêve, ne me réveillez pas ! », criai-je.

— C'est moi que vous devez croire folle, me dit-elle, s'échappant de mon étreinte. A peine avais-je goûté la douceur de ses lèvres. « Qu'allez-vous penser de moi, qui me jette presque dans les bras de quelqu'un que je ne connais que depuis une semaine ? Je ne pensais pas vous le dire si vite. Mais j'étais si triste de vous voir souffrir que j'ai oublié ce que je disais. Non, non ! vous ne devez plus me

toucher avant de savoir qui je suis. Après quoi, Monsieur, vous vous excuserez humblement pour avoir pensé, comme vous le faites, que je vous ai aimé un peu vite. Quand vous saurez qui je suis, vous devrez avouer que c'était strictement mon devoir de vous aimer à première vue, et qu'aucune jeune fille au cœur bien placé n'aurait fait autrement à ma place ».

Comme on peut croire, j'aurais ajourné volontiers les explications. Mais Edith avait fermement résolu qu'il n'y aurait plus un seul baiser d'échangé avant qu'elle se fût déchargée de tout soupçon d'avoir accordé ses affections trop vite, et je dus suivre mon adorable énigme jusqu'à la maison. Parvenue auprès de sa mère, elle lui murmura quelques phrases à l'oreille et se retira, nous laissant seuls.

Je compris que, malgré l'étrangeté de mes aventures, j'allais en surprendre le plus étrange détail. Par madame Leete, je sus qu'Edith était l'arrière-petite-fille de ma fiancée perdue, d'Edith Bartlett. Après m'avoir pleuré quatorze ans, elle avait fait un mariage de convenance et laissé un fils qui fut le père de madame Leete. Celle-ci n'avait jamais vu sa grand'mère, mais en avait beaucoup entendu parler et, quand sa fille naquit, lui donna le nom d'Edith. Ce fait avait naturellement contribué à augmenter l'intérêt que prit celle-ci, en grandissant, à tout ce qui touchait son aïeule et, spécialement, à la tragique histoire de la mort de son fiancé, dans l'incendie de sa maison. C'était un

conte bien propre à exciter la sympathie de la romanesque jeune fille et le fait que le sang de l'héroïne coulait dans ses veines, exalta l'intérêt qu'y prenait Edith.

Un portrait d'Edith Bartlett et quelques-uns de ses papiers, parmi lesquels un paquet de mes lettres, était dans les mains de la famille. Le tableau représentait une très belle jeune femme et ouvrait accès à toutes les suppositions tendres et romanesques. Mes lettres donnèrent à Edith quelques matériaux pour se faire une idée distincte de ma personnalité et, réunies au portrait, lui fit voir notre roman comme une chose réelle et vue. Elle avait l'habitude de dire à ses parents, partie en riant, partie sérieusement, qu'elle ne se marierait qu'avec un fiancé comme Julian West et qu'il n'en restait plus.

Tout cela, évidemment, était la simple rêverie d'une jeune fille dont l'esprit n'a jamais été occupé par des choses d'amour qui lui fussent propres et n'aurait eu aucune conséquence sérieuse sans la découverte que fit son père de la chambre voûtée du jardin, et la révélation de l'identité de son habitant. Quand ce corps, en apparence inanimé, eut été porté dans la maison, le portrait du médaillon trouvé sur sa poitrine fut aussitôt reconnu pour celui d'Edith Bartlett et, en se rappelant d'autres circonstances, ils apprirent que j'étais Julian West. Ma résurrection eût-elle été impossible, comme on le craignit d'abord, que, selon madame Leete, cet événement n'en aurait pas moins affecté

sa fille, d'une façon vive et ineffaçable. Le pressentiment de quelque arrêt mystérieux de la destinée, liant son sort au mien, aurait toujours exercé une irrésistible fascination sur à peu près toute femme.

Quant à savoir si, lorsque je revins à la vie quelques heures après et montrai tout d'abord un penchant spécial pour elle, que je parus trouver un plaisir particulier dans sa compagnie, elle avait été trop prompte à me donner son amour à la première manifestation du mien, je pouvais, disait sa mère, en juger à présent par moi-même. Si je le pensais, je ne devais pas oublier que nous étions, en somme, au xx^e siècle et non pas au xix^e et que l'amour était sans doute plus rapide maintenant dans sa croissance, comme il était plus franc dans sa floraison.

Laissant Mme Leete, j'allai trouver Edith. Quand je la trouvai, mon premier acte fut de prendre ses mains et de rester longtemps à contempler son visage. La mémoire de l'autre Edith, que la terrible aventure qui nous avait séparés avait fait pâlir, revenait nettement. Mon cœur se fondait en des émotions tendres et délicieuses. Car celle dont l'affection m'avait rendu si poignant le sentiment de ma perte allait la convertir en un bien. Il me semblait qu'Edith Bartlett plongeait son regard dans le mien et me donnait une consolation dans un sourire. Mon destin cessait d'être seulement le plus singulier; il devenait le plus heureux qui soit jamais échu à un mortel. Un double miracle avait

été fait pour moi. Sur le rivage de ce monde inconnu où j'étais une épave, je ne me trouvais pas seul et sans compatriotes. Mon amour, perdu, ressuscitait pour mon bonheur. Lorsque enfin, dans une extase de reconnaissance et de tendresse, j'étreignis dans mes bras la ravissante jeune fille, les deux Edith étaient unies dans ma pensée qui, depuis lors, ne les a plus jamais nettement distinguées. Je découvris bientôt que cette confusion d'identités existait aussi chez elle. Jamais, à coup sûr, il n'y eut entre deux amoureux, fraîchement fiancés, un plus étrange entretien que celui de cet après-midi. Elle semblait plus désireuse de me faire parler d'Edith Bartlett que d'elle-même, de la façon dont j'avais aimée la pauvre morte plutôt que de celle dont je l'aimais, elle, récompensant les mots de tendresse que je donnais à une autre femme, par des larmes, des sourires et une douce pression de sa main.

— Ne m'aimez pas trop pour moi-même, me dit-elle, je serais jalouse pour son compte. Je ne veux pas que vous l'oubliiez. Je vais vous raconter quelque chose que vous trouverez bizarre. Ne croyez-vous pas que les esprits reviennent quelquefois en ce monde pour remplir quelque tâche qui leur tient au cœur? Que direz-vous si je vous avoue que j'ai pensé souvent que son esprit vit en moi, que Edith Bartlett, et non Edith Leete, est mon vrai nom? Je ne puis rien en savoir. Aucun de nous ne peut savoir qui nous sommes réellement, mais je puis le sentir. Serez-vous surpris que

j'éprouve un tel sentiment, en voyant combien ma vie a été influencée par elle et par vous, même avant que vous ne vinssiez. Ainsi, vous voyez que je ne vous demande pas de m'aimer, pourvu que vous lui soyez fidèle. Je ne serai pas jalouse.

Le D^r Leete était sorti ce jour-là et je n'eus ma conversation avec lui que fort tard. Il ne parut pas absolument surpris de ma communication et me serra la main cordialement.

— Dans des circonstances ordinaires, M. West, je dirais que vous n'avez pas attendu longtemps. Mais, décidément, ce ne sont pas des circonstances ordinaires. Je dois, en toute conscience, vous dire que si je vous donne de bon cœur mon consentement, vous n'avez pas à m'en savoir trop gré, car je crois que ce n'est qu'une simple formalité. J'imagine que c'était écrit, dès que le secret du médaillon a été découvert. Et, Dieu me pardonne, si Edith n'avait pas été là pour dégager la parole de son arrière-grand'mère, je crois que la fidélité de Mme Leete aurait subi un rude combat.

Le jardin, ce soir-là, était baigné par le clair de lune. Jusqu'à minuit, Edith et moi, nous errâmes çà et là, essayant de nous habituer à notre bonheur.

— Que serais-je devenue si vous ne m'aviez pas aimée? dit-elle. J'avais si peur. Qu'aurais-je fait, moi qui me sentais vous appartenir? Dès que vous êtes revenu à la vie, j'étais aussi sûre que si elle me l'avait dit que je serais pour vous ce qu'elle n'avait pu être. Mais il fallait que vous le permis-

siez. Comme je mourais d'envie de vous dire qui j'étais ce matin-là, quand vous êtes tombé si étrangement au milieu de nous ! Mais je n'ai pas osé ouvrir mes lèvres à ce sujet, ni laisser mon père ou ma mère vous en parler.

— C'est donc cela que vous ne vouliez pas permettre à votre père de me dire ! m'écriai-je, me souvenant de la conversation que j'avais surprise à mon réveil.

— Naturellement, dit Edith en riant, ne faites-vous que de le deviner ? Mon père, n'étant qu'un homme, pensait qu'en vous disant qui nous étions, cela vous montrerait que vous étiez chez des amis. Il ne s'occupait pas de moi, mais ma mère me comprenait et l'on me donna raison. Je n'aurais jamais pu vous regarder en face, si vous aviez su qui j'étais. Ça aurait été m'imposer à vous trop ouvertement. J'ai même peur que vous ne pensiez que je l'ai fait aujourd'hui. Je suis sûre que je ne le voulais pas, car je sais que de votre temps les jeunes filles devaient cacher leurs sentiments et j'avais terriblement peur de vous choquer. Comme cela devait être dur pour elles de toujours dissimuler leur amour comme une faute ! Pourquoi croyaient-elles que c'était une honte d'aimer jusqu'à ce qu'on le leur eût permis ? C'est si drôle de penser à attendre l'autorisation pour devenir amoureux. Était-ce parce que les hommes de cette époque étaient fâchés d'être aimés par les jeunes filles ? Ce n'est pas ce que pensent ni les femmes, ni même les hommes de maintenant, je suis sûre. Je ne

comprends pas du tout. Ce sera une des choses singulières sur les femmes de votre siècle que vous aurez à m'expliquer. Je ne pense pas qu'Edith Bartlett ait été aussi folle que les autres.

Après avoir plusieurs fois essayé vainement de nous quitter, elle insista pour que nous nous disions bonne nuit. J'allais mettre sur ses lèvres le vraiment dernier baiser, lorsqu'elle me dit :

— Une idée me trouble. Etes-vous sûr de pardonner à Edith Bartlett d'en avoir épousé un autre ? Les livres que votre temps nous a laissés nous disent que vous étiez des amants plus jaloux que tendres, et voilà pourquoi je vous interroge. Ce serait un grand bonheur pour moi si j'étais sûre que vous n'en voulez pas à mon arrière-grand-père d'avoir épousé votre fiancée. Puis-je dire au portrait de mon arrière-grand'mère que vous lui pardonnez d'avoir été infidèle ?

Le lecteur le croira-t-il ? ce bavardage coquet, soit que la chère amoureuse le voulût ou non, toucha et guérit une douleur semblable à de la jalousie, et dont j'avais vaguement conscience depuis que Mme Leete m'avait appris le mariage d'Edith Bartlett. Même en tenant son arrière-petite-fille dans mes bras, je n'avais pas, jusqu'alors, tellement nos sentiments sont illogiques, perçu nettement que, sans ce mariage, je n'aurais pas ce bonheur. L'absurdité de cette idée ne fut dépassée que par la rapidité avec laquelle elle disparut, lorsqu'Edith dissipa le brouillard de mes sentiments. Je ris et je l'embrassai.

— Assurez-la sans crainte, de mon pardon entier, dis-je, quoique si elle eût épousé un autre homme que votre grand-père, cela aurait été différent.

En arrivant dans ma chambre, je ne demandai pas au téléphone de m'endormir par des airs languoureux, comme d'habitude. Pour cette fois, mes pensées faisaient de meilleure musique que les musiciens du xx^e siècle eux-mêmes, et elle m'enchanta jusqu'au matin, où je m'endormis.

CHAPITRE XXVIII

— C'est un peu plus tard que vous ne m'aviez dit, monsieur. Vous vous êtes réveillé moins vite que d'habitude.

C'était la voix de mon domestique Sawyer. Je me dressai sur mon lit et regardai autour de moi : j'étais dans ma chambre souterraine. La lumière discrète de la lampe, qui brûlait toujours dans la chambre quand j'y étais, éclairait les murs et les meubles familiers. A mon chevet, tenant le verre de sherry que me prescrivait le Dr Pillsburg pour me tirer du sommeil magnétique, était le fidèle Sawyer.

— Prenez vite ceci, monsieur, me dit-il comme je le regardais abasourdi ; vous paraissez congestionné, monsieur.

J'avalai le vin et commençai à chercher ce qui m'était survenu. C'était, au fond, très simple. Le xx^e siècle était un rêve. J'avais tout bonnement rêvé cette race d'hommes, éclairés, libres de tous soucis, et les institutions ingénieusement simpli-

fiées, et ce glorieux Boston nouveau avec ses dômes et ses flèches, ses jardins, ses fontaines, son bien-être universel. Cette aimable famille que j'avais appris à connaître si bien, mon hôte si distingué, sa femme et leur fille, la seconde et belle Edith, ma fiancée, c'étaient là de simples détails de ma vision.

Pendant un temps considérable je restais dans l'attitude où cette conviction m'avait trouvé, assis sur mon lit, regardant le vide, absorbé à évoquer les scènes et les incidents de ma fantastique aventure.

Sawyer, alarmé par mes regards, se demandait avec anxiété ce qui m'arrivait. Rappelé à la fin par ses importunités, je me levai avec un effort et assurai le brave homme que j'étais très bien.

— J'ai fait un rêve extraordinaire, c'est tout, Sawyer, lui dis-je, mais bien ex-tra-or-di-naire.....

Je m'habillai mécaniquement, la tête vide, très peu sûr de moi, et m'assis près du café et des tartines que Sawyer me servait avant que je ne sortisse. Les journaux du matin étaient sur un plateau. J'en pris un et mes yeux tombèrent sur la date, 31 mai 1887. J'avais vu, naturellement, dès que j'avais ouvert les yeux, que ma longue et minutieuse expérience d'un autre siècle n'était qu'un rêve, mais cependant je fus impressionné à cette preuve concluante que le monde n'était que de quelques heures plus vieux que lorsque je m'étais endormi.

A la colonne où étaient résumées les nouvelles du jour, je lus ceci :

« **AFFAIRES ÉTRANGÈRES.** — La guerre imminente entre la France et l'Allemagne. — On demande aux Chambres françaises un nouveau crédit pour parer à l'augmentation de l'armée allemande. Il est probable que l'Europe entière prendra part à la guerre. — Grandes souffrances parmi les ouvriers sans travail à Londres. Ils demandent du travail. Prochaine démonstration monstre. Les pouvoirs publics sont inquiets. — Grandes grèves en Belgique. Scandales amenés par l'emploi des filles dans les mines. — Série d'évictions en Belgique. »

« **INTÉRIEUR.** — Continuation de l'épidémie de fraude. Vol d'un demi-million à New-York. — Extorsion d'un héritage par les fidéicommissaires. Orphelins jetés à la rue. — Système habile de vols par un banquier. 50.000 dollars. — Les propriétaires de charbonnages décident de hausser les prix et de réduire la production. — Spéculateurs machinant un grand accaparement de blé à Chicago. — Le syndicat faussant le prix du café. — Révélation de la corruption des officiers de Chicago. Concussion systématique. — Grandes faillites. Crainte d'une crise de faillites. — Une femme assassinée de sang-froid pour son argent à New-Haven. — Un propriétaire tué par un vagabond, la nuit dernière. — Un homme se tue à Worcester parce qu'il n'a pas de travail. Une nombreuse famille laissée sans ressources. — Un vieux ménage

se tue à New-Jersey plutôt que d'aller à la maison des pauvres. — Nécessité de plusieurs nouvelles maisons d'aliénés. — Decoration-Day. Discours du professeur Brown sur la grandeur morale du XIX^e siècle. »

C'était bien le XIX^e siècle dans lequel je m'éveillais, il n'y avait plus de doute. Le sommaire me le faisait voir en miniature, sans oublier l'inévitable note de l'infatuation satisfaite, venant après cette énumération des plaies du siècle.

Cette satisfaction semblait un ricanement de Méphistophélès. Et, peut-être, de tous ceux dont les yeux la liraient, je serais le seul qui en aperçût le cynisme. Hier encore, je n'y aurais pas vu plus clair que les autres. Ce rêve étrange faisait toute la différence. Pendant je ne sais combien de temps, j'oubliai ce qui m'entourait, et mon imagination me ramena dans ce monde si vivant de mon rêve, dans cette glorieuse ville, avec ses maisons toutes confortables, ses monuments tous splendides. Autour de moi, je revoyais des visages purs d'arrogance ou de servilité, d'envie ou d'avarice, que les succès ou l'ambition ne troublaient pas, et les formes superbes de ces hommes ou de ces femmes qui n'avaient jamais redouté personne, dépendu de personne, mais qui, toujours, pour parler comme l'orateur que j'entendais encore, s'étaient « tenus droits devant Dieu ».

Avec un profond sentiment d'une irréparable perte, et qui n'était pas moins poignante parce qu'elle était la perte de ce qui n'avait jamais été,

je sortis de ma rêverie et, aussitôt après, laissai la maison.

Une douzaine de fois au moins, entre ma porte et Washington-Street, je dus m'arrêter et secouer mes idées, tellement cette vision du Boston futur me rendait étrange la ville actuelle. Le hideux et le mauvais air de la ville me frappèrent, dès que j'eus mis le pied dans la rue, comme des faits que je n'aurais jamais observés. Et hier, cependant, il me semblait tout naturel que quelques-uns de mes concitoyens portassent de la soie, d'autres des haillons, que les uns fussent bien nourris, les autres affamés.

Maintenant, au contraire, les disparates dans les habitudes, dans les conditions des hommes et des femmes qui se heurtaient sur les trottoirs, me choquaient à chaque pas et surtout l'indifférence du riche pour les souffrances du malheureux. Étaient-ce des êtres humains, ceux qui pouvaient voir la misère de leurs frères sans même changer de contenance ? Et cependant, je le savais bien, c'était moi qui avais changé, et non mes contemporains. J'avais rêvé d'une ville où tous s'aimaient comme les enfants d'une même famille et se soutenaient en toute chose.

Un autre trait du Boston réel, qui prenait ce caractère d'étrangeté qu'affectent les choses familières vues sous un nouveau jour, c'était l'abondance des annonces. Au xx^e siècle, il n'y avait pas à Boston d'annonces privées, parce qu'il n'en était pas besoin, mais ici les murs, les fenêtres,

les colonnes des journaux, jusqu'aux pavés, tout ce que l'on voyait, sauf le ciel, était couvert des appels des industriels qui cherchaient sous d'innombrables prétextes à faire servir les contributions des autres à leur entretien. Quoique le texte pût varier, le fond de tous ces appels était pareil.

— Aidez John Jones. Qu'importe le reste. Ce sont des fraudes. Moi, John Jones, suis le seul honnête ! Achetez chez moi ! Employez-moi ! Visitez-moi ! Ecoutez-moi, John Jones. Regardez-moi ! Pas d'erreur. C'est John Jones qu'il faut et pas d'autre. Que le reste ne mange pas ! mais pour l'amour de Dieu, n'oubliez pas John Jones !

Est-ce le pathos ou la répulsion morale qui m'impressionna le plus, moi, devenu soudain un étranger dans ma propre ville ? je ne sais. Malheureux hommes, étais-je tenté de leur crier, qui, parce qu'ils ne veulent pas apprendre à s'aider l'un l'autre, sont condamnés à être mendiants l'un près de l'autre, du plus petit au plus grand ! Cette horrible Babel d'éloges personnels éhontés, de dépréciation mutuelle, cette étourdissante clameur de cris, d'appels, d'adjurations qui se heurtent, qu'était tout cela sinon la résultante fatale d'une société où le droit de servir le monde suivant ses facultés, au lieu d'être garanti à chacun comme le premier but de l'organisation sociale, devait être conquis de vive force ?

J'atteignis Washington-Street à son point le plus commercial. Là, je m'arrêtai et me mis à rire tout haut, au grand scandale des passants. Ma vie

eût-elle été en jeu, je ne me serais pas retenu, tellement j'y étais poussé par la vue de l'interminable file de magasins de chaque côté, aussi loin que je pouvais voir. Pour rendre la chose plus extraordinaire, des vingtaines d'entre eux étaient réunis à la distance d'un jet de pierre et vendaient la même sorte d'articles. Des magasins ! des magasins ! des kilomètres de magasins ! des milles de magasins pour distribuer les marchandises nécessaires à une seule ville qui, dans mon rêve, était desservie en tout par un seul entrepôt, où les commandes étaient prises dans un magasin par quartier, où l'acheteur sans perdre ni temps, ni travail, trouvait sous un seul toit les marchandises du monde entier. Là, le travail de distribution était si minime qu'il n'ajoutait qu'une fraction imperceptible au prix que payait le consommateur. Virtuellement, il n'acquittait que le prix de la production. Mais ici la simple distribution des marchandises, leur manutention ajoutaient un quart, un tiers, une moitié et plus encore au prix, les dix mille installations devaient payer leur loyer, leurs états-majors, leurs garçons, leurs équipes de comptables, d'employés, avec tout ce qu'elles dépensaient pour les annonces, pour se combattre mutuellement et les consommateurs devaient rembourser tout cela. Quel excellent procédé pour ruiner un pays !

Etaient-ce des hommes sérieux que je voyais autour de moi, ou des enfants, qui faisaient des affaires avec un tel système ? Etaient-ce des êtres

raisonnables qui ne voyaient pas la folie de dépenser tellement, alors que le produit est prêt pour l'usage, pour le donner au consommateur? Si des gens mangeaient avec une cuillère qui laissât échapper la moitié de son contenu entre le bol et la bouche, ne resteraient-ils pas affamés?

J'avais traversé Washington-Street des milliers de fois auparavant et vu les allures de ceux qui y vendaient des marchandises, mais ma curiosité à leur égard était aussi grande que si je ne les avais jamais vues. Je pris note des étalages des magasins, remplis de marchandises arrangées avec une peine infinie pour attirer l'œil. Je vis des groupes de dames les regarder pendant que le propriétaire guettait l'effet de l'appât. J'entrai et je vis le patron veillant aux affaires, surveillant les employés, les ramenant à leur tâche d'induire les clients à acheter, à acheter encore, avec de l'argent s'ils en avaient, à crédit s'ils n'en avaient pas, à acheter ce dont ils n'avaient pas besoin, plus qu'ils n'avaient besoin, et qu'ils ne pouvaient utiliser. Par moments, je perdais l'esprit et j'étais abasourdi par cette vue. Pourquoi induire ces gens à acheter? A coup sûr, cela n'avait rien à voir avec la fonction de distribuer les produits à ceux qui en ont besoin. Sûrement, c'est le gâchis le plus fou que de forcer quelqu'un à prendre ce qui lui est inutile et qui servirait à un autre. Après chaque opération, la nation était appauvrie. Qu'en pensaient ces employés? Je me souvins alors qu'ils n'étaient pas des distributeurs comme ceux du ma-

gasin que j'avais visité dans mon rêve. Ils ne servaient pas l'intérêt public, mais leur propre intérêt immédiat. Peu leur importait ce que devenait la prospérité publique, ils augmentaient la leur, car ces marchandises étaient à eux. Plus ils vendaient, plus cher ils vendaient et plus grand était leur gain. Plus les gens étaient prodigues, plus ils achetaient de choses inutiles et mieux s'en trouvaient les vendeurs. Encourager la prodigalité était le seul but des dix mille magasins de Boston.

Et ces boutiquiers et leurs employés n'étaient en rien pire que tous les autres. Ils devaient gagner leur pain et celui de leur famille. Où auraient-ils trouvé un métier qui ne les obligeât pas à faire passer leurs intérêts privés avant ceux de tous ? On ne pouvait pas leur demander de peiner en attendant un ordre social pareil à celui de mon rêve, qui confondit l'intérêt social et l'intérêt de chacun. Mais, Dieu puissant ! comment s'étonner que la cité fût si vilaine, le peuple si déguenillé et si affamé ?

Quelque temps après, j'allai dans le South Boston et me trouvai au milieu des manufactures. J'avais été dans ce quartier une centaine de fois, juste comme dans Washington-Street, mais ici, aussi bien que là, j'apercevais à présent la vraie signification de ce que je voyais. Jadis, j'étais fier de ce que Boston eût quatre mille manufactures indépendantes et, dans cette multiplicité, je voyais à présent la cause de l'insignifiance du produit total.

Si Washington Street m'avait paru une rue de

Bedlam, ici le spectacle était plus attristant, la production ayant un rôle plus vital que la consommation. Non seulement, ces quatre mille manufacturiers ne travaillaient pas d'accord, et pour cette seule raison travaillaient avec un énorme désavantage, mais, comme si cela n'amenait pas une perte suffisante de force effective, les industriels employaient toute leur intelligence à nuire aux efforts les uns des autres, priant la nuit, travaillant le jour pour la destruction de l'entreprise de leurs confrères.

Le bruit et le battement des roues et des marteaux résonnant de tous les côtés, n'était pas la rumeur d'une industrie paisible, mais le bruissement des armes brandies par des adversaires. Ces usines, ces boutiques étaient autant de forteresses, chacune sous sa propre bannière, leurs canons braqués sur les usines et les boutiques environnantes, les sapeurs les contremenant sans trêve.

Dans chacune de ces forteresses, l'organisation industrielle était appliquée strictement; les services divers fonctionnaient sous une seule autorité. Aucun empêchement ou double emploi des travaux n'était toléré. Chacun avait sa tâche et nul ne restait oisif. Par quelle aberration de la logique, quelle lacune de raisonnement peut-on expliquer qu'ils n'aient pas reconnu la nécessité d'appliquer le même principe à l'organisation des industries nationales, prises comme un total; qu'ils n'aient pas vu que si le manque d'organisation pouvait ruiner une boutique, il devait avoir des effets bien

plus désastreux en ruinant les efforts de la nation, et en proportion exacte du volume et de la complexité des deux ?

On aurait vite fait de ridiculiser une armée où il n'y aurait ni compagnies, ni bataillons, ni régiments, ni divisions ; en somme, aucune unité tactique supérieure à l'escouade, sans autre chef que le caporal et où tous les caporaux seraient égaux. Et cependant cette armée représenterait les industries du *xix^e* siècle à Boston, une armée de quatorze mille escouades indépendantes, dirigées par quatre mille caporaux indépendants.

Des groupes d'oisifs étaient çà et là. Quelques-uns oisifs parce qu'ils ne trouvaient pas de travail à ce qu'ils appelaient un bon prix.

J'accostai quelques-uns de ces derniers. Ils me contèrent leurs griefs ; je ne pus leur donner que peu de consolation. « Je le regrette, dis-je. Vous gagnez très peu, c'est vrai. Mais ce qui m'étonne, ce n'est pas que les industries dirigées comme elles le sont, vous donnent des salaires modiques ; c'est qu'elles puissent vous en donner ».

Ma promenade me ramena à la presqu'île. Vers trois heures, j'étais dans State-Street, regardant, comme si je ne les eusse jamais vus, les bureaux des banquiers et des banques, et autres institutions financières dont il ne restait plus trace dans cette rue pendant mon rêve. Les hommes d'affaires, les employés de confiance, les garçons entraient et sortaient, car il ne restait que quelques minutes avant la fermeture. En face de moi, il y avait la

banque chargée de mes affaires. Je traversai la rue, et, entrant avec la foule, je me trouvai entre les employés qui remuaient l'argent, et la queue des déposants. Un vieux monsieur que je connaissais, un administrateur de la banque, passa près de moi et, me voyant en contemplation, il s'arrêta.

— Une vue intéressante, n'est-ce pas, monsieur West, dit-il, une merveilleuse pièce de mécanisme? Je le trouve moi-même. Je m'arrête ici quelquefois à regarder comme vous le faites. C'est un poème, monsieur, un poème. Voilà comment j'appelle cela. Avez-vous jamais pensé, monsieur West, que la banque est le cœur du système? D'elle et vers elle, dans un perpétuel flux et reflux, la vie circule. Elle vient maintenant. Elle ressortira demain. — Et satisfait de son petit discours, le vieillard passa en souriant.

Hier, j'aurais trouvé la comparaison plausible, mais depuis lors j'ai visité un monde incomparablement plus vivace que celui-ci, où l'argent est inconnu, où il serait inutile. J'ai appris que, s'il a un usage ici, c'est parce que le soin d'entretenir la nation, au lieu d'être traité comme l'intérêt le plus commun et le plus public et, comme tel, confié à la nation, est abandonné aux hasards des efforts individuels. Cette méprise radicale nécessite des échanges infinis pour distribuer les produits. Ces échanges, l'argent les effectue — quant à l'équité, une promenade aux prisons du district vers Back-Bay, nous éclaire — à condition d'avoir une armée d'hommes enlevés au travail fécond pour y prési-

der, avec de constants à-coups dans la machine; avec cette dépravation de l'humanité qui l'a fait appeler, depuis ces temps anciens, la « racine de tous les maux ».

Pauvre administrateur de la banque, avec son poème ! Il a confondu la pulsation d'un abcès avec le battement du cœur. Ce qu'il appelle une merveilleuse pièce de mécanisme n'est qu'une diminution imparfaite d'un défaut évitable, la grossière béquille d'un boiteux volontaire.

Lorsque les banques furent fermées, j'errai sans but pendant une heure ou deux, dans le quartier des affaires. Je m'assis ensuite sur un des bancs de la commune, intéressé par les groupes qui passaient, comme j'aurais étudié la populace d'une ville étrangère, et la mienne m'était devenue telle aujourd'hui. Pendant trente ans, j'avais vécu ici, et jamais, auparavant, je n'avais remarqué combien les visages de mes concitoyens étaient anxieux. — les riches et les pauvres — la figure raffinée et maligne de l'homme bien élevé aussi bien que le masque sombre de l'ignorant. Je comprenais, maintenant, que chacun en marchant entendait bruire à son oreille le spectre de l'incertitude. « Ne travaillez pas si bien ! » sifflait le spectre ; « Levez-vous tôt, travaillez tard, volez habilement ou servez fidèlement, vous ne connaîtrez jamais la sécurité. Vous êtes riche, maintenant, mais pourrez finir pauvre. Laissez à votre fils autant d'argent que vous voudrez, vous n'achèterez pas l'assurance que votre fils ne sera

pas le domestique de votre domestique, que votre fille n'aura pas à se vendre pour un morceau de pain. »

Un passant glissa dans ma main une carte d'annonces qui détaillait les mérites d'une nouvelle compagnie d'assurances. L'incident me rappela la seule mesure importante, puisqu'elle reconnaissait le besoin universel qu'elle satisfaisait si peu, qui offrit une protection partielle contre l'incertitude. Par son moyen, je me le rappelai, les gens déjà à leur aise pouvaient acquérir une confiance précaire que, après leur mort, ceux qui leur étaient chers ne seraient pas foulés aux pieds des hommes, du moins pour un temps. Mais c'était tout, et ce n'était que pour ceux qui pouvaient payer. Les malheureux habitants de la terre d'Ismaël, où la main de chacun se levait contre tous les autres, comment pouvaient-ils avoir une idée de la vraie assurance telle que je l'avais trouvée chez le peuple dont j'avais rêvé, où, par la simple vertu de la fusion de tous en une famille nationale, chacun était garanti contre tout besoin, par une police contresignée par ses cent millions de compatriotes !

Après cela, je me rappelle avoir été sur les marches d'un bâtiment de Trémont-Street, regardant une parade militaire. Un régiment passait. C'était la première fois de la journée que je ressentais une autre impression que la pitié et l'étonnement. Ici, au moins, je trouvais l'ordre et la raison, une preuve de ce que peut faire la coopération intelligente. Le peuple qui la regar-

dait passer, comment ne comprenait-il pas qu'il y avait là mieux qu'un spectacle? Pourquoi ne voyait-il pas que c'est ce parfait concert d'action, cette organisation sous un seul chef, qui faisaient de ces hommes le terrible engin qu'ils étaient, capable de battre une foule six fois plus nombreuse? Puisque cela était évident, comment ne pas comparer la manière scientifique dont la nation va à la guerre et la façon barbare dont elle conduit son travail? N'en dérivait-il pas que, depuis longtemps, tuer des hommes était un but plus important que les nourrir et les vêtir, puisqu'on confiait le premier soin à une armée, l'autre à une foule? La nuit tombait, les rues étaient remplies des travailleurs sortant des magasins, des boutiques et des usines. Emporté par le courant, je me trouvai, comme il commençait à faire sombre, au milieu d'une scène de misère et de dégradation telle que seul le lieu d'internement du district pouvait l'offrir. J'avais vu le gaspillage fou du labeur humain. Ici, je vis la misère que ce gaspillage engendrait.

Des allées et des fenêtres, sortaient des bouffées d'air fétide. Les rues et les ruelles étaient pleines de l'odeur de l'entrepont d'un négrier. Comme je passai, j'entrevis de pâles bébés étendus sur d'immenses paillasses, des femmes au visage désespéré, déformées par le malheur, ne gardant de leur sexe aucun autre trait que la faiblesse. Comme les bandes de corbeaux affamés qui infectent les rues des villes musulmanes, des troupeaux d'enfants

remplissaient l'air de leurs cris, de leurs jurements, en se battant et se roulant dans la boue des cours.

Rien de tout cela n'était nouveau pour moi; souvent j'avais vu cette partie de la ville et ressenti, à ces spectacles, un dégoût mêlé d'un certain étonnement philosophique des extrémités mortelles que supporte la vie. Mais les écailles m'étaient tombées des yeux, depuis ma vision d'un autre siècle, non seulement en ce qui touche nos folies économiques, mais aussi pour nos abominations morales. Ce n'est plus avec une simple curiosité, comme des êtres à peine humains, que je regardai ces habitants de l'enfer. Je vis en eux mes frères, mes parents, mes fils, la chair de ma chair, le sang de mon sang. La masse énorme de misère humaine qui était à mes côtés m'offensait, non plus simplement dans mes sens, mais dans mon cœur qu'elle perçait. Je ne pus retenir mes soupirs et mes larmes. Je ne voyais pas seulement, mais je sentais en moi tout ce que mes yeux apercevaient.

En observant, de plus près, ces malheureux qui m'entouraient, je voyais qu'ils étaient tous presque morts, leurs corps étaient autant de sépulcres vivants. Sur chaque front brutal, était écrit le *hic jacet* de l'âme morte qu'il renfermait.

Je regardais, frappé d'horreur, quand je fus pris d'une singulière hallucination. Comme une figure d'esprit translucide et ondulant, sur chacune de ces faces bestiales, je vis la face idéale qu'elle

aurait été si l'esprit et le corps eussent vécu. Ce n'est que quand j'eus vu ces visages spectraux, le reproche qui était dans leurs yeux, que je compris l'horreur de la ruine qui était le crime de tous. Je fus saisi de repentir car j'étais un de ceux qui avaient laissé de telles choses se faire. J'étais un de ceux qui, sachant bien que ces gens existaient, n'avaient jamais voulu penser à eux, avaient agi comme s'ils n'existaient pas, et j'avais, toujours et seulement, cherché mon plaisir ou mon profit. Aussi, maintenant, j'entendais crier les âmes de mes frères. La voix de leur sang criait contre moi. Chaque pierre de l'immonde pavé, chaque brique des rues pestilentiellles trouvaient une voix pour me dire : Qu'as-tu fait de ton frère Abel ?

Je ne me souviens nettement de rien autre jusqu'au moment où je me trouvais debout sur les marches sculptées de la magnifique maison de ma fiancée, dans Commonwealth avenue. Dans le tumulte de mes idées, j'avais à peine pensé à elle ce jour-là, mais maintenant, obéissant à une impulsion inconsciente, mes pas m'avaient amené à la porte familière. On me dit que la famille était à dîner, mais on avait laissé l'ordre de me faire entrer dans la salle à manger.

Outre la famille, je trouvais un grand nombre d'invités, que je connaissais tous. La table étincelait d'argenterie et de porcelaine précieuses. Ces dames étaient somptueusement vêtues et portaient des bijoux de reines. La scène était d'une élégance ruineuse et d'un luxe effréné. La com-

pagnie était de bonne humeur et il y avait de beaux rires et un feu roulant de plaisanteries.

Pour moi, c'était comme si, me promenant à travers la place du jugement, mon sang s'était changé en larmes, et mon esprit abattu par la tristesse, la pitié et le désespoir. J'étais tombé sur une joyeuse partie. Je m'assis en silence jusqu'à ce qu'Edith commençât à me railler sur mes sombres regards. Les autres se joignirent à l'assaut et je devins la cible de toutes les plaisanteries. Où avais-je été et qu'avais-je vu qui pût me rendre un aussi triste compagnon ?

— J'ai été au Golgotha, dis-je enfin, et j'y ai vu l'humanité crucifiée. Aucun de vous ne sait donc ce qu'éclairent, dans notre ville, le soleil ou les étoiles, que vous puissiez penser à autre chose ? Ignorez-vous que près de vos portes, une multitude d'hommes et de femmes, chair de votre chair, ont une existence qui, du berceau à la tombe, est la pire des agonies ? Ecoutez ! Leurs habitations sont si proches que si vous interrompez vos rires, vous entendrez leurs voix angoissées, le cri piteux des petits que tue la pauvreté, les jurons des hommes rongés par la misère, changés en brutes, le bruit d'une armée de femmes se vendant pour du pain. Avec quoi bouchez-vous vos oreilles, que vous n'entendiez pas ces horribles sons ? Pour moi, je n'entends qu'eux.

Le silence suivit mes paroles. Une pitié m'avait secoué comme je parlais, mais quand je regardai la compagnie, je vis que loin d'être émus comme

je l'étais, leur visage exprimait un étonnement dur et glacial, mêlé, chez Edith, à une extrême mortification, chez son père, à de la colère. Les dames échangeaient des regards scandalisés, pendant qu'un des hommes avait mis son lorgnon et me regardait d'un air de curiosité scientifique. Lorsque je vis que ce qui me paraissait insoutenable ne les émouvait pas du tout, que les mots qui amollissaient mon cœur, quand je parlais, n'avaient fait que les irriter, je fus d'abord étourdi, puis écrasé par ma faiblesse désespérée. Quel espoir restait-il aux malheureux, au monde, si des hommes pensants, si de tendres femmes n'étaient pas émues par des choses pareilles ? Je craignis d'avoir mal parlé. Sans doute, j'avais mal expliqué la cause. Ils étaient en colère, parce qu'ils croyaient que je les blâmais et Dieu m'est témoin que je ne pensais qu'à l'horreur du fait, sans chercher en aucune façon à assigner les responsabilités.

Je réprimai mon émotion et tâchai de parler avec un calme, une logique qui pussent corriger cette impression. Je leur dis que je n'avais en rien voulu les accuser, comme si eux et les riches, en général, étaient responsables des misères du monde. Il était vrai, certes, que le superflu qu'ils gaspillaient aurait pu, en étant mieux employé, soulager beaucoup d'amères souffrances. Ces viandes coûteuses, ces vins luxueux, ces habits somptueux, ces bijoux éclatants représentent la rançon de bien des existences. En vérité, ils avaient

cette culpabilité de ceux qui gaspillent dans un pays éprouvé par la famine. Néanmoins, quand même on supprimerait toutes les dissipations des riches, la pauvreté du monde ne serait pas éteinte. Il y avait si peu à partager que même si le riche voulait partager avec le pauvre, il n'y aurait guère que du pain pour tous, quoiqu'il serait rendu savoureux par l'amour fraternel. C'est la folie des hommes, et non pas la dureté de leur cœur qui est la grande cause de la pauvreté du monde. Ce n'est pas le crime d'un homme, ou d'une classe d'hommes qui a rendu la race si misérable, mais une sérieuse méprise, une colossale erreur qui a obscurci l'univers. Je leur montrai alors comment les quatre cinquièmes du travail humain se perdaient par la lutte mutuelle, le manque d'organisation et d'accord parmi les travailleurs. Pour me rendre aisément intelligible, je pris comme exemple la terre aride où le sol ne donnait des moyens d'existence que par l'irrigation continuelle. Je leur montrai que, dans de telles contrées, la grande affaire du gouvernement était de veiller à ce que l'eau ne fût pas gaspillée par l'égoïsme ou l'ignorance des individus, puisque, autrement, il y aurait la famine. Dans ce but, son usage est soigneusement réglé, systématisé, et le caprice des individus ne peut ni la détourner ni, surtout, l'arrêter.

Le travail des hommes, expliquai-je, est le courant fertilisant qui rend seul la terre habitable. Il n'est qu'un mince courant. Son usage nécessi-

tait une règle sévère qui consacraît chaque goutte au plus grand avantage, si le monde voulait connaître l'abondance. Mais combien ce système était loin de la pratique actuelle. Chaque homme dépensait le fluide précieux comme il l'entendait, dirigé seulement par les mobiles de sauver sa récolte et d'abîmer celle de son voisin, afin que la sienne se vendit mieux. Dans une telle terre, quoique quelques-uns, par force ou par ruse, pussent gagner les ressources nécessaires au luxe, le lot de la grande masse doit être la pauvreté, le faible et l'ignorant sont rivés au cruel besoin et à la famine continuelle.

Laissez seulement cette nation affamée reprendre les fonctions qu'elle a négligées, régler pour le bien commun la distribution du courant nourricier et la terre fleurira comme un jardin. Aucun de ses enfants ne manquera de rien. — Avec ferveur, je parlai de ce nouveau monde, béni par l'abondance, purifié par la justice, adouci par la bonté fraternelle, ce monde que j'avais rêvé seulement, mais dont on pouvait si aisément faire une réalité. Mais, alors que je m'attendais à voir les figures qui m'entouraient s'illuminer des émotions qui éclairaient la mienne, elles devinrent plus sombres, plus irritées, plus méprisantes. Au lieu d'enthousiasme, les dames ne montraient que frayeur et aversion, pendant que les hommes m'interrompaient par des cris de réprobation et de mépris. « Fou ! » « Dangereux garçon ! » « Fanatique ! » « Ennemi de la société ! » tels étaient quelques-uns de leurs cris,

et celui qui avait déjà braqué son lorgnon sur moi, s'écria :

— Il dit que nous devrions être tous pauvres.
Ha! Ha!

— Mettez cet homme à la porte ! cria le père de ma fiancée, et, à cet ordre, les hommes se levèrent de leur chaise et s'avancèrent sur moi.

Il me sembla que mon cœur se brisait en voyant que ce qui me paraissait si simple et si important ne signifiait rien pour eux, et que je ne pouvais rien. Mon cœur était si brûlant que je croyais pouvoir fondre un iceberg et je sentais au contraire que le verglas gelait mes propres organes. Ce n'est pas de la haine que j'avais pour ceux qui me menaçaient, mais de la pitié pour eux et pour le monde.

Quoique désespéré, je n'abandonnai pas la partie, je me défendis. Des larmes coulaient de mes yeux ; dans mon emportement, je devins inintelligible. Je criais, je sanglotais et... je me retrouvai assis sur mon lit dans ma chambre, chez M. Leete, le soleil du matin me caressant à travers la fenêtre ouverte. J'étais brisé, les pleurs inondaient mon visage et tous mes nerfs étaient tendus.

Comme un forçat échappé qui rêve qu'on l'a repris et ramené au bagne sombre et se réveille sous la voûte du libre ciel, de même je me rendis compte que mon retour au xix^e siècle, c'était le rêve et ma présence au xx^e, la réalité.

Les spectacles cruels dont j'avais été témoin dans ma vision, et qui confirmaient si bien l'expérience de ma première vie, n'existaient plus, Dieu merci,

quoique, hélas ! ils eussent existé et dussent, jusqu'à la fin des siècles, exciter l'émotion de ceux qui se les rappelleront. Depuis longtemps les oppresseurs et les opprimés, les prophètes et les railleurs étaient retombés en poussière. Depuis des générations, les mots de riche et de pauvre étaient dépourvus de sens.

Mais, à ce moment, tandis que je pensais à la grandeur du monde sauvé, à mon bonheur d'y appartenir, soudain je fus pris d'un remords, d'un repentir qui courba ma tête sur ma poitrine et me fit souhaiter que le tombeau m'eût caché avec mes contemporains, car j'avais été un homme de l'ancien régime. Qu'avais-je fait pour aider à la délivrance dont je prétendais profiter ? Moi, qui avais vécu dans ces jours de folie cruelle, qu'avais-je fait pour les abrégés ? J'avais été un témoin aussi indifférent aux souffrances de mes frères, aussi cyniquement incrédule d'un avenir meilleur, aussi fervent sectateur du Chaos et de la Nuit qu'aucun de mes camarades. Si peu que valût mon influence personnelle, je l'avais toujours employée plutôt à retarder qu'à avancer l'affranchissement qui se préparait. Quel droit avais-je à me réjouir, en un jour dont j'avais raillé l'avènement ?

« Il eût mieux valu pour toi, me disait une voix intérieure, que le nouveau rêve fut la réalité et la joyeuse réalité un rêve ; il valait mieux pour toi plaider pour l'humanité torturée auprès d'une génération cruelle que vivre ici, te désaltérant du puits que tu n'as pas creusé, nourri par des arbres que

tu lapidas jadis. » Et ma conscience disait : C'est vrai.

Lorsqu'enfin, je relevai la tête et regardai par la fenêtre, Edith, fraîche comme le matin, était dans le jardin et cueillait des fleurs. Je me hâtai de descendre près d'elle. Je m'agenouillai à ses pieds, la face dans la poussière, je lui avouai avec des larmes combien j'étais peu digne de respirer l'air de ce siècle doré et combien moins encore de porter sur mon cœur sa fleur d'élite. Heureux celui dont la cause désespérée trouve un juge aussi miséricordieux.

Lorsque M. West, dans son retour momentané au xix^e siècle, entendit une voix lui crier : « Qu'as-tu fait de ton frère Abel », il aurait pu trouver la réponse dans ses souvenirs bibliques : « Je ne suis pas le gardien de mon frère. » En vérité, on abuse étrangement des prétendus droits qu'aurait l'homme sur la société. Il ne peut attendre d'elle que l'équivalent du sacrifice qu'il doit lui faire pour qu'elle subsiste. Mais comment peut-il espérer qu'elle se charge d'enlever toute ronce du chemin qui le mène du berceau à la tombe ?

Est-ce sérieusement qu'on nous décrit un état social où l'on a négligé toutes les règles, toutes les précautions que les leçons du passé nous ont démontrées être indispensables ?

Le sermon, ou le réquisitoire du Révérend Barton, n'est qu'une réédition oratoire de toutes les accusations que le Dr Leete avait déjà fulminées contre notre époque. Nous ne prétendons pas qu'elle est parfaite. A n'en voir que les défauts, on peut la condamner, mais non pas avec l'exagération de ces hommes futurs.

Ce sont là des redites. Ce qui nous aurait intéressés, ç'aurait été le chapitre des voies et moyens. Comment, d'une société entièrement basée sur la propriété individuelle et transmissible, en arriverons-nous à la société communiste ?

Les socialistes et les collectivistes n'ont jamais manqué de nous prouver, tout au moins, qu'ils avaient envisagé la question, vous la passez sous silence. Essayons de deviner.

Par l'impôt, vous pourrez vous emparer de tous les revenus. Ce sera aisé, car les revenus diminueront très vite et l'impôt avec eux. Vous savez que, passé une certaine limite, le rendement d'un impôt décroît lorsque son taux s'élève. Mais, soit, vous aurez tous les revenus !

Ce sera une confiscation odieuse et parfaitement inutile. Les biens ne rapportent pas des intérêts automatiquement. Il faut qu'on les exploite. En réalité vous aurez diminué des trois quarts le revenu général, confisqué l'autre quart, qui ne sera guère plus élevé que ce que l'on prélève actuellement. Je connais certain pays où les taxes seraient doublées depuis longtemps s'il n'était trop évident qu'elles donneraient beaucoup moins et non pas beaucoup plus.

Même alors, toutes les activités travaillant au profit de l'Etat, la propriété subsistera. Elle ne peut être supprimée que par une spoliation inique. On commet une grosse erreur en donnant comme origine, à toutes les fortunes actuelles, le vol et la spoliation. Serait-ce exact, que depuis longtemps elles ont suffisamment changé de mains pour que leurs possesseurs présents ne les doivent qu'à leur travail ou à celui de leurs ascendants. Aurez-vous la force nécessaire pour accomplir cet acte inique ? Osez-vous donner un tel prélude à l'ère de justice que vous voulez inaugurer ?

Vous ne pouvez y échapper qu'en attribuant aux propriétaires dépossédés une part des bénéfices sociaux proportionnelle à leur apport. Ce serait la ruine de votre système.

C'est une difficulté invincible. Ce n'est pas la seule. Après avoir tué l'être social actuel, de ses membres avoir refait un nouveau corps bâti selon vos vues, vous devrez donner la vie à celui-ci. Nous sommes impuissants à imaginer même comment vous l'essayeriez.

Tous les socialistes ont eu conscience de cette difficulté. Ils ont tous cherché les moyens de transition entre notre système défectueux et celui qu'ils croyaient meilleur. Ne pas vous indiquer ceux que vous emploieriez, n'est-ce pas avouer qu'il n'en est pas d'acceptables ?

En réalité, l'idéal qu'on propose pour le *xx^e* siècle est non seulement irréalisable mais, même, comme tendance, il est sans valeur. Il donnerait à l'homme le dénuement certain, après quelques générations et ceux-là même qui jouiraient des avantages du début les achèteraient par une servitude plus dure que toutes celles que l'humanité a subies. En nous l'exposant dans presque tous ses détails, M. Bellamy a bien mérité de tous les soutiens du régime actuel.

Tant que les novateurs sont restés dans le vague des théories, ils ont pu séduire, illusionner quelques esprits. Le récit imaginaire d'une expérience pratique effacera cet effet et montrera de quels périls serait accompagnée une expérience réelle.

POSTSCRIPTUM

LA MARCHÉ DU PROGRÈS DU MONDE

A l'éditeur du « BOSTON TRANSCRIPT » :

Le Transcript du 30 mars 1888, contenait une critique de *Looking Backward*, à laquelle je vous prie de me permettre de répondre un mot. La description que veut faire ce livre, des institutions sociales et industrielles absolument nouvelles dont est supposé jouir le peuple des États-Unis au xx^e siècle, n'est pas, dans ma pensée, une peinture d'un degré de bonheur humain et de développement moral qui ne saurait être atteint que si un très long délai était accordé à l'évolution de la race. En méconnaissant cela, le critique a pu juger que l'auteur a fait une lourde méprise qui diminue sérieusement la valeur du livre comme œuvre d'imagination réaliste. Au lieu de placer la réalisation de l'idéal social dans une cinquantaine d'années, il suggère que j'aurais dû la rêver dans soixante-quinze siècles. Certes, il y a une grosse

différence entre cinquante ans et soixante-quinze siècles, et si le critique a raison dans son estimation de la marche du progrès humain, l'avenir du monde est vraiment décourageant. Mais a-t-il raison? J'en doute.

LOOKING BACKWARD, malgré sa forme de roman fantaisiste, a voulu être, très sérieusement, une sorte de vue future, en rapport avec les principes évolutionnistes, de la nouvelle période du développement industriel et social de l'humanité, spécialement dans ce pays.

Et l'auteur estime que sa prédiction la plus probable est celle qui montre, comme très proche, l'aurore de l'ère nouvelle, cette aurore que suivra de près le jour éclatant. Cela semble peut-être impossible par la grandeur du changement? Que disent les leçons de l'histoire, sinon que ces grandes transformations nationales, même dans des siècles où rien ne les préparait, se sont accomplies avec une rapidité et une force proportionnées à leur grandeur, mais que leur grandeur ne limitait pas.

En 1759, lors de la chute de Québec, le pouvoir de l'Angleterre en Amérique semblait irrésistible et le vasselage des colonies assuré. Cependant, trente ans plus tard, le premier président de la République américaine était installé.

En 1849, après Novare, les destinées de l'Italie semblaient aussi désespérées que du temps du moyen âge, et quinze ans après Victor-Emmanuel était couronné roi de l'Italie une.

En 1864, l'accomplissement de ce rêve millé-

naire de l'unité de l'Allemagne était bien loin, en apparence. Sept ans après, c'était fait et Guillaume ceignait à Versailles la couronne de Barbe-rousse.

En 1832, la première Société contre l'esclavage était fondée à Boston, par quelques gens traités de visionnaires. Après trente-huit ans, en 1870, la société se dissolvait, ayant rempli son programme entier. Ces précédents ne prouvent pas qu'une transformation sociale comme celle que dessine *LOOKING BACKWARD* soit imminente, mais ils prouvent que lorsque les conditions morales et économiques seront favorables, cette transformation s'effectuera avec une grande rapidité. Il n'y a aucune scène où les décors soient changés avec une promptitude aussi magique que la scène de l'histoire, quand l'heure a sonné.

La question n'est plus, alors, de savoir de quelle grandeur devra être le changement pour contenir la nouvelle civilisation fraternelle, mais s'il y a quelques indications qui dénotent que la transformation est proche.

Les raisons qui la rendent de plus en plus voisine existent depuis toujours. Chaque spectacle de la pauvreté, chaque larme de pitié, tout élan secourable, tout enthousiasme généreux, chaque vrai sentiment religieux, travaillent depuis le début de la civilisation, à aider cette tendance vers une forme de société qui, tout en servant mieux la prospérité matérielle, satisfera et n'outragera pas les instincts moraux.

Que ce courant, toujours plus large, toujours plus profond, finisse par renverser les barrières qu'il sape depuis si longtemps, c'est une conséquence, au moins possible, de l'irritation universelles des esprits et des imperfections des arrangements sociaux.

Non seulement les ouvriers du monde entier sont engagés dans une sorte d'insurrection universelle, mais des hommes et des femmes sincères et humains, de toute condition, sont dans une exaspération qui touche à la révolte contre les arrangements sociaux qui font de la vie un brutal *struggle for life*, se moquent des enseignements de la morale et de la religion et rendent futiles tous les efforts des philanthropes.

Comme un iceberg, flottant vers le sud depuis la mer Glaciale, est graduellement miné par les eaux plus chaudes et, perdant à la fin son équilibre, trouble la mer à une grande distance par les vagues que cause sa chute, de même le barbare système social qui nous vient de l'antiquité sauvage, miné par l'esprit moderne, démantelé par les critiques de la science économique, remue le monde par des convulsions qui présagent sa fin.

Tous les hommes pensants conviennent que l'aspect présent de la société annonce de grands changements.

La seule question est de savoir s'ils seront vers le mieux ou vers le pire. Ceux qui croient à la noblesse naturelle de l'homme penchent vers la première hypothèse. C'est pour ma part, mon opinion

convaincue. J'ai écrit *LOOKING BACKWARD* dans la conviction que l'âge d'or n'est pas derrière nous, mais devant nous et à peu de distance. Nos fils le verront sûrement. Nous-mêmes, hommes et femmes déjà, nous le verrons, si nous le méritons par nos œuvres et notre foi.

EDW. BELLAMY.

De ce que l'organisation préconisée par le D^r Leete, admirée par M. West n'est ni possible ni désirable, il ne s'ensuit pas, certes, que la pensée des hommes d'État ou des modestes hommes d'études doive se détourner de la question sociale. L'heure n'est plus où il était permis d'en nier l'existence. Dans quelques jours, le 1^{er} mai, nous allons entendre le cri d'une masse énorme d'êtres humains qui en réclament la solution.

L'économie politique est une science d'observation, de fait. C'est être fort injuste pour elle que de lui attribuer le refus de l'État de s'occuper du sort des travailleurs. Elle s'est bornée à constater que cette intervention de l'État a toujours été vaine, lorsqu'elle n'a pas été funeste. Elle a démontré l'inanité de tous les plans d'organisation que l'on a basés sur la restriction de la liberté des contrats.

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que la majorité des économistes suivent encore, sans modification, les leçons d'Adam Smith et de ses successeurs immédiats. Les temps ont changé. Les découvertes industrielles, la concentration des capitaux, l'avènement de la grande industrie, tous les faits économiques du siècle, en un mot, concourent à rendre parfaitement inégales les situations du capitaliste et du travailleur qui traitent ensemble. Les progrès de l'instruction, l'affaiblissement des croyances religieuses, surtout la conquête des droits politiques, c'est-à-dire l'œuvre morale du siècle, rendent son infériorité visible au travailleur et la font insupportable pour lui.

Il est permis de ne pas travailler à l'avènement de la justice sociale. Nul, en effet, n'est contraint d'y croire et chacun a le droit de ne pas la comprendre. Mais, en

dehors de cette abstraction, il y a une réalité tangible. Ce sont les revendications des classes qui ne les abandonneront pas. Elles pourront triompher par une évolution pacifique. Peut-être ne feront-elles que renverser la société dans une révolution sanglante. Le devoir du publiciste est de chercher sans trêve le sens dans lequel l'évolution doit avoir lieu. D'autant mieux qu'ainsi il ne contribuera pas seulement à raffermir la paix, mais il évitera aux travailleurs eux-mêmes une victoire sans résultats ni lendemain, acquise par des pertes horribles et dont des ruines seraient le seul butin.

Mais quelle est donc la puissance assez grande pour améliorer le sort des travailleurs en dehors d'eux-mêmes? Dans leurs revendications, d'abord, il ne faut pas se méprendre. Demandent-ils l'abolition de la propriété? Non, certes, ils veulent le moyen d'y parvenir. Leurs clameurs contre le capital impliquent-elles qu'ils en méconnaissent la nécessité? Encore moins, mais ils sont las d'en payer aussi cher le concours. Ce sont là deux vérités de bons sens. De bonne foi, pourrait-on dire, car elles seraient reconnues par tous les travailleurs interrogés isolément.

Les écoles socialistes pourraient donc se diviser en deux groupes principaux : celles qui admettent ces vérités et celles qui les repoussent. Elles ont pris d'autres noms. Avant d'exposer, non pas la solution du problème, bien certainement, mais le moyen de le rendre moins ardu, il est bon de se rappeler brièvement les diverses doctrines du socialisme. Nous ne nous occupons pas, cependant, de celles dont M. Bellamy s'est visiblement inspiré et dont les enseignements n'ont plus qu'une valeur historique.

Et, avant tout, quelle est la signification exacte du mot « SOCIALISTE »? Toutes les personnes qui s'adonnent à l'étude des questions publiques connaissent bien cette signification, mais elles sont la minorité. La masse croit que les socialistes sont des républicains extrêmes. Et

lorsqu'elle apprend que M. de Mun est socialiste, elle le taxe de démagogie.

Or, le socialisme n'a rien à voir avec une opinion politique. Les socialistes sont ceux qui cherchent l'amélioration du sort des travailleurs par l'intervention de l'État. Nous le sommes donc tous un peu. C'est une question de mesure. Pour n'en avoir gardé aucune, le socialisme de 1848 était tombé dans un oubli profond. On croyait que la réaction qui suivait le coup d'État en aurait balayé les vestiges.

Il a ressuscité, sous une forme scientifique et puissante. Pour réduire au silence l'économie, son adversaire perpétuelle, il lui a emprunté ses armes, l'a rendue complice de son œuvre. Adam Smith, J.-B. Say, Ricardo, surtout, ont avancé que toute richesse et tout produit viennent du travail et rien que du travail. Le dernier a exposé sa fameuse théorie de la rente. Tous ont adopté les vues de Malthus sur la population. Les socialistes contemporains ont pris ces trois points de doctrines, les ont acceptés comme autant de dogmes obligatoires et en ont fait dériver toutes leurs théories.

Le précurseur de Karl Marx et de Lassalle a eu moins de chance qu'eux à la loterie de la renommée. C'était un homme de grande intelligence et de grand cœur, ROBERTUS-JAGETZOW. Il remarque un fait parfaitement vrai : le taux du salaire devant, par la loi de l'offre et de la demande, s'abaisser au strict nécessaire, l'ouvrier ne participe en rien à l'augmentation des produits. Si, pour cultiver une ferme, il faut vingt ouvriers et que l'introduction de machines ou l'achat d'engrais doublent le rendement de la ferme, le travail des vingt ouvriers sera deux fois plus productif pour le propriétaire. De la plus-value de leur travail, ils n'auront pas un centime. C'est incontestable.

Mais c'est inévitable et, de plus, très juste. Par ce

qualificatif de « juste », nous entendons ce qui doit être fait pour que l'intérêt de tous soit servi. Les vingt ouvriers ont donné la même somme de travail. Ils auront la même rémunération. C'est le propriétaire qui a doublé le rendement, par une grosse dépense, en courant un gros risque, en déployant une hardiesse ou une habileté agricole remarquable. Et tout cela doit se payer; sinon, qui donc essaierait ces améliorations techniques? D'où viendrait le progrès?

Et l'on aurait tort de répondre que si le progrès cessait, les ouvriers resteraient très indifférents puisqu'ils n'en profitent jamais. Dans notre exemple même, ils auront une partie du bénéfice de la ferme. L'accroissement du produit le fera tomber à un prix moindre. En leur qualité de consommateurs, ils auront, avec leur salaire, plus de choses nécessaires ou utiles.

De plus, il faut encore bien s'entendre. En admettant, pour un moment, la réalité de cette « loi d'airain » qui ne permet pas au salaire de dépasser les frais de subsistance de l'ouvrier, il reste à savoir ce que sont ces frais de subsistance.

Autrefois, c'était la nourriture plus que spartiate, un logis malsain, des vêtements rarement renouvelés. De nos jours, tout cela a changé. Les frais de subsistance *matérielle* des travailleurs ont augmenté énormément et le salaire y suffit. Il est encore insuffisant, c'est vrai, et il importe d'autant plus de l'accroître encore que, selon nous, dès qu'il dépassera ce que les ouvriers considèrent comme le strict nécessaire, l'excédent sera mis de côté et, aussitôt, ils aménageront leur existence de façon à ajouter à cette épargne un peu de ce qu'ils croient aujourd'hui être obligés de dépenser.

KARL MARX, qui s'est si souvent inspiré des idées de Rodbertus Jagetzow, a fait une chose et un livre. Le livre, puissant, génial, comme on dit à présent, est à peu près impossible à lire. On l'étudie comme un traité d'algèbre : C'est « *Le Capital* », un amas de formules mathé-

matiques, une suite de syllogismes rigoureux, mais d'une concision telle que le lecteur attribue l'impossibilité de les réfuter au fait qu'on ne sait guère où attacher la réfutation. Tout ce qui caractérise les sciences morales, l'absence de précision qui est le propre de tout ce qui concerne l'homme, de tout cela K. Marx fait fi. Il établit son équation, la résout avec la ferme conviction que les données ne changent pas pendant ce temps et, une fois l'inconnue dégagée, il la donne comme la solution sociale. A celui qui en mettrait la justesse en doute, il répondrait : Ai-je commis une erreur de calcul ? Suis-je donc ignorant des règles algébriques ? Et c'est à ce caractère spécial, plus fait pour rebuter que pour attirer l'étude, que « *Le Capital* » doit sa renommée. Plus clair, il aurait été justiciable du sens commun. Sybillin, il n'est jugé que par des économistes dont on récuse l'opinion, par des socialistes qui le déclarent admirable dès le nom de l'auteur, et la masse le proclame évangile sans l'avoir jamais lu.

La chose, c'est l'Internationale. Nous n'avons pas à nous en occuper ici autrement que pour constater combien elle a aidé à la diffusion des idées de Marx, rendues plus claires et dégagées de discussions.

Comme Rodbertus, Marx appuie son système sur le fait, reconnu par beaucoup, que toute richesse vient du travail. Ceci admis, il expose que tout objet a deux valeurs : la valeur d'usage et la valeur d'échange. La valeur d'usage est en proportion de l'utilité qu'offre l'objet à son propriétaire. Elle est impondérable, étant toujours subjective. Un verre d'eau peut valoir une obole ou un million, suivant qu'il appartient à un promeneur des Champs-Élysées ou à un explorateur du Sahara. Un cigare de la Havane ne vaut pas un centime pour une jeune fille et vaut assez cher pour un fumeur.

La valeur d'échange indique le prix contre lequel l'objet peut être échangé.

Dès que la société s'organise, que la vie sociale com-

mence, la valeur d'utilité cesse d'être utile à rechercher. La valeur d'échange se substitue à elle dans tous les cas.

Un objet a une valeur d'échange naturelle que déterminent les frais de sa production. Il est certain que si un objet, dont la production a coûté 4, s'échangeait contre un objet qui a coûté 5, les producteurs de ce dernier se mettraient à fabriquer directement le premier. Quels sont les frais de production ? La matière première, plus le travail. Mais la matière première, le coton par exemple, quels sont les frais de production qui déterminent son prix ? Le travail de l'armateur, celui du capitaine du navire, celui des nègres, celui du planteur.

En un mot, l'objet doit payer seulement le travail qui l'a créé, avec l'aide des forces naturelles gratuites.

En échangeant deux produits, on échange donc deux quantités de travail et le prix relatif de ces deux produits est indiqué tout simplement par le rapport de ces deux quantités.

Mais qu'arrive-t-il lorsque ces deux quantités sont incommensurables ? Quel rapport établir entre trois pommes et une chaise ? Comment voir la proportion entre vingt heures du travail de Chevreul et trente-cinq heures de travail d'un herboriste ? On trouve une réponse très aisée. Les trois pommes valent six sous et la chaise trente. Donc celle-là valent le cinquième de celle-ci. Chevreul dans huit heures enrichissait son pays — pour lui, il n'y avait que le génie qui fût une propriété personnelle — d'un million ; l'herboriste l'enrichit de deux sous. Le calcul est facile. Mais si l'on mesure la valeur du travail par le salaire, comment fera-t-on pour mesurer le salaire à la valeur du travail ? Cette réponse, très aisée, implique la ruine de la théorie de Marx.

De plus, un travailleur malhabile ne peut espérer voir payer le double un objet quelconque qui lui a demandé deux jours, alors qu'un seul suffit à d'autres. Evidemment, on doit se fonder sur une moyenne. On voit déjà

poindre la fixation arbitraire des prix et l'écrasement des ouvriers peu habiles.

Puisque, et voilà la première conclusion, les heures de travail déterminent la valeur d'un objet, toute invention permettant de diminuer le travail nécessaire à sa production en abaissera le prix. Le travail total restant le même, aucun progrès n'ajoutera aux richesses générales. Enfin, le travailleur ne peut participer aux bienfaits de ce progrès.

Quant au capital nous croyons, nous, qu'il se crée par l'épargne. Marx le nie. Il ne provient même pas des bénéfices commerciaux car, selon le novateur allemand, tout ce que l'un gagne, l'autre le perd. Nous avons toujours cru que si nous échangeons notre toile, qui ici vaut 1 franc et à la Jamaïque 2 francs, contre du rhum qui, là-bas, vaut 2 francs et ici 4 francs, nous gagnions vingt sous et le planteur en gagnait quarante; que si lui et nous mettions ce bénéfice de côté au lieu de le consommer tout de suite, nous formions un capital. Nous nous trompions, paraît-il.

Le capital se forme ainsi qu'il suit. Plutôt, il s'augmente ainsi, car le procédé suppose un capital de début, dont l'origine reste inexpiquée :

Le capitaliste installe des machines et une usine. Puis il achète le travail de trente ouvriers, supposons. Par suite de la loi d'airain, ce travail lui coûte juste ce qui est suffisant pour que ces ouvriers puissent vivre, ou plutôt ne pas mourir. La spéculation se base sur ce fait que cinq heures de travail donnent cette somme, après quoi l'ouvrier ne travaille plus qu'au bénéfice exclusif du patron. Si la journée est de dix heures, pendant cinq heures le travailleur accomplit une œuvre qui ne lui rapportera rien. En se rappelant l'origine de la valeur, on voit que le maître donne à l'ouvrier ce qui a coûté cinq heures de travail contre dix heures de travail nouveau.

Pour aggraver l'iniquité, par le fait de l'avidité du pa-

tron, des machines seront montées qui diminueront la main-d'œuvre nécessaire. Les produits baisseront de prix. L'ouvrier pourra s'entretenir à moins de frais et le salaire diminuera puisqu'il est basé sur le coût de l'entretien du travailleur.

Le capital ne provient donc que du produit du vol quotidien par le patron d'une grande partie du travail de l'ouvrier. Et puisque la somme des valeurs ne se modifie pas, l'enrichissement des uns implique l'appauvrissement des autres. Toute accession de ceux-ci au capital nécessite la chute de ceux-là dans le dénuement et la misère.

Tel est le résumé de la doctrine de Karl Marx. Ce qui la caractérise, c'est que ses erreurs apparaissent au premier regard, qu'on la juge inacceptable dès le premier moment, mais qu'il est très malaisé de la réfuter. Nous l'examinerons avec quelque prolixité. Elle est le fondement, la base de toutes les écoles nées depuis peu, et l'attention que voudra bien nous prêter ici le lecteur nous dispensera de tomber dans des redites.

Marx a parfaitement raison. La valeur produite par l'ouvrier ne profite pas tout entière à l'ouvrier. Celui-ci a besoin du capital, sous la forme d'outils, de machines, de matières premières. Le capital n'accordera son concours que si on le lui paye. A quel prix ? Ce qui s'applique au travail s'applique à lui de même. Puisque la concurrence réduit le salaire au prix de revient, c'est-à-dire au chiffre strictement nécessaire pour vivre, de même le capital verra sa rémunération descendre à un taux qui rémunère simplement les efforts pour le constituer.

Une erreur plus grande est celle qui a trait à la valeur. Un objet ne peut se payer moins qu'il ne le faut pour payer sa production. Sinon on ne le produirait plus, mais il peut se payer bien d'avantage. Sa valeur d'échange oscille entre ce chiffre minimum et une autre limite qui est sa valeur d'usage. Le travail qui crée une valeur ne

la mesure pas. Il ne fait que préciser le chiffre au-dessous duquel elle ne peut descendre. Il faut autant de travail pour construire un tournebroche que pour faire une paire de boucles d'oreille. On dépense le même effort pour récolter un sac de seigle qu'un sac de froment.

Entre les deux limites qu'elle ne peut dépasser, la valeur est réglée par l'offre et la demande. La rareté intervient comme facteur.

Ces limites sont rarement atteintes. L'objet se vend au-delà de son prix de revient, malgré la loi d'airain. Son prix n'égale jamais sa valeur d'usage, par suite des progrès réalisés par la production. Aussi le langage courant les passe-t-il sous silence et dit que les prix sont réglés purement et simplement par l'offre et la demande.

La valeur en usage joue donc un rôle important. On l'oublie encore en niant que le progrès augmente la richesse de tous. Peut-être au point de vue des valeurs d'échanges, si la proportion entre la multiplication des produits et l'abaissement des prix est rigoureuse. Mais l'échange n'est qu'un moyen de répartir les utilités. Ce sont celles-ci qu'il faut envisager et la richesse générale s'accroît à mesure que l'industrie crée un plus grand nombre de choses utiles.

Le point de départ de la théorie de Marx est évidemment faux. Mais ce qui lui a créé tant d'adhérents est vrai. Le capital prélève une part du produit du travail. Alors que, sur le marché, le capitaliste peut attendre, le travailleur ne le peut pas. Des améliorations industrielles, celui-ci ne profite qu'indirectement, celui-là prend presque l'entier bénéfice.

Supprimer le capital, il n'y faut pas songer. Le confisquer, ce n'est que déplacer le problème. Mais si le travailleur devenait capitaliste? Si, des deux éléments toujours ennemis tant qu'ils seront distincts, on ne faisait qu'un seul outil, mis dans la même main?

C'est la vision de l'avenir qui a frappé l'esprit le plus brillant qui ait jamais prêché le socialisme, FERDINAND LASSALLE.

Il admettait, sans restriction, la prétendue loi d'après laquelle toute amélioration du sort des travailleurs accroît leur nombre et dès lors reste sans effet. Si c'est une loi, elle souffre de nombreuses exceptions. Dans tous les pays où les ouvriers jouissent du bien-être, dans toutes les classes aisées, la natalité est moins grande.

C'est ce qu'il faut toujours avoir présent à la mémoire car, sinon, que vaudraient les efforts des amis des classes laborieuses? A quoi aboutiraient les revendications de ces classes elles-mêmes?

Cette opinion faisait rejeter par Lassalle tout ce qui a été fait par les apôtres de la coopération. D'après lui, les associations de consommation pouvaient bien rendre meilleures les conditions d'existence d'un certain nombre d'ouvriers. Mais, du jour où elles auraient soulagé la masse tout entière, un excédent de croissance, une diminution de mortalité viendraient augmenter l'offre du travail et réduire le salaire. Encore une fois, les faits démentent absolument l'assertion. Sans même emprunter à la terminologie malthusienne le nom du principal facteur qui intervient, il suffit de tenir compte des mariages moins hâtifs et plus raisonnés.

Adoptant les théories de Marx sur la part qui revient au capital, Lassalle affirmait que la liberté des contrats ne jouait aucun rôle dans les négociations du patron et de l'ouvrier, « celui-ci n'étant pas plus libre que l'homme qui se noie de choisir la perche qui le tire de la rivière ». Et, enfin, il refusait au capital de n'être que du travail accumulé. Il le faisait dériver soit des spoliations violentes de la féodalité, soit de l'extorsion quotidienne du régime actuel.

De là, il concluait à la nécessité de faire de ce capital le serviteur du travail, de le mettre aux mains des travail-

leurs. La coopération de production devait remplacer le salariat, mais, et c'est ici qu'est le propre de sa doctrine, la transformation devait se faire de par l'autorité de l'État, avec son aide.

C'est, disons-nous, le propre de sa doctrine. C'est aussi sa ruine. La coopération nous semble être, en effet, le régime futur de l'industrie humaine. Tout l'y conduit : la capacité intellectuelle des ouvriers s'accroissant tous les jours et qu'il est nécessaire d'utiliser, chaque organe voulant son emploi ; les sentiments démocratiques acquérant sans cesse plus de puissance ; surtout les faits, dans une époque où les participations aux bénéfices ne se comptent plus. Nous reviendrons sur ce sujet.

Mais la coopération, c'est-à-dire un tantième d'autorité et d'initiative donné à chaque travailleur, suppose, exige que ce travailleur ait une certaine capacité spéciale jointe à une certaine culture. Avec la liberté, rien de plus aisé que le choix. Ceux-là seuls qui sont bien doués arrivent à créer des associations viables. Mais avec l'intervention de l'État, ces coopérations peuvent vivre longtemps d'une existence artificielle aux dépens du corps social. Vouloir remplacer la sélection automatique qui s'opère aujourd'hui par la décision d'un chef de bureau, telle est la tendance des disciples de Lassalle. Elle est mauvaise.

Il abolit, de plus, l'héritage. La société ainsi, entrant en possession de tous les instruments de travail, terres, capitaux, usines et ateliers, en donnerait à tous les ouvriers la jouissance gratuite et viagère.

Contre l'hérédité, il a des pages éloquentes. Est-il vrai que nous ayons cette institution simplement parce que les Romains, nos maîtres, croyaient que l'esprit des parents survivait chez les fils ? Mais, encore une fois, pour apprécier la justice d'un fait social, il ne faut pas le soumettre à la pierre de touche d'une équité nuageuse, que chacun peut, sans contrôle, établir à sa guise. Il faut voir si elle est conforme aux nécessités de l'espèce, si elle aide au

bien des individus. Nous avons dit ailleurs (1), à propos de l'héritage :

« En admettant la propriété productive indivise.... que gagnerait la communauté à enlever au fils la part du défunt dans une ou plusieurs de ces associations? Croit-on que ce partage augmentât considérablement les ressources de l'État ?

En revanche, je sais bien ce qu'y perdrait la société. Le fils de l'homme aisé acquérant pendant sa jeunesse des facultés qu'il n'aura plus le moyen de mettre en œuvre, l'épargne des générations devenant impossible; bien entendu, la dissimulation des patrimoines, l'horreur de ces industries productives où l'on ne pourrait posséder une part sans que l'Etat ne nous la confisquât à notre mort.

Et cette abolition de l'hérédité, si pleine de périls, quenul avantage ne vient compenser, pourquoi la réclame-t-on?

..... C'est au nom de la justice sociale.

Mais où donc ont-ils vu qu'elle devrait exister, cette justice sociale? Les hommes ont reconnu que leurs intérêts leur dictaient des lois, ont appelé « justice » le devoir de les observer. De ce qu'elles s'imposent à tous « également », on a fait le mot « équité », mais l'équité n'existe pas dans la nature, et il est incompréhensible qu'on sacrifie tant d'intérêts au désir de proclamer son règne.

Il est injuste, dit-on, que tous les hommes ne livrent pas le combat de la vie avec les mêmes armes. Pourquoi est-ce injuste? Parce qu'il n'y a pas égalité de chances, dites-vous. J'entends, mais comment démontrez-vous que l'inégalité et l'injustice soient synonymes. »

Mais que ces erreurs de Lassalle fussent des concessions aux idées de ceux qu'il voulait faire ses partisans ou qu'elles fussent vraiment professées par lui, son esprit si clair, sa haute raison reprenaient vite le dessus. Il n'espérait aucune transformation subite de l'organisme

(1) *Éléments de sociologie* (Bibliothèque Politique. Félix Alcan), p. 239.

social dont il dénonçait les vices. Deux siècles, selon lui, étaient nécessaires pour que le salariat fût supprimé. La société pas plus que la nature ne procède par bonds.

Sans son appel à l'Etat-Providence et si les faits constants l'avaient convaincu que la coopération n'exclura jamais entièrement l'achat et la vente du travail, les leçons de Lassalle auraient trouvé un appui dans ceux qui doivent aujourd'hui combattre ses élèves.

Il se flattait de compter parmi eux le plus illustre des Allemands, M. de Bismarck. Nous avons, en vérité, assisté à ce spectacle étonnant. Le champion de l'autorité, le représentant de l'aristocratie féodale, est monté à la tribune maintes fois pour soutenir que le devoir de l'Etat est d'intervenir dans la production et dans la question des salaires. Il a été suivi dans cette voie. Le « Staatssozialism, » le socialisme d'Etat, s'est fondé en Allemagne.

Nous aurions dû être surpris seulement que le génie du Chancelier ne l'eût pas détourné de cette entreprise. Mais il n'y avait rien qui dut nous étonner si sa naissance et ses principes ne l'arrêtaient point. Napoléon III aimait à se dire socialiste. Il l'était vraiment.

Seulement les potentats faisant du socialisme rappellent trop exactement un patron invitant ses ouvriers à jouer au whist. Ils lui répondront : « Puisque nous avons la permission de nous amuser, nous allons au cabaret jouer au bouchon une bonne bouteille de vin. » Dès qu'un chef d'Etat veut doter ses sujets des bienfaits du socialisme, ils lui disent : « Nous voulons notre socialisme à nous ». Napoléon III en a fait l'expérience. Guillaume II est en train de la faire. Il a beau mettre au bas de ses portraits le « *sic volo, sic jubeo...* », sa puissance a beau être colossale, on n'arrête pas une mer qui monte et c'est bien une mer que cette masse d'hommes se ruant vers un bien-être et une liberté qu'ils n'ont pas encore connus.

Et ils ont raison, grandement raison, de vouloir leur socialisme à eux. Celui de l'Etat consiste à prendre pour

lui toutes les sources de production, à faire de la nation ce que sera l'Amérique en l'an 2000 si l'on veut en croire M. Bellamy. Les vrais socialistes cherchent ailleurs la solution et, par un manque très naturel de logique, veulent d'abord la liberté politique.

Entre les deux écoles, se place le SOCIALISME CHRÉTIEN, Combien de fois n'a-t-on pas répété : « Le Christ est le premier des socialistes ! »

D'abord, le Christ est venu prêcher une loi morale. Ses enseignements disaient beaucoup plus comment on devait mériter le ciel que comment vivre matériellement sur la terre. Ses lois civiles, si j'ose dire, présentent un caractère spécial. Il parlait à une peuplade isolée, arriérée. Pourquoi lui aurait-il tenu un langage bon pour une nation développée et en communication avec le reste de l'univers ? Si l'on veut faire intervenir le christianisme dans les questions de production et de répartition, il faut aussi qu'il règle tous les rapports des hommes entre eux. Bientôt, il n'y aura plus ni de biens produits, ni de produits à répartir.

Il a changé la face du monde. C'est incontestable. Mais non pas en se substituant à ce qui existait. Sous son influence, les mœurs se sont modifiées. Il a été le facteur de l'évolution. Notre civilisation n'est pas celle qu'a dictée le christianisme. Elle est le produit des civilisations passées, graduellement transformées avec la participation de la doctrine chrétienne.

Les choses morales sont éternelles. Aujourd'hui comme au premier siècle, nous avons des devoirs envers nos frères, que la religion précise. Ce sont les mêmes. Mais dans la sphère matérielle, il n'en est pas ainsi. La société a marché ; ce qui la servait à Nazareth la tuerait aujourd'hui.

Les socialistes religieux n'en tiennent pas compte. En France, en Allemagne, ils veulent la suppression de la liberté des contrats. L'évêque de Mayence demande,

comme Lassalle, que l'État crée, subventionne et dirige les associations corporatrices de production. M. de Mun voudrait revenir aux corporations. Tous donnent au clergé le rôle de tuteur et de guide.

Pourquoi oublier la parole du Sauveur : « Mon royaume n'est pas de ce monde » ? Pourquoi laisser effacées ses imprécations contre les richesses ? « Heureux ceux qui souffrent, car ils seront consolés ! » Pour donner aux hommes quelques années, non pas de bonheur, mais d'aises matérielles dans le court passage de la vie, vous les exposerez à perdre la félicité dans les siècles des siècles.

Le christianisme est-il un culte, une religion ? Il a toutes nos obéissances comme il a tous nos respects.

Est-il une constitution sociale ? Sans que nous y soyons pour rien, cette constitution ne convient pas du tout à notre société. Il ne fallait pas la laisser se transformer comme elle l'a fait. Vous le pouviez, vous, Eglise, qui êtes de tous les temps. Mais votre éternité ne saurait racheter ce qu'a produit votre abstention séculaire.

Dans les questions de détail, ce qu'ils n'empruntent pas aux socialistes radicaux est toujours empreint d'irrégularité.

L'obligation du repos hebdomadaire, par exemple. Si une seule nation l'adopte, elle se place dans des conditions d'infériorité envers ses rivales. Si toutes l'établissent, la production générale est diminuée d'un septième et les objets nécessaires enchérissent. Toutes les écoles socialistes cherchent l'abondance des produits. Vous la restreignez. L'industriel devra chercher à la fois dans le haut prix et dans la diminution des salaires une compensation à la perte que lui cause l'oisiveté de son capital fixe.

La fixation des salaires ? Que ferez-vous si les employeurs cessent de produire ? Allez dans les centres ouvriers où l'on a établi des « tarifs débattus », vous verrez ce qu'il durent, ces tarifs chèrement conquis.

Bien autrement hardis, bien plus logiques que les socialistes conservateurs sont les COLLECTIVISTES. Ils ont beaucoup fait parler d'eux. Ils ont été, pendant quelque temps, tête de ligne du mouvement socialiste. Personnellement, nous avons combattu leurs doctrines dans de nombreuses conférences. Et une des difficultés rencontrées était la presque impossibilité de trouver une exposition nette et complète du but qu'ils poursuivaient.

Le livre de M. Bellamy peut donner de ce but une idée superficielle. Le collectivisme ressemble au système qu'il préconise. Il y a cependant quelques différences notables.

L'Etat collectif a la propriété de tous les fonds productifs, mais ne les exploite pas tous lui-même. L'individu peut créer une entreprise privée et l'Etat lui fournit les premiers capitaux. La concurrence de la nation doit suffire à empêcher les abus du système actuel.

L'héritage est aboli, les associations de capitaux prosrites, donc le retour de la ploutocratie impossible.

Il est inutile d'entrer dans les détails de la doctrine. Sa grande force est qu'elle admet des degrés. Les hommes du xx^e siècle, à en croire M. Bellamy, seront des collectivistes intransigeants. Nos contemporains sont des collectivistes modérés lorsqu'ils demandent à l'impôt une modification dans la répartition des biens.

Mettre sur la transmission successorale une charge hors de proportion avec les taxes qui grèvent les autres modes de transmission, c'est faire œuvre de collectivisme indiscutablement. — Nous venons de voir le collectivisme en œuvre. Une banque, propriété d'une masse d'actionnaires, est atteinte par un désastre. Les autres grandes banques, propriétés, elles aussi, d'un grand nombre de personnes, s'intéressent à ce désastre, s'associent pour faire franchir le mauvais pas à leur concurrente, et cela sur l'initiative du gouvernement. Personne ne songe à le regretter. C'est pourtant bien du collectivisme et sur une échelle très étendue.

De la question de mesure dépend donc entièrement le jugement à porter sur une doctrine qui varie dans de telles proportions. Et cependant, même lorsque le collectivisme semble produire de bons effets, ce n'est que comme remède, comme secours passager.

Le vrai collectivisme se trouve dans le « Mir », la communauté russe. Et il est le principal obstacle à la marche en avant des paysans du grand empire. Il était dans les zadrouryas slaves, qui disparaissent à mesure que la civilisation se développe.

C'est sous une autre forme qu'il règne en Italie où propriétaires et industriels ne travaillent guère que pour payer le collecteur des taxes. Tout le monde sait que si les citoyens italiens exigeaient le degré de bien-être nécessaire au paysan français, l'Italie serait déjà déchirée par une crise économique sans issue.

A plus haute dose, le collectivisme se confond avec le communisme. Mais nous avons pris ce dernier sur le fait, en examinant ce qu'il produira au *xx*^e siècle.

L'ouvrier ne condamne pas la propriété individuelle. Il veut pouvoir y arriver. Il comprend à merveille qu'une hiérarchie sociale quelconque est inévitable. Il demande que lui ou son fils puissent en gravir les échelons.

La coopération est certainement le régime vers lequel tend l'industrie. La nécessité d'unir le travail et le capital est évidente. Les associations des capitaux ont rendu aisée la formation de sociétés où le travail entrera comme participant.

La petite industrie a jusqu'ici été seule exploitée par des sociétés coopératives de production. C'est, pourtant, celle où la coopération rencontre le plus de difficultés. On peut être un très bon ouvrier et un homme intelligent sans avoir aucune faculté commerciale, aucun don de commandement. Le choix du gérant, le manque d'autorité qui est le lot d'un élu par ses pairs ont trop sou-

pour amener les choses — On peut cependant espérer que l'extension du réseau scolaire moyen diminuera ces obstacles.

Il se rencontrera beaucoup moins dans l'industrie moderne. Celle-ci est en effet impérieusement la présence du capital, presque toujours, par conséquent, l'intromission des capitalistes. Il y a donc forcément une certaine somme de talents administratifs intéressés à l'entreprise.

Une autre source est la coopération dans la grande industrie ou dans le grand commerce. Sauf quelques exceptions, les immenses masses de production ou de distribution appartenant à des actionnaires. Est-il bien malaisé d'établir le minimum légal du prix des actions, afin d'en garantir l'accès aux travailleurs ?

Il s'agit du collectivisme ? Peut-être. Mais du collectivisme libre. La sélection s'opérera. C'est le point important. Il est, pour nous, la pierre de touche qui permet de reconnaître les systèmes possibles et bienfaisants des masses ouvrières.

Il y a aussi une source plus aisée à l'association. Les ouvriers peuvent par l'expérience qu'ils peuvent acquérir, juger leurs juges seront leurs propres succès à ne pas se tromper dans leurs choix.

La participation aux bénéfices offre un double inconvénient. Elle ne fait pas la séparation entre le capital et le travail. Le plus sa qualité est toujours arbitraire.

Il y a aussi une source à cela. La compagnie qui s'occupe des mines, par exemple, vendra ses actions aux ouvriers de la mine et de la surface. Ces ouvriers pourront s'occuper aussi aux associations pour l'achat des actions des mines, en premier lieu pour se faciliter la tâche, et ensuite pour pouvoir mieux surveiller et mieux défendre leurs intérêts. — La Société « La Fourmi » peut servir de modèle.

Oui, la coopération remplacera le salariat, mais à la condition qu'on ne tâchera pas de rendre cette substitution immédiate ni absolue. Lassalle estimait qu'elle ne se réaliserait que dans deux siècles et l'expérience démontre que la coopération sera toujours le lot d'une élite, au moins relative.

Si nous espérons son avènement, ce n'est pas seulement parce qu'elle est la meilleure, la plus facile solution du problème. Ce n'est pas davantage parce que nous avons en elle une foi si profonde que nous avons placé au seuil de notre existence virile deux années de travail afin d'en démontrer la valeur aux ouvriers de l'Est. Mais c'est parce que tout démontre que cet avènement est prochain. A l'Exposition des œuvres sociales de 1889, on en a vu la preuve. Les actions de nos chemins de fer répandues dans tous les ménages d'ouvriers économes; les grands magasins exploités par leurs employés; l'énorme masse de la petite épargne; la disparition des entreprises purement individuelles; les syndicats agricoles; le développement des assurances, en un mot toutes les manifestations du progrès social nous rapprochent de la coopération.

Sera-ce l'âge d'or? Certes non. La nature a des rigueurs que l'homme peut pallier sans pouvoir les prévenir. Il y aura toujours des faibles et des paresseux. La charité aidera les premiers. La nécessité amendera les seconds.

Mais on aura conservé dans sa plénitude l'intérêt personnel, le seul stimulant qui vaille. En maintenant l'héritage, on aura sauvegardé la stabilité, ce facteur nécessaire. Enfin, et surtout, on aura respecté la liberté, et la vraie liberté, celle du travail, celle du foyer, autrement primordiale que celle d'injurier le gouvernement dans un journal.

Par cela seul, les droits de l'évolution seront respectés. Ce ne sont point des droits abstraits. C'est par cette évolution qu'a été formé l'homme actuel. En vouloir changer le cours, vouloir obliger le fleuve immense

qui porte l'humanité vers ses destinées à remonter vers sa source, ce serait vouloir une horrible tourmente, dont la pensée terrifie, à laquelle ne survivrait que le chaos.

Que faut-il pour que la coopération puisse prendre son essor et rendre le calme à notre monde économique ?

Une seule chose : que les deux adversaires se rappellent que, déjà, ils sont des associés, que celui qui possède et qui est instruit cesse de craindre ou de dédaigner le pauvre et l'ignorant, que le travailleur se dise que le capitaliste travaille, lui aussi, et beaucoup.

Ce n'est pas préparer, mais reculer indéfiniment l'heure de la concorde nécessaire, que de mettre sous les yeux, des déshérités les abus de notre âge en les leur donnant pour la règle, d'attribuer à l'iniquité humaine ce qui est le fait de l'inégalité de nature.

Ne vaut-il pas mieux leur montrer qu'ils ont en main le talisman qui les élèvera, qui déjà a élevé beaucoup de leurs frères d'atelier, la trinité invincible : TRAVAIL ÉPARGNE, VOLONTÉ.

COMBES de LESTRADE.

Paris, avril 1891.

TABLE DES CHAPITRES

PRÉFACE.....	1
CHAPITRE I ^{er}	5
— II.....	23
— III.....	30
— IV.....	44
— V.....	52
— VI.....	70
— VII.....	79
— VIII.....	93
— IX.....	102
— X.....	113
— XI.....	133
— XII.....	148
— XIII.....	166
— XIV.....	183
— XV.....	194
— XVI.....	209
— XVII.....	219
— XVIII.....	234
— XIX.....	239
— XX.....	253
— XXI.....	259
— XXII.....	271
— XXIII.....	296
— XXIV.....	302
— XXV.....	307
— XXVI.....	323
— XXVII.....	344
— XXVIII.....	358
POST-SCRIPTUM. — <i>La marche du progrès du monde.</i> ..	384



•

7-
11









